SUR LES CHEMINS DE L'EXTRÉMISME EN AFRIQUE : LES VOIES DE RECRUTEMENT ET DE DÉSENGAGEMENT

PNUD

SUR LES CHEMINS DE L'EXTRÉMISME EN AFRIQUE :
LES VOIES DE RECRUTEMENT ET DE DÉSENGAGEMENT

PNUD

Copyright ©PNUD 2023

Tous droits réservés.
Programme des Nations Unies pour le développement

undp.org/prevent-violent-extremism

journey-to-extremism.undp.org

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est la principale organisation des Nations Unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, des inégalités et du changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à construire des solutions intégrées et durables pour les personnes et la planète.

Les opinions exprimées dans la présente publication ne représentent pas nécessairement celles des pays membres du Conseil d'administration du PNUD ou des institutions du système des Nations Unies qui y sont mentionnées.

Les désignations et la terminologie employées, ainsi que la présentation des documents, n'impliquent aucune expression ou opinion de la part de l'Organisation des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou de ses frontières ou limites.

Les noms mentionnés dans les citations ont été modifiés afin de protéger les personnes concernées.

PHOTO DE COUVERTURE : ©PNUD

« Si rien n’est fait, les effets du terrorisme, de l’extrémisme violent et du crime organisé se feront sentir bien au-delà de la région et du continent africain. »

António Guterres
Secrétaire général des Nations Unies

©PNUD

PRÉFACE

« L'extrémisme violent ne se limite pas à un pays ou à une région spécifique, mais constitue plutôt un fardeau partagé auquel l'humanité dans son ensemble doit répondre. Les histoires humaines mises en lumière dans le présent rapport fournissent une base de preuves qui montre clairement la nécessité d'une attention internationale renouvelée, de solutions intégratives et d'investissements à long terme pour lutter contre les moteurs sous-jacents de l'extrémisme violent. »

L'insécurité résultant de l'extrémisme a conduit aux niveaux les plus élevés de déplacement de population – à la fois les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et les réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale ; une grande partie de ce déplacement a lieu en Afrique. En 2015, avec plus de 1,5 million de personnes déplacées au Nigeria, plus d'un million en Somalie, un demi-million en République centrafricaine et 600 000 dans le Sahel, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) s'est lancé dans un processus visant à comprendre la nature de l'extrémisme violent en Afrique pour mieux façonner à la fois les politiques et les programmes afin de prévenir et de lutter contre la propagation de l'extrémisme violent.

La famille des Nations Unies et nos nombreux partenaires ont travaillé pour s'attaquer aux causes profondes sous-jacentes de l'extrémisme violent. Il est possible de s'attaquer aux facteurs qui conduisent à l'extrémisme violent. Pourtant, les investissements dans la prévention et le maintien de la paix demeurent insuffisants. En fait, comme le montre ce rapport, les investissements dans les approches sécurisées et réactives continuent d'augmenter, évinçant les efforts de prévention et de consolidation de la paix sous-financés mais indispensables. Ceci en dépit des preuves soulignant le retour positif sur les investissements dans la consolidation de la paix, estimé à un ratio de 16:1, ce qui signifie que pour chaque dollar américain investi dans la consolidation de la paix, 16 dollars pourraient être économisés sur les coûts des conflits et de l'extrémisme violent. Cela nécessite une approche redynamisée fondée sur des preuves pour prévenir l'extrémisme violent. En 2021, près de la moitié de l'ensemble des décès dus à l'extrémisme violent est survenue en Afrique.

Le Sahel a été le plus durement touché, les décès dus au terrorisme dans la région ayant décuplé depuis 2007. L'extrémisme violent se propage davantage à travers le continent, du Mozambique au Togo, transformant l'Afrique en un nouvel épicentre mondial de l'extrémisme violent, avec des effets dévastateurs sur les vies et les moyens de subsistance, et sur les perspectives de paix et de développement.

S'appuyant sur des recherches fondamentales menées auprès d'environ 2 200 personnes interrogées – dont plus de 1 000 anciens membres de groupes extrémistes violents – cette deuxième édition du rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : les voies de recrutement et de désengagement* est l'étude la plus approfondie à ce jour sur ce qui pousse les gens à l'extrémisme violent. Elle étudie ce qui pousse les gens au bord du recrutement, le « point de basculement » – et finalement, le « tournant décisif » qui les pousse à décider d'abandonner ces groupes.

Comme indiqué dans le rapport *Notre programme commun*, le Secrétaire général des Nations Unies est en train d'élaborer un nouveau programme pour la paix. Il appelle à un investissement accru dans la prévention et à la nécessité d'une meilleure compréhension des moteurs et des systèmes sous-jacents qui entretiennent les conflits.

Conformément à cette demande, j'espère que la recherche *Sur les chemins de l'extrémisme* éclairera les efforts de la famille des Nations Unies pour aider les pays d'Afrique à prévenir l'extrémisme violent, notamment par le biais d'efforts vitaux coordonnés par le Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme (UNOCT). Dans le cadre de la nouvelle Offre de crise du PNUD, les nouvelles preuves visent à aider les pays à briser le cycle de la crise, à prendre de l'avance et à investir dans l'espoir : des emplois à la justice en passant par la progression des Objectifs mondiaux.

L'extrémisme violent ne se limite pas à un pays ou à une région spécifique, mais constitue plutôt un fardeau partagé auquel l'humanité dans son ensemble doit répondre. Les histoires humaines mises en lumière dans ce rapport fournissent une base de preuves qui montre clairement la nécessité d'une attention internationale renouvelée, de solutions intégratives et d'investissements à long terme pour lutter contre les moteurs sous-jacents de l'extrémisme violent. De tels efforts sont maintenant plus cruciaux que jamais et sont décrits avec justesse par le Secrétaire général des Nations Unies comme la « raison même pour laquelle les Nations Unies existent ».

Achim Steiner
Administrateur du PNUD

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude aux hommes et aux femmes qui ont accepté de partager leurs parcours de vie, à partir desquels nous avons pu tisser la toile d'expériences de parcours menant à l'extrémisme et permettant d'en sortir. Sans eux, ce rapport n'aurait pas été possible.

La deuxième édition de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme* a été préparée sous la supervision éditoriale conjointe et la direction de l'équipe de PEV du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique (RBA) et du Bureau régional pour les États arabes (BREA) sous la direction de Nirina Kiplagat, avec le soutien technique de Benedicte Storm, Tomas Kral, Mohammed al-Qussari, Joelle Seme Park et Anna Karisto au sein du PNUD.

Le document a ensuite été révisé et développé avec l'important soutien éditorial d'Ivan Campbell, au moyen d'une analyse riche en données fournie par l'Institut pour l'économie et la paix (IEP) sous la direction de David Hammond et d'Andrea Abel et la relecture par Leah Brumer.

Le cœur de cette étude s'appuie en outre sur le soutien des multiples bureaux de pays du PNUD et des partenaires de recherche, dont le soutien a été essentiel à l'étude et dont la contribution à la recherche a été entreprise dans certaines des zones les plus dangereuses du continent, des centres de détention à risque dans les zones de conflit gravement touchées. Il s'agissait des bureaux de pays du PNUD au Niger, au Nigeria, au Cameroun, au Tchad, au Burkina Faso, au Mali, en Somalie et au Soudan et des organisations partenaires, ainsi que des personnes qui ont mené la recherche sur le terrain : le Centre Elman pour la paix et les droits de l'homme en Somalie, la Fondation Neem au point sud du lac Tchad au Mali et BAOBAB Développement au Burkina Faso.

Nous exprimons en outre nos sincères remerciements au gouvernement du Cameroun, au gouvernement du Niger, au gouvernement du Burkina Faso, au gouvernement du Mali, au gouvernement du Tchad, au gouvernement fédéral du Nigeria, au gouvernement fédéral de la Somalie et au gouvernement du Soudan pour leur soutien dans la réalisation des entretiens qui ont constitué la base de cette recherche.

Le développement complet de la recherche a fait l'objet d'une consultation rigoureuse et a été fortement enrichi par l'expertise et les idées partagées par les membres du groupe de référence interne du PNUD des bureaux de pays participants, ainsi que les bureaux régionaux et techniques. Dans le groupe de référence externe, il a largement bénéficié du soutien de Martine Zeuthen (RUSI) et de Fonteh Akum (Institute of Security Studies Africa).

Nous tenons également à remercier les équipes de communication de tous les bureaux, qui ont soutenu les efforts visant à amplifier et alimenter le rapport, ainsi que d'autres produits de connaissance clés de la PEV : Ngele Ali, Michelle Mendi Muita, Sarah Bel, Shreya Anand, Elsie Assogba, Gopi Kharel, Noeman Alsayyad, Hoda ElNahlawy, Aimee Brown, Sarah Jackson-Han, Caroline Hooper-Box, Eve Sabbagh, Victor Garrido, Dylan Lowthian, Guilherme Larsen, Rita Angelini, Léa Zoric et Gabriela Goldman.

L'équipe tient également à remercier le Centre d'Oslo pour la gouvernance pour avoir soutenu et amplifié cette recherche sous la direction d'Arvinn Gadgil et le soutien de l'équipe dirigée par le point focal de PEV Simon Finley.

L'équipe exprime sa grande gratitude à Ahunna Eziakonwa, Secrétaire générale adjointe et Directrice régionale du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique, et Khalida Bouzar, Secrétaire générale adjointe et Directrice du Bureau régional du PNUD pour les États arabes pour leur vision stratégique, leur leadership et leurs conseils. L'appréciation est également étendue au soutien continu du Bureau de crise du PNUD sous la direction d'Asako Okai, Sous-secrétaire générale des Nations Unies et Directrice du Bureau de crise du PNUD, et plus particulièrement de l'équipe de prévention de l'extrémisme violent sous la direction de Samuel Rizk, Chef de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix et des institutions réactives (CPPRI).

Nos sincères remerciements à Stan Nkwain, Directeur régional du Centre de services régional du PNUD pour l'Afrique, et Khaled Abdel Shafi, Directeur du Pôle régional à Amman, ainsi qu'à Roselyn Akombe et Giordano Segneri, les Coordonnateurs régionaux de la gouvernance et de la consolidation de la paix du Bureau régional pour l'Afrique et du Bureau régional pour les États arabes, respectivement, pour leur immense leadership et leur soutien tout au long de cet ambitieux projet. Nous tenons également à remercier Jide Okeke, Coordinateur du programme régional pour l'Afrique, et Paola Pagliani, Coordinatrice du programme régional pour les États arabes pour leur soutien continu.

Nous sommes profondément reconnaissants du soutien financier apporté à ce projet et de la confiance témoignée dans notre travail par le gouvernement des Pays-Bas et le gouvernement de la Suède.

Nous remercions Studio Mnemonic et son équipe pour leurs graphismes et leur conception de haute qualité.

Enfin, nous tenons à exprimer notre sincère gratitude aux hommes et aux femmes qui ont accepté de partager leurs parcours de vie, à partir desquels nous avons pu tisser la toile d'expériences de parcours menant à l'extrémisme et permettant d'en sortir. Sans eux, ce rapport n'aurait pas été possible.

LISTE DES ACRONYMES

LTE	Lutte contre le terrorisme et l'extrémisme
LEV	Lutte contre l'extrémisme violent
PIB	Produit intérieur brut
IEP	Institut pour l'économie et la paix
EIIL / Daech	État islamique d'Irak et de Syrie, également connu sous le nom d'État islamique en Irak et au Levant (ce dernier est une traduction de Daech, l'acronyme arabe)
EIAO	État islamique en Afrique de l'Ouest
JNIM	Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslim
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MNJTF	Force multinationale mixte
ADP	Aide publique au développement
PEV	Prévention de l'extrémisme violent
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNOCT	Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme
Groupe EV	Groupe extrémiste violent

SOMMAIRE

PRÉFACE 6

REMERCIEMENTS 8

LISTE DES ACRONYMES 10

LISTE DES FIGURES et LISTE DES TABLEAUX 12

RÉSUMÉ ANALYTIQUE 14

INTRODUCTION 28

ÉCHANTILLON DÉMOGRAPHIQUE et MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE 36

CHAPITRE 1. UN CONTEXTE CHANGEANT 48

- 1.1. La propagation de l'extrémisme violent en Afrique 49
- 1.2 Les réponses en matière de sécurité face à l'extrémisme violent en Afrique 53
- 1.3. Modifier les ressources visant à répondre à l'extrémisme violent en Afrique 55

CHAPITRE 2. LES VOIES VERS LE RECRUTEMENT 62

- 2.1. L'éducation et la scolarisation 63
- 2.2. Le rôle de la religion et des idéologies religieuses 68
- 2.3. Facteurs économiques 73
- 2.4. État et citoyenneté 77

CHAPITRE 3. LE POINT DE BASCULEMENT ET LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT 90

- 3.1. Le « point de basculement » 91
- 3.2. Le processus de recrutement 95
- 3.3. Initiatives de prévention et facteurs de résilience 102

CHAPITRE 4. LES VOIES DE SORTIE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT 110

- 4.1 Facteurs de désengagement 111
- 4.2 Le tournant décisif 114
- 4.3 Le processus de désengagement 119

CHAPITRE 5. LES IMPLICATIONS POUR LA POLITIQUE et LA PROGRAMMATION 126

ANNEXE : ANNEXE MÉTHODOLOGIQUE 140

NOTES DE FIN DE PAGE 148

RÉFÉRENCES 154

LISTE DES FIGURES et DES TABLEAUX

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 Répartition des entretiens *par pays*

FIGURE 2 Répartition des enquêtés *par catégorie et pays où les entretiens se sont déroulés*

FIGURE 3 Répartition des tranches d'âge *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 4 Catégorie des enquêtés *par sexe*

FIGURE 5 Statut des principaux enquêtés *par catégorie et par sexe*

FIGURE 6 Répartition des principaux enquêtés *par organisation*

FIGURE 7 Répartition des principaux enquêtés *par organisation et sexe*

FIGURE 8 Tendance mondiale des attentats terroristes et des décès s (2011-2021) *par region*

FIGURE 9 Nombre de décès liés à l'extrémisme violent en afrique e (2017-2021)

FIGURE 10 Montant total et évolution de l'aide publique au développement (APD) (2011-2020)

FIGURE 11 Contributions financières annoncées dans le cadre de la stratégie contre-terrorisme (2020-2021)

FIGURE 12 Lieu de résidence des enquêtés dans l'enfance (jusqu'au 15e anniversaire), *par pays*

FIGURE 13 En grandissant, aviez-vous des amis d'autres religions ? *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 14 Évaluation du bonheur lors de l'enfance *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 15 Proportion d'enquêtés ayant reçu une éducation laïque (publique) *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 16 Pourquoi n'êtes-vous pas allés à l'école ? *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 17 Niveau d'éducation laïque (publique) *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 18 Principales raisons pour rejoindre le groupe *par groupe des volontaires*

FIGURE 19 Avez-vous perçu votre religion comme menacée ? *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 20 Pensiez-vous / pensez-vous que la diversité religieuse dans votre pays est une bonne chose ? *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 21 Avez-vous reçu une éducation religieuse ? *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 22 Proportion d'enquêtés ayant reçu une éducation religieuse *par catégorie d'enquêtés et par sexe*

FIGURE 23 Années d'éducation religieuse *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 24 Lecture comparée à la compréhension du Coran *par groupe des volontaires*

FIGURE 25 Moyens de subsistance des enquêtés *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 26 Revenu mensuel moyen avant de rejoindre le groupe *par sexe*

FIGURE 27 Principales raisons pour rejoindre le groupe *par sexe*

FIGURE 28 Besoin le plus immédiat au moment de rejoindre le groupe *par groupe des volontaires et groupe des personnes enrôlées de force*

FIGURE 29 À quelle vitesse les recrues volontaires rejoignent-elles les groupes *par moyens de subsistance*

FIGURE 30 Corrélations entre macro-facteurs et activité terroriste en Afrique

FIGURE 31 Confiance envers les acteurs et les institutions étatiques *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 32 Confiance envers les acteurs locaux *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 33 Satisfaction à l'égard des prestations gouvernementale d'emploi, d'éducation et de sécurité au quotidien *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 34 Confiance envers les acteurs de sécurité (police et militaire) *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 35 Avez-vous déjà voté aux élections nationales ? *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 36 Pourquoi n'avez-vous pas voté aux dernières élections ? *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 37 Quelque chose de spécifique s'est-il produit qui vous a finalement motivé à rejoindre le groupe ? *par groupe des volontaires*

FIGURE 38 Quel incident spécifique s'est produit qui vous a finalement motivé à rejoindre le groupe ? *par groupe des volontaires*

FIGURE 39 La rapidité avec laquelle les recrues volontaires ont rejoint les groupes *par événement déclencheur*

FIGURE 40 Sentiment primaire au moment de ralliement *par vitesse de recrutement*

FIGURE 41 Quelque chose de spécifique s'est-il produit qui vous a convaincu de ne pas vous associer au groupe ? *par groupe de référence*

FIGURE 42 Année d'adhésion, *par groupe des volontaires contre groupe des personnes enrôlées de force*

FIGURE 43 La rapidité avec laquelle les recrues volontaires ont rejoint les groupes EV *par groupe d'extrémiste violent*

FIGURE 44 Comment les recrues volontaires ont rejoint les groupes *par sexe*

FIGURE 45 Comment les recrues volontaires ont rejoint les groupes contre rapidité du ralliement ? *par groupe des volontaires*

FIGURE 46 La rapidité avec laquelle les recrues volontaires ont rejoint les groupes EV, *par état civil au moment de l'adhésion*

FIGURE 47 Après avoir rejoint le groupe, avez-vous recruté d'autres personnes ? *par groupe des volontaires*

FIGURE 48 Évaluez votre sens d'appartenance au groupe (0 est faible, 10 est élevé), *par groupe des volontaires*

FIGURE 49 La rapidité du ralliement et perception que le groupe EV fournit un sens d'appartenance *par groupe des volontaires*

FIGURE 50 Fréquence d'utilisation d'Internetet *par categorie d'enquêtés*

FIGURE 51 Fréquence d'utilisation d'Internetet *par categorie d'enquêtés*

FIGURE 52 Comment les recrues volontaires ont rejoint des groupes EV *par utilisation d'Internet*

FIGURE 53 Avez-vous été approché pour rejoindre le groupe ? *par groupe de référence*

FIGURE 54 Quelles sont les raisons qui vous ont empêché d'envisager de rejoindre le groupe ? *par groupe de référence*

FIGURE 55 Étiez-vous au courant des initiatives de PEV au moment de votre adhésion ? *par sexe, groupe primaire contre groupe de référence*

FIGURE 56 Êtes-vous au courant d'initiatives visant à empêcher les gens de rejoindre le groupe ? *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 57 À quelle fréquence participez-vous/avez-vous participé à des activités de PEV ? *par catégorie d'enquêtés*

FIGURE 58 Êtes-vous au courant d'initiatives visant à empêcher les gens de rejoindre le groupe ? *par sexe, groupe primaire contre groupe de référence*

FIGURE 59 « Qui devrait diriger les initiatives PEV ? » *par groupe des volontaires*

FIGURE 60 Attentes satisfaites dans le groupe, *par les arrêtés contre les désengagés volontaires*

FIGURE 61 « Quelles attentes en particulier n'ont pas été satisfaites ? » *par les arrêtés contre les désengagés volontaires*

FIGURE 62 Avez-vous été rémunéré pendant que vous étiez membre du groupe ? *par les arrêtés contre les désengagés volontaires*

FIGURE 63 Raisons de sortie du groupe *par groupe des volontaires*

FIGURE 64 Dans quelle mesure les facteurs suivants ont-ils l'influencé votre décision de quitter le groupe ? *par les désengagés volontaires*

FIGURE 65 Dans quelle mesure le fait de le plus croire dans l'idéologie du groupe a-t-il influencé votre décision de quitter le groupe ? *par sexe*

FIGURE 66 Depuis combien de temps étiez-vous / êtes-vous membre du groupe ? *par les arrêtés contre les désengagés volontaires*

FIGURE 67 Avec le recul, qu'auriez-vous fait différemment ? *parles arrêtés contre les désengagés volontaires*

FIGURE 68 Avec le recul, qu'est-ce qui vous aurait motivé à rester dans le groupe ? *par recrues arrêtées contre les désengagées volontaires*

FIGURE 69 Avec le recul, pourquoi auriez-vous voulu rester dans le groupe ? « défendre quelque chose en quoi vous croyiez » *par les arrêtés contre les désengagés volontaires*

FIGURE 70 Dans quelle mesure les facteurs suivant ont-ils influencé votre décision de quitter le groupe ? *par les désengagés volontaires*

FIGURE 71 Avec qui avez-vous quitté le groupe ? *par les désengagés volontaires*

FIGURE 72 Avec qui avez-vous quitté le groupe ? *par sexe*

LISTE DE TABLEAUX

TABLEAU 1 Répartition par sexe de l'ensemble pertinent de personnes interrogées

TABLEAU 2 Analyse économétrique des facteurs et indicateurs d'incitation, d'attraction et personnels pour l'adhésion volontaire à des groupes EV

TABLEAU 3 Principaux résultats de la régression : régression logistique multivariée sur le recrutement volontaire

TABLEAU 4 Analyse économétrique des facteurs et indicateurs de rythme de recrutement

TABLEAU 5 Résultats de la régression logistique pour la rapidité d'adhésion à l'organisation EV, recrues volontaires

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

« La montée de l'extrémisme violent en Afrique remet en cause les gains en développement durement acquis et menace de freiner les progrès pour les générations à venir. Il est plus que jamais urgent de comprendre les causes en Afrique et les actions à prendre pour la prévenir. »

L'Afrique est devenue l'épicentre mondial de l'activité extrémiste violente. Les décès dus au terrorisme dans le monde ont diminué au cours des cinq dernières années, mais les attaques dans cette région ont plus que doublé depuis 2016.[1] En 2021, près de la moitié de tous les décès liés au terrorisme se sont produits en Afrique, dont plus d'un tiers dans quatre (4) pays à savoir : la Somalie, le Burkina Faso, le Niger et le Mali.[2] L'extrémisme violent (EV) s'est également propagé à d'autres parties du continent, comme le Mozambique, et a un impact dévastateur sur les vies, les moyens de subsistance, ainsi que les perspectives de paix et de développement.[3] Et ce malgré une richesse incroyable de résilience endogène manifestée par les communautés locales à travers le continent, qui ont été à la pointe de la prévention et des pratiques innovantes pour construire la paix au quotidien en des temps incertains.

Ces changements spectaculaires de l'activité extrémiste violente du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord vers l'Afrique ont attiré relativement peu d'attention au niveau international, dans un monde qui est sous le choc des effets de la crise climatique croissante, de l'autoritarisme croissant, de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine.

La montée de l'extrémisme violent en Afrique compromet les gains en développement durement acquis et menace de freiner les progrès pour les générations à venir. Il est plus que jamais urgent de comprendre les causes en Afrique et les actions à prendre pour la prévenir. Le rapport 2021 du Secrétaire général des Nations Unies, *Notre programme commun*, souligne l'importance d'une approche fondée sur des données probantes pour relever les défis en matière de développement.[4] En 2017, le PNUD a publié une étude révolutionnaire, *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs*.[5]

Cela a permis d'établir une solide base de données sur les moteurs de l'extrémisme violent, avec des implications importantes pour les politiques et les programmes. En tant que résultat majeur du programme pluriannuel du PNUD intitulé *Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique* (2015-2022)[6], l'étude de 2017 a éclairé et façonné l'approche du PNUD à travers le continent, ainsi que sa programmation aux niveaux national et régional.

Sur la base des témoignages personnels d'anciens membres de groupes extrémistes violents (EV) et d'un groupe de référence d'individus vivant dans des circonstances à risque similaires, l'étude de 2017 a révélé l'amalgame des facteurs au niveau macro, méso et micro à l'origine de l'extrémisme violent en Afrique, ainsi que des sources de résilience qui peuvent empêcher sa propagation. Il a conclu que des réponses efficaces à l'extrémisme violent nécessitent une approche à multiples facettes axée sur le développement, avec des acteurs de développement particulièrement bien placés pour s'attaquer aux facteurs structurels. Il a également mis en évidence la nature très localisée et en évolution rapide de l'extrémisme violent, soulignant l'importance d'effectuer des recherches régulières pour comprendre l'évolution de ses moteurs et de sa dynamique. Il est important de noter que l'étude de 2017 a mis en relief le comportement des acteurs gouvernementaux en charge de la sécurité au sens large du terme dans la lutte contre le terrorisme dans les zones à risque en ce qui concerne les droits de l'homme, la régularité des procédures et la sensibilité du contexte. Il a ainsi souligné l'importance du Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent de 2016, qui reconnaissait le fait que la traditionnelle « focalisation unique sur les mesures de sécurité et le mépris total des droits humains ont souvent aggravé les choses. »[7]

Malgré les leçons claires sur les limites et les risques des réponses sécuritaires à l'extrémisme violent, les approches militarisées ont continué de prédominer en Afrique au cours des cinq dernières années. Dans la région, les ressources ont augmenté pour un éventail de coalitions militaires multinationales mises en place, afin de mener des opérations antiterroristes. L'architecture internationale de la lutte contre le terrorisme s'est également élargie avec la création de mécanismes plus dédiés, malgré les preuves limitées que ces réponses militarisées axées sur la sécurité, en elles-mêmes, sont efficaces pour contribuer à une paix, une sécurité et une stabilité durables. En effet, malgré plus d'une décennie de réponses axées sur la sécurité soutenues par d'énormes investissements internationaux, les groupes EV ont considérablement étendu leur portée et leur impact dans la région du Sahel et ailleurs sur le continent africain.

Dans le contexte de la montée de l'extrémisme violent en Afrique et de la priorité continue accordée aux réponses axées sur la sécurité, le PNUD a lancé une étude de suivi, *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : les voies de recrutement et de désengagement* en 2020. L'étude a été réalisée pour renforcer et affiner la base d'évidences établie en 2017, ainsi que pour mettre à jour et élargir la portée de l'étude, en suivant les variations par rapport aux conclusions du premier rapport. Les objectifs étaient d'analyser plus en détail la nature changeante de l'extrémisme violent en Afrique et de faire le point sur les efforts déployés pour empêcher sa propagation depuis l'étude de 2017. En plus d'analyser les moteurs, les « points de basculement » et les facteurs accélérateurs affectant le recrutement au sein des groupes EV, la nouvelle étude explore également les voies de sortie de l'extrémisme.

La nouvelle étude approfondit les voies qui s'éloignent de l'extrémisme violent, révélant des facteurs qui peuvent pousser ou motiver les recrues à se désengager des groupes EV

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* se concentre sur huit (8) pays d'Afrique : le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, le Mali, le Niger, le Nigeria, la Somalie et le Soudan. Il reflète les parcours de vie de 2 196 personnes interrogées, soit trois fois plus de personnes que dans l'étude de 2017. L'échantillon comprend plus de 1 000 anciens membres des groupes EV, à la fois des individus qui ont rejoint volontairement et ceux qui ont été enrôlées de force. Il est important de souligner que l'échantillon comprend également un nombre significativement plus élevé de femmes interrogées (552 femmes). Bien que des recherches supplémentaires soient nécessaires sur les expériences des femmes et des filles en matière d'extrémisme violent, les conclusions de cette étude désagrégées par sexe ont mis en lumière les voies divergentes empruntées par les femmes et les hommes menant au recrutement. Le rapport présente les données des entretiens en relation avec la nature changeante de l'extrémisme violent en Afrique et les efforts pour y faire face, fournissant une analyse complémentaire du contexte politique international plus large, des tendances des flux de l'aide publique au développement et des réponses à l'extrémisme violent.

S'appuyant sur la méthodologie de l'étude de 2017, la nouvelle étude éclaire davantage sur les voies complexes qui conduisent certaines personnes à rejoindre des groupes EV, tandis que d'autres dans des circonstances similaires ne le font pas. Reflétant cela à travers les perspectives personnelles et les expériences vécues des jeunes femmes et hommes interrogés, elle construit une vision globale de l'importance relative des différents facteurs. Comme la première étude, cette étude se concentre sur quatre grands domaines – éducation et scolarisation, facteurs économiques, religion et idéologies, État et citoyenneté – et examine comment ils interagissent et influencent le parcours de vie d'un individu. Elle explore également la prévalence et la nature des événements de « point de basculement », qui peuvent finalement amener un individu à rejoindre un groupe EV.

En outre, la nouvelle étude approfondit les voies de désengagement de l'extrémisme violent, révélant des facteurs qui peuvent pousser ou motiver les recrues à se désengager des groupes EV. En élargissant la métaphore d'un parcours de vie et en comparant les trajectoires de ceux qui ont choisi de quitter le groupe EV par la reddition et l'amnistie avec ceux qui ont été arrêtés, elle introduit la notion de « tournant décisif ». Cela fait référence à un changement d'attitude et représente le moment où une recrue ne croit plus aux objectifs ou à l'approche du groupe EV et est donc ouverte au désengagement. Elle reconnaît toutefois que, même avec un tel changement d'attitude, de nombreuses raisons – liées à la peur des répercussions et aux circonstances pratiques – peuvent difficilement amener une recrue à quitter le groupe.

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : les voies de recrutement et de désengagement* renforcera l'approche du PNUD axée sur le développement et fondée sur des évidences pour prévenir l'extrémisme violent en Afrique. De manière particulière, il éclairera l'élaboration de la deuxième version du projet régional pluriannuel phare du PNUD, Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique et dans les États arabes : Une approche axée sur le développement (2022-2025). Au-delà de cela, il vise à informer et à promouvoir l'action d'un large éventail d'acteurs engagés dans la prévention de l'extrémisme violent aux niveaux local, national, régional et international.

Les conclusions présentées réaffirment la nécessité d'un changement fondamental d'approche pour lutter contre l'extrémisme violent en Afrique et suggèrent une série d'implications pratiques pour les politiques et les programmes afin d'aider à provoquer ce changement. Les principales conclusions sont présentées ci-dessous, suivies d'un résumé sur les implications au niveau des programmes et des politiques.

Principales conclusions

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* confirme bon nombre des conclusions et des idées révélées par l'étude du PNUD de 2017 sur le large éventail de facteurs susceptibles d'influencer le parcours d'un individu vers l'extrémisme. Il approfondit notre compréhension d'un processus au sein duquel des facteurs structurels se croisent avec des expériences individuelles pour inculquer une vision du monde unique sur les questions de politique, de religion et d'idéologie et qui oriente un individu vers l'extrémisme violent ou l'éloigne de cette voie.

Si, d'une manière générale, la nouvelle étude renforce les conclusions antérieures, elle révèle également des variations importantes. Celles-ci reflètent la nature et le contexte changeants dans lesquels les groupes EV évoluent et étendent leur empreinte sur le continent. Elles reflètent également des changements au fil du temps dans les perceptions vis-à-vis de l'État et le contrat social entre le citoyen et l'État, alors que les capacités locales, malgré une énorme résilience, sont mises à l'épreuve dans des situations où les progrès incomplets vers le développement et les opportunités manquées ont des répercussions.

Si rien n'est fait, comme en témoignent ces résultats, l'expansion de l'extrémisme violent en Afrique, menace de retarder les perspectives de développement pour les générations à venir et de réduire les gains en développement durement acquis.

Les voies du recrutement

1. LA VULNÉRABILITÉ À L'EXTRÉMISME VIOLENT EST FAÇONNÉE PAR LES CONDITIONS GÉOGRAPHIQUES, LES EXPÉRIENCES DE L'ENFANCE ET L'ÉDUCATION

L'isolement, l'éloignement et le manque d'exposition aux autres sont des facteurs importants dans la formation des conditions précoces qui peuvent rendre des individus vulnérables à l'extrémisme violent plus tard dans la vie. De manière semblable à l'étude de 2017, la plupart des personnes qui ont ensuite rejoint les groupes EV ont grandi dans certaines zones les plus reculées et périphériques, souffrant de marginalisation socio-économique et de sous-développement. De manière significative, elles étaient également sur le plan statistique plus susceptibles d'avoir été moins exposées à des personnes d'autres groupes interethniques et religieux. 53 % des personnes interrogées du groupe de référence ont affirmé avoir eu des amis d'autres religions en grandissant, alors que cette proportion n'était que de 40 % pour les recrues volontaires. De plus, elles étaient beaucoup plus enclines à percevoir plus tard leur religion comme menacée, ainsi qu'à exprimer des opinions négatives sur la diversité religieuse. En tant que telle, cette étude corrobore les conclusions antérieures sur l'éloignement comme l'un des facteurs qui façonne les perceptions sous-jacentes de la menace dans l'éduction d'un enfant. Cela peut conduire à un durcissement des attitudes envers les autres plus tard et, ainsi, créer les conditions qui influencent la trajectoire d'un recrutement futur.

53 % des personnes interrogées du groupe de référence ont affirmé avoir eu des amis d'autres religions en grandissant, alors que cette proportion n'était que de 40 % pour les recrues volontaires.

Les perceptions du malheur vécu dans l'enfance, ainsi que d'un manque d'implication et d'intérêt de la part des parents dans l'éducation d'un enfant, augmentent la probabilité de rejoindre un groupe EV. En s'appuyant sur les conclusions de la première étude S*ur les chemins de l'extrémisme en Afrique*, il importe de noter que les perceptions du malheur vécu dans l'enfance et le manque d'implication des parents sont associés à une probabilité plus élevée de recrutement volontaire. De même, des niveaux plus élevés de bonheur vécu pendant l'enfance et l'implication parentale ressortent fortement comme une source de résilience. Toutes choses étant égales par ailleurs, l'augmentation d'un point de l'indice de bonheur de l'enfance diminue les chances de recrutement volontaire d'environ 10 %. Une augmentation d'un point de la cote d'implication des parents diminue les chances de recrutement volontaire d'environ 25 %, conformément aux conclusions de l'étude de 2017. Il en résulte que le chemin menant un individu à l'extrémisme violent peut être considéré comme provenant, au moins en partie, du besoin non satisfait d'appartenance et de connexion de l'enfant. Le rapport souligne l'importance de la famille et de l'environnement dans lequel l'enfant est élevé comme source essentielle de résilience.

L'accès à l'éducation et sa durée peuvent renforcer la résilience face à l'extrémisme violent. Comme l'étude de 2017, la base de données confirme sans équivoque l'importance de l'éducation comme facteur de résilience. Conformément à l'étude de 2017, le chemin menant à l'extrémisme s'avère être considérablement influencé par un manque d'éducation, même de base. Les faibles niveaux d'éducation se sont avérés plus répandus parmi les recrues volontaires (59 %) qu'au niveau du groupe de référence (33 %). On a en outre constaté que le manque d'éducation affectait le rythme auquel le recrutement se produisait. Les recrues qui ont rejoint un groupe EV moins d'un mois après leur introduction avaient en moyenne quatre ans de scolarité, contre près de sept ans (6,8 ans) parmi ceux qui l'ont rejoint plus lentement. L'éducation s'est également avérée être une source importante de résilience : toutes choses étant égales par ailleurs, une année de scolarité supplémentaire réduit la probabilité de recrutement volontaire de 13 %. Des années d'études supplémentaires sont donc associées à une probabilité plus faible d'extrémisme violent.

2. LA RELIGION EXERCE UN DOUBLE POUVOIR DANS LE CHEMINEMENT VERS L'EXTRÉMISME : ELLE EST À LA FOIS UN PUISSANT VECTEUR DE MOBILISATION DES DOLÉANCES MAIS REPRÉSENTE AUSSI UNE SOURCE IMPORTANTE DE RÉSILIENCE

Plutôt que d'émerger comme une « première réponse » qui justifie le recrutement, la religion se révèle comme une pierre de touche puissante pour la collecte des griefs en fonction du contexte et pour l'identité. Contrairement à la première étude, dans laquelle 40 % des personnes interrogées ont indiqué que les « idées religieuses du groupe » étaient la principale raison de leur recrutement volontaire, moins de la moitié (17 %) ont identifié la religion comme un facteur clé. Les hommes étaient plus enclins à la percevoir comme un facteur influent, par rapport aux femmes, qui la considéraient comme un facteur moins important.

Une proportion sensiblement plus faible de recrues volontaires percevait la diversité religieuse comme « une bonne chose » (54 %), contre 82 % au niveau du groupe de référence, ce qui montre le succès des récits extrémistes dans le durcissement des attitudes sociales et religieuses. À l'inverse, l'effet de ne pas percevoir sa religion comme menacée diminue la probabilité de recrutement volontaire de 48 à 50 %. Cela contraste avec l'étude de 2017 qui n'a observé aucune variation notable. De plus, les recrues volontaires étaient statistiquement plus susceptibles de percevoir leur religion comme menacée par rapport au groupe de référence de cette étude. L'attrait des groupes EV procurant un « sentiment d'appartenance » s'est en outre avéré être une variable prédictive statistiquement significative du recrutement volontaire au sein des groupes EV. Il ressort de l'étude que, lorsque la religion fonctionne comme une expression puissante de l'identité individuelle et collective et offre un moyen de canaliser les griefs existants et les menaces perçues, la probabilité de recrutement augmente.

L'éducation et l'alphabétisation religieuses constituent des facteurs de protection essentiels contre l'extrémisme violent En faisant une distinction claire et nette entre les perceptions individuelles sur les idéologies religieuses radicales comme moteur de l'extrémisme d'une part, et les niveaux réels d'éducation religieuse et d'alphabétisation d'autre part, les résultats de l'étude montrent que les personnes qui ont rejoint volontairement un groupe EV étaient plus susceptibles d'avoir reçu moins d'années d'éducation religieuse que leurs homologues du groupe de référence. Elles étaient également plus susceptibles d'adhérer plus rapidement aux groupes extrémistes que celles qui avaient reçu une éducation religieuse plus poussée. Une proportion importante de recrues volontaires a reconnu qu'elles ne lisaient pas elles-mêmes les textes religieux, mais qu'elles s'en remettaient à des intermédiaires, ou qu'elles ont une compréhension limitée des textes, ce qui les rend plus vulnérables à l'influence des opinions importées et aux idées extrémistes. En revanche, il s'est avéré que lorsque le niveau d'éducation religieuse est élevé, la probabilité de recrutement volontaire devient plus faible. Les résultats de la nouvelle étude correspondent avec les conclusions de la première *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*, qui remettent en question les récits populaires, qui s'accumulent à l'échelle mondiale et qui confondent les idéologies religieuses avec un comportement extrémiste. Les résultats du rapport soulignent en outre l'importance de l'éducation religieuse et de l'alphabétisation religieuse comme source cruciale de résilience pour contrer les récits extrémistes.

3. LES MESURES D'INCITATION ÉCONOMIQUE SONT ESSENTIELLES POUR COMPRENDRE LES MOTEURS DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

L'espoir de trouver un emploi constitue le principal moteur du recrutement, reflétant un mécontentement généralisé face à l'injustice socio-économique et à la marginalisation. Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* souligne à nouveau la pertinence des facteurs économiques comme moteurs du recrutement. Vingt-cinq pour cent (25%) des recrues volontaires ont cité les opportunités d'emploi comme principale raison de leur adhésion, notamment parmi les personnes interrogées de sexe masculin de l'échantillon. Contrairement à l'étude de 2017 et aux hypothèses répandues sur le chômage des jeunes comme moteur de l'extrémisme violent, il n'y a pas une grande corrélation entre le chômage et la vulnérabilité à l'extrémisme violent : 73 % des recrues volontaires ont exprimé leur frustration à l'égard du gouvernement en termes d'offre d'emploi, contre 71 % des membres du groupe de référence. Ainsi, l'étude révèle un sentiment généralisé de difficultés économiques et de privation en termes de perspectives au niveau de toutes les personnes interrogées, ceci est renforcé davantage par le mécontentement vis-à-vis de l'État du fait de ses défaillances.

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* souligne à nouveau la pertinence des facteurs économiques comme moteurs du recrutement. Vingt-cinq pour cent (25%) des recrues volontaires ont cité les opportunités d'emploi comme principale raison de leur adhésion, notamment parmi les personnes interrogées de sexe masculin de l'échantillon.

Les mesures d'incitation économique convergent avec les rôles et les identités de genre. Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* souligne en outre la manière dont les mesures d'incitation apparemment matérielles sont en adéquation avec les normes et les rôles sexospécifiques. Alors que les hommes interrogés citent les opportunités d'emploi comme le principal facteur d'adhésion aux groupes d'extrémisme violent, les femmes mentionnent le plus souvent l'influence de la famille, y compris de leur mari, comme principal moteur de leur décision. En moyenne, les recrues volontaires de sexe masculin ont déclaré qu'elles gagnaient peu d'argent avant de rejoindre un groupe EV et qu'elles avaient principalement un emploi vulnérable. Tandis qu'au niveau des femmes, celles qui ont suivi de façon rapide la trajectoire de l'extrémisme violent étaient également plus susceptibles d'être mariées et, par conséquent, d'assumer des responsabilités clés au sein de la famille. Ces résultats illustrent donc la manière dont les facteurs de dépendance économique, les rôles sexospécifiques traditionnels et la pression de la communauté, ainsi que le mécontentement associé aux réalités de vulnérabilité et de sous-emploi vécues, peuvent converger et affecter les trajectoires de recrutement de différentes manières.

4. LA RUPTURE DU CONTRAT SOCIAL OFFRE UN TERREAU FERTILE POUR LE RECRUTEMENT

Le manque généralisé de confiance au gouvernement et à ses institutions montre beaucoup plus la fracture du contrat social entre l'État et ses citoyens. Alors que l'étude de 2017 a révélé que le taux d'extrémisme violent en Afrique était le plus élevé du fait du manque de confiance et des mécontentements des citoyens envers le gouvernement, il n'a été observé aucune variation significative au niveau des statistiques sur la confiance envers le gouvernement dans la nouvelle étude. En revanche, l'étude a révélé un faible taux de confiance dans les institutions gouvernementales, en particulier dans les acteurs de la sécurité, et de faibles taux de participation démocratique au niveau de toutes les personnes interrogées. Les recrues volontaires affichent en moyenne un taux de confiance légèrement inférieur. La nouvelle série de données révèle que le contrat social entre l'État et ses citoyens est beaucoup plus fracturé qu'auparavant. Cela pourrait justifier les tendances observées d'une réelle propagation de l'extrémisme violent sur le continent ces dernières années, avec un recul du développement et un effet dévastateur conséquents.

Les perceptions profondément ancrées de l'impunité et de la méfiance à l'égard des acteurs de la sécurité continuent d'alimenter le mécontentement menant à l'extrémisme violent. Les griefs contre les acteurs de la sécurité, notamment la police et l'armée, étaient particulièrement évidents dans l'échantillon de données collectées. Soixante-deux pour cent (62%) des recrues volontaires ont déclaré avoir « peu ou aucune confiance » dans la police, il en est de même pour 61 % du groupe de référence. Par ailleurs, 59 % des personnes interrogées ont exprimé une perception similaire à l'égard de l'armée, contre 46 % au niveau du groupe de référence. Ces résultats révèlent de profonds clivages entre les communautés et les acteurs de la sécurité, des éléments qui sont connus offrant un terrain fertile pour le recrutement au sein des groupes EV. Ils soulignent le besoin urgent d'améliorer la qualité et la responsabilité des institutions dans tous les domaines de prestation de services notamment dans le domaine de la sécurité.

Une insatisfaction généralisée des prestations de services publics, en particulier en ce qui concerne l'emploi. Contrairement à l'étude de 2017, qui a révélé des taux de satisfaction plus faibles chez les recrues que chez leurs homologues du groupe de référence en ce qui concerne la prestation de services gouvernementaux e, la nouvelle série de données n'a pas identifié une de variation significative sur le plan statistique dans les perspectives des personnes interrogées. Ainsi, l'insatisfaction vis-à-vis des prestations de services n'apparaît pas comme une variable prédictive importante de la probabilité d'un recrutement volontaire. Néanmoins, les nouveaux résultats révèlent clairement des perceptions négatives généralisées en termes de perspectives au niveau de tous les groupes, en ce qui concerne les questions liées à l'emploi, la sécurité et la justice. Un pourcentage frappant de 73 pour cent des recrues volontaires ont déclaré qu'elles pensaient que le gouvernement ne faisait pas bien son travail en ce qui concerne les offres d'emploi, le groupe de référence affiche une proportion tout aussi élevée de 71 pour cent. Alors que le groupe de référence et les recrues volontaires étaient divisés presque également au niveau de leurs perceptions du rôle de l'État dans la fourniture de la sécurité quotidienne, les recrues de sexe masculin avaient des opinions plus critiques que celles de sexe féminin.

La méfiance à l'égard du gouvernement et l'insatisfaction vis-à-vis de la prestation de services de l'Etat soulignent une attirance vers groupes EV qui se présentent comme des proto-États et des fournisseurs de services alternatifs

Une attirance croissante envers les groupes EV considérés comme alternatives à l'État.
La méfiance à l'égard du gouvernement et l'insatisfaction vis-à-vis de la prestation de services de l'Etat soulignent une attirance vers groupes EV qui se présentent comme des proto-États et des fournisseurs de services alternatifs. Grâce à des données contextuelles du Mali et de la Somalie, l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* a aidé à expliquer les perceptions du rôle des groupes EV en tant que prestataires de services dans des domaines clés, tels que la médiation des conflits locaux, la justice et la sécurité quotidienne. Au Mali, une part importante des recrues volontaires a souligné l'importance des groupes EV dans la médiation des conflits locaux (70 %) et dans la sécurité quotidienne (71 %). En Somalie, 62 % des recrues volontaires ont souligné le rôle des groupes EV dans la garantie de la sécurité au quotidien et

58 % ont identifié leur rôle dans la fourniture de la justice. Bien que des recherches supplémentaires soient nécessaires, cela donne un aperçu du processus par lequel les groupes EV exploitent les déficits de gouvernance existants et s'appuient sur la délégitimation progressive de l'État formel pour mobiliser le soutien et puiser dans les griefs localisés et les récits de victimisation et d'injustice.

Les acteurs locaux sont plus fiables que les autorités étatiques Les chefs religieux et communautaires ont gagné des taux de confiance significativement plus élevés, bien que ces taux soient plus faibles parmi les recrues volontaires, conformément à l'étude de 2017. Une majorité significative de toutes les personnes interrogées étaient favorables aux chefs religieux, 80 % des recrues volontaires ont déclaré avoir « un peu » ou « beaucoup de confiance », contre 84 % des personnes interrogées du groupe de référence. L'étude compare ces chiffres avec ceux relatifs aux leaders communautaires, avec jusqu'à 75 % des personnes interrogées du groupe de référence et 63 % des recrues volontaires indiquant qu'elles avaient « une certaine » ou « beaucoup de confiance » en ces leaders. Conformément à l'étude de 2017, cette situation souligne l'importance des facteurs de proximité et du rôle des acteurs locaux en tant que premiers intervenants dans les zones touchées par la menace de l'extrémisme violent et dans les zones caractérisées par une présence étatique limitée. Cela confirme en outre le rôle crucial que les chefs religieux et les organisations confessionnelles peuvent jouer pour contrer les récits extrémistes violents et renforcer la cohésion.

5. LE POINT DE BASCULEMENT

L'absence d'un « point de basculement » réduit de manière significative le risque de recrutement. L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* a mis en avant la notion d'un déclencheur transformateur qui pousse de manière décisive les individus de la catégorie à risque à rejoindre un groupe EV. Reconnaissant la radicalisation comme un processus hautement socialisé et dialectique, influencé par une convergence de facteurs et de conditions, cette étude examine comment la décision d'un individu de rejoindre un groupe extrémiste violent a été influencée par la survenue d'un événement déclencheur spécifique, également considéré comme un « point de basculement », tout en analysant les statistiques liés à de tels événements. Le rapport révèle que 48 % des personnes interrogées ont déclaré avoir vécu un point de basculement. Pour quelqu'un qui n'en avait pas connu, la probabilité d'un recrutement volontaire était fortement réduite de 40 à 50 % par rapport à quelqu'un qui avait vécu un tel événement.

L'action gouvernementale, accompagnée d'atteintes aux droits humains, continue de déclencher, d'alimenter et d'accélérer le recrutement dans des groupes extrémistes violents. Soixante et onze pour cent (71%) parmi les 48 % des personnes interrogées ont cité le fait d'avoir vécu un événement déclencheur, tel que l'action gouvernementale, y compris le meurtre et l'arrestation des membres de leur famille ou d'amis, comme l'événement spécifique qui les a finalement poussées à rejoindre un groupe EV. Ces résultats sont similaires à ceux de l'étude de 2017. Les événements déclencheurs se sont également avérés être un accélérateur significatif du recrutement, avec des niveaux de colère et de peur plus élevés parmi ceux qui ont rejoint plus rapidement, par rapport à ceux qui ont rejoint plus lentement et ont déclaré ressentir principalement de l'espoir. Ainsi, en cohérence avec la précédente étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*, le nouveau rapport met en évidence la manière dont le recrutement au sein des groupes EV présente une opportunité unique de changement et une opportunité de se rebeller contre le statu quo. Ses résultats illustrent dans la plupart des cas, que l'action de l'État, accompagnée d'une forte escalade des violations des droits humains, semble être un facteur prédominant poussant les individus à intégrer des groupes EV en Afrique.

La plupart des recrues de sexe masculin ont également été introduites dans le groupe par des amis (50 %), tandis que la plupart des femmes ont été introduites par leurs maris (46 %). Cette différence reflète probablement les rôles et responsabilités sexospécifiques au sein des structures et des réseaux familiaux dans les pays couverts par l'étude.

6. LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT

L'influence des réseaux sociaux et des pressions dans l'adhésion à un groupe EV. Quarante pour cent (40%) des recrues volontaires ont rejoint un groupe EV dans le mois suivant leur première rencontre avec le groupe et 67 % l'ont rejoint au cours de l'année. Les données confirment l'importance des facteurs liés au caractère socialisé du processus de recrutement, notamment l'influence des réseaux de pairs et de la famille. Une majorité (45 %) des recrues volontaires ont rejoint un groupe EV avec des amis, tandis que 15 % se sont joints avec des membres de leur famille et 16 % y ont adhéré à titre individuel. Parmi celles qui se sont jointes moins d'un mois après leur introduction, une proportion plus élevée de recrues s'est jointe avec un ami (58 %), contre 22% des recrues rapides qui se sont jointes au groupe seules. De plus, lors de l'analyse de ces tendances selon le sexe, les recrues de sexe masculin étaient plus susceptibles d'adhérer avec des amis (61 %), tandis que les recrues de sexe féminin avaient tendance à se joindre avec des membres de leur famille (50 %). La plupart des recrues de sexe masculin ont également été introduites dans le groupe par des amis (50 %), tandis que la plupart des femmes ont été introduites par leurs maris (46 %). Cette différence reflète probablement les rôles et responsabilités sexospécifiques au sein des structures et des réseaux familiaux dans les pays couverts par l'étude.

Sur le plan statistique, il existe un lien important entre les faibles taux d'utilisation d'Internet et la probabilité de recrutement volontaire.

Une utilisation accrue d'Internet – dans les zones où la pénétration d'Internet est limitée – est associée à une moindre susceptibilité à l'extrémisme violent. Sur le plan statistique, il existe un lien important entre les faibles taux d'utilisation d'Internet et la probabilité de recrutement volontaire. Les recrues volontaires qui n'ont jamais utilisé ou n'ont pas eu accès à Internet ont déclaré avoir plus rapidement adhéré à un groupe EV que les autres. Parmi les « recrues rapides », les médias traditionnels tels que la radio ont également été cités comme la principale source d'information après le bouche- à-oreille. Ils étaient également plus susceptibles de se joindre à des amis que de s'engager seuls ; ce qui montre qu'il y a un lien entre une faible utilisation d'Internet et une plus grande vulnérabilité à l'influence des pairs dans le processus de recrutement. Au niveau des femmes, on note un faible taux d'accès à Internet dans le groupe volontaire et de référence, par rapport aux hommes. Cela diffère de l'étude de 2017, qui a révélé que les personnes interrogées du groupe volontaire ont signalé un taux d'utilisation supérieur de 9 % par rapport à leurs homologues du groupe de référence. Le rapport a montré qu' à mesure que les taux de connectivité s'améliorent, le potentiel de recrutement en ligne augmente également, ce qui offre une portée beaucoup plus large que les processus localisés. En effet, reconnaissant les limites de l'influence en ligne dans les zones périphériques où la pénétration d'Internet est faible, les groupes EV ont adapté leurs stratégies pour combiner des tactiques de recrutement hors ligne et en ligne, afin de pouvoir atteindre ceux qui ne l''étaient pas auparavant.

Les recrues volontaires ont indiqué de faibles taux de participation et de sensibilisation aux initiatives de prévention de l'extrémisme violent (PEV) au niveau des recrues volontaires par rapport à leurs homologues du groupe de référence. Une proportion significativement élevée de recrues volontaires (70 %) a déclaré qu'elles n'étaient pas au courant des initiatives de prévention au moment de leur engagement, par rapport à celles qui en avaient connaissance (30 %). On note un taux plus élevé de sensibilisation et de participation à de telles initiatives au niveau des répondants du groupe de référence par rapport aux recrues volontaires.

Les voies de désengagement

7. LES MOTEURS DE DÉSENGAGEMENT. DES ATTENTES NON SATISFAITES ET LA DÉSILLUSION FACE AUX ACTIONS ET À L'IDÉOLOGIE DU GROUPE OFFRENT DES POINTS D'ENTRÉE CRUCIAUX POUR LE DÉSENGAGEMENT VOLONTAIRE

Une prévalence des attentes non satisfaites parmi ceux qui ont quitté volontairement le groupe EV. Soixante-dix-sept pour cent (77 %) de ceux qui ont choisi de quitter un groupe EV ont déclaré que leurs attentes n'avaient pas été satisfaites, contre 60 % des personnes ayant fait l'objet d'arrestation. La relation entre le désengagement volontaire et les attentes non satisfaites ou déçues s'est avérée au plan statistique importante. Les chiffres montrent une relation étroite entre les attentes initiales non satisfaites et la décision de quitter volontairement le groupe EV.

Les mesures d'incitation économique figurent en bonne place dans la décision de se désengager. Soixante-deux pour cent (62 %) des personnes capturées par arrestation ont déclaré avoir été payées alors qu'elles étaient membres du groupe EV, contre seulement 49 pour cent de celles qui se sont désengagées volontairement. On note une grande variation des avis des personnes interrogées sur le plan statistique et un lien entre des taux de paiement inférieurs et le désengagement volontaire. L'étude a également révélé que ceux qui ont rejoint rapidement ont exprimé une plus grande déception face aux récompenses monétaires (42 %) que ceux qui l'ont rejoint dans l'année (32 %). Ces résultats diffèrent fondamentalement de l'étude de 2017, qui ne considérait pas les facteurs économiques comme un facteur de désengagement aussi important que pour le recrutement.

La désillusion vis-à-vis de l'idéologie et/ou des actions du groupe est essentielle pour déclencher un tournant décisif. Lors de l'examen de l'importance des facteurs influençant la décision finale de partir, les résultats ont montré que les moteurs de désengagement étaient étonnamment d'ordre comportemental et idéologique, par rapport à d'autres facteurs tels que les mauvais traitements et la faim. Cela dénote d'un gap entre les promesses et les idées initiales du groupe et ses pratiques réelles. 68 % des personnes interrogées ont identifié le fait de « ne plus être d'accord avec les actions du groupe », y compris le meurtre de civils, comme le facteur le plus important de désengagement. Soixante pour cent (60 %) de ceux qui se sont volontairement désengagés ont identifié « ne plus croire à l'idéologie du groupe EV » comme le deuxième facteur le plus influent les incitant à partir. Quatre-vingt-cinq pour cent (85 %) des recrues de sexe féminin ont déclaré que le fait de ne plus croire en l'idéologie du groupe EV avait une influence majeure sur leur décision de partir, contre 62 % pour les hommes. Ces résultats soulignent l'importance d'aborder les valeurs et les croyances sous-jacentes qui sous-tendent les comportements extrémistes violents comme une voie pour renforcer durablement la résilience, ainsi que les griefs sous-jacents qui donnent lieu à un changement cognitif et à une réceptivité envers les groupes EV et les idées extrémistes.

Ceux qui se désengagent volontairement sont moins susceptibles de rejoindre un groupe et d'en recruter d'autres, tandis que les personnes arrêtées affirment qu'elles ont l'intention de se réengager dans des activités extrémistes violentes. Lors de l'analyse de l'intention des personnes interrogées de se réengager éventuellement dans un groupe EV, une proportion plus élevée de celles qui se sont désengagées volontairement ont exprimé l'intention de ne pas se réengager dans un tel groupe (65 %), par rapport aux personnes capturées par arrestation, qui ont exprimé une plus grande intention de se réengager, dans le but de recruter plus de personnes à rejoindre le groupe (40 %). Pour les personnes arrêtées, le facteur le plus important les motivant à se réengager était le fait que les groupes EV provoquaient un sentiment d'appartenance (35 %) et voulaient demander justice (32 %). Cela peut refléter le fait que les personnes capturées par le biais d'une arrestation ont une opinion plus positive de l'utilisation de la violence comme moyen légitime de répondre au mécontentement et de réaliser un changement social, contrairement à ceux qui se désengagent volontairement. Cela souligne encore la pertinence des approches de prévention fondées sur le comportement.

8. LE PROCESSUS DE DÉSENGAGEMENT

Les mesures d'incitation gouvernementales et les programmes d'amnistie ont un impact sur désengagement. La plupart des personnes interrogées qui se sont volontairement désengagées d'un groupe EV ont déclaré que les mesures d'incitation gouvernementales et les programmes d'amnistie avaient influencé sur leur décision de partir. De même, la sensibilisation à ces programmes d'amnistie et de réintégration soutenant le désengagement est également apparue comme cruciale dans le processus du désengagement.

Le désengagement a un effet en cascade. Le fait de rejoindre un groupe EV est un processus socialisé, la décision de se désengager du groupe l'est aussi. Le désengagement est étroitement lié à la décision de partir des membres de la famille, des amis et des membres de la communauté. La plupart des hommes ont déclaré qu'ils étaient partis avec des amis (42 %), tandis que les femmes ont avoué qu'elles étaient parties du groupe avec leur mari (31 %), suivies par d'autres membres de leur famille (29 %). Cela contraste avec les très rares personnes qui ont décidé de quitter sur initiative personnelle. Ces résultats soulignent l'importance de considérer l'ensemble de l'écologie sociale des réseaux de pairs, du lien social et de l'identité comme des aspects vitaux des processus de désengagement, tout en renforçant les dimensions comportementales qui peuvent renforcer la résilience des individus.

Une approche sexospécifique est essentielle pour autonomiser les communautés dans leur ensemble. Il ressort de l'étude que les voies menant à l'extrémisme et en sortir étaient fortement sexo-spécifiques. Il est étonnant de constater que les principaux facteurs qui influencent la décision d'adhérer au groupe semblent être moins idéologiques au niveau des femmes que pour les hommes, par rapport aux facteurs de socialisation et à la dépendance à l'égard de la famille et du mari. Le rapport souligne le potentiel des femmes à freiner les récits idéologiques connus qui servent de base de communication dans l'enrôlement des jeunes en fonction du contexte. Les femmes étaient également moins susceptibles d'être au courant des initiatives de PEV que les hommes, mais parmi celles qui participaient à ces initiatives, elles indiquaient un niveau de participation plus élevé à la fois dans les groupes primaires et de référence, par rapport aux hommes. Le rapport souligne davantage le potentiel très important et souvent inexploité des femmes dans l'autonomisation des communautés en ce qui concerne les initiatives de PEV

Implications de l'étude

Compte tenu des évidences générées par cette étude, quelles sont les mesures qui peuvent être prises aussi bien sur le plan programmatique que stratégique pour empêcher les hommes et les femmes de rejoindre les groupes EV ? La section suivante résume les principales implications des conclusions du rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0*. Les résultats de cette étude renforcent bon nombre des conclusions de l'étude sans précédent de 2017. Le rapport réaffirme bon nombre des implications identifiées il y a cinq ans et fait des recommandations de nouveaux domaines importants.

Implications programmatiques

Les implications programmatiques sont présentées en relation avec les principaux résultats Issus des données.

EDUCATION ET SCOLARISATION

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* a montré que les communautés périphériques et frontalières ont des vulnérabilitées spécifiques, elles souffrent souvent de marginalisation datant de plusieurs générations et de négligence sur le plan socio-économique. Malgré leur résilience, ces communautés se révèlent plus isolées et moins exposées aux autres, avec des perspectives de développement plus limitées et une pénétration d'Internet plus faible. La nouvelle étude du PNUD met en évidence la manière dont des expériences vécues durant l'enfance et en matière d'éducation façonnent la manière dont un individu par la suite ressent un sentiment d'identité et d'appartenance. Elle montre comment l'absence de ces facteurs augmente au niveau de l'individu la probabilité de les rechercher en adhérant à un groupe EV.

Bien que les preuves des facteurs psychologiques soient difficiles à apporter, le rapport souligne l'importance des interventions psychosociales. Il s'agit entre autres de :

- ***Redoubler*** d'efforts pour soutenir la résilience des communautés grâce à une approche globale de la société avec des programmes ciblés axés sur le développement pour les zones périphériques et frontalières à risque.
- ***Concevoir*** des programmes d'interventions de PEV en fonction

de l'âge, qui traitent les vulnérabilités spécifiques de certains groupes de jeunes, y compris les enfants et les adolescents.

- ***Soutenir les efforts*** impulsés par la communauté, culturellement sensibles visant à sensibiliser à la bonne parentalité, à la problématique sexospécifique et à la violence domestique, ainsi que de réviser les programmes scolaires et ceux de formation des enseignants pour accorder une plus grande priorité à la citoyenneté et à l'engagement civique ; au respect de la diversité et à la pensée critique.
- ***Investir dans le renforcement*** des capacités des jeunes, leur pouvoir d'action et leur leadership (en dehors des structures scolaires formelles), par le biais, par exemple, d'opportunités de mentorat et d'un soutien financier aux organisations de jeunes avec un accent particulier sur l'autonomisation des jeunes femmes et le renforcement de l'engagement des jeunes dans les projets de PEV, y compris l'identification des jeunes leaders en PEV (aussi bien des anciennes recrues et des jeunes qui ont résisté au recrutement), et leur permettre de partager leurs connaissances et expériences.

Investir dans le renforcement des capacités des jeunes, leur pouvoir d'action et leur leadership ... par le biais, par exemple, d'opportunités de mentorat et d'un soutien financier aux organisations de jeunes avec un accent particulier sur l'autonomisation des jeunes femmes

IDÉOLOGIES RELIGIEUSES

La religion apparaît comme un vecteur important de mobilisation des griefs mais représente également une source importante de résilience. De façon particulière, des niveaux d'éducation religieuse plus élevés s'avèrent être une force préventive pour ralentir le rythme du recrutement. On note qu'une plus grande diversité religieuse permet de réduire considérablement la probabilité de recrutement. Au niveau programmatique, les actions suivantes peuvent être menées :

- ***Soutenir et amplifier*** les voix des leaders religieux qui prêchent la tolérance et la cohésion interconfessionnelle, en dénonçant les interprétations erronées de l'islam, en contrant les récits nuisibles et en promouvant des messages alternatifs.
- ***Capitaliser sur le rôle*** important que l'enseignement religieux peut jouer comme source de résilience, en soutenant de façon accrue l' alphabétisation religieuse au sein des groupes à risque.
- ***Investir dans les systèmes*** de gouvernance dirigés par la communauté qui promeuvent un leadership transparent et responsable sur les affaires religieuses, y compris dans des domaines tels que l'élaboration de programmes dans les médersas et l'engagement avec les parents sur le contenu éducatif.
- ***Engager et inclure les leaders religieux*** et les femmes de foi dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des stratégies nationales et infranationales de PEV.

FACTEURS ÉCONOMIQUES

Les pressions économiques constituent un moteur central de l'extrémisme, reflétant la pauvreté multidimensionnelle et le manque d'opportunités d'emploi, ainsi que les rôles et les attentes sexospécifiques. Cependant, une focalisation unidimensionnelle sur la formation professionnelle et sur l'appui aux moyens de subsistance ne peut produire à elle seule des résultats durables, à moins qu'elle ne puisse susciter des attentes et répondre aux espoirs socio-économiques d'un emploi durable et ainsi s'attaquer aux griefs sous-jacents de privation socio-économique et aux sentiments profonds d'injustice et de marginalisation qui poussent les individus à chercher des alternatives. Les données ventilées par sexe, relatives aux moteurs économiques du recrutement montrent que les décisions d'adhésion ne sont pas seulement influencées par des incitations matérialistes, mais également par les rôles sexospécifiques socialement construits en ce qui concerne les attentes en matière de rôles et de responsabilités au sein de la famille.

- ***Investir*** dans la régénération économique des zones à risque, notamment en modernisant les infrastructures, en donnant la priorité à la création d'emplois et en améliorant l'accès aux marchés et aux services financiers.
- ***Mettre en place*** des programmes de génération de revenus sexospécifiques pour les jeunes à risque ainsi que des programmes de subsistance à long terme et une formation à l'entrepreneuriat qui intègre les compétences de la vie, les valeurs de citoyenneté et la cohésion sociale.
- ***Développer*** des stratégies qui offrent des mesures d'incitation économiques et des alternatives aux recrues, en engageant des communautés plus larges pour éviter la perception de ne récompenser que les personnes qui ont été recrutées dans les groupes EV.

ÉTAT ET CITOYENNETÉ

La relation profondément fracturée entre l'État et les citoyens met en évidence le risque d'une nouvelle expansion de l'extrémisme violent. Pour éviter cela, il faut améliorer la qualité de la prestation des services de l'Etat et remédier aux déficits de gouvernance. Cela appelle également à une réinvention fondamentale du contrat social de la base vers le sommet pour garantir la responsabilité, la légitimité et la pertinente de l'Etat aux yeux des citoyens qu'il est censé servir. Il s'agira de :

- ***Améliorer*** la prestation de services dans les domaines de la sécurité, de la justice et d'autres services de base fournis par l'État, en intégrant le contrôle et l'engagement des citoyens dans la mise en œuvre.
- ***Renforcer*** le contrôle des acteurs de la sécurité de l'État par des organes civils indépendants, avec une responsabilité

et des sanctions claires en cas d'abus, afin de lutter fondamentalement contre l'impunité et d'y mettre fin.
- ***Redynamiser*** les campagnes anti-corruption mettant un nouvel accent sur le renforcement de la confiance et de la responsabilité entre les citoyens et l'État, et mettre fin à l'impunité au niveau des fonctionnaires.
- ***Élaborer*** des plans d'action nationaux de PEV de manière participative et intégrer une approche sectorielle plus large sur les questions touchant à la jeunesse.
- ***Investir*** dans une plus grande résilience des institutions et des processus démocratiques et soutenir les initiatives d'éducation civique.
- ***Soutenir*** des initiatives qui redynamisent le contrat social et renforcent les identités nationales, la cohésion sociale et la citoyenneté.

LE POINT DE BASCULEMENT

La relation profondément fracturée entre l'État et les citoyens met en De nombreuses recrues ont connu un « point de basculement ». Il s'agit le plus souvent une action du gouvernement ou du meurtre ou de l'arrestation d'un ami ou d'un membre de leur famille. Le rapport constate que l'absence d'un « point de basculement » réduit considérablement la probabilité de recrutement de 40 à 50 %, tandis que l'occurrence d'un point de basculement est confirmée comme un moteur important qui alimente, catalyse et accélère le recrutement dans les groupes EV. Ces abus et les facteurs sous-jacents à l'origine de ces griefs doivent être traités et éliminés. Pour aider à soulager la souffrance psychologique et à briser ces cycles de violence, des mesures de santé mentale et de soutien psychosocial devraient être intégrées dans les programmes de PEV, comme cela se produit de plus en plus dans la consolidation de la paix. Il importe de :

- ***Accélérer*** la mise en œuvre des processus de réforme du secteur de la sécurité adaptés aux défis spécifiques de l'extrémisme violent qui sont fondés sur le droit international humanitaire, les normes et les approches fondées sur les droits et qui intègrent des mécanismes de contrôle civique et de renforcement de la confiance.
- ***Soutenir*** un contrôle efficace des acteurs de la sécurité de l'État par la mise en place d'un organe indépendant dirigé par des civils, avec une responsabilité claire et des sanctions prévues en cas d'abus.
- ***Soutenir*** des mécanismes et des échanges qui renforcent la confiance entre les autorités locales (y compris les acteurs de la sécurité) et les communautés qu'elles sont censées servir.
- ***Intégrer*** la santé mentale et le soutien psychosocial dans les programmes de PEV, y compris le soutien aux services communautaires de conseil en traumatologie.
- ***Concevoir*** des programmes alternatifs / de contre-messages contextualisés aux cultures et langues locales qui peuvent être diffusés par des organisations locales de confiance, par SMS, radio et à travers les centres communautaires.

LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT

Malgré les aspects hautement personnalisés de la trajectoire d'un individu vers l'extrémisme violent, ce rapport confirme que le recrutement est un processus hautement socialisé et sexospécifique qui varie considérablement en fonction du sexe. De plus, contrairement aux hypothèses répandues sur la radicalisation en ligne, le rapport a révélé que l'utilisation accrue d'Internet diminue considérablement la probabilité de recrutement. Pourtant, dans les zones périphériques où la pénétration d'Internet est plus faible, cela implique une plus grande dépendance aux réseaux de pairs. Enfin, le rapport souligne la nécessité de renforcer la résilience de la communauté grâce à la messagerie hors ligne et aux médias traditionnels.

- ***Réaliser*** une étude plus large sur les modèles de recrutement désagrégés par sexe afin d'approfondir la compréhension des pressions, des attentes et des incitations sous-jacentes.
- ***Développer*** des stratégies et des programmes de PEV sexospécifiques qui appliquent une perspective sexospécifique aussi bien pour l'analyse des problèmes et la définition des objectifs et la conception, la mise en œuvre et le suivi.
- ***Développer*** une programmation sexospécifique adaptée aux voies de sortie spécifiques des femmes et des filles.
- ***Soutenir*** les efforts visant à renforcer la résilience communautaire par le biais de la radio et de la messagerie hors ligne.
- ***Soutenir*** la conception de programmes de messages alternatifs /contre-messages contextualisés aux cultures dans les langues locales et les diffuser par le biais d'organisations locales de confiance via SMS, radio et centres communautaires.

LES MOTEURS DE DÉSENGAGEMENT : LE TOURNANT DÉCISIF

Les voies permettant de sortir de l'extrémisme nécessitent un changement fondamental au niveau des croyances et des valeurs pour produire des résultats durables. Le désengagement est un processus très localisé, au sein duquel les acteurs locaux et les communautés, dans leur ensemble, ont des rôles importants à jouer dans le renforcement de la résilience et le maintien du changement de comportement.

- ***Soutenir*** les efforts déployés pour renforcer et reconstruire les liens sociaux, promouvoir un sentiment d'appartenance et offrir une identité alternative qui rejette la violence comme moyen de répondre au mécontentement, de résoudre les conflits, d'exprimer son libre arbitre ou de poursuivre un objectif.
- ***Soutenir*** les efforts communautaires de réintégration et de réconciliation par le biais d'organisations communautaires et locales, notamment en s'appuyant sur rôle des leaders communautaires et des communautés, y compris les réseaux et les relations entre les pairs.

- ***Redynamiser*** les efforts de prévention pour éviter un retour à la violence, notamment en reconnaissant la légitimité des griefs et les dynamiques structurelles, politiques et économiques, ainsi que les facteurs de risque qui ont pu contribuer au départ à l'extrémisme violent.
- ***Travailler*** en étroite collaboration avec d'anciennes recrues pour développer et communiquer des narratifs afin de dissuader les jeunes sur les avantages économiques de leur adhésion aux groupes EV.
- ***Développer*** des stratégies qui offrent des mesures d'incitation économique et des alternatives aux recrues en engageant des communautés plus larges pour éviter d'être perçues comme récompensant les anciennes recrues.

LE PROCESSUS DE DÉSENGAGEMENT

L'étude met en évidence la dimension de socialisation des processus de désengagement. Elle met l'accent sur la nécessité de renforcer la prise de conscience et la disponibilité des voies de sortie.

- ***Mettre à l'échelle*** les programmes d''amnistie et d'autres opportunités de sortie pour les recrues désillusionnées et investir dans des services complets de réadaptation et de réintégration. Il s'agit notamment de mécanismes de santé comportementale et mentale et de soutien psychosocial qui peuvent aider à empêcher les individus de ressentir des sentiments d'isolement et d'aliénation dans le processus de désengagement qui peuvent, à leur tour, contribuer à la récidive.
- ***Soutenir*** les efforts de sensibilisation et l'accessibilité des programmes d'amnistie et de désengagement, à travers des mesures de renforcement de la confiance pour relier les interventions nationales et sous-régionales au niveau communautaire.
- ***Développer*** des stratégies et des programmes de PEV de désengagement sexospécifique qui appliquent une démarche sexospécifique dans l'analyse des problèmes et la définition des objectifs, ainsi que dans le processus de conception, de mise en œuvre et de suivi des programmes.
- ***Renforcer*** les réseaux et structures de pairs en impliquant les anciens membres de groupes EV en tant qu'ambassadeurs pour porter des messages alternatifs / contre-messages, notamment en fournissant des récits alternatifs et en développant des programmes d'apprentissage et d'éducation entre pairs.

Renforcer les réseaux et structures de pairs en impliquant les anciens membres de groupes EV en tant qu'ambassadeurs pour porter des messages alternatifs / contre-messages, notamment en fournissant des récits alternatifs et en développant des programmes d'apprentissage et d'éducation entre pairs.

Implications politiques

Les implications programmatiques ont montré qu'il est nécessaire de mettre en place de stratégies et des interventions pratiques principalement aux niveaux national et infranational pour prévenir l'extrémisme violent. Toutefois, la programmation pourrait être entravée et compromise si le contexte politique national et international au sens plus large n'est pas propice à l'approche multiforme et axée sur le développement requise. Bien que les risques des réponses axées sur la sécurité et la nécessité d'une approche centrée sur le développement sont largement reconnus, cela ne s'est pas encore traduit dans la réorientation et la redéfinition des priorités nécessaires des politiques et ressources internationales. Par conséquent, une action urgente est requise dans le domaine politique, aussi bien au niveau national qu'international, pour inverser cette tendance et donner la priorité aux approches préventives axées sur le développement.
En s'appuyant sur l'analyse du contexte plus large de l'étude, on peut retenir les implications politiques suivantes :

Tenir la promesse faite : vers un contrôle efficace du respect des droits humains, de l'État de droit et de la responsabilité pour les réponses antiterroristes militarisées et centrées sur l'État
Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* met en évidence une méfiance et un mécontentement répandus et généralisés envers la police et l'armée. Il fournit des preuves solides que le comportement des agences de sécurité de l'État pourrait parfois être considéré comme un accélérateur, un moteur et un « point de basculement » de premier plan pour le recrutement dans le cheminement vers l'extrémisme, plutôt que l'inverse. Les conclusions du rapport montrent clairement la nécessité d'un contrôle plus efficace du respect des droits humains, de l'État de droit et de la responsabilité de la part des acteurs de la sécurité de l'État.

- ***Exercer*** un contrôle efficace et une responsabilisation en matière de respect des droits humains et de l'État de droit dans les réponses antiterroristes militarisées et centrées sur l'État – sous réserve du renforcement et de la mise en œuvre d'un contrôle systématique et du respect des normes relatives aux droits humains et de l'État de droit, s'étendant au-delà des acteurs de la sécurité de l'État.
- ***Examiner*** de manière régulière la Stratégie antiterroriste mondiale en tant que mécanisme de contrôle international solide et indépendant pour évaluer et atténuer plus efficacement les dommages causés par les mesures antiterroristes, notamment en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'espace civique.

Réinventer et redynamiser le contrat social de la base jusqu'au sommet
La nouvelle étude met en évidence la relation beaucoup plus fracturée et divisée entre l'État et les citoyens, qui se reflète en partie par le sentiment d'apathie qui caractérise toutes les personnes interrogées au sujet de l'impact des élections et la

possibilité qu'elles puissent apporter un changement positif en termes de perspectives. Les données reflètent une évolution des taux de confiance dans le processus démocratique, mais montrent également des perceptions plus divisées et fracturées de l'État dans le domaine de la prestation de services et de la confiance dans l'État et les institutions. Cela confirme la nécessité d'une approche redynamisée qui s'appuie sur l'action des personnes, crée des voies pour une résilience communautaire accrue et rétablit le contrat social entre les citoyens et l'État, en tant que fondement pour le maintien de la paix. Il s'agira de :

- ***Investir*** de façon soutenue et durable dans l l'appui au renforcement de la démocratie de la base vers le sommet, notamment en rendant plus visibles et accessibles les mécanismes de participation politique et d'engagement civique dans les programmes de développement locaux et nationaux.
- ***Développer et renforcer*** des politiques qui garantissent un contrôle efficace, des réponses adaptées et adéquates fondées sur le développement, en particulier dans le domaine de la prestation de services, de la lutte contre la corruption et de la responsabilité, pour contester l'émergence des groupes EV en tant que concurrents proto-étatiques en matière d'autorité et légitimité.
- ***Recentrer*** les approches de sécurité humaines dans la programmation de la PEV en tant qu'outil et cadre efficaces pour lutter contre les inégalités sous-jacentes, le mécontentement et les causes profondes de l'extrémisme violent, ce qui va améliorer l'espace de solidarité car les gens seront plus disposés à réfléchir, à élaborer des stratégies et à participer à des actions transformatrices de la société.
- ***Créer*** des opportunités et le cadre pour élaborer et mettre en œuvre des mesures de confiance entre l'État et la société afin de réinventer un contrat social adapté à l'Afrique du XXIe siècle, notamment en déployant des efforts visant à renforcer les identités nationales, la cohésion sociale et la citoyenneté.

Augmenter les investissements et assurer l'amélioration de la qualité et de la responsabilité des services de l'État en tant que moyen fondamental et plus efficace de lutter contre l'extrémisme violent par rapport aux interventions autonomes axées sur la sécurité.

Renforcer la légitimité de l'État grâce à l'amélioration de la prestation de services, de la qualité et de la responsabilité de la prestation de services de l'État

Les résultats du rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* renforcent l'appel à un engagement renouvelé des États pour améliorer la qualité et la responsabilité des institutions dans tous les domaines de prestation de services aux niveaux national et infranational, en particulier dans les zones à risque, en tant que voie essentielle pour renforcer la légitimité et la responsabilité de l'État.

- ***Augmenter*** les investissements et assurer l'amélioration de la qualité et de la responsabilité des services de l'État en tant que moyen fondamental et plus efficace de lutter contre l'extrémisme violent par rapport aux interventions autonomes axées sur la sécurité.
- ***Apporter*** un appui soutenu au processus démocratique aux niveaux infranational et local, y compris par le biais d'une construction démocratique ascendante, allant au-delà de la tendance à concentrer l'attention et les ressources sur les cycles électoraux nationaux.
- ***Investir*** et accompagner les efforts déployés pour renforcer la capacité technique dans la fourniture et la prestation de services publics.

Intégrer une approche sensible aux conflits dans les efforts de lutte contre l'extrémisme violent

L'extrémisme violent est inextricablement lié à la dynamique des conflits, tant au niveau local que national. Ainsi, les interventions visant à prévenir ou à contrer l'extrémisme violent auront inévitablement un impact sur la dynamique des conflits. L'étude met en évidence un manque de confiance généralisé dans les gouvernements, en particulier dans les forces de sécurité de l'État. Dans ce contexte, le soutien international aux stratégies centrées sur l'État, notamment pour renforcer les forces de sécurité de l'État, risque de renforcer les structures de pouvoir. Il s'agira de :

- ***Intégrer*** des approches sensibles aux conflits dans les efforts de lutte contre l'extrémisme violent, en y mettant les personnes au cœur du dispositif et en renforçant les capacités d'analyse, d'évaluation et d'atténuation des risques d'interactions potentiellement néfastes entre les réponses à l'extrémisme violent, les populations locales et la dynamique des conflits grâce à une approche de sécurité humaine.
- ***Renforcer*** l'analyse et les conseils pratiques concernant les approches sensibles aux conflits pour contrer et prévenir l'extrémisme violent afin de s'assurer que les impacts néfastes sont minimisés tout en s'appuyant sur les opportunités de consolidation de la paix.
- ***Soutenir*** des stratégies multipartites pour contrer et prévenir l'extrémisme violent, plutôt que celles qui se concentrent exclusivement sur le renforcement des capacités de l'État.

Prise en charge à grande échelle pour un soutien local et communautaire à la PEV

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* met en évidence la dynamique localisée qui façonne le parcours d'un individu pour rejoindre un groupe EV, tout en révélant également comment ces groupes tirent profit de ces griefs localisés et les exploitent. L'étude met en évidence la nécessité d'un changement crucial dans la lutte contre les causes profondes de l'extrémisme violent au-delà des moyens militaires autonomes, vers un soutien complémentaire communautaire, informé du contexte et fondé sur le développement pour des approches ascendantes de transformation des conflits et de consolidation

de la paix, qui reconnaissent l'importance de contrebalancer les efforts de prévention au niveau local. Elle appelle également à un renforcement des partenariats avec les acteurs locaux.

- ***Augmenter*** le soutien à l'appui communautaire localisé aux initiatives de PEV et assurer un financement et des ressources durables et à long terme pour les approches préventives communautaires.
- ***Renforcer*** et redynamiser des partenariats avec la société civile et les groupes communautaires, fondés sur le renforcement de l'appropriation locale et leur engagement dans les initiatives de PEV dans tous les domaines de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des stratégies nationales et internationales.
- ***Apporter*** un appui et des investissements soutenus avec un accent particulier sur la dimension sexospécifique dans la réponse de PEV et des ressources dédiées à assurer l'inclusion des points de vue des femmes et des filles dans tous les domaines de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des interventions.

Intégrer la PEV dans les cadres politiques de consolidation de la paix et de développement durable

L'importance des approches axées sur le développement dans la lutte contre les causes et les conséquences de l'extrémisme violent est de plus en plus reconnue. Malgré cela – et malgré des preuves limitées du succès des réponses axées sur la sécurité au cours des cinq dernières années – la plupart de l'attention et des ressources internationales pour lutter contre l'extrémisme violent en Afrique continuent d'être dirigées vers des interventions humanitaires axées sur la sécurité ou conventionnelles, comme en témoigne cette étude.

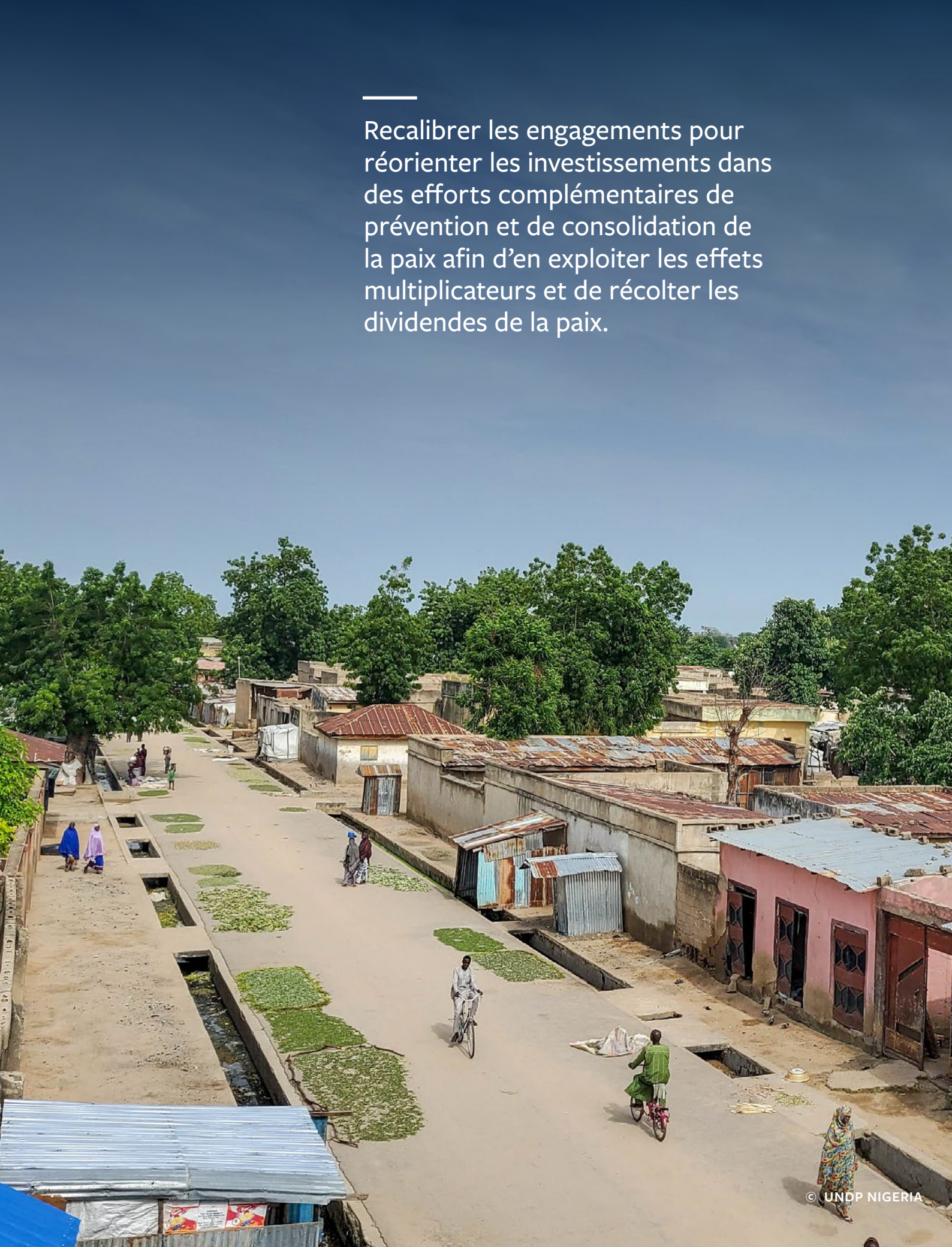
- ***Renforcer*** la base factuelle et le fondement analytique des approches de PEV fondées sur une analyse complète des causes profondes et immédiates des conflits.
- ***Concevoir et apporter*** des réponses conjointes, plutôt que de poursuivre des stratégies de PEV et de consolidation de la paix déconnectées qui peuvent se nourrir mutuellement.
- ***Intégrer et implanter*** la prévention de l'extrémisme violent dans les cadres politiques de consolidation de la paix et de développement durable.
- ***Renforcer et promouvoir*** des approches préventives à multiples facettes de la violence, ayant à cœur des objectifs de développement à long terme, plutôt qu'une réponse étroite axée sur la sécurité.

Recalibrer l'engagement à investir dans la prévention rentable et le développement à long terme

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* montre que le financement de l'aide publique au développement (APD) en Afrique reflète des investissements réactifs et axés sur la sécurité. Cela évince le soutien au développement préventif et à long terme, car le soutien aux initiatives de consolidation de la paix et de PEV a plafonné ou même diminué ces dernières années à environ 2 %. Les investissements devraient être réorientés vers des efforts complémentaires de prévention et de consolidation de la paix qui se sont avérés avoir un retour positif à 16%. Ainsi, chaque dollar américain investi dans la consolidation de la paix pourrait permettre d'économiser 16 dollars sur le coût des conflits et de la violence.

- ***Redéfinir*** les priorités en matière de politique internationale et de ressources pour s'attaquer aux causes profondes et aux conditions du sous-développement qui poussent les individus à adhérer aux groupes EV.
- ***Redéfinir*** les engagements pour réorienter les investissements dans des efforts complémentaires de prévention et de consolidation de la paix afin d'exploiter les effets multiplicateurs et de récolter les dividendes de la paix.
- ***Assurer et superviser*** le fait que les budgets de développement international évitent de renommer et de confondre les efforts de PEV avec des interventions visant à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme (LTE) et à lutter contre l'extrémisme violent (LEV), en sécurisant l'aide et en mobilisant es efforts pour contrer et prévenir l'extrémisme violent dans des contextes politiques contestés.

Recalibrer les engagements pour réorienter les investissements dans des efforts complémentaires de prévention et de consolidation de la paix afin d'en exploiter les effets multiplicateurs et de récolter les dividendes de la paix.



© UNDP NIGERIA

INTRODUCTION

Le rapport 2017 du PNUD, *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs*, a jeté un nouvel éclairage révélateur sur le phénomène de l'extrémisme violent en Afrique et a plaidé pour un changement radical dans les approches de sa prévention. À l'époque, le quadruplement des attaques terroristes dans le monde entre 2011 et 2016 appelait une réponse urgente pour faire face à l'augmentation sans précédent des attaques et des décès par les groupes EV en Afrique. Ceci, à son tour, requérait une solide base de preuves pour garantir que les réponses à l'extrémisme violent fussent éclairées par une analyse empirique complète de ses causes et de ses conséquences.

Le rapport, appelé ci-après « l'étude de 2017 », a généré une mine de données sur les causes, les moteurs, les incitations, les « points de basculement », les conséquences et les trajectoires du recrutement au sein des groupes EV en Afrique. Basé sur 718 entretiens avec d'anciennes recrues et avec un groupe témoin dans six pays d'Afrique – Cameroun, Kenya, Niger, Nigeria, Somalie et Soudan – il a fourni un ensemble de données quantitatives sans précédent sur les voies menant à l'extrémisme violent.

L'entrecroisement des données de tous les témoignages personnels a permis de générer une carte des facteurs clés influençant le chemin menant à l'extrémisme. Un apprentissage a été extrapolé à partir de ces preuves pour identifier des voies efficaces pour éclairer les politiques et les programmes de prévention de l'extrémisme violent en Afrique.

Les événements mondiaux des cinq dernières années ont aggravé les enjeux économiques et politiques préexistants dans la région, tandis que le changement climatique agit comme un multiplicateur de menaces

L'étude de 2017 a révélé que, étant donné que l'extrémisme violent a un impact profond sur les gains de développement, des réponses efficaces doivent placer les approches axées sur le développement au cœur de leurs préoccupations. Elle a souligné l'importance d'une légitimité accrue de l'État et d'une meilleure prestation de services en tant que conditions fondamentales de la prévention de l'extrémisme violent. En outre, elle a fourni de nouvelles preuves frappantes sur la façon dont la mauvaise conduite des acteurs de la sécurité de l'État peut agir comme un accélérateur et un catalyseur de premier plan pour le recrutement dans les groupes EV.

Cela a déclenché un changement déterminant dans la compréhension de la manière la plus efficace de prévenir l'extrémisme violent : en passant de réponses militarisées principalement axées sur la sécurité à une approche multisectorielle axée sur le développement qui s'attaque aux conditions sous-jacentes à l'origine de l'extrémisme violent.

En adoptant une approche de sécurité humaine plaidant pour « une réponse globale, centrée sur les personnes, spécifique au contexte et axée sur la prévention »,[8] un changement d'approche correspondant a été préconisé. Ce changement vise à revigorer les liens entre les personnes, les institutions et les idéologies afin de s'attaquer aux facteurs immédiats et sous-jacents qui favorisent la croissance de l'extrémisme violent, et de tirer parti du travail en cours du PNUD sur les causes profondes à long terme de l'extrémisme violent, notamment la faible gouvernance, le sous-développement et la marginalisation.

Cinq ans après la publication du rapport 2017, le monde est très différent. Aucune région ni aucun pays n'a échappé à la montée en flèche des impacts du changement climatique, de la pandémie de COVID-19, ou de la hausse des coûts des produits de base et de l'énergie. Une grande partie de l'Afrique était déjà touchée par une pauvreté et des inégalités multidimensionnelles, mais les événements mondiaux des cinq dernières années ont aggravé les défis économiques et politiques préexistants dans la région, tandis que le changement climatique agit comme un multiplicateur de menaces.

Compte tenu de ce contexte changeant et de la recrudescence de l'extrémisme violent en Afrique, le PNUD a décidé d'entreprendre des recherches de suivi de l'étude de 2017.

Approche et orientation du rapport *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0*

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0* a été conçu pour fournir des réponses politiques et programmatiques plus efficaces à l'extrémisme violent en mettant à jour et en renforçant la base de données établie en 2017. Compte tenu de la propagation rapide de l'extrémisme violent en Afrique au cours des cinq dernières années, il est impératif de se tenir au courant de l'évolution des groupes EV. En s'appuyant sur l'ensemble de données d'origine, en les affinant et en les élargissant, la nouvelle étude aide à identifier les variations et les changements dans les moteurs du recrutement. Elle élargit également considérablement la portée de la recherche,[9] avec trois fois plus de personnes interrogées – dont beaucoup plus de femmes – provenant d'un plus grand nombre de pays. En plus d'analyser les moteurs du recrutement dans les groupes EV, la nouvelle recherche se concentre sur les voies du désengagement ; en d'autres termes, sur le chemin qui s'éloigne de l'extrémisme, pas seulement celui qui y mène.

L'étude *Sur les chemins* de l'extrémisme se fonde sur le postulat selon lequel une base de données complète et solide sur les moteurs du recrutement et du désengagement contribuera à des interventions plus efficaces qui s'attaquent à la fois aux conditions sous-jacentes et aux causes de l'extrémisme violent en Afrique. En conséquence, le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0* se concentre sur trois objectifs interdépendants :

- Analyser la nature changeante et l'image continentale de l'extrémisme violent en Afrique, ainsi que faire le point sur les efforts déployés pour contrer et prévenir sa propagation depuis la publication du premier rapport en 2017.
- Analysez les moteurs, les « points de basculement » et les accélérateurs affectant la vulnérabilité au recrutement au sein des groupes EV, tout en suivant les variations par rapport aux résultats de la première étude.
- Examiner plus en détail les voies permettant de s'éloigner de l'extrémisme, en mettant l'accent sur les déclencheurs du désengagement.

Compte tenu de l'évolution rapide du contexte et de la nature fluctuante, fluide et localisée des groupes EV, la nouvelle étude présente d'abord les résultats en relation avec la nature changeante de l'extrémisme violent en Afrique et les efforts pour le prévenir et y répondre.

À l'aide de sources de données complémentaires et d'une analyse de régression économétrique découlant de l'Indice mondial du terrorisme, entre autres, ce rapport cherche à évaluer les tendances géopolitiques de l'activité extrémiste violente dans la région ainsi que les réponses et approches adoptées par les acteurs nationaux et internationaux à ce jour.

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0* élargit considérablement la portée de sa base de données existante. Il se concentre sur huit pays d'Afrique – Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Mali, Niger, Nigeria, Somalie et Soudan – reflétant les points chauds actuels de l'extrémisme violent et les pays secondaires dans les zones les plus touchées de l'Afrique.[10] Le nouvel échantillon de données comprend 2 196 personnes interrogées, soit environ trois fois plus que l'étude de 2017.[11]

Au moyen de l'ensemble de données quantitatives au cœur de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme*, il fournit de nombreuses preuves sur les facteurs et les expériences qui poussent certaines personnes à rejoindre des groupes EV lorsque la majorité vivant dans des circonstances similaires ne le font pas et, en outre, sur ce qui les pousse à quitter ces groupes.

Comme dans l'étude de 2017, l'échantillon démographique est composé, au sens large, de trois groupes : l'un composé de recrues qui ont rejoint volontairement un groupe EV ; l'autre formé par des individus qui ont été recrutés de force ; et un troisième (un groupe témoin) composé d'individus sans affiliation aux groupes EV mais qui partagent des caractéristiques démographiques avec les recrues (voir la section suivante pour une explication détaillée du profil démographique). Plus de 1 000 personnes interrogées étaient d'anciens membres de groupes EV. Leurs réponses ont été comparées à celles d'un nombre similaire de personnes interrogées d'un groupe témoin. Cette approche permet de comparer pourquoi deux individus vivant dans des circonstances similaires pourraient suivre des chemins divergents – l'un menant à l'extrémisme, l'autre non.

Elle teste plusieurs hypothèses concernant les moteurs du recrutement pour éclairer l'importance relative des facteurs et des expériences qui façonnent la vulnérabilité ou la résilience. Comme la première étude, cette nouvelle recherche analyse la dynamique du processus de recrutement, des conditions et facteurs initiaux aux événements déclencheurs spécifique qui constitue les « points de basculement » du recrutement, en passant par les rythmes de recrutement.

L'agrégation et la synthèse des données ainsi obtenues permettent ensuite de tirer des conclusions sur l'importance relative des différents facteurs, malgré le caractère unique du parcours de chacun.

En s'appuyant sur l'ensemble de données d'origine, en les affinant et en les élargissant, la nouvelle étude contribue à identifier les variations et les changements dans les moteurs de recrutement. Elle élargit également considérablement la portée de la recherche, avec trois fois plus de personnes interrogées – dont beaucoup plus de femmes

Ainsi, en s'appuyant sur l'approche et la méthodologie éprouvées de l'étude de 2017, cette étude renforce la robustesse et la fiabilité des résultats antérieurs. Elle fournit également une base de comparaison, révélant de nouvelles dynamiques et perspectives importantes. En analysant l'importance relative de ces multiples facteurs, ainsi que le rythme de recrutement par rapport à une série de variables, elle affine la compréhension des causes de la vulnérabilité, tout en mettant également en évidence les facteurs de résilience.

Bien que la nouvelle étude élargisse l'étendue de la base empirique existante, elle aborde également des aspects clés qui ont été sous-explorés lors de la première version. L'échantillon de l'enquête comprend un nombre significativement plus élevé de femmes membres des groupes EV et un groupe de référence proportionnel correspondant de femmes interrogées. Cela permet une analyse sexospécifique plus désagrégée des moteurs de l'extrémisme, révélant des différences dans les expériences des femmes et des hommes ainsi que dans les schémas relatifs de recrutement et de désengagement. Cela peut éclairer et donner des informations plus nuancées sur les politiques et les programmes de PEV sexospécifiques, une dimension essentielle souvent négligée dans les efforts de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.[12]

La nouvelle étude a également été conçue pour mettre davantage en avant les facteurs qui façonnent les « voies de sortie » éloignant des groupes EV, élargissant ainsi la portée conceptuelle de la recherche.[13] Elle compare deux sous-groupes : ceux qui quittent volontairement les groupes EV en se rendant ou en demandant l'amnistie et ceux qui en sortent parce qu'ils ont été arrêtés. Cette comparaison révèle l'importance des facteurs qui façonnent les incitations, les motivations et les trajectoires de sortie des groupes EV.

En s'appuyant sur la métaphore d'un parcours de vie et en comparant les individus qui se sont rendus volontairement à ceux qui ont été arrêtés contre leur gré par capture, la recherche franchit une étape dans l'examen des incitations et des motivations sous-jacentes qui poussent les individus à abandonner ces groupes, des doutes initiaux vers le « tournant décisif » spécifique, lorsqu'une recrue ne croit plus aux objectifs ou à l'approche du groupe EV. Elle explore également les facteurs influençant la décision finale de partir. Cette dimension plus détaillée est pertinente à la fois pour prévenir l'extrémisme violent et pour faciliter la compréhension des processus de désengagement et de réintégration, sur lesquels il n'existe que des preuves limitées.[14]

Le cadre conceptuel plus large de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme* est dérivé de la théorie de la socialisation politique.[15] Celle-ci est comprise comme le « processus par lequel une personne développe son propre cadre de référence unique et sa propre vision du monde qui guide ses choix et ses opinions sur des questions clés telles que la politique, la religion et l'idéologie ».[16] Le développement de cette vision du monde s'effectue à travers la médiation de diverses « agences de la société… y compris la famille, le groupe de pairs, l'école, les organisations d'adultes et les médias de masse ».[17] La théorie de la socialisation politique postule donc que le chemin menant à l'extrémisme est façonné non seulement par les circonstances de la vie d'un individu, mais aussi par son exposition à d'autres idées, valeurs et systèmes de croyances. À travers cette lentille à multiples facettes, la nouvelle étude trace la « carte du chemin » des influences, des incitations et des déclencheurs qui façonnent les voies menant au recrutement, ainsi que les facteurs qui contribuent au désengagement.

Le fondement conceptuel de cette recherche est également éclairé par des cadres qui distinguent les moteurs micro, méso et macro,[18] ainsi que les facteurs d'attraction et d'incitation.[19] Reconnaissant que de telles conceptualisations peuvent avoir un effet réducteur sur des phénomènes complexes, celles-ci sont incorporées dans le prisme de la théorie de la socialisation politique, qui fournit le cadre conceptuel du rapport *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0*.

La nouvelle étude a également été conçue pour mettre particulièrement en valeur les facteurs qui façonnent les « voies de sortie » éloignant des groupes EV, élargissant ainsi la portée conceptuelle de la recherche

Ainsi, à travers un questionnaire de recherche détaillé, elle analyse les histoires de vie et les témoignages pour explorer les différences dans les expériences de vie au niveau micro, y compris les motivations, les incitations et les décisions des jeunes hommes et femmes, tout en examinant également les niveaux macro et méso des facteurs qui ont incité certains à emprunter le chemin les menant à l'extrémisme violent et celui les en éloignant. Cette approche vise donc à trouver un équilibre entre la capacité d'action des individus, y compris leurs aspirations et leur prise de décision, et les éléments déterminants structurels du contexte plus large.

L'étude reconnaît qu'aucun facteur unique ne peut déterminer efficacement si, dans certaines circonstances, un individu avec un ensemble particulier de dispositions et de relations, et exposé à certaines idées, suivra un certain chemin de vie. Elle reconnaît en outre que les processus de recrutement et de désengagement sont intrinsèquement distincts mais partagent des trajectoires communes.

Cependant, la prémisse fondamentale de cette étude de suivi et de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme* est de postuler en permanence qu'il reste encore à apprendre sur les facteurs qui façonnent les voies menant à l'extrémisme violent et celles l'en éloignant.

La vision du PNUD repose sur le fait que l'élargissement de la base de preuves émergentes de ces dynamiques, ainsi que le développement d'une compréhension approfondie de ces facteurs, peuvent contribuer à des interventions plus efficaces, mieux adaptées pour traiter et atténuer les causes sous-jacentes, indirectes et directes de l'extrémisme violent en Afrique.

Outre ce rapport de recherche agrégé et afin de mettre en évidence des tendances spécifiques, une série de notes thématiques et des analyses sous-régionales complètent le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0*. Elles approfondissent les aspects clés émergeant de la recherche. La nouvelle étude et cette série de notes renforceront la base de données du PNUD sur les moteurs de l'extrémisme violent en Afrique.

Ces nouvelles preuves contribueront directement à la conception et à la base de preuves de la prochaine version du projet régional pluriannuel du PNUD (2022-2025), qui servira de modèle aux interventions du PNUD en Afrique et dans les États arabes pour prévenir et répondre à l'extrémisme violent à travers une approche axée sur le développement.

Structure du rapport

Le corps principal du rapport *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0* est structuré autour des trois objectifs de recherche décrits ci-dessus. Il est précédé de la section suivante, qui décrit la manière dont un échantillon pertinent a été construit pour l'ensemble de données et comment le questionnaire de recherche a été affiné pour renforcer la base conceptuelle et méthodologique de l'étude. Elle résume la méthodologie de recherche, tandis qu'une explication plus détaillée de la méthodologie de l'analyse économétrique est fournie dans une annexe distincte à la fin du rapport. En outre, elle indique certaines considérations clés et mises en garde concernant les leçons plus larges qui peuvent être tirées de cet ensemble de données localisées et diversifiées.

Le Chapitre 1 se concentre sur les changements clés dans le contexte de l'extrémisme violent en Afrique depuis 2017. Cela comprend des données et des analyses sur la nature changeante de l'extrémisme violent dans la région, tirées de sources secondaires. Il examine également la manière dont les acteurs nationaux et internationaux ont réagi, y compris les tendances liées aux flux de dépenses et d'aide liés à la prévention de l'extrémisme violent.

Le Chapitre 2 se concentre sur les données empiriques et l'analyse des facteurs de recrutement qui sont au cœur de l'étude. S'appuyant sur la recherche de 2017, il étudie et examine minutieusement la manière dont l'interaction des facteurs macro, méso et micro convergent pour inciter les gens à rejoindre les groupes EV. Cela englobe les influences formatrices, telles que l'emplacement géographique ; les circonstances familiales, l'enfance et l'éducation ; le rôle de la religion et des idéologies religieuses ; les facteurs économiques ; et l'État et la citoyenneté. Il explore également comment ces moteurs affectent le rythme de recrutement, en identifiant à la fois les facteurs d'accélération, qui mettent en évidence les vulnérabilités, et les sources de résilience.

Le Chapitre 3 se concentre sur un examen plus approfondi de l'importance des « points de basculement », en identifiant les événements déclencheurs qui, dans certains cas, catalysent la décision de rejoindre un groupe EV. Il étudie également les aspects sociaux et comportementaux du processus de recrutement, y compris l'influence des réseaux de pairs et d'Internet. Enfin, il examine l'influence des initiatives de prévention et des facteurs de résilience, tels qu'identifiés par les personnes interrogées du groupe de référence.

Le Chapitre 4 se concentre sur les voies de désengagement des groupes EV. Fondé sur la théorie de la socialisation politique, et s'appuyant davantage sur la théorie de la sortie de rôle, il applique une lentille conceptuelle pour explorer les moteurs du désengagement qui conduisent au « tournant décisif » spécifique lorsque l'engagement envers les actions et l'idéologie du groupe EV peut changer. Il reconnaît cependant que, bien que de tels changements soient difficiles à justifier, et ce, même lorsqu'ils se produisent, ils peuvent avoir de nombreuses raisons – de la peur des répercussions aux circonstances pratiques – qui rendent difficile pour une recrue l'abandonnement d'un groupe EV. Cela appelle d'autres enquêtes empiriques et recherches au-delà de la portée de cette étude. Enfin, il considère la nature socialisée du processus de désengagement, en examinant dans quelle mesure les pairs et la famille influencent les décisions de quitter les groupes EV.

Afin de fournir un aperçu visuel du chemin menant à l'extrémisme et celui l'en éloignant, ainsi que de mettre en évidence les trajectoires sexospécifiques, les chapitres 2, 3 et 4 sont résumés dans une infographie.

Le Chapitre 5 rassemble tous les résultats de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0*, l'analyse économétrique et l'évaluation du contexte plus large pour formuler une série d'implications pratiques. Celles-ci visent à éclairer les politiques et les programmes de prévention de l'extrémisme violent aux niveaux national et international.

La vision du PNUD repose sur le fait que l'élargissement de la base de preuves émergentes de ces dynamiques, ainsi que le développement d'une compréhension approfondie de ces facteurs, peuvent contribuer à des interventions plus efficaces, mieux adaptées pour traiter et atténuer les causes sous-jacentes, indirectes et directes de l'extrémisme violent en Afrique

Remarque sur la terminologie

EXTRÉMISME VIOLENT : Il s'agit d'un concept très contesté, tout comme sa composante « extrémisme ». Il est généralement considéré comme un terme plus inclusif que « terrorisme », bien que les deux soient parfois utilisés de manière interchangeable. L'extrémisme violent est souvent appliqué beaucoup plus étroitement à la seule violence religieuse, ignorant les nombreuses autres formes de violence motivées par l'idéologie. Reconnaissant le fait qu'aucune définition unique de ce terme n'est susceptible d'être approuvée par tous, la terminologie de cette étude s'aligne sur le cadre normatif sur l'extrémisme violent fourni par le Secrétaire général des Nations Unies dans le Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent :

> *Le présent Plan d'action* [...] *considère et aborde l'extrémisme violent comme, et quand, il tend à conduire au terrorisme. L'extrémisme violent est un phénomène multiforme, qui échappe à toute définition claire. Il n'est ni nouveau ni propre à une région, une nationalité ou un système de croyance. Néanmoins, ces dernières années, des groupes terroristes comme l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), Al-Qaïda et Boko Haram ont façonné l'image que nous en avons ainsi que le débat sur les moyens de faire face à cette menace. Le message d'intolérance – religieuse, culturelle, sociale – que ces groupes véhiculent a eu de graves répercussions sur de nombreuses régions du monde.*[20]

Le Plan d'action dispose que :

> *Rien ne saurait justifier l'extrémisme violent, mais force est de reconnaître que ce phénomène n'est pas le fruit du hasard. Lorsque les droits de l'homme sont bafoués, la bonne gouvernance est ignorée et les aspirations sont écrasées, les discours qui mettent l'accent sur les motifs de mécontentement et l'injustice – ou le sentiment d'injustice – et promettent l'autonomisation et l'avènement de changements radicaux deviennent séduisants.*[21]

Cette compréhension implique le fait d'examiner le processus par lequel ces idéologies sont canalisées à travers des récits et utilisées comme de puissantes expressions d'identités, de motifs de mécontentement et de privations, devenant un outil pour légitimer le changement social par la violence. En tant que tel, cela implique de regarder au-delà des seules idéologies en explorant les causes et les structures sous-jacentes qui permettent à l'idéologie de prendre racine et la rendent efficace.[22]

RADICALISATION ET EXTRÉMISME VIOLENT : Le concept de radicalisation est de plus en plus reconnu comme insatisfaisant dans sa capacité à expliquer l'extrémisme violent, étant donné que de nombreux individus peuvent avoir des opinions radicales sans pour autant perpétrer des actes violents. Le terme est généralement utilisé pour désigner le processus par lequel les

individus quittent le courant dominant et deviennent extrêmes dans leurs opinions et/ou leurs comportements. Cependant, cette étude aborde le concept de radicalisation comme un processus socialisé hautement dialectique, façonné non seulement par des facteurs présents dans les circonstances de la vie d'un individu, mais aussi par son exposition à d'autres idées, valeurs, systèmes de croyances et expériences qui peuvent éventuellement le conduire à adopter des idées (attitudes) extrémistes violentes ou à commettre des actes (comportements) extrémistes violents, ou qui sont susceptibles de rendre l'individu plus vulnérable au recrutement.[23] Reconnaissant que toutes les personnes confrontées au même ensemble de circonstances ne choisiront pas d'emprunter le même chemin, elle aborde le chemin menant à l'extrémisme comme un processus déterminé par le résultat d'une confluence de facteurs micro, méso et macro ainsi que de moteurs situationnels, habilitants et motivationnels, qui peuvent tous avoir une influence sur la susceptibilité et la vulnérabilité des individus à l'extrémisme violent.[24] Au-delà de l'accent mis par l'étude sur la radicalisation dans la voie menant à l'extrémisme violent, elle se concentre sur le recrutement, défini dans son sens le plus large pour inclure les processus informels et même auto-initiés, notant que si ce dernier est souvent une condition préalable au premier, cela pourrait ne pas toujours être le cas.[25]

TERRORISME : Comme pour l'extrémisme violent, il n'existe pas de définition universellement acceptée du terrorisme. Au niveau politique, cela reflète la difficulté de s'entendre sur la façon de déterminer quand l'usage de la violence est légitime (dirigé contre qui, par qui et à quelles fins), ainsi que la difficulté de s'entendre sur la distinction entre la violence étatique et la violence non étatique. De plus, les actes de terrorisme sont souvent une tactique menée dans le cadre d'une stratégie militaire ou géopolitique plus large. Les Nations Unies définissent le terrorisme comme « des actes criminels conçus ou calculés pour provoquer la terreur dans le public ».[26]

CONTRE-TERRORISME : Cela fait référence aux opérations militaires et de sécurité, ainsi qu'à l'adoption de cadres législatifs et policiers pour contrôler, réprimer et traquer les activités terroristes ; former, équiper et réorganiser les forces de sécurité nationales et les services de renseignement ; et le renforcement de la surveillance des frontières et des points de contrôle.[27]

LA LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT (LEV) ET LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT (PEV) : Le programme de lutte contre le terrorisme a évolué au cours de la dernière décennie vers une approche stratégique plus large qui intègre des réponses non militaires visant à perturber les activités des groupes EV et à empêcher leur expansion, tout en abordant les environnements propices dans lesquels l'extrémisme violent existe et prend pied. Une certaine ambiguïté en termes de définition est là aussi largement acceptée. Des initiatives multilatérales, régionales et nationales de LEV et de PEV ont vu le jour, comprenant souvent des activités de communication stratégique, médiatiques, d'éducation et de police communautaire, mais avec des approches différentes selon les acteurs. Une distinction utile peut être établie entre la LEV, qui se concentre sur la lutte contre les conditions propices à l'extrémisme violent, et la PEV, qui se concentre sur la transformation des moteurs sous-jacents de l'extrémisme violent et la prévention de sa propagation. Cependant, dans la pratique, les initiatives abordent fréquemment les deux aspects en adoptant une approche combinée. Compte tenu de la priorité globale de prévention, l'organisation du PNUD se concentre sur la PEV, notant que les objectifs de type LEV peuvent être incorporés ou imbriqués dans une programmation globale spécifique à la PEV ou pertinente pour la PEV.

DÉSENGAGEMENT ET DÉRADICALISATION : Le désengagement et la déradicalisation sont des résultats différents et ne coexistent pas nécessairement. Le désengagement fait référence à un changement de comportement, comme se retirer d'une organisation extrémiste violente ou la quitter, ou changer de rôle au sein de celle-ci, mais ne nécessite pas nécessairement un changement des valeurs cognitives ou des croyances fondamentales.[28] Les motivations pour cesser de s'impliquer peuvent varier selon le contexte, le groupe et l'individu. Le désengagement est un objectif plus réaliste et atteignable que la déradicalisation dans la plupart des contextes d'EV, certainement à court et moyen terme.[29] La déradicalisation implique un changement fondamental de compréhension. Cela peut alors créer une ouverture cognitive qui peut rendre un individu réceptif à de nouvelles idées. La déradicalisation indique donc le passage substantiel d'un engagement idéologique à un mouvement ou une cause extrémiste violente au retrait ou à une volonté de ne plus adhérer à des croyances extrémistes violentes.[30]

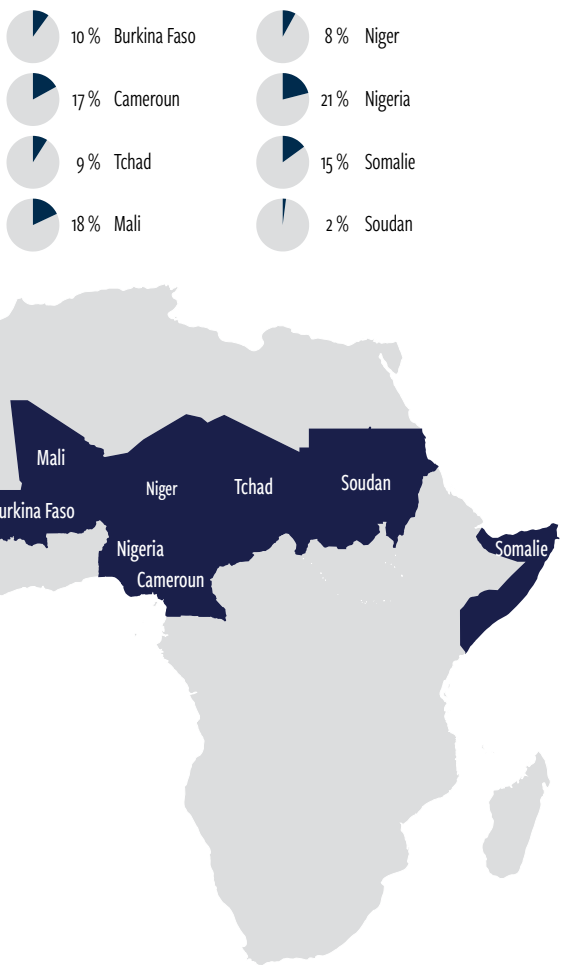
Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0* est le produit d'un processus de recherche intensif de deux ans, entrepris dans les régions d'Afrique qui ont été les plus directement touchées par les activités extrémistes violentes. Les 2 196 personnes interrogées représentent une augmentation de près de 70 % du nombre de personnes interrogées par rapport à l'étude de 2017

ÉCHANTILLON DÉMOGRAPHIQUE ET MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0* est le produit d'un processus de recherche intensif de deux ans, entrepris dans les régions d'Afrique qui ont été les plus directement touchées par l'activité extrémiste violente. Des entretiens avec d'anciens membres de groupes EV ont été menés dans huit pays : Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Mali, Niger, Nigeria, Somalie et Soudan. Au début de l'étude, ces pays étaient tous caractérisés soit comme des épicentres de l'extrémisme violent, soit comme des pays secondaires[31], et ils ont donc été sélectionnés en fonction de leur pertinence empirique pour l'examen du phénomène de l'extrémisme violent. Un nombre sans précédent d'anciens membres de groupes EV ont été interrogés pour réaliser cette étude. Les 2 196 personnes interrogées représentent une augmentation de près de 70 % du nombre de personnes interrogées par rapport à l'étude de 2017. Sur les personnes interrogées, 884 étaient des personnes qui, auparavant ou, dans quelques cas, au moment de l'entretien, étaient encore membres d'organisations extrémistes violentes, auxquelles elles avaient adhéré volontairement. Les données des entretiens ont été recueillies de mai 2020 à août 2021.

Pour comprendre pourquoi certaines personnes ont décidé de rejoindre des groupes extrémistes violents alors que la plupart des personnes vivant dans des circonstances similaires ne l'ont pas fait, l'échantillon démographique a été construit de manière similaire à l'étude de 2017. Pour permettre de faire une comparaison, les personnes interrogées ont été extraites de deux catégories : un « groupe primaire » composé d'anciens ou d'actuels membres de groupes EV et un « groupe de référence » de personnes qui n'appartiennent pas à ces groupes. Les membres du groupe de référence ont été sélectionnés à l'aide d'une méthode d'échantillonnage non randomisée fondée sur leur vie au sein des communautés à risque désignées et partageant des données démographiques similaires avec le groupe primaire, mais n'ayant jamais été membres de groupes EV.

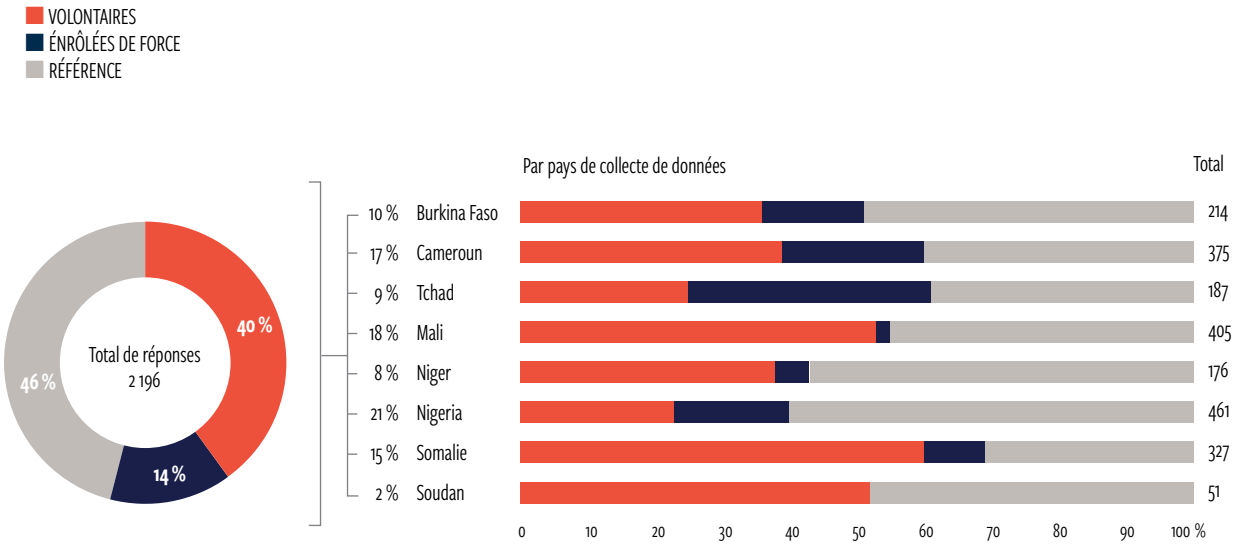
FIGURE 1 **RÉPARTITION DES ENTRETIENS** PAR PAYS



Les figures 1 et 2 montrent les pourcentages de l'échantillon de l'enquête pertinente pour les trois catégories d'enquête et en fonction du pays où les données ont été recueillies[32]. Le groupe primaire comprenait 1 181 personnes interrogées (933 hommes et 248 femmes). Il est subdivisé en deux sous-groupes : les anciens membres qui ont rejoint volontairement des groupes extrémistes violents et ceux qui ont été enrôlés de force. Au sein du groupe primaire, 884 personnes interrogées (773 hommes et 111 femmes) ont déclaré qu'elles s'étaient rejointes volontairement, y compris d'anciennes recrues et certaines qui, sur la base de leur auto-identification, étaient toujours membres d'un groupe EV. Cette catégorie de personnes interrogées est désignée dans le rapport comme le « groupe volontaire » et représente 40 % de l'échantillon complet. En revanche, seulement 14 % de l'échantillon – 297 personnes, dont 160 hommes et 137 femmes – ont déclaré avoir été enrôlées de force pour rejoindre un groupe EV. Ce groupe est appelé le « groupe des personnes enrôlées de force ». Le groupe témoin secondaire, composé de 1 015 personnes interrogées, est appelé le « groupe de référence ». Ce groupe était composé de 711 hommes et 304 femmes, soit 46 % de l'échantillon. Ces personnes ont été sélectionnées en fonction de la similitude de leur profil démographique avec celui des recrues du groupe primaire en matière de localisation géographique, d'âge et de sexe. Ainsi, ces personnes interrogées vivaient dans des conditions comparables au groupe primaire et avaient des niveaux similaires d'exposition à l'extrémisme violent, mais n'avaient aucune affiliation avec les groupes EV.

Comme l'indique la figure 2, les entretiens par pays sont répartis assez inégalement, reflétant la variation des méthodes d'échantillonnage utilisées, ainsi que la question de l'accès aux personnes interrogées dans les pays étudiés. Les Nigérians représentaient les groupes les plus importants par nationalité dans l'échantillon pertinent, soient 21 %. Les personnes interrogées au Soudan étaient le plus petit nombre par nationalité avec 2 % de l'échantillon pertinent. Bien que le plus grand groupe de recrues ait été nigérian, le plus grand échantillon de personnes interrogées se trouvait au Cameroun. Cela pourrait indiquer que de nombreuses recrues se sont retrouvées hors de leur pays d'origine, que ce soit à cause de combats, de la fuite de leur pays ou pour d'autres raisons. Par exemple, parmi les personnes interrogées nigérianes de l'échantillon de l'enquête, 42 ont choisi de se désengager au Cameroun, où l'équipe de recherche avait accès à elles.

FIGURE 2 **RÉPARTITION DES ENQUÊTÉS** PAR CATÉGORIE ET PAYS OÙ LES ENTRETIENS SE SONT DÉROULÉS



La figure 3 montre la répartition des tranches d'âge au moment de la recherche par catégorie d'enquêtés. La répartition par âge des personnes enquêtées montre que les recrues volontaires étaient légèrement plus jeunes, en moyenne, que les personnes interrogées du groupe de référence. L'âge moyen des personnes enquêtées du groupe volontaire (29 ans) était inférieur à celui du groupe de référence (31 ans). Le groupe des personnes enrôlées de force avait tendance à être plus jeunes que les recrues volontaires ou que les membres du groupe de référence.

39 % de toutes les personnes interrogées de l'échantillon avaient entre 26 et 35 ans, tandis que 34 % avaient entre 18 et 25 ans. Cela diffère de l'ensemble de données de l'étude de 2017, où la majorité des personnes interrogées du groupe de référence étaient âgées de 15 à 25 ans, contre 44 % dans les groupes de recrues volontaires et de personnes enrôlés de force. Néanmoins, cela reflète les populations démographiquement jeunes dans les pays étudiés. À l'inverse, 44 % des femmes interrogées avaient entre 18 et 25 ans, contre 34 % dans la tranche d'âge supérieure des 26-35 ans.

La figure 4 montre la répartition par sexe par catégorie d'enquêtés[33]. En termes relatifs, cet ensemble de données comprend une plus grande proportion de femmes interrogées – un total de 552, représentant 25 % de l'échantillon pertinent – par rapport au premier ensemble de données en 2017, qui comptait 19 % de femmes interrogées, mais sur un échantillon de données plus petit d'environ un tiers. Globalement, le nombre de femmes interrogées dans cette étude est environ quatre fois plus élevé que dans l'étude de 2017.

La figure montre une proportion plus élevée de femmes et de filles dans la catégorie des groupes enrôlés de force (46 %), tandis que dans les groupes de référence et volontaires, les femmes représentaient 30 % et 13 % de leurs catégories respectives. La répartition selon le sexe est conforme à l'étude de 2017, qui a également révélé un déséquilibre entre les sexes, reflété dans l'échantillon.

Cela peut suggérer qu'un déséquilibre entre les sexes existe empiriquement dans les groupes EV examinés dans cette étude. Cela peut également refléter certains problèmes et sensibilités rencontrés par les équipes de recherche pour accéder aux femmes et aux filles interrogées.

FIGURE 3 **RÉPARTITION DES TRANCHES D'ÂGE** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

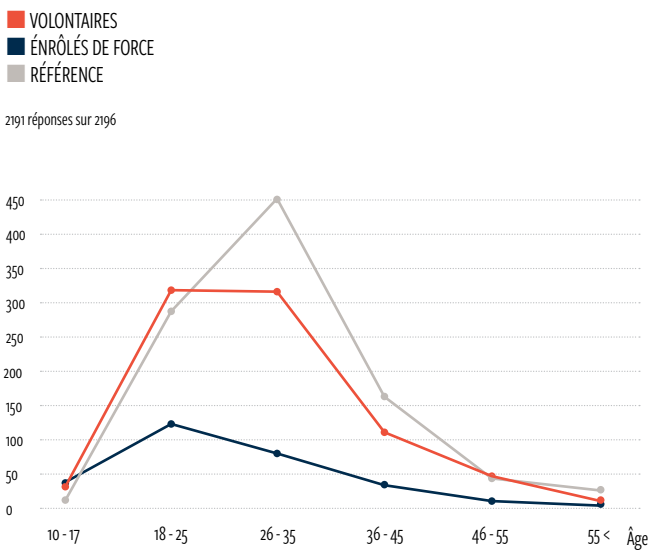
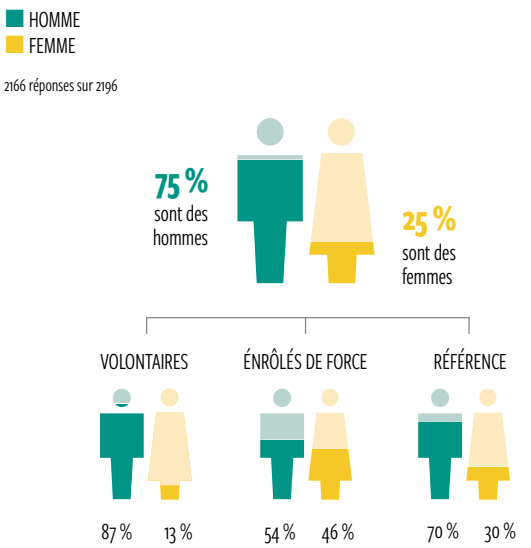


FIGURE 4 **CATÉGORIE DES ENQUÊTÉS** PAR SEXE



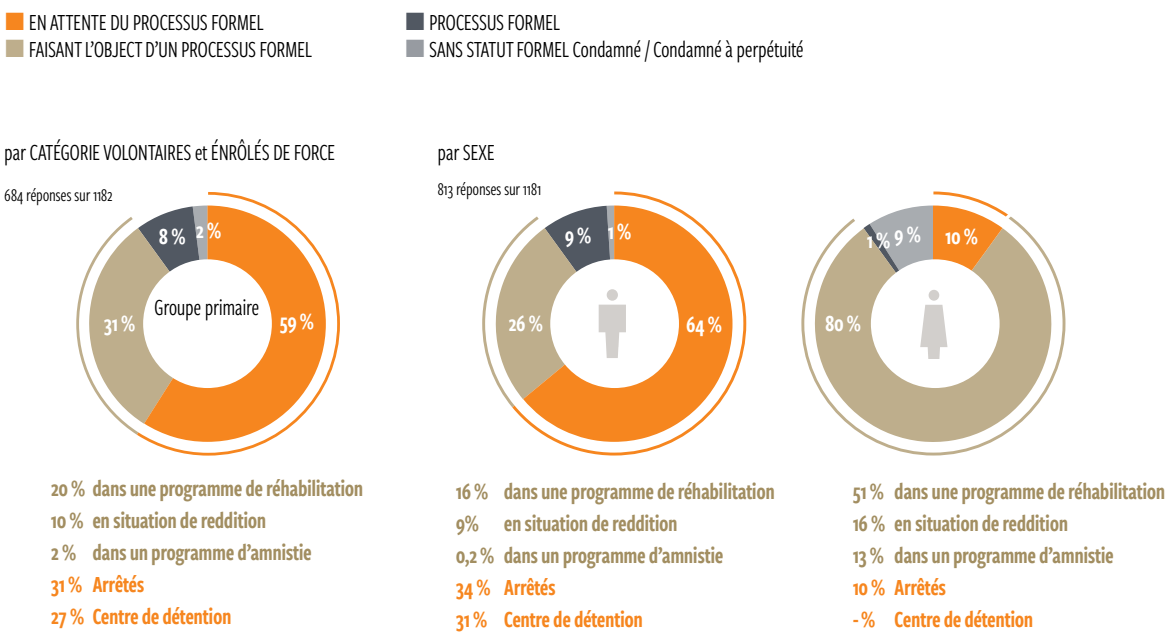
Comme dans l'étude de 2017, la plupart des entretiens ont eu lieu dans des établissements de détention, des prisons et des centres de réinsertion ou communautaires, comme l'illustre la figure 5, qui met en évidence le statut du groupe primaire au moment de l'entretien[34]. 31 % des personnes interrogées du groupe primaire participaient activement à un processus formel au moment de l'entretien. Ce processus est qualifié dans les réponses des personnes interrogées au questionnaire de « programme d'amnistie », de « programme de réhabilitation » ou de « reddition ». 59 % étaient en attente d'un procès formel, indiqué comme « centre de détention » ou « arrestation », contre 8 % qui ont été soit formellement condamnées, soit condamnées à perpétuité[35].

La figure 5 illustre en outre la différence significative entre les sexes en termes de statut actuel des personnes interrogées, les recrues hommes étant beaucoup plus susceptibles d'avoir été arrêtées que leurs homologues femmes. Les recrues femmes étaient également beaucoup plus susceptibles de suivre actuellement un processus de réadaptation. La majorité des femmes en réadaptation ont été interrogées au Cameroun[36].

La majorité des personnes interrogées du groupe primaire étaient d'anciens membres (de rang différent) de certains des groupes EV les plus importants du continent, à savoir Boko Haram, Al-Shabaab et Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM), la coalition affiliée à Al-Qaïda en Afrique de l'Ouest[37].

La majorité des personnes interrogées du groupe primaire étaient d'anciens membres (de rang différent) de certains des groupes EV les plus importants du continent

FIGURE 5 **STATUT DES PRINCIPAUX ENQUÊTÉS** PAR CATÉGORIE et SEXE



Les groupes EV les plus largement représentés au sein de l'échantillon de l'enquête étaient Boko Haram (575 personnes interrogées), Al-Shabaab (226 personnes interrogées) et JNIM (121 personnes interrogées).

Le rapport entre les personnes enrôlées de force et les recrues volontaires variait considérablement entre ces grands groupes, la proportion de recrues volontaires au sein de Boko Haram[38] (50 %) étant beaucoup plus élevé que celle d'Al-Shabaab (28 %) ou de JNIM (16 %). Bien que la nouvelle étude soit cohérente avec l'étude de 2017 en matière de répartition des personnes interrogées de Boko Haram et d'Al-Shabaab, cet ensemble de données remplace les groupes EV affiliés à l'EIIL (15 %) par JNIM, le groupe EV ayant connu la croissance la plus rapide en 2021[39].

La figure 6 illustre la répartition de personnes enrôlées de force et les recrues volontaires dans les différents groupes extrémistes violents[40].

La figure 7 présente la répartition du groupe primaire par sexe et par organisation. Parmi les recrues femmes de l'échantillon de données, Boko Haram représentait le plus grand nombre de recrues (85 %), reflétant probablement la forte proportion de femmes enlevées par Boko Haram. Ceci est cohérent avec des recherches complémentaires illustrant la forte proportion de femmes enlevées par Boko Haram[41].

Bien que la nouvelle étude soit cohérente avec l'étude de 2017 en matière de répartition des personnes interrogées de Boko Haram et d'Al-Shabaab, cet ensemble de données remplace les groupes EV affiliés à l'EIIL (15 %) par JNIM, le groupe EV ayant connu la croissance la plus rapide en 2021

FIGURE 6 **RÉPARTITION DES PRINCIPAUX ENQUÊTÉS** PAR ORGANISATION

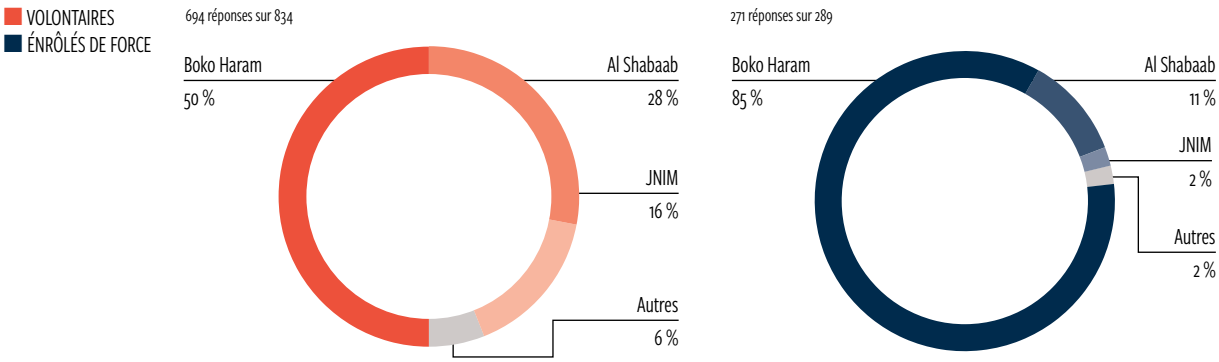
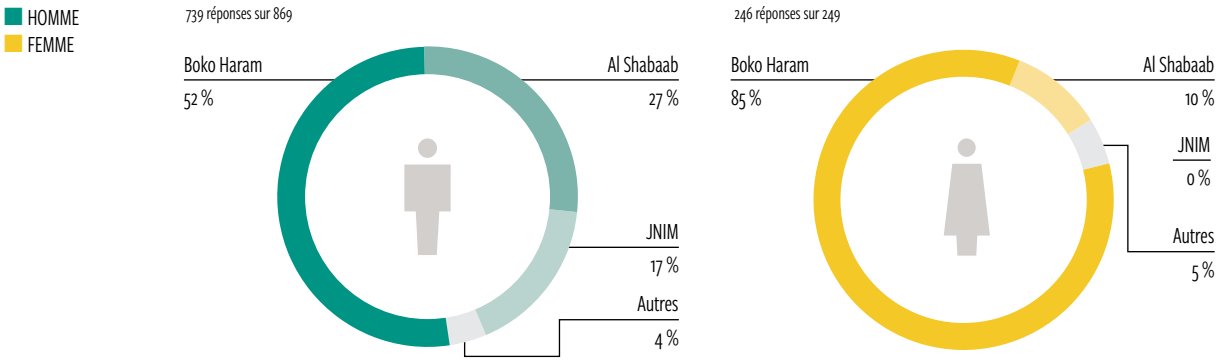


FIGURE 7 **RÉPARTITION DES PRINCIPAUX ENQUÊTÉS** PAR ORGANISATION ET PAR SEXE



Méthodologie de recherche : construire un échantillon pertinent à partir de l'ensemble de données

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0* adopte une conception de recherche comparative similaire à celle de l'étude de 2017, permettant de comparer deux groupes d'individus qui vivent dans des circonstances similaires, mais suivent des parcours divergents dans le processus de recrutement : l'un les menant à intégrer des groupes EV et l'autre non. De même, il examine les parcours du processus de désengagement en comparant les personnes qui ont décidé de se rendre et de demander l'amnistie à celles qui se sont retrouvées sur une trajectoire différente : l'arrestation par la capture. Ainsi, tout en reconnaissant la nature et la dynamique distinctes des processus de recrutement et de désengagement, cette méthode vise à développer une image de la carte de parcours typique des trajectoires et des voies multiples menant au recrutement et au désengagement.

Lorsque l'étude a été conçue pour la première fois, les huit pays examinés ont été initialement conceptualisés sur la base de la catégorisation du PNUD en pays épicentres et pays secondaires[42]. Ils ont été sélectionnés en fonction de leur représentativité géographique et de leur pertinence empirique pour l'examen du phénomène de l'extrémisme violent. Compte tenu des sensibilités concernant les profils des membres de groupes EV, une méthode d'échantillonnage non aléatoire a été appliquée pour sélectionner à la fois le groupe primaire et le groupe de référence et pour assurer la comparabilité entre les principales caractéristiques démographiques.

Pour le groupe primaire d'anciens membres de groupes EV, l'échantillon comprenait des personnes auxquelles les équipes chargées des entretiens ont pu accéder via des réseaux locaux et avec le soutien des autorités nationales et locales, des chercheurs et des acteurs de la société civile. Comme le montre le profil démographique ci-dessus, la plupart des entretiens de membres du groupe primaire a été menée dans des centres de détention, des prisons et des centres de réhabilitation ou communautaires, où la plupart des personnes interrogées attendaient une procédure formelle liée à des allégations d'actes terroristes.

Les membres du groupe de référence ont ensuite été identifiés sur la base d'une extrapolation des profils démographiques du groupe primaire fournis par les autorités gouvernementales. Ils ont été sélectionnés parmi les communautés à risque désignées, c'est-à-dire les zones considérées comme présentant un risque accru d'extrémisme violent et de conflit local. Dans ces zones, les personnes interrogées ont été identifiées localement selon qu'elles partageaient ou non des données démographiques avec le groupe primaire – y compris l'âge, le sexe et l'emplacement géographique – mais avaient une affiliation à un groupe EV (basé sur leur auto-catégorisation). Des équipes de recherche et des organisations de la société civile locales, ainsi que des bureaux de pays locaux du PNUD et des partenaires ayant une connaissance approfondie du contexte local, ont facilité l'accès au groupe secondaire.

Les résultats agrégés du rapport reposent principalement sur une analyse descriptive, complétée par une analyse économétrique utilisant des techniques de régression logistique pour examiner les corrélats au niveau micro et les variations systémiques dans l'ensemble de données. Ceci est enrichi par des témoignages personnels recueillis au cours du processus de recherche qui donnent la parole aux expériences des recrues individuelles et des personnes qui vivent dans des conditions propices à l'extrémisme violent. Un questionnaire détaillé, comprenant principalement des questions quantitatives, a été adapté aux personnes interrogées des groupes primaire et de référence.

À des fins de comparaison, les deux questionnaires ont exploré les parcours de vie et les points de vue personnels des personnes interrogées sur une série de questions sur des sujets personnels, culturels, socio-économiques et politiques au moment de l'entretien. Le questionnaire ciblant le groupe primaire comprenait des questions supplémentaires sur les motivations sous-jacentes et les perceptions relatives au recrutement et au désengagement, qui n'étaient pas incluses dans le questionnaire du groupe de référence. Les deux ensembles de données ont fourni une base pour comparer les parcours de vie des personnes ayant rejoint les groupes EV à ceux des personnes qui ne l'ont pas fait. Le questionnaire destiné aux personnes interrogées appartenant au groupe primaire a ensuite permis de distinguer les personnes interrogées qui se sont désengagées volontairement – par reddition et demande d'amnistie – de celles qui se sont désengagées des suites d'une arrestation. L'identification se fondait en outre sur le fait que les personnes interrogées avaient ou non manifesté un intérêt à se réengager dans une activité de groupe EV.

Par conséquent, les deux ensembles de données ont servi de base pertinente, bien qu'imparfaite, pour comparer les facteurs conduisant au recrutement volontaire dans les groupes EV et, plus tard, au désengagement par rapport à ces groupes. Cela a permis d'explorer les différences systématiques entre les personnes interrogées des groupes et les autres dans l'échantillon de l'enquête, tout en distinguant les perspectives et les expériences, malgré les similitudes dominantes.

S'appuyant sur les enseignements tirés de la première étude, le questionnaire d'entretien a été affiné pour renforcer la base méthodologique de l'étude et générer des réponses plus nuancées. Par exemple, la formulation de certaines questions a été modifiée pour éviter les questions suggestives ou les partis pris dans les réponses.

Alors que la plupart des questions de l'étude de 2017 consistaient en des questions quantitatives fermées, la nouvelle étude, bien que toujours ancrée dans une approche quantitative, comprenait davantage de questions ouvertes pour donner de l'espace à la contextualisation et plus de voix aux personnes interrogées. Malgré certaines révisions et améliorations dans le cadrage avec des options ouvertes supplémentaires, l'enquête est demeurée en grande partie intacte pour saisir les questions clés liées aux quatre thèmes plus larges – l'éducation et la scolarisation, les facteurs économiques, la religion et les idéologies, et l'État et la citoyenneté – pour permettre un certain degré de comparaison.

Sous réserve du filtrage des réponses incomplètes et/ou en double dans l'ensemble de données, toutes les réponses au questionnaire ont été compilées dans une base de données, qui a fait l'objet d'une analyse descriptive des questions et d'une analyse économétrique. L'ensemble de données initial comprenait un total de 2 234 entretiens. Cependant, après avoir supprimé les entrées en double, la taille de l'échantillon était de 2 196[43].

L'analyse économétrique a utilisé une analyse de régression logistique pour modéliser la relation multivariée entre différentes variables, en comparant le groupe de référence au groupe primaire de personnes interrogées. Cela a été fait à l'aide de techniques de régression logistique, après avoir terminé l'imputation des données pour les données manquantes et l'appariement selon les principales co-variables contextuelles décrites ci-dessus (sexe, âge, nationalité, éducation) entre les recrues volontaires et les personnes interrogées du groupe de référence[44].

Plutôt que d'adopter une approche d'exploration de données, les facteurs explicatifs potentiels ont été sélectionnés en fonction de leur pertinence et de leur importance au regard des résultats de l'étude de 2017 et des preuves établies sur le terrain pour rechercher des différences entre le groupe de recrues volontaires et le groupe de référence. Ainsi, au lieu de tester toutes les hypothèses possibles, l'analyse économétrique s'est concentrée sur un sous-ensemble d'hypothèses ayant le plus grand potentiel explicatif vis-à-vis des résultats et des recherches antérieurs.

Seul un sous-ensemble de personnes interrogées pertinentes provenant à la fois des recrues et du groupe de référence a été utilisé dans l'analyse économétrique afin de comprendre les corrélats au niveau micro ou les moteurs de la radicalisation. Pour les personnes interrogées du groupe de référence, l'appariement et le sous-ensemble ont été effectués selon qu'elles avaient été exposées, au moins dans une certaine mesure, à des organisations extrémistes violentes, soit parce qu'elles vivaient directement sous leur contrôle, soit parce qu'elles avaient été approchées par elles pour être recrutées. Pour les recrues, le sous-ensemble pertinent comprenait uniquement les recrues qui n'avaient pas déclaré avoir été enrôlées de force (c'est-à-dire les recrues volontaires). Ainsi, les personnes interrogées à l'enquête ont été appariées en fonction de caractéristiques démographiques clés, notamment le sexe, l'âge et la nationalité, afin d'éviter les partis pris. Cela a encore diminué les tailles d'échantillon utilisées dans les analyses de régression.

L'échantillon de données pour l'analyse économétrique était donc composé de 1 465 personnes interrogées pertinentes à l'enquête, comprenant 870 recrues volontaires dans le groupe primaire et 595 personnes interrogées dans le groupe de référence. Cela se compare à l'analyse descriptive, qui totalise 2 196 personnes interrogées, comprenant 884 recrues volontaires (40 %), 297 personnes enrôlées de force (14 %) et 1 015 personnes interrogées du groupe de référence (46 %).

Pour une explication détaillée de la méthodologie utilisée dans l'analyse économétrique, veuillez-vous référer à l'Annexe méthodologique 1.

Tout en reconnaissant la nature et la dynamique distinctes des processus de recrutement et de désengagement, cette méthode vise à développer une image de la carte du parcours typique des trajectoires et des multiples voies menant au recrutement et au désengagement

Considérations clés

La principale raison d'être de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0* est de construire une image continentale composite des moteurs de l'extrémisme violent en Afrique, tout en reconnaissant les spécificités et les nuances des huit pays examinés. Cela conduit, inévitablement, à certaines limites.

Premièrement, étant donné que les membres du groupe primaire ont été classés comme des personnes « enrôlées de force» ou des recrues « volontaires » sur la base de l'auto-identification des personnes interrogées, des conditions particulières pourraient bien avoir influencé ou incité leur choix de catégorie. Par exemple, certaines personnes interrogées pourraient déclarer qu'elles ont été enrôlées de force alors que ce n'était pas le cas. En particulier pour la plupart des personnes interrogées du groupe primaire en attente d'un processus formel, s'identifier comme une personne enrôlée de force plutôt que volontaire peut sembler offrir des avantages et peut également influencer les réponses sur les perceptions des acteurs étatiques. De plus, étant donné que de nombreuses personnes interrogées appartenant au groupe primaire ont été invitées à évaluer rétrospectivement leurs perceptions et opinions au moment de rejoindre ou après avoir quitté le groupe, leurs méta-perceptions pourraient ne pas refléter fidèlement leurs opinions réelles. Ces points de vue pourraient être davantage influencés par une série de facteurs émotionnels et psychologiques qui sont entrés en jeu depuis leur départ du groupe[45]. Bien qu'il soit difficile de surmonter pleinement ces penchants et de reconnaître que les perceptions sont subjectives et propres à l'échantillon en question, des efforts ont été faits pour utiliser des sources supplémentaires comme base de triangulation des réponses, telles que celles relatives aux institutions et aux niveaux de confiance dans l'analyse, y compris l'Afrobaromètre[46].

De plus, les personnes totalement enrôlées de force et les recrues totalement volontaires existent sur un large spectre, avec de nombreuses gradations entre ces deux extrêmes[47]. Les recrues non consentantes pourraient ne pas avoir été enlevées, mais néanmoins avoir été contraintes de rejoindre un groupe EV, tandis que les recrues volontaires pourraient être intrinsèquement motivées à rejoindre ou se sentir forcées par les circonstances. Dans le cas de la catégorisation des personnes interrogées pour l'analyse de régression, le contrôle se fondait sur deux questions d'enquête : si elles avaient déjà vécu sous le contrôle direct d'un groupe extrémiste violent et si elles avaient été personnellement approchées pour le recrutement dans un groupe EV. Ainsi, les personnes interrogées du groupe de référence qui n'auraient pas eu d'exposition aux groupes ou à l'activité EV ont été exclues, permettant une comparaison directe. De même, de tels spectres sont difficiles à discerner et à distinguer clairement lorsqu'on cherche à comparer des individus qui se désengagent par la force ou volontairement. Autrement dit, les individus qui se désengagent peuvent souhaiter quitter les groupes EV (changement de comportement) sans nécessairement se déradicaliser (changement d'attitudes). Cela est encore aggravé compte tenu du penchant de l'échantillon, où un nombre disproportionné de personnes se sont identifiées comme membres actuels[48]. Ainsi, le contrôle se fondait sur le fait que les personnes interrogées avaient indiqué si, rétrospectivement, elles auraient préféré rester dans le groupe et/ou reprendre une activité de groupe EV. Par conséquent, bien que les distinctions entre les différentes catégories de personnes interrogées dans le processus de recrutement et de désengagement demeurent ambiguës, les catégories de personnes interrogées décrites dans le profil démographique ont servi de base pour la comparaison croisée et l'analyse tout au long de l'année en fonction de l'auto-identification des personnes interrogées avec chaque catégorie respective.

De plus, les bias découverts ci-dessus dans la répartition des enquêtés dans l'échantillon – en ce qui concerne l'âge, le sexe, le statut et la répartition géographique – posent naturellement des défis pour développer une perspective globale complète pour l'Afrique. Cela résulte, en partie, des variations dans les méthodes d'échantillonnage appliquées par les chercheurs impliqués dans le processus de collecte de données. Il s'agit d'un autre résultat de l'inégalité d'accès aux anciens membres de groupes EV dans les pays cibles et reflète les caractéristiques spécifiques des groupes EV dans le contexte spécifique de l'enquête. Certains des partis pris sont en outre attribués à des problèmes liés à la variation dans la façon dont les questions ont été interprétées localement, malgré les efforts pour aider les médiateurs et les équipes de recherche. De plus, et malgré les efforts déployés pour affiner le questionnaire, sa structure et sa longueur – avec plus de 200 questions – le nombre de réponses incomplètes et de données manquantes dans le questionnaire ont probablement eu un certain impact, dans certains cas, considérable[49]. On a pris soin de recouper les réponses et de mettre en évidence les variations entre les pays, tout en faisant preuve de prudence pour éviter de tirer des conclusions trop générales.

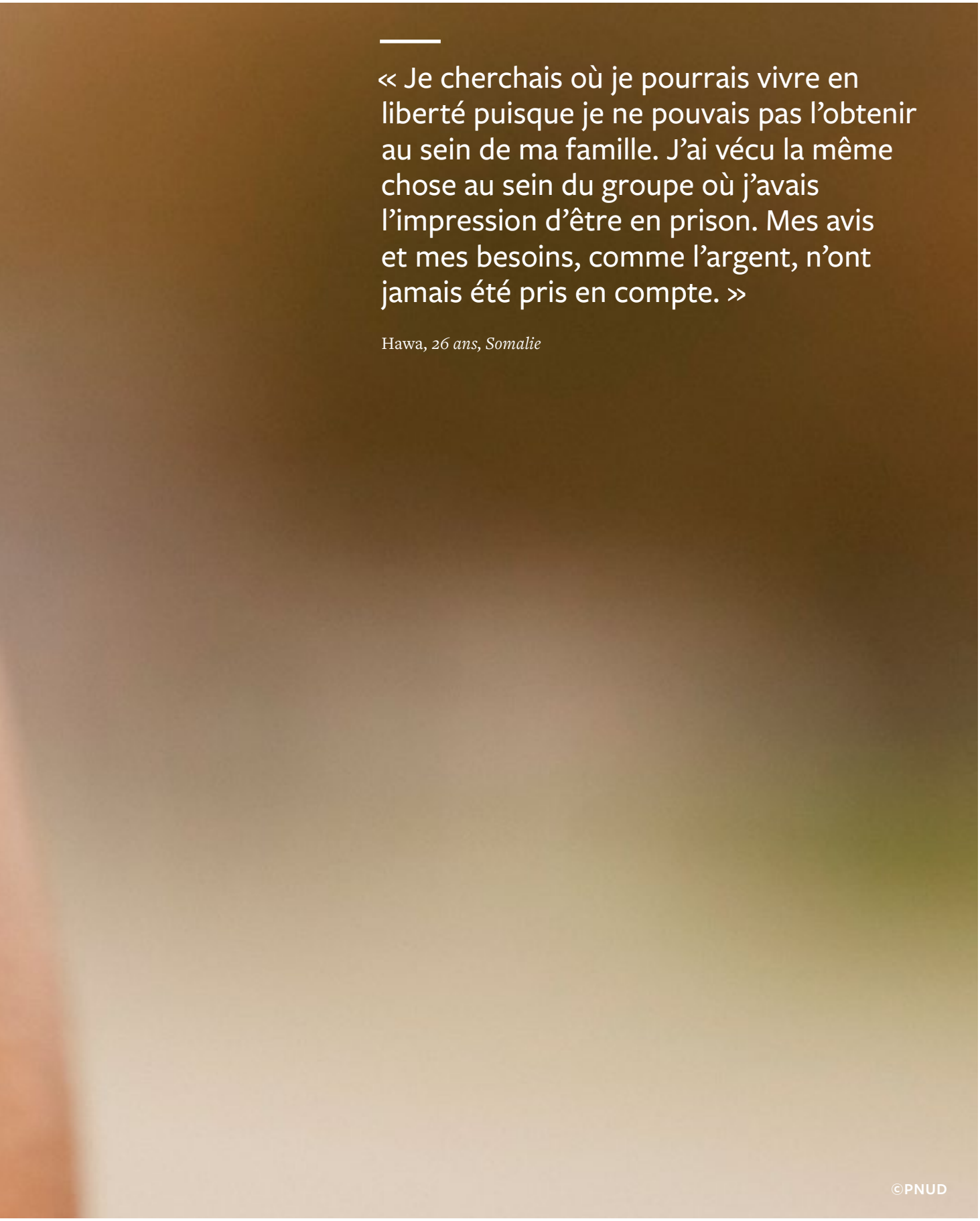
Il convient également d'être prudent dans l'extrapolation de conclusions plus larges à partir des données ventilées par sexe. Comme l'illustre la figure 7, la plupart des femmes interrogées dans le groupe primaire ont été enrôlées de force par Boko Haram, ce qui entraîne un penchant dans l'échantillon des femmes interrogées. L'interprétation des données sexospécifiques est davantage compliquée par les problèmes d'accès rencontrés dans plusieurs cas, ainsi que par les structures sociales sexospécifiques qui peuvent être liées à la stigmatisation et à d'autres susceptibilités affectant les femmes et les filles. Cela les a rendus moins accessibles dans le processus de recherche. Cependant, les proportions relatives des catégories de femmes interrogées dans la nouvelle étude sont cohérentes avec l'étude de 2017, même en tenant compte du nombre beaucoup plus élevé de femmes interrogées. Cela peut suggérer que le déséquilibre entre les sexes reflète simplement le fait que plus d'hommes que de femmes rejoignent des groupes extrémistes violents.

Cependant, l'absence de femmes interrogées au sein du groupe JNIM en particulier contraste avec d'autres résultats de recherche. Dans le cas du Front de libération du Macina (ici désigné en tant que membre de la coalition JNIM), des preuves supplémentaires indiquent les rôles que jouent les femmes, par exemple, pour obtenir un financement et des fournitures essentielles, telles que la nourriture, les médicaments et d'autres produits de première nécessité, en tant que ressources humaines essentielles dans les processus de recrutement, et pour renforcer la cohésion sociale du groupe grâce à leurs liens sociaux avec les membres du groupe[50]. De même, alors que l'échantillon de données reflète une proportion relativement faible de recrues femmes au sein d'Al-Shabaab (10 %), les études sur les recrues femmes de ce groupe suggèrent en outre leurs rôles plus actifs dans l'insurrection et dans les activités essentielles à sa résilience[51]. Compte tenu des sensibilités et des invisibilités sous-jacentes liées aux rôles informels et formels des femmes au sein de ces groupes, ainsi que des difficultés d'accès, les rôles sexospécifiques au sein des groupes EV méritent une enquête plus approfondie.

Enfin, alors que la recherche se propose d'examiner les variations dans le temps de profils démographiques et de catégories de personnes interrogées comparables, la méthode d'échantillonnage non aléatoire, avec son cadre quasi expérimental, implique naturellement que les données ne peuvent être croisées dans le cadre d'une étude longitudinale ou déduites et généralisées au-delà de l'échantillon. Cela nous empêche de déduire des tendances globales des deux cohortes examinées dans l'échantillon de données de 2017 et l'étude actuelle en ce qui concerne l'importance changeante d'un facteur spécifique. Par conséquent, en principe, tous les résultats doivent être interprétés uniquement par rapport à des échantillons spécifiques, et non à l'ensemble de la population.

Néanmoins, tout en notant la distinction de chaque échantillon de données et en prêtant attention à ces points, les deux vastes échantillons de données nous permettent d'identifier des similitudes et des différences importantes et, ainsi, de suivre les variations entre cette cohorte et la cohorte de 2017. En conséquence, et nonobstant ces importantes considérations et mises en garde, les bureaux du PNUD pour l'Afrique et pour les États arabes sont convaincus de la valeur de cet échantillon multipays. Avec son ensemble de données immense et sans précédent en son cœur, il offre une base précieuse pour générer de nouvelles connaissances dans un domaine complexe et en évolution, ce qui est indispensable à la conception d'interventions politiques et programmatiques pertinentes.

Avec son ensemble de données immense et sans précédent en son cœur, il offre une base précieuse pour générer de nouvelles connaissances dans un domaine complexe et en évolution, ce qui est indispensable à la conception d'interventions politiques et programmatiques pertinentes



« Je cherchais où je pourrais vivre en liberté puisque je ne pouvais pas l'obtenir au sein de ma famille. J'ai vécu la même chose au sein du groupe où j'avais l'impression d'être en prison. Mes avis et mes besoins, comme l'argent, n'ont jamais été pris en compte. »

Hawa, *26 ans, Somalie*

©PNUD

CHAPITRE 1 :
UN CONTEXTE CHANGEANT

Malgré la résilience significative dont font preuve les communautés locales à travers le continent, l'impact multiforme et la propagation rapide de l'extrémisme violent en Afrique risquent désormais d'annuler les gains de développement durement acquis et de retarder les perspectives de développement pour les générations à venir. Cinq ans après la publication du premier rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique*, la situation dans de nombreuses parties de la région s'est encore détériorée, transformant l'Afrique en un nouvel épicentre mondial de l'extrémisme violent. Pour placer les preuves empiriques détaillées qui suivent dans un contexte plus large, ce chapitre de mise en contexte évalue les principales tendances. Il se concentre d'abord sur la recrudescence des groupes et des activités extrémistes violentes en Afrique au cours des dernières années, puis il passe en revue les réponses à l'extrémisme violent en Afrique, y compris les mesures de sécurité et l'allocation de l'aide internationale au développement.

1.1. La propagation de l'extrémisme violent en Afrique

Au cours des cinq dernières années, le paysage mondial de l'extrémisme violent a radicalement changé. Les décès dus aux activités terroristes ont diminué de plus d'un tiers dans le monde depuis le pic de 2015, principalement à la suite du déclin de l'EIIL en Irak et en Syrie[52]. Cependant, dans le même temps, l'extrémisme violent a augmenté en Afrique, comme l'illustre la figure 8. Selon *l'Indice mondial du terrorisme*, l'Afrique a été la seule région du monde à avoir connu une aggravation de l'impact des activités terroristes en 2021[53]. La même année, 26 % des 5 218 attentats terroristes perpétrés dans le monde ont eu lieu en Afrique, ce qui représente 48 % de tous les décès dus à l'extrémisme violent. Quatre des 10 pays les plus touchés étaient la Somalie, le Burkina Faso, le Niger et le Mali. Ensemble, ils ont subi 34 % de tous les décès dus au terrorisme en 2021[54]. Le Sahel a été le plus durement touché, les décès dus au terrorisme dans la région ayant décuplé depuis 2007[55]. Cette augmentation rapide explique pourquoi, malgré sa grande résilience et ses populations ingénieuses à travers le continent, l'Afrique est désormais considérée comme l'épicentre mondial de l'extrémisme violent, avec des effets dévastateurs sur les vies et les moyens de subsistance, ainsi que sur les perspectives de paix et de développement.

FIGURE 8 **TENDANCE MONDIALE DES ATTENTATS TERRORISTES ET DES DÉCÈS** (2011-2021), PAR RÉGION

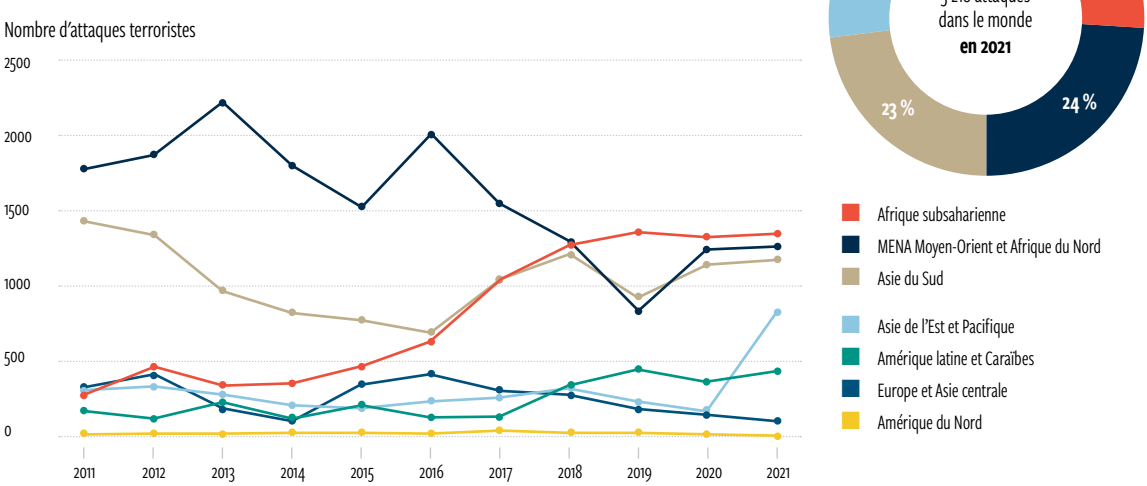
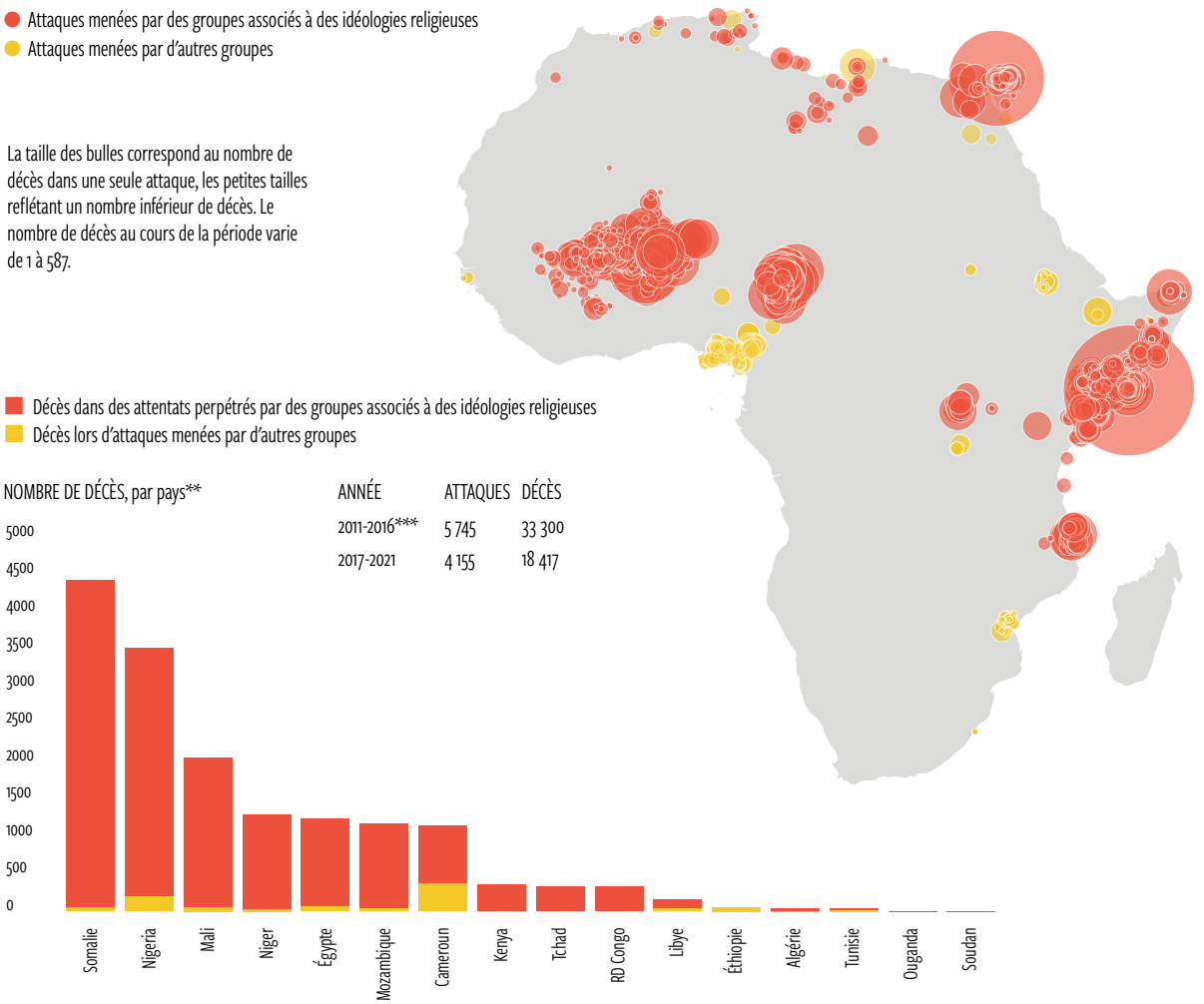


FIGURE 9 **NOMBRE DE DÉCÈS LIÉS À L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE** (2017-2021)*



* Ne couvre pas toute l'année 2021
** Burkina non inclus.
*** Jusqu'en février 2016

Source : Dragonfly Terrorism Tracker, Calculs IEP

Les tendances sous-régionales révèlent que, tandis que les violences commises par Boko Haram dans le bassin du lac Tchad[56] et Al-Shabaab dans la Corne de l'Afrique[57] ont diminué en termes relatifs, la propagation de l'extrémisme violent ailleurs et ses retombées sur les pays secondaires compensent cette baisse. L'activité extrémiste violente s'est intensifiée en particulier dans la région du Sahel central, le long des frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger et dans d'autres parties du bassin du lac Tchad (Cameroun, Tchad, Niger et Nigeria). Au Niger, les décès dus au terrorisme ont atteint des niveaux sans précédent en 2021, plus du double de ceux de l'année précédente, tandis qu'en 2021, le Mali a enregistré le plus grand nombre d'attaques terroristes et de décès en résultant au cours de la dernière décennie[58]. Pendant ce temps, au-delà des points chauds traditionnels tels que le Sahel, les preuves indiquent que l'activité extrémiste violente s'étend à l'Afrique australe, notamment au Mozambique, et aux régions côtières de l'Afrique de l'Ouest, telles que le Bénin et le Togo[59].

La figure 9 illustre le nombre de décès liés à l'extrémisme violent sur le continent au cours de la dernière décennie. Le nombre de décès entre 2011 et 2020 s'est élevé à 51 717, dont 18 417 depuis l'étude de 2017. Par rapport à l'étude de 2017, où un nombre important d'attaques par « d'autres groupes » a été enregistré, la figure montre que davantage d'attaques terroristes ont été menées par des groupes associés à des idéologies religieuses. Tout en ne donnant qu'une image partielle des tendances actuelles[60], elle souligne le fait que les attaques se propagent de plus en plus dans les zones reculées, périphériques et transfrontalière[61] , soulignant la nature transfrontalière et les effets de débordement de l'extrémisme violent. Cela s'est accompagné de

déplacements généralisés à l'intérieur et à travers les frontières des États, alimentant la dynamique de conflit préexistante et exacerbant des besoins humanitaires déjà aigus.

Le paysage de l'extrémisme violent en Afrique est en constante évolution. Actuellement, il se caractérise par une multitude d'acteurs opérant dans différentes sous-régions. L'émergence de cette région comme épicentre mondial de l'extrémisme violent s'explique en partie par la prolifération des groupes affiliés à l'État islamique (EIIL / Daech) et à Al-Qaïda, qui se sont répandus sur le continent depuis 2010. C'est également le résultat du déclin du premier en Irak et en Syrie, 41 % de toutes les attaques liées à l'EIIL / Daech dans le monde se produisant désormais en Afrique[62]. Sur l'ensemble du continent, cela comprend les factions d'Al-Qaïda et EIIL / Daech opérant dans le bassin du lac Tchad et les régions du Liptako-Gourma au Sahel ; les insurrections soutenues par l'EIIL / Daech au Mozambique, en Tanzanie et en République démocratique du Congo ; et l'insurrection d'Al-Shabaab en Somalie, qui dure depuis près de 20 ans, également associée à Al-Qaïda. En 2021, les trois groupes EV responsables du plus grand nombre de décès en Afrique étaient EIIL / Daech, Al-Shabaab et JNIM[63].

L'Afrique a été la seule région du monde à avoir connu une aggravation de l'impact des activités terroristes en 2021. La même année, 26 % des 5 218 attentats terroristes dans le monde se sont produits en Afrique, ce qui représente 48 % de tous les décès dus à l'extrémisme violent

L'examen de la dynamique des groupes EV dans les huit pays étudiés révèle le fait que, tandis que la menace de violence de ces groupes a été intégrée dans le discours international sur l'extrémisme violent mondial idéologique ou religieux, influencé par des idées et des discours mondialisés, les origines et les stratégies de ces groupes sont très localisées.

Dans la sous-région du lac Tchad, par exemple, Boko Haram est né comme un mouvement religieux local dans les mosquées et les cercles communautaires. Il s'est mobilisé par rapport aux déficits de l'aide sociale de l'État et des mécontentements locaux, devenant la principale voix des communautés locales[73]. Avec le déclin de Boko Haram en 2021, l'EIAO a de plus en plus pris pied dans le bassin du lac Tchad. Ces deux groupes EV ont cherché

EIIL / Daech est passé d'un groupe basé sur le territoire à un mouvement idéologique plus large qui adhère à une idéologie extrémiste violente mondiale. Il adopte une interprétation anti-occidentale de l'Islam et promeut la violence contre ceux qui ne s'alignent pas sur son idéologie, avec des branches et des affiliés émergeant à travers l'Afrique, l'Asie et l'Eurasie. Selon les cas, il fournit davantage de ressources à certains de ses affiliés et tente d'exercer un plus grand contrôle sur eux[64]. Globalement, EIIL / Daech, avec ses groupes affiliés[65], était le groupe terroriste le plus meurtrier en 2021, représentant 29 % de tous les décès dus au terrorisme dans le monde. L'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), un affilié de l'EIIL / Daech formé en 2016, était l'affilié le plus meurtrier en 2021[66]. C'était aussi le groupe le plus meurtrier du Sahel, responsable d'une moyenne de 15,2 décès par attaque au Niger. L'EIAO a dépassé Boko Haram en tant que groupe terroriste le plus meurtrier au Nigeria en 2021, avec une présence accrue dans les pays voisins tels que le Mali, le Cameroun et le Niger.

Al-Qaïda semble désormais adopter une approche plus « franchise », fournissant peu de soutien ou de conseils à ses affiliés et faisant relativement peu de déclarations à leur égard[67], Au Sahel, la coalition JNIM affiliée à Al-Qaïda a été le groupe qui a connu la croissance la plus rapide au monde en 2021, responsable de la plus forte augmentation du nombre d'attaques et de décès. Bien que souvent considéré comme une entité opérationnelle singulière, il s'agit d'une coalition de groupes islamistes militants distincts avec des structures organisationnelles, des dirigeants et des objectifs différents, et poursuivant des agendas locaux[68]. Il a été formé en 2017 dans la région du Sahel en Afrique en tant que coalition de groupes d'insurgés salafistes-djihadistes, dont Ansar Dine, le Front de libération du Macina, Al-Mourabitoun et la branche saharienne d'Al-Qaïda au Maghreb islamique[69]. Depuis son émergence, le JNIM s'est étendu à toute l'Afrique de l'Ouest en commettant des actes de violence contre des civils, des forces de sécurité locales et des opérations antiterroristes composées de forces militaires internationales et de casques bleus des Nations Unies[70].

Al-Shabaab, affilié à Al-Qaïda et basé en Somalie et au Kenya, est un groupe militant salafiste actif en Afrique de l'Est. Depuis sa création en 2006, Al-Shabaab a développé une stratégie militaire transfrontalière, lançant des insurrections dans six pays de la région de la Corne de l'Afrique et menant des attaques dans cinq d'entre eux[71]. Il poursuit les aspirations d'un État islamiste en Somalie, avec des attaques principalement dirigées contre les militaires, suivis des civils. Il demeure le groupe terroriste le plus meurtrier en Somalie, responsable de 534 décès, soit 89 % de tous les décès liés au terrorisme dans le pays en 2021[72].

à exploiter la fragilité de l'État dans le territoire non gouverné autour du lac Tchad, en alignant leurs stratégies sur celles des dirigeants locaux et en exploitant les conflits intercommunautaires pour gagner des recrues, les mécontentements locaux concernant les déficits de gouvernance et les conditions socio-économiques pour renforcer le recrutement, en particulier dans le nord et le centre du Mali[74]. Bien que le Front de libération du Macina ait adopté un discours extrémiste violent mondial, il a été fondé par un prédicateur peul respecté du centre du Mali qui a construit une présence communautaire en utilisant une double tactique de coercition et de collaboration[75]. Le groupe utilise la violence ciblée pour exploiter les conflits locaux liés aux ressources et fomenter les conflits interethniques, tout en se positionnant comme un fournisseur alternatif de services clés, tels que la justice, la sécurité et le bien-être. En conséquence, il est devenu l'un des groupes les plus puissants et meurtriers de la coalition JNIM.

Dans la Corne de l'Afrique, certains Somaliens continuent de considérer Al-Shabaab, qui est né en partie comme une source alternative de justice en Somalie[76] , comme un fournisseur de justice plus fiable que l'État. Certains habitants de Mogadiscio, la capitale, chercheraient même à saisir les tribunaux d'Al-Shabaab compte tenu de la perception d'un système judiciaire étatique « lent et corrompu »[77]. Cela met en évidence l'attrait potentiel des groupes EV en tant que prestataires de services alternatifs, en particulier dans le domaine de la justice, dans des contextes où l'État est absent ou faible, ou est perçu comme corrompu et abusif.

Au fur et à mesure que ces groupes EV ont élargi leurs zones de contrôle, souvent dans des zones périphériques avec une présence étatique limitée ou inexistante, ils sont dans certains cas devenus de plus en plus comme des États eux-mêmes. Al-Shabaab est décrit comme opérant « à la fois en tant qu'insurrection et que puissance proto-étatique, contrôlant et gouvernant de larges pans » du pays[78]. Bien qu'ils soient souvent des « États » très oppressifs et partiaux, ces groupes détiennent néanmoins un quasi-monopole sur la force coercitive dans leurs zones de contrôle et la capacité de faire appliquer leurs « lois » de manière raisonnablement efficace[79]. En ce sens, les groupes EV les plus structurés présentent de nombreuses caractéristiques d'un proto-État[80].

L'évolution de tels proto-États sous le contrôle des groupes EV est exacerbée par la dynamique centre-périphérie. Par exemple, certaines régions du Burkina Faso sont symptomatiques d'une dynamique sahélienne de désintégration de l'État, où les institutions et les services semblent de plus en plus confinés aux zones urbaines et suburbaines. Face à l'escalade de la violence, l'administration de l'État, les élus locaux, les forces de sécurité et les services de l'État se sont repliés dans les capitales et les villes de taille moyenne. Au-delà des positions de sécurité à la périphérie de ces enclaves, les zones rurales sont devenues inaccessibles ou gouvernées par la violence, qu'elle soit menée par des groupes que l'État peut utiliser comme mandataires ou par d'autres groupes combattant l'État lui-même.

Cette dynamique et le caractère évolutif des groupes EV en proto-États soulignent le fait que l'une des méthodes de prévention les plus efficaces consiste à combler les déficits de prestation de services que les groupes EV prétendent combler. Cela implique de renforcer la prestation des services publics, c'est-à-dire à la fois la capacité à fournir les services, leur qualité et leur responsabilisation. Cela souligne également l'importance de comprendre les origines localisées de l'extrémisme violent et d'adapter les stratégies de PEV afin qu'elles soient adaptées à des contextes spécifiques et répondent aux mécontentements locaux.

Tandis que la menace de violence des groupes EV a été intégrée dans le discours international sur l'extrémisme violent mondial idéologique ou religieux, influencé par des idées et des discours mondialisés, les origines et les stratégies de ces groupes sont très localisées

En outre, l'extrémisme violent ne se produit pas dans le vide, mais émerge souvent dans un contexte de conflit comme une tentative de provoquer un changement politique. Selon l'Indice mondial du terrorisme de 2022, les dynamiques qui alimentent l'extrémisme violent sont de plus en plus associées à des régions et des pays souffrant d'instabilité politique et de conflits[81]. Le Sahel a connu une augmentation significative des coups d'État et des prises de pouvoir par les militaires ces dernières années, avec pas moins de sept pays dans lesquels des coups d'État militaires ont été tentés ou réussis dans la région au cours des 26 derniers mois[82]. En outre, les 10 pays les plus touchés par le terrorisme en 2021 – dont la Somalie, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Nigeria – ont été impliqués dans un conflit armé en 2020.

L'extrémisme violent se répand également dans un contexte de plus en plus affecté par le changement climatique et les menaces écologiques associées. Le changement climatique entraîne une augmentation exponentielle des phénomènes météorologiques extrêmes en Afrique, notamment des sécheresses et des inondations. La Somalie, par exemple, a connu une sécheresse prolongée, laissant entrevoir sa pire famine depuis un demi-siècle[83]. Selon le Rapport sur les menaces écologiques de l'Institut pour l'économie et la paix (IEP), six des 10 pays du Sahel sont confrontés à un risque extrêmement élevé ou élevé de menaces écologiques – y compris la diminution des ressources en eau et la pénurie

alimentaire – qui est corrélé à la vulnérabilité au terrorisme[84]. Bien que des recherches supplémentaires soient nécessaires pour bien comprendre les liens entre le changement climatique et l'extrémisme violent, une récente enquête des Nations Unies a révélé que 51 % des recrues au Niger citent les difficultés liées au changement climatique comme l'une des raisons pour lesquelles elles ont rejoint un groupe EV[85].

Pris ensemble, ces facteurs multidimensionnels étoufferont les aspirations de développement de l'Afrique à moins que des mesures ne soient prises maintenant pour s'attaquer aux moteurs et catalyseurs à multiples facettes qui sous-tendent l'expansion continue de l'extrémisme violent en Afrique.

1.2 Les réponses en matière de sécurité face à l'extrémisme violent en Afrique

Répondre aux défis de sécurité et de développement posés par l'extrémisme violent est devenu un domaine majeur de politique et de programmation pour les acteurs nationaux et internationaux au cours des deux dernières décennies. Sur le continent africain, l'Union africaine, les communautés économiques régionales, les gouvernements nationaux et les acteurs de la société civile locale, y compris les institutions confessionnelles, les ONG et le secteur privé, sont tous impliqués dans les efforts de lutte contre les activités extrémistes violentes. La communauté internationale joue également un rôle important, le système des Nations Unies, l'Union européenne et les partenaires bilatéraux fournissant diverses formes de financement et de soutien, aux côtés de nombreuses organisations non gouvernementales internationales et d'autres acteurs non étatiques.

Une approche sécuritaire face à l'extrémisme violent a prédominé depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Sous la bannière d'une guerre mondiale contre le terrorisme, elle façonne les réponses depuis de nombreuses années. Cependant, 15 ans plus tard, dans son Plan d'action de 2016 pour la prévention de l'extrémisme violent, le Secrétaire général des Nations Unies a reconnu que les approches autonomes axées sur la sécurité pour lutter contre l'extrémisme violent avaient été insuffisantes et avaient souvent « aggravé les choses »[86]. Le plan a ensuite souligné l'importance des approches axées sur le développement dans la lutte contre les causes et les conséquences de l'extrémisme violent. Par la suite, le PNUD et de nombreuses autres parties prenantes ont cherché à renfocer l'attention prévalente accordée à la lutte contre le terrorisme par des efforts visant à prévenir l'extrémisme violent à la source ; en d'autres termes, en s'attaquant aux conditions qui l'engendrent.

Néanmoins, les réponses étatiques et sécuritaires à l'extrémisme violent prédominent toujours et semblent même être en augmentation. Dans la région du Sahel en particulier, un éventail de structures et d'initiatives de sécurité multipays et multidonateurs ont été mises en place au cours de la dernière décennie pour appliquer une force militaire de type antiterroriste contre les groupes EV. Les réponses régionales bénéficiant d'un soutien international comprennent la Force multinationale mixte (MNJTF), la Force conjointe du G5 Sahel et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) soutenue par l'Union africaine. Pendant ce temps, en Somalie, la mission régionale de maintien de la paix de longue date, la Mission de l'Union africaine en Somalie[87], a été remplacé par la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie. En outre, le gouvernement français a mené des opérations militaires contre les activités extrémistes violentes dans la région du Sahel avec le soutien d'autres pays européens, notamment l'opération Serval au Mali[88].

Bien que ces initiatives de lutte contre le terrorisme aient remporté quelques succès initiaux, les groupes EV continuent d'étendre leur présence et leur impact dévastateur dans une grande partie de l'Afrique. Par exemple, la MINUSMA était considérée comme une « opération de paix relativement réussie »[89] jusqu'en 2016, après quoi des groupes EV ont commencé à attaquer les forces de sécurité et la mission a subi un nombre élevé de pertes. La MNJTF a également réussi à affaiblir Boko Haram et à regagner le territoire perdu, mais d'autres groupes EV ont capitalisé sur les informations faisant état de violations des droits humains contre des civils dans les zones où le groupe de travail opérait, alimentant les griefs antigouvernementaux et antimilitaires parmi les communautés locales[90]. En d'autres termes, plus d'une décennie d'approches autonomes axées sur la sécurité, avec un soutien militaire substantiel des États-Unis et de l'Europe, a eu un impact limité à long terme sur la sécurité et la stabilité dans la région.

Bien que les initiatives de lutte contre le terrorisme aient remporté quelques succès initiaux, les groupes EV continuent d'étendre leur présence et leur impact dévastateur dans une grande partie de l'Afrique

De plus, ces forces internationales ont elles-mêmes été accusées d'attiser les conflits locaux et les exactions contre les civils au Sahel[91]. Les effets combinés de la violence perpétrée par les groupes EV et par les forces de sécurité régionales et nationales ont entraîné une augmentation du nombre de morts parmi les civils. Alors que le nombre de civils tués dans les attaques des groupes EV au Sahel a presque doublé depuis 2020, le nombre de meurtres attribués

aux forces de défense a également augmenté de façon spectaculaire ces dernières années[92].

En effet, les organisations de défense des droits humains s'inquiètent de plus en plus des meurtres de civils sous la bannière des opérations antiterroristes[93].

Les limites de ces initiatives régionales axées sur la sécurité peuvent être en partie attribuées au fait que les approches militarisées ont tendance à « atomiser et disperser les extrémistes violents, élargissant involontairement leur présence et leurs capacités »[94]. Les structures et opérations multilatérales posent des enjeux supplémentaires. Il s'agit notamment des capacités souvent très limitées des forces de sécurité de l'État dans les pays les plus touchés par l'extrémisme violent, et des nombreuses forces antiterroristes qui se recoupent souvent et qui opèrent dans la même région. Cela a conduit à un manque de coordination globale et de coopération inclusive, et a entraîné la concurrence de certaines forces pour le leadership.

Des raisons plus fondamentales expliquent également le succès limité de ces réponses étatiques axées sur la sécurité. L'étude du PNUD de 2017 a clairement indiqué que les problèmes de gouvernance, ainsi que la méfiance et l'aliénation qu'ils peuvent engendrer, sont au cœur de la croissance de l'extrémisme violent en Afrique. Les groupes EV ont un fort attrait dans des contextes où les citoyens se sentent marginalisés, reçoivent des services gouvernementaux limités ou inexistants et souffrent d'inégalités systémiques, ainsi que d'une corruption et d'une répression généralisées de l'État. Les approches axées sur la sécurité mènent généralement à la force militaire. Elles fournissent des équipements et des formations qui renforcent les capacités de sécurité de l'État, tout en ignorant largement les déficits de gouvernance. De telles réponses ont tendance à être contre-productives car elles renforcent les gouvernements que de nombreux citoyens considèrent comme corrompus, abusifs et irresponsables, renforçant ainsi l'attrait de l'alternative perçue que semblent offrir les groupes EV. Par exemple, l'intervention française au Sahel a été critiquée pour s'articuler principalement autour d'une stratégie centrée sur l'armée, laissant les gouvernements nationaux s'occuper des mécontentements sous-jacents de leurs populations[95].

Compte tenu de la faiblesse ou de l'absence de capacités nationales de sécurité de l'État, deux formes de réponses sécuritaires plus informelles ont également émergé en Afrique en réponse à l'extrémisme violent accru : les groupes d'autodéfense civils et les mercenaires étrangers. Les premiers, souvent fondés sur des structures traditionnelles et des identités de groupe, sont apparus dans plusieurs régions du Sahel pour lutter contre l'activité extrémiste violente à un niveau plus localisé, parfois avec le soutien explicite des gouvernements nationaux. Dans l'État de Borno au Nigeria, par exemple, des groupes d'autodéfense ont émergé en réponse à Boko Haram en 2013, et ont ensuite été organisés sous un groupe de travail conjoint civil sous la supervision limitée de l'armée nigériane[96].

Ce modèle s'est répandu au Cameroun en 2014 et au Tchad en 2015, où les groupes sont connus sous le nom de comités de vigilance[97]. Plus récemment, le Burkina Faso a légalisé et encouragé la formation et le déploiement de groupes d'autodéfense dans la lutte contre l'extrémisme violent[98]. Les groupes d'autodéfense civils ont réussi à repousser les attaques au niveau du village et au niveau local, mais ils sont pour la plupart non formés et mal équipés. De plus, ils ne sont soumis à aucun mécanisme centralisé de responsabilité. Cela aurait conduit à des actes de violence contre des civils[99].

La présence de mercenaires étrangers en Afrique augmente également. Ils sont déployés ostensiblement pour contrer les activités extrémistes violentes et d'autres acteurs non étatiques armés, par exemple au Mozambique, au Mali et en République centrafricaine. Le groupe Wagner, organisation mercenaire russe, est arrivé en République centrafricaine en 2017 à l'invitation de son président. Le groupe a fourni des armes et une formation à l'armée faible du pays dans sa tentative de combattre à la fois les groupes EV et les forces rebelles. Bien que le groupe Wagner ait connu un certain succès initial dans la lutte contre les groupes d'insurgés, il est accusé de graves violations des droits humains contre les populations civiles. Cela renforce les niveaux de confiance déjà faibles envers les acteurs de la sécurité[100]. De plus, tout comme les groupes d'autodéfense locaux n'ont que peu de comptes à rendre à l'État ou à ses citoyens, ces combattants mercenaires étrangers bénéficient d'un degré élevé d'impunité.

Malgré le succès limité des réponses axées sur la sécurité au cours de cette dernière décennie, la grande majorité des ressources destinées à lutter contre l'extrémisme violent continuent d'être dirigées vers des capacités et des interventions axées sur la sécurité, tandis que les efforts de prévention demeurent largement sous-financés

Malgré les preuves limitées du succès des réponses axées sur la sécurité en Afrique et les nombreux enjeux mentionnés ci-dessus, la majeure partie de l'aide internationale pour lutter contre l'extrémisme violent continue d'être dirigée vers des capacités et des interventions axées sur la sécurité plutôt que d'être complétée par celles axées sur le développement, qui conduisent à des résultats plus durables.

Les Nations Unies sont clairement un acteur central dans la lutte et la prévention de l'extrémisme violent, ainsi qu'en matière de paix et de sécurité plus largement. Notre Programme commun de 2021 du Secrétaire général inclut la prévention des conflits et la promotion de la paix comme l'un de ses 12 engagements fondamentaux. Cela comprend un engagement à élaborer un nouvel agenda pour la paix et reflète les enseignements tirés de l'étude du PNUD de 2017 sur la nécessité d'intégrer la PEV dans la consolidation de la paix[101].

Cependant, malgré cette orientation politique encourageante, les organisations de la société civile ont exprimé leur inquiétude quant au fait que, dans la pratique, les Nations Unies renforcent les réponses militarisées et sécurisées contre le terrorisme au détriment de la consolidation de la paix et des droits humains[102].

En conclusion, malgré la prolifération d'initiatives nationales et régionales mises en place pour contrer l'activité extrémiste violente, il y a peu de signes que l'extrémisme violent en Afrique soit en déclin. Par conséquent, la nécessité de repenser les approches et les mécanismes de financement est encore plus cruciale pour les États membres et la communauté internationale.

1.3. Modifier les ressources visant à répondre à l'extrémisme violent en Afrique

La section précédente met en évidence les limites du recours à des réponses axées sur la sécurité pour empêcher la propagation de l'extrémisme violent. En effet, l'étude de 2017 a fourni de nouvelles preuves importantes sur les risques de réponses sécurisées à l'extrémisme violent. Elle a démontré que les réponses axées sur la sécurité peuvent être contre-productives si elles sont menées de manière insensible et sans obligation de reddition de compte, et qu'elles peuvent servir d'accélérateur et de catalyseur de premier plan du recrutement, plutôt que l'inverse.

On reconnaît de plus en plus la nécessité d'approches axées sur le développement pour traiter les conditions sous-jacentes qui poussent les individus à rejoindre les groupes EV, au lieu de compter uniquement sur des mesures de sécurité strictes. Pourtant, malgré le succès limité des réponses axées sur la sécurité au cours de cette dernière décennie, la grande majorité des ressources destinées à lutter contre l'extrémisme violent continuent d'être dirigées vers des capacités et des interventions axées sur la sécurité, tandis que les efforts de prévention demeurent largement sous-financés.

En 2020, les dépenses militaires mondiales ont atteint leur plus haut niveau depuis la fin de la guerre froide, soit près de 2 000 milliards de dollars[103].

En Afrique, les dépenses militaires se sont élevées à 20,1 milliards de dollars en tout, soit 4,1 % de plus qu'en 2020, mais 14 % de moins qu'en 2012, selon une étude du SIPRI. L'augmentation de 2021 a été principalement due au Nigeria, le plus gros dépensier de la sous-région. Entre 2020 et 2021, le Nigeria a augmenté ses dépenses militaires de 56 % à 4,5 milliards de dollars, en grande partie à cause des opérations antiterroristes du pays[104].

Une étude conjointe de l'Institut pour l'économie et la paix (IEP) et le PNUD révèle que le coût économique du terrorisme en Afrique de 2007 à 2016 a été estimé à un montant annuel total de 97 milliards de dollars[105].

Au cours de cette période, les dépenses de sécurité ont été estimées à 838 milliards de dollars américains en Afrique, ce qui correspond en termes absolus à près de 84 milliards de dollars américains par an, soit l'équivalent de la vaccination des 117 pays à revenu faible et intermédiaire inférieur pendant environ dix ans[106].

Les dix années entre 2007 et 2016 ont vu le terrorisme coûter au continent africain au moins 119 milliards de dollars américains. En réalité, ce chiffre est beaucoup plus élevé une fois que les estimations des pertes de PIB, des pertes de l'activité économique informelle, des dépenses de sécurité supplémentaires et des coûts des réfugiés / IDP sont prises en compte[107].

La même étude a révélé que les pays les plus touchés par le terrorisme – c'est-à-dire les pays épicentres – investissent également de manière disproportionnée dans la sécurisation que les autres pays[108]. Cela se reflète dans un taux de croissance annuel moyen de 3 % dans les pays de l'épicentre depuis 2007, par rapport aux autres pays africains où les dépenses militaires ont augmenté en moyenne deux fois moins vite jusqu'à 1,6 % par an[109].

Des données plus récentes de l'IEP pour la période 2011-2020 suggèrent en outre que les gouvernements des États africains ont dépensé collectivement plus de 1,2 billion de dollars pour la sécurité nationale, dont 607 milliards de dollars pour l'armée, 664 milliards de dollars pour la sécurité intérieure et 120 milliards de dollars pour la sécurité privée au cours de cette période[110].

Si les sommes allouées aux opérations antiterroristes ne peuvent être déterminées avec exactitude[111], et malgré les variations et les fluctuations des taux de croissance propres à chaque pays au fil du temps, le flux des dépenses militaires pourrait suggérer que ces investissements sont demeurés prédominants au cours de la dernière décennie.

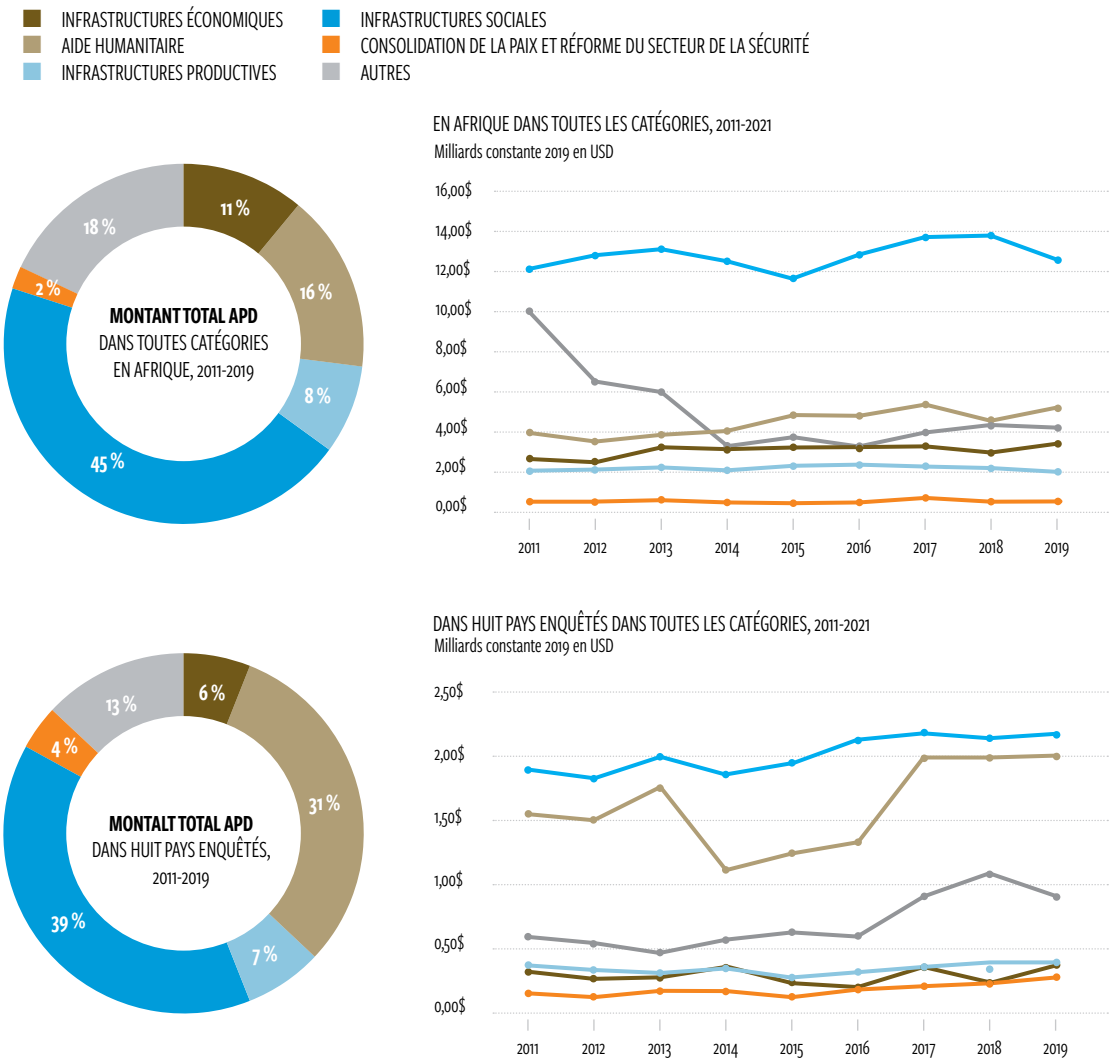
Le coût économique du terrorisme en Afrique de 2007 à 2016 a été estimé à un montant annuel total de 97 milliards de dollars

Les pays touchés ne sont pas les seuls acteurs à allouer des fonds pour répondre à l'extrémisme violent. La communauté internationale le fait également par le biais de l'APD. Un examen des tendances mondiales de l'APD montre que, entre 2011 et 2020, l'aide apportée aux pays africains s'est élevée à 206 milliards de dollars. Les huit pays examinés dans cette étude ont reçu 47 milliards de dollars (Figure 10).

Alors que l'aide humanitaire n'a cessé d'augmenter depuis 2011, le financement de l'APD en faveur des efforts de prévention pertinents pour la PEV (consolidation de la paix et réforme du secteur de la sécurité) a été le moins soutenu avec un pourcentage frappant de 2 % en Afrique[112]. Dans les huit pays examinés, la consolidation de la paix et la réforme du secteur de la sécurité – et non les infrastructures de sécurité matérielles – ont toujours reçu la plus faible part de l'aide internationale au développement au cours des 10 dernières années, ne recevant que 4 % du montant total d'APD. Cela suggère en outre que la communauté internationale répond toujours au défi de l'extrémisme violent en Afrique de manière réactive, plutôt que d'adopter une approche préventive.

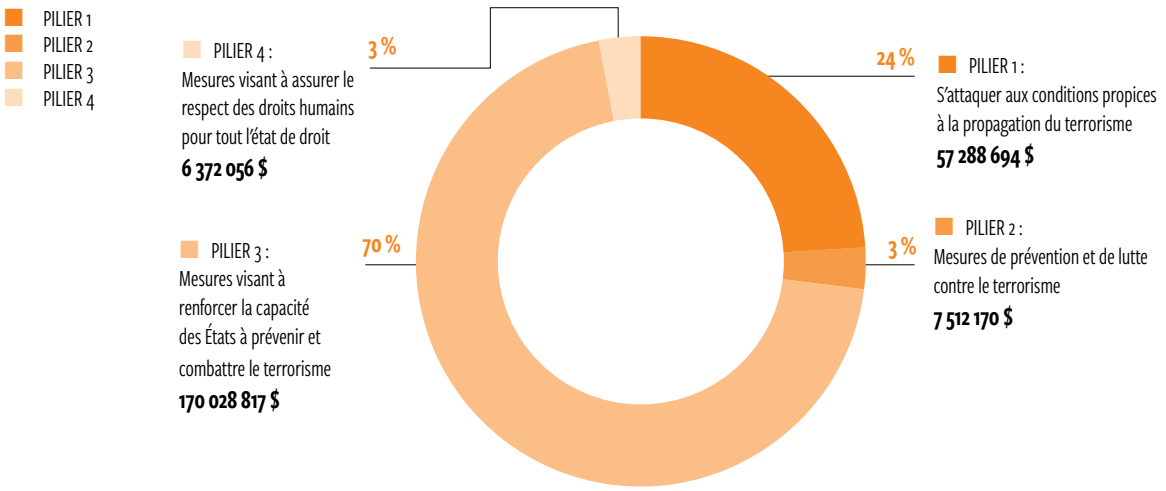
La priorité accordée aux réponses axées sur la sécurité plutôt qu'à la prévention s'applique également à d'autres aspects des ressources internationales. Ces dernières années, les acteurs de la société civile ont exprimé la nécessité pour les Nations Unies d'investir dans des efforts complémentaires de consolidation de la paix et de concentration sur la paix, plutôt que dans des approches sécuritaires autonomes[113].

FIGURE 10 **MONTANT TOTAL ET ÉVOLUTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)** (2011-2020)



Note : Les catégories sont définies dans le système de notification des créanciers donateurs (CRS) du CAD de l'OCDE
Source : Calculs IEP

FIGURE 11 **CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES ANNONCÉES DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE CONTRE-TERRORISME** (2020-2021)



En outre, comme le montre la figure 11, l'affectation proposée des ressources dans le cadre du budget de lutte contre le terrorisme des Nations Unies est fortement orientée vers la lutte contre le terrorisme plutôt que vers les conditions qui l'engendrent. 70 % des contributions financières promises dans le cadre de la Stratégie antiterroriste 2020-2021 sont allouées à « la prévention et la lutte contre le terrorisme », contre 24 % à « la lutte contre les conditions propices à la propagation du terrorisme »[114]. Ceci en dépit de l'appel du Secrétaire général à une mise en œuvre équilibrée des piliers « négligés » I (prévention) et IV (droits humains) de la Stratégie antiterroriste.

Malgré les tendances vers des approches plus réactives et sécuritaires pour prévenir l'extrémisme violent, au cours des cinq dernières années, une base de données émergente a commencé à saisir à la fois les coûts économiques tangibles du terrorisme et de la violence reflétés dans le produit intérieur brut (PIB) et les effets multiplicateurs du rapport coût-efficacité des efforts de prévention et des investissements dans une paix durable[115].

La base de preuves dans l' Indice mondial de la paix illustre le fait que les efforts préventifs et les investissements dans la « paix positive »[116], en tant que mesure de la résilience sociétale associée à de nombreux résultats socio-économiques souhaitables tels que des revenus plus élevés, une plus grande stabilité économique et une gouvernance plus efficace, transparente et inclusive, sont très rentables. Cela suggère également que les pays qui sont plus pacifiques ont des niveaux de PIB plus élevés[117]. Selon l'Indice mondial de la paix, au cours des 70 dernières années, la croissance du PIB dans les pays très pacifiques a été trois fois plus élevée (environ 2,8 % par an) que dans les pays où le niveau de paix est faible[118]. En outre, les investissements dans les activités de prévention, en particulier dans les zones géographiques menacées de propagation de l'extrémisme violent, se révèlent être un facteur de protection clé pour réduire les pertes de l'État d'environ 2 et 8 % du PIB par an[119].

En revanche, au-delà du coût incommensurable des vies et des moyens de subsistance, les pays touchés par l'impact de l'extrémisme violent connaissent des baisses nettement plus importantes du PIB par habitant[120]. L'analyse a montré qu'en moyenne, entre 2002 et 2016, les pays épicentres ont connu une baisse de 17 % du PIB par habitant, tandis que d'autres pays africains ont augmenté leur PIB par habitant jusqu'à 47 %[121]. Des secteurs clés tels que le tourisme et les investissements étrangers directs ont connu une baisse globale de 43 % au cours de la même période. Les activités économiques informelles dans des secteurs clés tels que l'agriculture, dont dépendent de nombreux moyens de subsistance, ont été gravement perturbées. Au cours de cette période, la part de l'emploi des femmes dans le secteur agricole a chuté près de trois fois plus que celle de l'emploi des hommes, ce qui indique les effets indirects disproportionnés de l'extrémisme violent sur les moyens de subsistance et les conditions de vie des femmes.

En tant que telle, la justification de l'arrêt de la croissance de la dynamique extrémiste violente se fonde non seulement sur les menaces à la paix et à la sécurité, mais aussi sur la menace pour les perspectives de développement aux niveaux macro et communautaire. Sur la base de la notion qu'il vaut mieux prévenir que guérir, on estime en outre que chaque dollar investi dans les activités de prévention et de consolidation de la paix peut

réduire le coût des conflits et de l'extrémisme violent de 16 dollars à long terme[122]. Selon les projections de 2017 à 2027, cela permettrait d'économiser 2,94 milliards de dollars en pertes directes et indirectes dues aux conflits. Cependant, pour atteindre ce résultat, il faudrait un doublement approximatif des dépenses de consolidation de la paix dans les 31 nations les plus fragiles et les plus touchées par les conflits du monde[123].

Certains signes émergent d'une approche plus préventive et développementale prenant forme dans les cadres et stratégies nationaux et régionaux. Depuis 2016, l'approche axée sur le développement du PNUD pour prévenir l'extrémisme violent a influencé les plans d'action et les stratégies nationales dans 13 pays africains : Bénin, République centrafricaine, Cameroun, Tunisie, Tchad, Kenya, Mali, Maroc, Nigeria, Soudan, Somalie, Tanzanie et Ouganda.

Au niveau régional, le programme de PEV axé sur le développement du PNUD a éclairé la Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones touchées par Boko Haram dans la région du bassin du lac Tchad. La Facilité de stabilisation du Liptako Gourma ainsi que la Stratégie régionale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent de l'Autorité intergouvernementale pour le développement reflètent également l'incorporation d'une optique plus préventive dans les réponses régionales à l'extrémisme violent. En outre, certains programmes de développement ont commencé à travailler de concert avec les réponses sécuritaires régionales, par exemple, le programme Gouvernance et Paix de l'USAID / Afrique de l'Ouest, qui soutient le G5 Sahel[124].

Au niveau international, en 2016, l'Organisation de coopération et de développement économiques a mis à jour ses lignes directrices pour définir la manière dont l'aide au développement peut être utilisée et enregistrée. Ainsi, les activités entreprises pour prévenir l'extrémisme violent sont désormais éligibles à l'APD. Les catégories du système de notification des créanciers éligibles à un financement dans le cadre de l'approche de PEV plus large fondée sur le développement comprennent : l'éducation ; la programmation des moyens de subsistance ; investir dans les infrastructures ; rétablir le contrat social entre les États et les citoyens, et accroître la cohésion sociale ; investir dans la prévention en mettant en place des plateformes de dialogue communautaire et des systèmes d'alerte précoce et de réponse rapide ; améliorer la prestation des services publics de l'État ; approfondir les institutions et les processus démocratiques ; et la mise en œuvre de programmes de réintégration et de réconciliation.

Les catégories de donateurs d'APD correspondantes comprennent les infrastructures et services sociaux, les infrastructures et services économiques, les secteurs de production et l'aide humanitaire.

Malgré ces indications que certaines parties prenantes ont changé leur approche, l'éradication de l'extrémisme violent en Afrique nécessitera un changement de paradigme plus profond. Cela impliquera de passer d'une vision de l'extrémisme violent principalement comme un problème de sécurité à une vision plus globale du phénomène, en mettant l'accent sur la résolution des causes sous-jacentes grâce à l'adoption d'une approche axée sur la prévention. Pour ce faire, il faudra effectuer un recalibrage majeur de l'approche et des ressources.

Chapitre 1 : Principales conclusions

1.1 LA PROPAGATION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE

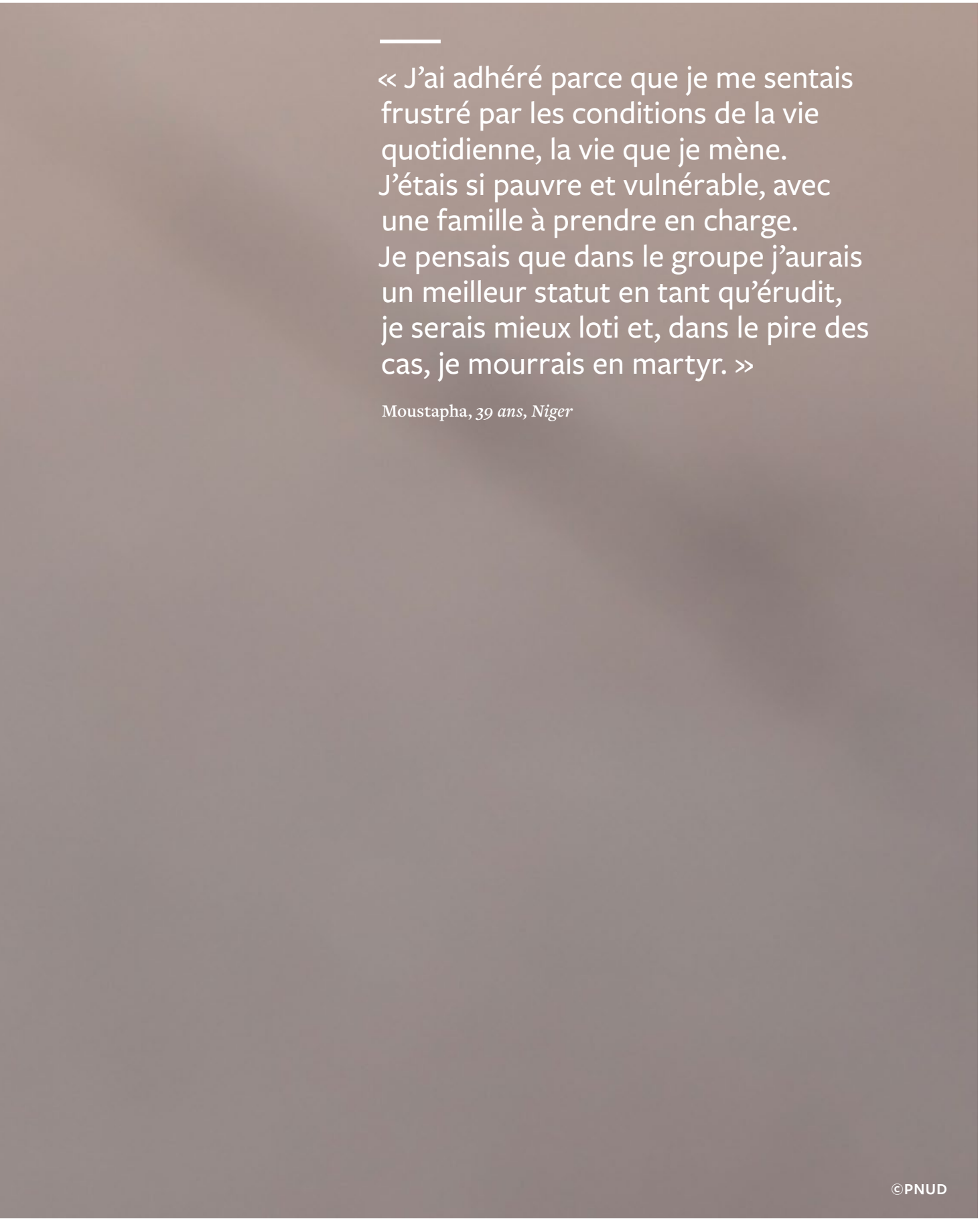
- Avec près de la moitié (48 %) de tous les décès dus au terrorisme dans le monde survenant en Afrique, la région est devenue un nouvel épicentre mondial de l'activité extrémiste violente.
- L'activité extrémiste violente est concentrée dans la région du Sahel, où se trouvent quatre des 10 pays les plus touchés par le terrorisme (Burkina Faso, Nigeria, Mali et Niger), mais elle se propage ailleurs en Afrique, par exemple au Mozambique.
- Les groupes EV responsables du plus grand nombre de décès en Afrique en 2021 étaient EIIL / Daech et JNIM au Sahel, et Al-Shabaab dans la Corne de l'Afrique.
- Malgré l'adoption de la rhétorique des idéologies extrémistes violentes mondiales, la plupart des groupes EV en Afrique ont leurs origines dans les conditions socio-économiques locales, les dynamiques intercommunautaires et le mécontentement envers l'État.
- En fournissant un certain degré de services locaux là où l'État est absent ou méconnu, notamment dans les domaines de la justice et de l'emploi, les groupes EV peuvent se présenter comme des proto-États alternatifs.
- Ce phénomène se produit dans le contexte d'une instabilité généralisée de la gouvernance, reflétée par sept coups d'État militaires ou tentatives de coup d'État au Sahel au cours des trois dernières années.
- Le Sahel et la Corne de l'Afrique sont particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique et aux phénomènes météorologiques extrêmes, la Somalie connaissant actuellement une famine sans précédent.

1.2. LES RÉPONSES SÉCURITAIRES À L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE

- Au cours des 20 dernières années, les réponses à l'extrémisme violent ont été façonnées par le discours de la « guerre mondiale contre le terrorisme » menant à des réponses militarisées axées sur la sécurité.
- L'Afrique se caractérise par un éventail de coalitions militaires antiterroristes régionales, soutenues par des financements internationaux massifs.
- Ces coalitions militaires ont eu un succès mitigé dans la lutte contre des groupes EV spécifiques avec un succès limité dans la lutte contre les causes profondes de l'extrémisme violent à travers le continent.
- Les organisations de défense des droits humains s'inquiètent de plus en plus des meurtres de civils sous couvert d'opérations antiterroristes.
- L'utilisation croissante par les gouvernements de forces de défense civiles non étatiques et de mercenaires étrangers a entraîné une augmentation des abus et un manque de responsabilité.
- Malgré les preuves limitées du succès des réponses axées sur la sécurité en Afrique, la majeure partie de l'aide internationale pour lutter contre l'extrémisme violent continue d'être dirigée vers des capacités et des interventions axées sur la sécurité plutôt que d'être complétée par celles axées sur le développement, qui conduisent à des résultats plus durables.

1.3. MODIFIER LES RESSOURCES VISANT À RÉPONDRE À L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE

- L'analyse des flux de dépenses nationales de sécurisation au cours de la dernière décennie révèle que les pays les plus durement touchés par le terrorisme – les pays épicentres – investissent des montants disproportionnellement plus importants dans la sécurisation que les autres pays classés en Afrique.
- Le soutien de la communauté internationale aux États africains sous la forme d'APD est fortement axé sur des mesures réactives, y compris l'aide humanitaire, plutôt que sur des approches préventives, telles que la consolidation de la paix. Ceci, malgré les preuves que ces dernières sont beaucoup plus rentables.
- Au sein du système des Nations Unies également, les financements sont alloués de manière disproportionnée aux capacités et opérations militarisées de lutte contre le terrorisme plutôt qu'à la prévention de l'extrémisme violent en s'attaquant aux conditions qui l'engendrent.
- Cependant, certains signes émergent d'une approche plus préventive et axée sur le développement, façonnant les cadres nationaux et régionaux de lutte contre l'extrémisme violent en Afrique, ainsi que des preuves émergentes soulignant le rapport coût-efficacité d'une approche préventive.
- Sur la base de l'idée qu'il vaut mieux prévenir que guérir, les preuves de l'IEP montrent que chaque dollar investi dans les activités de prévention et de consolidation de la paix peut réduire le coût des conflits et de l'extrémisme violent de 16 dollars à long terme. En projetant ce résultat de 2017 à 2027, cela permettrait d'économiser 2,94 billions de dollars en pertes directes et indirectes dues aux conflits. Cependant, pour atteindre ce résultat, il faudrait un doublement approximatif des dépenses de consolidation de la paix dans les 31 nations les plus fragiles et les plus touchées par les conflits du monde.
- Des exemples positifs de collaboration dans le domaine de la PEV comprennent le soutien « pangouvernemental » aux plans d'action nationaux et à la stratégie régionale pour la stabilisation, le redressement et la résilience dans la région du bassin du lac Tchad.

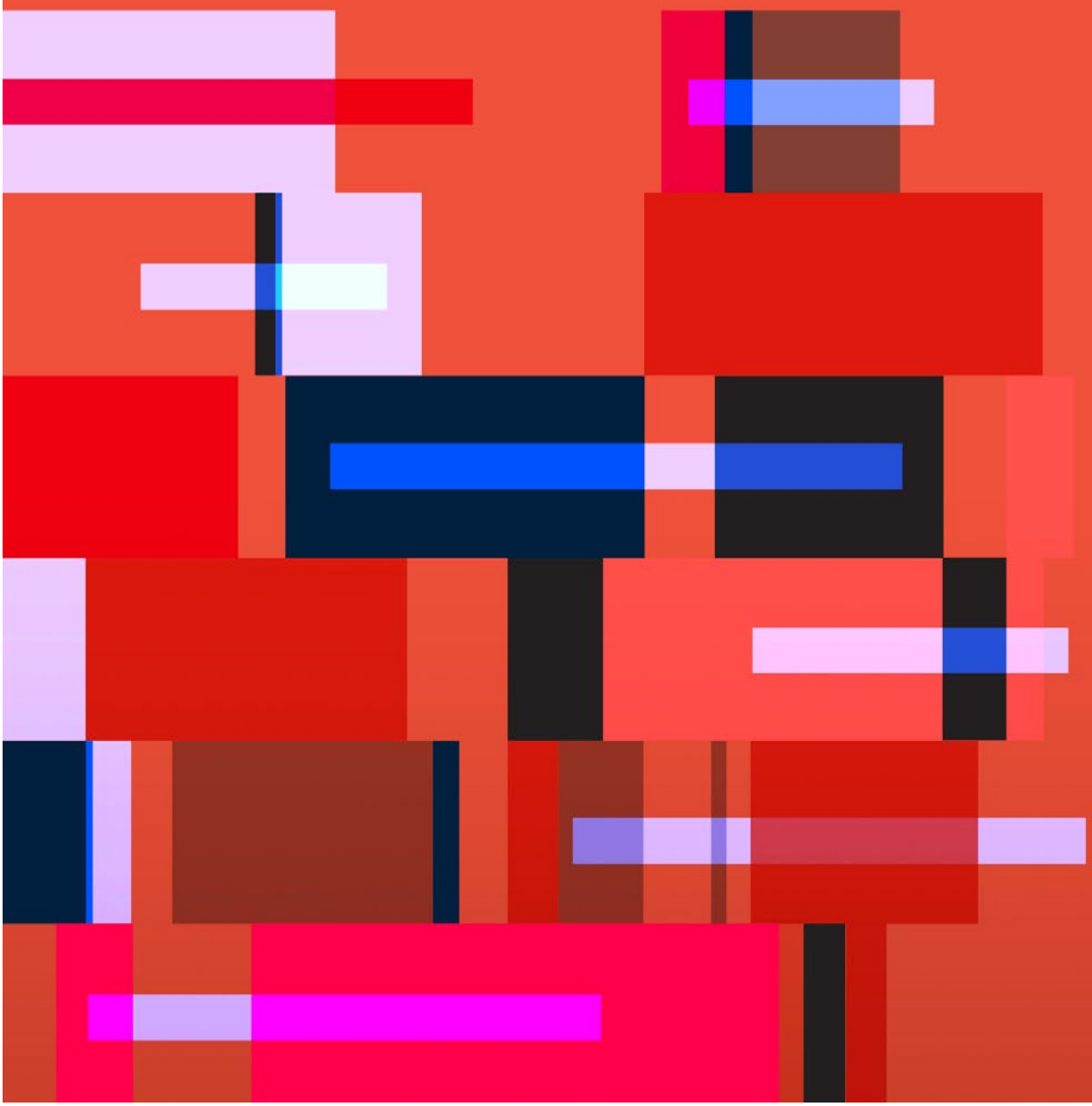


« J'ai adhéré parce que je me sentais frustré par les conditions de la vie quotidienne, la vie que je mène. J'étais si pauvre et vulnérable, avec une famille à prendre en charge. Je pensais que dans le groupe j'aurais un meilleur statut en tant qu'érudit, je serais mieux loti et, dans le pire des cas, je mourrais en martyr. »

Moustapha, *39 ans, Niger*

©PNUD

CHAPITRE 2 :
LES VOIES VERS LE RECRUTEMENT



Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0* est basé sur l'approche adoptée dans l'étude de 2017 qui cherche à démêler les parcours complexes qui conduisent les individus à rejoindre des groupes extrémistes violents basés sur la théorie de la socialisation politique[126]. Reconnaissant qu'un large éventail de facteurs déterminent et façonnent le cheminement de chaque personne dans la vie, cette théorie fait référence à un « processus tout au long de la vie par lequel une personne développe son propre cadre de référence et sa propre vision du monde qui guident ses choix et ses points de vue sur des questions clés telles que la politique, la religion et les thèmes idéologique »[127]. Il offre un moyen de comprendre le cheminement vers et hors de l'extrémisme en fonction des circonstances et des incidents clés vécus par un individu, ainsi que des idées, des valeurs et des systèmes de croyances auxquels il est exposé. L'étude recherche également les facteurs qui affectent la vitesse de recrutement afin de discerner ceux qui peuvent accélérer le processus de recrutement. Sur la base de cette approche, l'équipe de recherche a pu découvrir la carte du parcours de chaque personne interrogée, en identifiant les conditions favorables, les facteurs moteurs, les incitations et les incidents qui l'ont amenée à rejoindre un groupe extrémiste violent ou à ne pas le faire. Comme la première étude, elle se concentre sur quatre grands groupes – éducation et scolarisation ; facteurs économiques ; religion et idéologies ; et l'État et la citoyenneté – et examine comment ceux-ci interagissent et influencent le parcours de vie d'un individu.

2.1. Éducation et scolarisation

S'appuyant sur la notion de théorie de la socialisation politique, qui concerne « le processus [de développement] par lequel des enfants, nés avec un potentiel énorme pour différents types de comportement, en viennent à adopter les normes spécifiques de leur propre société »[128], cette recherche explore la situation familiale et la petite enfance des personnes interrogées. Elle vise à examiner les liens entre le développement de la petite enfance, où la formation de l'identité se produit et où la vision du monde commence à prendre forme, et la susceptibilité ultérieure au recrutement[129]. Les résultats de ce groupe sont rassemblés sous les sous-titres suivants : périphéries et isolement ; circonstances familiales et enfance heureuse ; et éducation laïque (publique).

2.1.1 PÉRIPHÉRIE ET ISOLEMENT

L'étude du PNUD de 2017 s'est concentrée sur les vulnérabilités aiguës des zones périphériques et frontalières, qui sont souvent vulnérables aux effets de contagion directs et indirects de l'activité extrémiste violente. Ce sont des territoires géographiquement étendus, difficiles à gouverner et dont les frontières sont poreuses. En outre, leur éloignement du centre est également une caractéristique déterminante de la vie socio-économique et politique, associée à la négligence de l'État, à la marginalisation et au sous-développement, malgré l'ingéniosité et la résilience des communautés. En conséquence, ces zones offrent un terrain fertile aux groupes extrémistes violents, qui exploitent les vides de gouvernance et mobilisent les griefs à travers des récits convaincants qui puisent dans le récit de la négligence et de la marginalisation de l'État. En effet, l'influence et les conditions du lieu de naissance sur les perspectives de vie et les implications pour l'accès aux services et opportunités de base sont bien établies dans le milieu universitaire, et plus largement dans le domaine du développement[130].

S'appuyant sur l'étude de 2017, l'ensemble de données de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0* confirme que les conditions liées à l'emplacement géographique, telles que l'éloignement, sont des facteurs importants dans le façonnement du chemin de vie d'un individu, tant en matière d'éducation que de perspectives et d'opportunités plus tard dans la vie.

Comme l'illustre la Figure 12, la plupart des personnes interrogées ont grandi dans certaines des régions les plus éloignées et périphériques des pays étudiés, 62 % d'entre elles ayant grandi dans des villages et seulement 7 % dans des villes. Ces données sont bien différentes de celles du groupe de référence, dont 42 % ont grandi dans des villages et 27 % dans des villes. Bien que cela reflète, en partie, la méthode d'échantillonnage, l'ensemble de données révèle également une différence notable entre le groupe primaire et le groupe de référence en termes d'exposition à d'autres ethnies et religions pendant la croissance, ce qui suggère que cela peut influencer la susceptibilité future à rejoindre un groupe extrémiste violent.

Malgré la variance entre les huit pays étudiés, 53 % des personnes interrogées du groupe de référence et 50 % des groupes enrôlées de force ont déclaré avoir eu des amis d'autres religions pendant leur enfance. Cependant, la proportion de recrues volontaires n'était que de 40 %, comme l'illustre la Figure 13. Une différence observable similaire a été enregistrée entre le groupe de référence et le groupe des volontaires en matière d'amis d'autres groupes ethniques et tribus. Les personnes des groupes des volontaires ont déclaré se mêler moins à des amis d'autres ethnies que leurs homologues du groupe de référence, ce qui suggère à nouveau l'importance de l'emplacement périphérique dans la formation de la vulnérabilité à l'extrémisme violent.

FIGURE 12 **LIEU DE RÉSIDENCE DES ENQUÊTÉS DANS L'ENFANCE (JUSQU'AU 15E ANNIVERSAIRE)** PAR PAYS

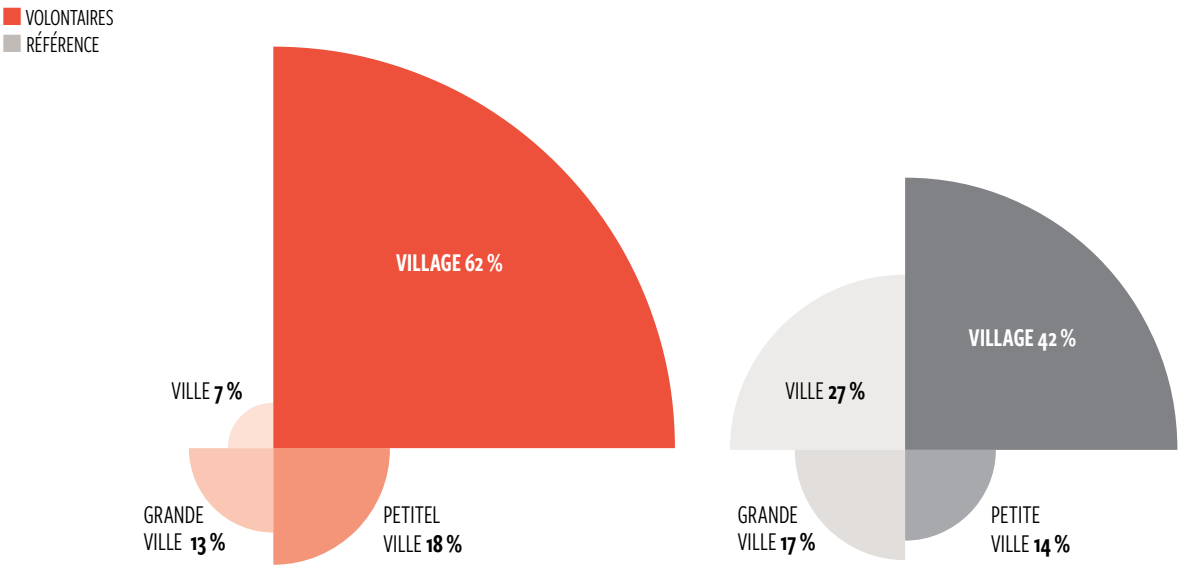
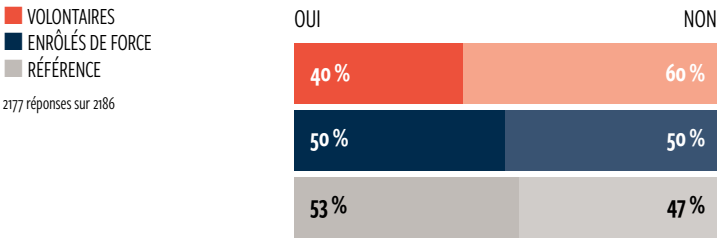


FIGURE 13 **EN GRANDISSANT, AVIEZ VOUS DES AMIS D'AUTRES RELIGIONS ?** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



Comme le soulignera la Section 2.2.1, les personnes interrogées du groupe primaire étaient également beaucoup plus enclines à percevoir leur religion comme menacée, ainsi qu'à exprimer des opinions négatives sur la diversité religieuse. En tant que tel, le nouvel ensemble de données corrobore solidement les conclusions de l'étude de 2017, qui suggéraient qu'une plus grande mobilité et une exposition socio-ethnique aux autres pourraient contribuer à une plus grande résilience face à l'extrémisme violent. De même, il a constaté que la nature de l'éducation d'un enfant façonne les perceptions sous-jacentes de la menace et peut conduire à un durcissement des attitudes envers les autres, ce qui peut contribuer au recrutement futur[131].

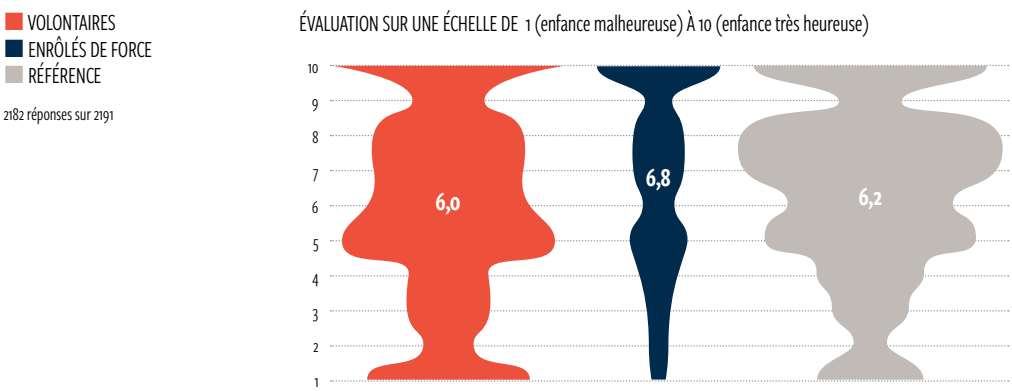
2.1.2. IMPLICATION PARENTALE ET ENFANCE HEUREUSE

Le rôle de l'éducation dans la contribution aux prédispositions et vulnérabilités inhérentes ou sous-jacentes aux comportements « terroristes » ou aux mentalités à risque a fait l'objet d'une analyse psychologique considérable. En outre, une base de données émergentes sur la santé mentale et le soutien psychosocial a montré comment la négligence et la violence dans la petite enfance peuvent avoir des effets dévastateurs sur les perspectives de vie et affecter les comportements violents plus tard dans la vie[132]. Cependant, peu d'études se sont concentrées directement sur les expériences de l'enfance en tant que facteur d'adhésion aux groupes extrémistes violents. Les études qui ont examiné cet aspect ont révélé des niveaux élevés d'expérience de la violence infantile chez les adultes impliqués dans l'extrémisme violent[133]. Cela ne veut pas dire que les expériences traumatiques de l'enfance détermineront nécessairement qui s'engagera dans une activité extrémiste violente ou que ceux qui n'ont pas vécu de telles expériences seront à l'abri de la radicalisation. Cependant, cela approfondit la compréhension des vulnérabilités et des facteurs de risque et la probabilité d'implication dans des groupes extrémistes violents[134]. De plus, bien que le rôle de la famille soit généralement reconnu comme un aspect crucial du processus de socialisation d'une personne, les premières expériences liées à la susceptibilité au recrutement dans les groupes extrémistes violents dans différents contextes nationaux n'ont pas été soigneusement examinées.

Comme dans l'étude de 2017, le nouvel ensemble de données révèle que l'implication et l'intérêt des parents pour l'enfance d'une personne interrogée sont associés de manière statistiquement significative et négative à la probabilité de recrutement volontaire. Il en va de même pour les perceptions d'une enfance heureuse. Ce résultat montre que la probabilité de recrutement volontaire diminue avec l'augmentation des perceptions d'une enfance heureuse ou d'implication des parents pendant l'enfance.

Selon la spécification exacte du modèle, l'analyse économétrique présentée dans les Modèles 7 à 9 de l'Annexe montre que, toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation d'un point de l'indice de bonheur de l'enfant diminue les chances de recrutement volontaire d'environ 10 %, tandis qu'une augmentation d'un point de l'évaluation de l'implication parentale diminue les chances de recrutement volontaire d'environ 25 %. Ce résultat est tout à fait cohérent avec l'étude de 2017, qui a révélé que les personnes ayant une note de 7 ou plus dans la catégorie enfance heureuse étaient entre 9 et 28 % moins susceptibles de faire partie des recrues volontaires[135].

FIGURE 14 **ÉVALUATION DU BONHEUR LORS DE L'ENFANCE** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

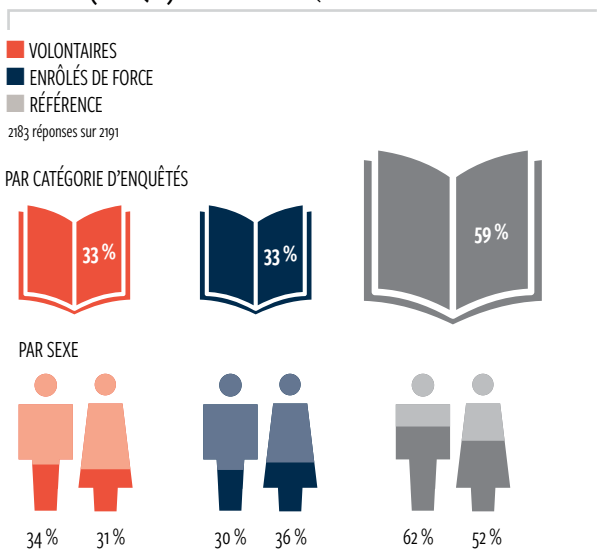


2.1.4. SCOLARISATION

La relation entre la scolarisation et l'extrémisme a été décrite comme une épée à double tranchant compte tenu de son potentiel paradoxal, car la scolarisation peut servir à la fois à contrer les récits extrémistes violents et à radicaliser[136]. D'une part, elle peut contribuer à l'endoctrinement, renforçant les attitudes qui prédisposent les gens à accepter des conceptions univalentes et réductionnistes du monde. D'autre part, il peut s'agir d'un important levier pour favoriser l'engagement civique, la diversité et la pensée critique, et offrir ainsi une protection vitale contre les idées extrémistes. Les preuves antérieures indiquent que l'accès aux services d'éducation, ainsi que leur durée et leur qualité, sont un facteur clé dans le renforcement de la résilience à l'extrémisme violent. En revanche, les zones périphériques et frontalières, souvent caractérisées par une marginalisation socio-économique et des services sociaux limités, y compris l'accès à l'éducation, sont connues pour être plus sujettes à la propagation d'idéologies et de discours extrémistes.

L'étude du PNUD de 2017 a suggéré que la susceptibilité au recrutement futur est considérablement influencée par le manque de scolarisation, même de base[137]. Faisant écho aux conclusions de l'étude précédente, la nouvelle recherche confirme sans équivoque que les niveaux de scolarisation sont statistiquement plus faibles chez les recrues volontaires que chez les individus du groupe de référence. Malgré les variations entre les pays en matière d'accès et de qualité de la scolarisation, une proportion significativement plus élevée de personnes interrogées du groupe de référence avait reçu une éducation laïque (publique) (59 %), par rapport aux recrues volontaires (33 %) et aux groupes enrôlés de force (33 %).

FIGURE 15 **PROPORTION D' ENQUÊTÉS AYANT REÇU UNE ÉDUCATION LAÏQUE (PUBLIQUE)** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



Comme le montre la Figure 15, une différence significative entre les sexes existe en matière d'éducation laïque (publique) entre le groupe des personnes enrôlées de force et le groupe de référence. Parmi le groupe de référence, 62 % des hommes ont déclaré avoir reçu une éducation laïque (publique), contre 52 % de femmes. Pour les groupe des personnes enrôlées de force, la proportion était beaucoup plus élevée pour les femmes (36 %) que pour les hommes (30 %). Le ciblage des écolières par les groupes extrémistes violents, notamment Boko Haram dans le nord du Nigeria, en tant que tactique organisationnelle délibérée basée sur des croyances idéologiques concernant le rejet de l'éducation à l'occidentale ainsi que le rôle des femmes et des filles dans la société, est susceptible d'expliquer cette variation importante du groupe des personnes enrôlées de force.

En posant la question, Pourquoi n'êtes-vous pas allé(e) à l'école ? à celles et ceux qui ont déclaré ne pas avoir fréquenté une école laïque (publique), la réponse la plus courante parmi le groupe de référence et les recrues volontaires était la décision de leurs parents ou de leur famille de ne pas les inscrire. Bien que cela puisse refléter les rôles sexospécifiques des jeunes hommes et femmes au sein du ménage et de la famille, les données ne révèlent pas de variation significative entre les sexes. Pour les groupe des personnes enrôlées de forces, la principale raison invoquée était le manque de scolarisation, reflétant probablement les vulnérabilités particulières liées aux schémas d'enrôlement forcé, où le ciblage des enfants dans de nombreux cas est utilisé comme une tactique illicite, privant les jeunes, en particulier les jeunes femmes et les filles, de scolarisation et d'accès à l'école[138].

FIGURE 16 **POURQUOI N'ÊTES-VOUS PAS ALLÉ(E) À L'ÉCOLE ?** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

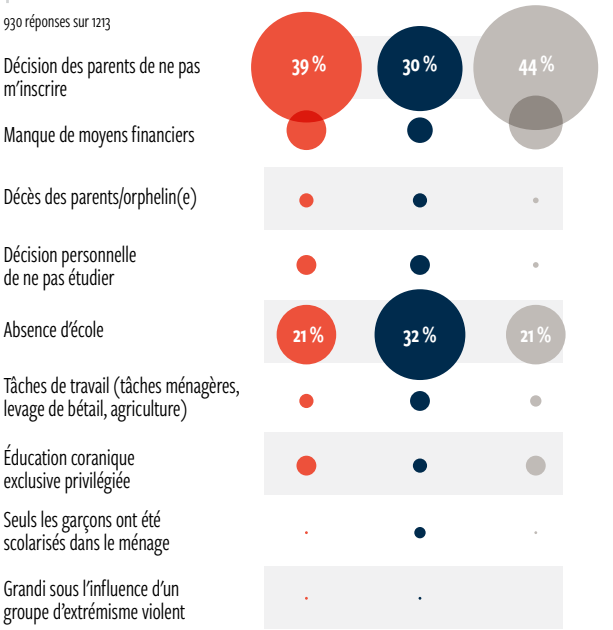
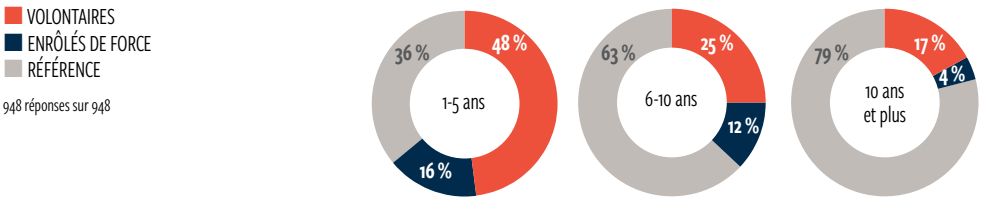


FIGURE 17 **NIVEAU D'ÉDUCATION LAÏQUE (PUBLIQUE)** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



Un plus grand nombre d'années d'éducation laïque (publique) est statistiquement associé en grande partie à une probabilité plus faible de recrutement volontaire. Toutes choses étant égales par ailleurs, les résultats des modèles économétriques 7 à 9 de l'Annexe suggèrent qu'une année supplémentaire d'enseignement (public) laïc réduit la probabilité de recrutement volontaire d'environ 13 %.

Comme l'illustre la Figure 17, la répartition des années d'éducation laïque (publique) parmi les recrues volontaires est pondérée entre un et cinq ans par rapport au groupe de référence, où une proportion sensiblement plus élevée a déclaré avoir reçu 6 à 10 ans de scolarisation ou 10 ans ou plus (79 % dans le groupe de référence, contre 17 % dans le groupe des volontaires). De même, lorsque l'on compare les niveaux d'éducation entre les groupes de personnes interrogées, 63 % de celles du groupe de référence avaient six ans ou plus de scolarisation laïque (publique), tandis que les personnes interrogées du groupe primaire ont indiqué que seulement 25 % des recrues volontaires et 12 % de groupe des personnes enrôlées de force avaient atteint ces niveaux.

Ces résultats sont similaires à ceux de l'étude de 2017, qui a révélé qu'un pourcentage significativement plus élevé de recrues volontaires ont déclaré les niveaux les plus bas de scolarité laïque (publique) par rapport au groupe de référence. Cependant, la répartition dans cette étude est nettement plus élevée : 56 % du groupe de référence ont déclaré avoir reçu 5 à 10 ans d'éducation, comparativement à 39 % des recrues volontaires.

De plus, lorsque l'on compare ceux qui rejoignent un groupe extrémiste violent moins d'un mois après le premier contact avec ceux qui rejoignent moins d'un an après le premier contact, les données montrent qu'avoir eu relativement moins de scolarisation tend à affecter la vitesse du processus de recrutement. Le groupe des « recrues rapides » est associé à une scolarisation inférieure aux recrues plus lentes à adhérer. Ceux qui ont adhéré rapidement ont en moyenne quatre ans de scolarité, contre près de sept ans (6,8 ans) chez ceux qui ont adhéré plus lentement.

À titre d'exemple, une étude récente sur le recrutement au sein d'al-Shabaab en Somalie a révélé que le profil éducatif des recrues était fortement biaisé vers peu ou pas de scolarisation, ce qui rendait ces personnes vulnérables au recrutement[139]. Cela souligne le rôle de la scolarisation en tant que source importante de résilience et facteur de vulnérabilité correspondant lorsque les individus ont seulement un accès limité ou non existant à la scolarisation. La stratégie de Boko Haram consistant à cibler les jeunes issus de milieux socio-économiques pauvres qui ont une scolarisation formelle limitée en est également un exemple, dans lequel la prédication du groupe sur l'islam et sa glorification des sociétés islamiques comble un profond déficit de connaissances. Cela contribue à expliquer l'attrait de Boko Haram dans les États de Borno et de Yobe, par exemple, qui ont les taux d'alphabétisation les plus bas du Nigeria. La lenteur persistante du développement dans le nord-est du Nigeria, où les niveaux de scolarisation et d'alphabétisation sont faibles, offre un terrain fertile à Boko Haram pour prêcher à ceux qui sont les plus vulnérables à sa rhétorique[140].

Cependant, grandir dans des environnements caractérisés par un accès limité à l'éducation ne fournit pas à lui seul l'explication la plus convaincante du recrutement dans l'extrémisme violent. En fin de compte, la qualité de l'enseignement et de l'éducation est importante. Une éducation de bonne qualité, qu'elle soit religieuse ou laïque (publique), qui contribue au développement de la pensée critique et des compétences cognitives permet aux individus de s'informer et d'identifier la désinformation. En outre, la valeur de l'éducation en tant que source clé de résilience à l'extrémisme violent s'étend pour inclure l'aspect de la socialisation qui est assuré par la scolarisation et sa qualité.

Par conséquent, la scolarisation en elle-même n'est pas suffisante pour prévenir l'extrémisme et ne peut être confondue avec la PEV ou l'éducation à la paix. Elle doit plutôt être abordée de manière holistique grâce à un soutien plus large et à long terme pour inculquer la pensée critique, les valeurs de citoyenneté et le respect de la diversité, comme l'ont réitéré les chercheurs et les praticiens dans le domaine.

2.2. Le rôle de la religion et des idéologies religieuses

Dans un contexte de montée de l'islamophobie, les groupes extrémistes violents sont souvent associés à des idéologies religieuses liées à un discours extrémiste mondialisé. Cependant, l'étude du PNUD de 2017 a révélé que les groupes d'extrémisme violent en Afrique ont tendance à avoir des racines très localisées et des trajectoires uniques, qui interagissent avec un large éventail de facteurs sociaux, culturels et politiques. Pour approfondir la compréhension du rôle de la religion par rapport à l'extrémisme violent, le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0* adopte donc une approche nuancée, en distinguant l'importance pour le recrutement des perceptions des idéologies religieuses radicales d'une part, et les niveaux réels d'éducation religieuse et d'alphabétisation d'autre part. Les résultats de ce groupe sont regroupés sous deux sous-titres : perceptions des idéologies religieuses et éducation religieuse.

2.2.1 PERCEPTIONS DES IDÉOLOGIES RELIGIEUSES

Le discours mondial sur le terrorisme après le 11 septembre a abordé les croyances et les idéologies religieuses comme des moteurs intrinsèques de l'extrémisme violent. Un nombre croissant de preuves a depuis approfondi la compréhension de la relation entre la religion et la radicalisation. En l'abordant comme un processus social interactif et comme une expression de l'identité, elle peut être comprise comme le résultat du parcours psychosocial d'un individu[141]. En tant que marqueurs d'identité, les idéologies et la religion peuvent être comprises comme un véhicule pour canaliser, exprimer, reconstruire et mettre en scène l'identité individuelle et collective. Cela est évident dans des contextes où les identités religieuses se heurtent et rivalisent avec l'autorité de l'État et l'identité individuelle. C'est particulièrement le cas lorsque des individus charismatiques sont capables d'instrumentaliser la religion comme un véhicule pour mobiliser les griefs existants, les sentiments d'aliénation, de marginalisation et de frustration à travers des récits et des représentations convaincants, même s'ils peuvent déformer les textes et les valeurs originaux de la religion[142]. D'autres preuves soulignent le rôle important des institutions et des réseaux religieux, qui peuvent être mis à profit pour créer une empreinte locale et établir une crédibilité, tout en exploitant les identités ethniques ou d'autres groupes pour stimuler le recrutement et l'expansion[143].

Fournie avec une question à réponses multiples sur leurs principales raisons de rejoindre les groupes extrémistes violents, l'étude de 2017 a révélé des facteurs religieux – en particulier « les idées religieuses du groupe au moment de l'adhésion » – sont le moteur le plus important du recrutement volontaire, cité par 40 % des personnes interrogées[144]. Dans le nouvel ensemble de données, ce chiffre chute fortement, 17 % des recrues volontaires citant les idées religieuses du groupe comme principale raison les motivant à rejoindre un groupe extrémiste violent. La croyance au chef religieux du groupe représentait 6 %, soit la moitié de la première étude, où 13 % l'indiquaient comme un facteur déterminant. En conséquence, la religion n'apparaît pas fortement comme la première réponse pour expliquer le recrutement dans les groupes extrémistes violents, comme l'a constaté l'étude de 2017.

Au contraire, d'autres facteurs, tels que le fait de se joindre à la famille et aux amis (22 %) et les opportunités d'emploi (25 %), apparaissent comme des facteurs plus importants façonnant les voies vers le recrutement, soulignant les dimensions comportementales et socialisées et les incitations socio-économiques sous-jacentes au processus de recrutement. De plus, comme nous le verrons plus en détail au chapitre 3 sur le processus de recrutement, des variations significatives selon le genre apparaissent : alors que les « idées religieuses du groupe » sont apparues comme un facteur plus influent parmi les hommes interrogés, elles ne semblent pas être aussi importantes pour les femmes interrogées.

Lorsqu'on leur a demandé si, lors de leur adhésion, les personnes interrogées avaient le sentiment que leur religion était menacée, 36 % des personnes interrogées volontaires ont répondu oui, contre 24 % dans le groupe de référence[145]. Cela représente une variation intéressante par rapport à l'étude de 2017, qui n'a pas montré de relation statistiquement significative entre les recrues volontaires et le groupe de référence, mais a trouvé des niveaux beaucoup plus élevés de menace perçue dans les perspectives des personnes interrogées (63 % dans les groupes des volontaires, par rapport aux 70 % dans le groupe de référence).

Après contrôle des autres facteurs dans l'analyse économétrique, les modèles 7 à 9 montrent que l'importance d'une menace perçue pour la religion sur la probabilité de recrutement volontaire demeure. En gardant toutes les autres variables constantes, l'effet de ne pas percevoir sa religion comme étant menacée diminue la probabilité de recrutement volontaire de 48 à 50 %[146]. Cela souligne encore la valeur de la diversité religieuse dans le renforcement de la cohésion et l'importance des mesures de renforcement de la confiance.

FIGURE 18 **PRINCIPALES RAISONS POUR REJOINDRE LE GROUPE** PAR GROUPE DES VOLONTAIRES

Question à réponses multiples. Affiche le pourcentage d'individus qui ont sélectionné la raison.

519 réponses sur 756

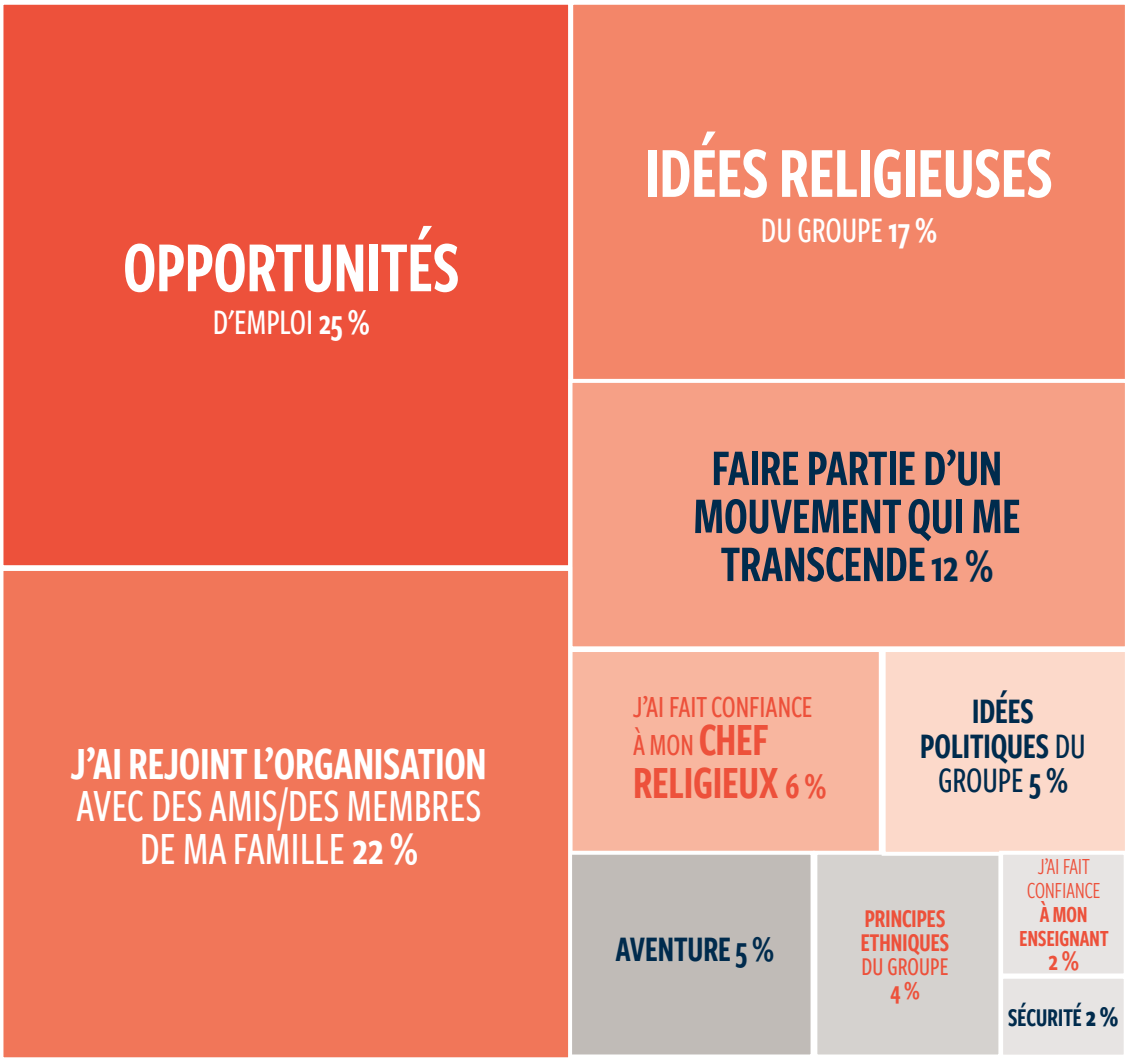
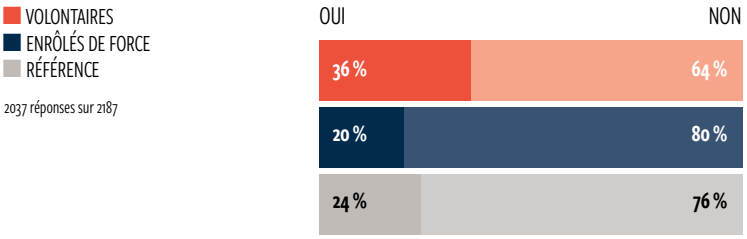


FIGURE 19 **CONSIDÉRIEZ-VOUS QUE VOTRE RELIGION ÉTAIT MENACÉE ?** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



2037 réponses sur 2187

« ...Ils prêchaient que si nous les rejoignions, nous irions au paradis et leur idéologie était la seule façon d'adorer Allah »

Kurama, *38 ans, Cameroun*

Lorsqu'on leur a demandé quel type de menace ils percevaient pour leur religion, 30 % des recrues volontaires ont déclaré que c'était à la fois physique et idéologique[147]. Ces résultats appuient d'autres analyses, qui illustrent qu'en abordant la religion comme une identité sociale ancrée dans un système de croyances directrices, elle remplit une double fonction. Cette démarche offre à la fois un système de croyance sanctifié distinctif et une appartenance perpétuelle à un groupe qui transcende l'identification à tout autre groupe social[148].

Cela suggère que lorsque la religion fonctionne comme une expression puissante de l'identité individuelle et collective, et offre un moyen de canaliser les griefs existants et les menaces perçues, la probabilité de recrutement augmente. Le sentiment de percevoir sa religion comme étant menacée peut présenter une source de risque futur en ce qui concerne le potentiel d'expansion de l'extrémisme violent, les récits des populistes servant encore à enflammer et à approfondir ces perceptions de la menace.

Rappelant les facteurs initiaux qui façonnent la formation de l'identité dès le début – y compris l'association entre une exposition limitée aux autres, ainsi qu'une tolérance et des perceptions négative des autres ethnies et religions – le nouvel ensemble de données révèle en outre un degré plus faible de tolérance envers la diversité religieuse plus tard dans la vie dans la perspective de recrues volontaires.

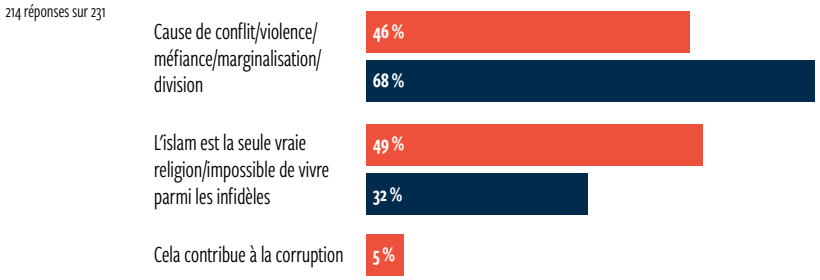
Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que la diversité religieuse dans leur pays était une bonne chose, 54 % des recrues volontaires ont répondu oui, contrairement à la grande proportion des personnes interrogées du groupe de référence (82 %) et des personnes enrôlées de force (75 %). Cela marque un changement par rapport à la recherche initiale, qui n'avait trouvé aucune différence substantielle entre les perspectives des membres des groupes de volontaires et de référence.

Parmi les personnes interrogées du groupe primaire qui ont exprimé une perception négative de la diversité religieuse, les réponses ouvertes montrent que les recrues volontaires, en particulier, ont identifié l'idéologie du groupe extrémiste violent auquel elles ont adhéré, déclarant par exemple que « l'islam était la seule vraie religion » (49 %). Les personnes interrogées ont également indiqué la diversité religieuse comme une cause de conflit ou de méfiance (46 %), bien plus que la corruption, par exemple (5 %).

Les résultats peuvent refléter l'environnement sociopolitique plus large dans de nombreux pays étudiés, où la religion est étroitement liée à la politique et est cooptée par les élites dans le cadre de leur course au pouvoir. Cela souligne également comment les groupes extrémistes violents peuvent s'approprier et exploiter l'idéologie mondialisée de la religion comme un véhicule pour militariser et raviver les tensions et les conflits existants selon des critères religieux et ethniques. En particulier, le rejet absolutiste de la diversité religieuse souligne que les récits extrémistes parviennent à durcir les attitudes sociales et religieuses, ce qui peut potentiellement servir à justifier le recours à la violence.

FIGURE 20 **PENSIEZ-VOUS/PENSEZ-VOUS QUE LA DIVERSITÉ RELIGIEUSE DANS VOTRE PAYS EST UNE BONNE CHOSE ?** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

SI NON. POURQUOI PENSIEZ-VOUS/PENSEZ-VOUS QUE LA DIVERSITÉ RELIGIEUSE DANS VOTRE PAYS EST UNE CHOSE NÉGATIVE ?



Cette stratégie est évidente dans l'approche de Boko Haram, qui a réussi à construire un mouvement puissant en exploitant systématiquement les identités et les divisions ethniques. Tout en présentant le groupe comme « un mouvement islamique », il a mobilisé les populations Kanouri selon des critères ethniques. Cela lui a permis de recruter des membres au-delà du pli religieux de ces populations et dans des communautés aux identités ethniques similaires, notamment de l'autre côté de la frontière au Niger, au Tchad et au Cameroun[149]. De même, alors que la Katiba Macina, un groupe affilié au JNIM, se concentrait initialement sur le recrutement au sein du groupe ethnique peul, elle aussi a de plus en plus puisé dans les griefs locaux et les tensions interethniques, s'appuyant sur les aspects égalitaires de la religion et exploitant les sentiments de victimisation et d'injustice. Cela a eu un large attrait, en particulier lorsqu'elle s'est juxtaposée à l'État[150].

Au-delà de la notion d'individu passif influencé par des récits convaincants d'extrémisme violent, la recherche a mis en lumière la manière dont les individus peuvent utiliser les contre-récits des groupes extrémistes violents pour construire des identités individuelles et collectives en contrepoint des normes gérontocratiques et patriarcales dominantes, ainsi que des structures traditionnelles qui limitent l'action des individus. Comme illustré ailleurs, la position des femmes et des jeunes en matière de religion est à la fois ambiguë et distincte : ambiguë en raison de la déconnexion entre le rôle et le statut accordés aux femmes et aux jeunes et à leur expérience vécue, et distincte en ce que les groupes extrémistes violents peuvent fournir espace et moyens pour une identité réinventée, détachée des racines historiques et, souvent, patriarcale[151].

Par exemple, des preuves du centre du Mali suggèrent que les groupes extrémistes violents imposent une « gouvernance djihadiste » et remettent en question les traditions non islamiques liées aux classements hiérarchiques, aux interdictions sociales et à l'augmentation du prix de la fiancée. Cette stratégie peut résonner avec les aspirations des jeunes hommes et femmes[152], soulignant comment les récits extrémistes peuvent être considérés comme un moyen de reconstruire et d'exprimer des identités, de canaliser la frustration et les griefs, et d'accroître l'agentivité.

2.2.2. ÉDUCATION RELIGIEUSE ET ALPHABÉTISATION RELIGIEUSE Y

Cette section se concentre sur le rôle de l'éducation religieuse et de l'alphabétisation religieuse. Comme indiqué ci-dessus (voir « Scolarisation »), la relation ambivalente entre la scolarisation et la radicalisation montre que la scolarisation peut servir à la fois d'arme pour radicaliser et de bouclier contre les idées extrémistes.

L'étude de 2017 a révélé que les recrues volontaires et les personnes enrôlées de force avaient en moyenne reçu moins d'années d'éducation religieuse que celles du groupe de référence. Elle a en outre constaté que recevoir au moins six ans d'enseignement religieux peut réduire considérablement la probabilité d'un recrutement volontaire au sein de l'échantillon[153]. La nouvelle étude confirme la relation statistiquement significative entre le manque d'éducation religieuse parmi les recrues volontaires par rapport au groupe de référence, mais elle ne trouve pas que les années supplémentaires aient à elles seules un effet significatif, soulignant ainsi l'importance de la qualité de l'éducation religieuse, pas simplement le nombre d'années.

FIGURE 21 **AVEZ-VOUS REÇU UNE ÉDUCATION RELIGIEUSE ?** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

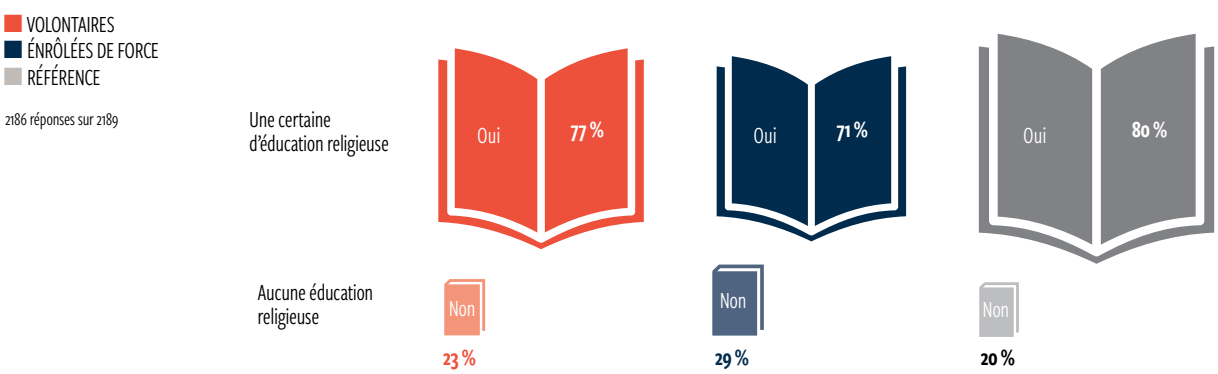


FIGURE 22 **PROPORTION D'ENQUÊTÉS AYANT REÇU UNE ÉDUCATION RELIGIEUSE** PAR CATÉGORIE et SEXE

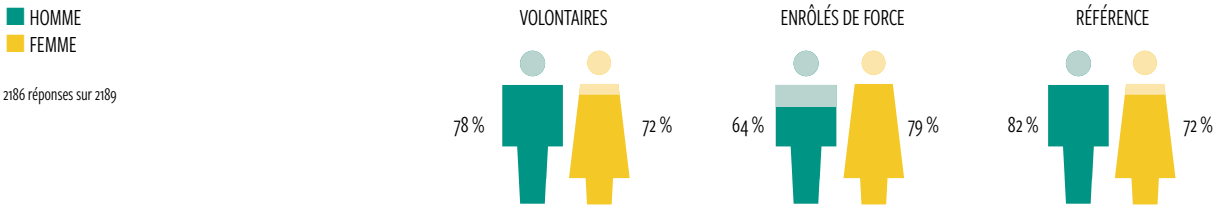
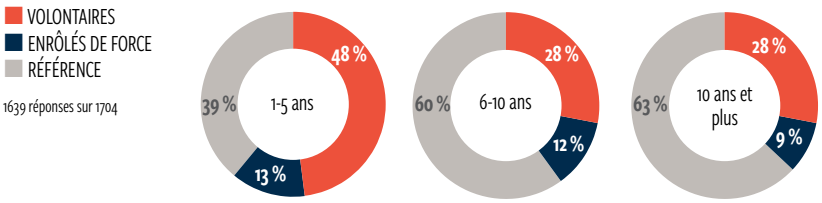


FIGURE 23 **ANNÉES D'ÉDUCATION RELIGIEUSE** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



Dans le nouvel ensemble de données, les proportions de recrues ayant reçu une éducation religieuse semblent similaires entre les recrues volontaires (77 %) et les personnes interrogées du groupe de référence (80 %) en raison du fait qu'elles ont grandi dans des conditions similaires. Cela pourrait en outre refléter un certain degré d'hétérogénéité religieuse entre les pays examinés. Pourtant, l'étude révèle qu'une proportion statistiquement plus élevée de recrues volontaires n'a reçu aucune éducation religieuse (23 %) par rapport au groupe de référence (20 %).

L'ensemble de données révèle une importante disparité entre les genres en matière d'éducation religieuse lorsque l'on compare les recrues volontaires aux personnes enrôlées de force, comme le montre la Figure 22. Un pourcentage plus élevé de femmes enrôlées de force avait reçu une éducation religieuse (79 %) par rapport à leurs homologues hommes (64 %). Cela reflète probablement la proportion relativement plus élevée d'écolières dans l'échantillon des personnes enrôlées de force du Nigeria, qui ont été enlevées par Boko Haram dans le cadre de leur prétendue stratégie visant à déstabiliser et à détruire les établissements et symboles éducatifs « occidentalisés »[154]. Cependant, plus d'hommes avaient reçu une éducation religieuse que leurs homologues femmes dans les groupes des volontaires et de référence.

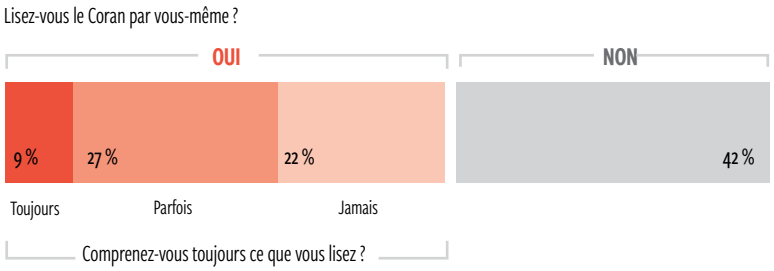
Comme le montre la Figure 23, les recrues volontaires sont plus susceptibles d'avoir reçu moins d'années d'éducation religieuse que le groupe de référence. 48 % des personnes interrogées volontaires déclarent avoir reçu entre un et cinq ans, contre 39 % du groupe de référence et 13 % des personnes enrôlées de force. Les personnes interrogées du groupe de référence sont également plus susceptibles d'avoir 6 à 10 ans d'études ou 10 ans ou plus, par rapport aux homologues du groupe primaire.

Le niveau d'éducation religieuse semble également avoir un certain effet sur la vitesse de recrutement. Semblable au résultat sur l'éducation laïque (publique) et religieuse présenté ci-dessus, les recrues ayant relativement moins d'éducation religieuse ont tendance à rejoindre un groupe extrémiste violent plus rapidement que les recrues plus instruites ; c'est-à-dire que le groupe des « recrues rapides » a reçu moins d'éducation que celles qui ont été plus lentes à adhérer. Parmi les recrues qui se sont jointes en moins d'un mois, 76 % avaient reçu une éducation religieuse, contre 79 % de celles qui ont mis plus d'un mois à adhérer. De plus, le nombre moyen d'années d'éducation religieuse était statistiquement significativement inférieur pour celles qui ont adhéré rapidement (4,7 ans) que pour celles qui ont mis plus de temps à adhérer (5,5 ans).

L'étude de 2017 a mis en évidence la manière dont l'alphabétisation religieuse – définie ici comme la capacité à lire et à interpréter des textes religieux, par opposition à l'éducation et aux études religieuses – influence la susceptibilité au recrutement.

FIGURE 24 **LECTURE COMPARÉE À LA COMPRÉHENSION DU CORAN** PAR GROUPE DES VOLONTAIRES

107 réponses sur 110



Cela repose sur l'idée que les recrues volontaires, qui sont associées à des niveaux d'éducation et d'alphabétisation inférieurs, ont en outre des difficultés à accéder aux textes religieux dans leur propre langue, car le Coran n'est principalement disponible qu'en arabe. Cela conduit à un degré plus élevé de dépendance vis-à-vis des intermédiaires pour lire et interpréter les textes religieux. En conséquence, l'étude de 2017 a postulé qu'un degré inférieur d'alphabétisation et de connaissance des textes religieux était associé à une plus grande dépendance à l'égard des interprétations des prédicateurs et d'autres conduits religieux, rendant ces personnes plus vulnérables au recrutement.

Comme dans l'étude de 2017, le nouvel ensemble de données a identifié un écart distinct parmi les recrues volontaires entre la lecture et la compréhension du Coran, un total de 64 % déclarant qu'ils n'avaient pas lu les textes religieux par eux-mêmes (42 %) ou n'avaient « jamais » compris les textes du Coran lors de la lecture (22 %), comme l'illustre la Figure 25. Seuls 9 % ont déclaré « toujours » comprendre les textes qu'ils lisent. Cela se compare à l'étude de 2017 où un total de 57 % des recrues volontaires ont admis qu'elles ne lisaient pas ou n'avaient que peu ou pas de compréhension des textes religieux ou des interprétations.

Les résultats de rapport *Sur les chemins de l'extrémisme* sont significatifs dans un contexte mondial de montée de l'islamophobie, dans lequel l'extrémisme violent est souvent confondu avec l'islam. Plutôt que d'être un facteur de risque, les études mettent en évidence l'éducation religieuse comme une source importante de résilience pour contrer les récits extrémistes.

Cela implique à l'inverse que le prosélytisme religieux est un outil de recrutement plus efficace lorsqu'il cible ceux qui ont un faible niveau d'éducation laïque (publique) et religieuse. La recherche attire en outre l'attention sur la façon dont le recours aux intermédiaires peut influencer la vulnérabilité aux dogmes importés et à l'endoctrinement, que ce soit à l'école, dans la famille ou dans d'autres contextes sociaux et religieux. Cela contribue davantage à souligner la pertinence de comprendre le milieu dans lequel la radicalisation a lieu et le contexte social dans lequel elle façonne la trajectoire d'un individu vers l'extrémisme violent.

2.3. Facteurs économiques

Cette section se concentre sur la situation économique des personnes interrogées au moment du recrutement pour mettre en évidence les besoins économiques et les incitations qui ont pu influencer leur décision de rejoindre un groupe extrémiste violent. Ceci est exploré à travers des questions relatives à la situation économique des personnes interrogées au moment du recrutement et leur évaluation de la pertinence des facteurs économiques dans leur décision de rejoindre le groupe extrémiste violent.

2.3.1. LES FACTEURS ÉCONOMIQUES COMME MOTEURS DU RECRUTEMENT

Malgré une hypothèse largement répandue selon laquelle le chômage des jeunes est lié à l'extrémisme violent, les preuves de la relation entre l'emploi et l'extrémisme violent sont mitigées[155]. Des théories telles que la théorie de l'explosion démographique de la jeunesse suggèrent que les populations excédentaires de « jeunes oisifs » exclus des opportunités économiques sont particulièrement susceptibles d'être radicalisées et entraînées dans des formes violentes (et autres) d'extrémisme. D'autres, cependant, ont mis en garde contre une compréhension trop déterministe de la relation entre la pauvreté, le chômage et la violence[156]. Alors que l'inégalité des revenus, la pauvreté et le sous-emploi peuvent contribuer aux griefs qui créent un environnement propice à l'extrémisme violent, des preuves empiriques suggèrent que la privation économique en tant que moteur de la violence extrémiste reste peu concluante[157]. En effet, comme souligné dans l'étude de 2017, et ailleurs, il est largement admis que les groupes extrémistes violents exploitent les perceptions de difficultés économiques ou de marginalisation socio-économique[158], sous-tendues par des griefs animés par les

insuffisances de l'État lui-même, notamment son incapacité à générer une croissance durable et des emplois dignes. Les facteurs économiques peuvent donc être difficiles à dissocier d'autres griefs et aspirations, c'est pourquoi ils sont souvent décrits comme l'un des nombreux problèmes à l'origine du recrutement d'individus dans les groupes extrémistes violents.

De manière peut-être moins surprenante, dans le contexte global de difficultés socio-économiques, de privations et de sous-emploi qui émerge dans les pays étudiés, les incitations économiques semblent dans cet ensemble de données avoir été un élément important sous-tendant la prise de décision des personnes interrogées en ce qui concerne l'adhésion à un groupe extrémiste violent. En rappelant la Figure 18 (page 67) mettant en évidence la mosaïque des principales raisons invoquées pour rejoindre les groupes extrémistes violents, les « opportunités d'emploi » apparaissent désormais comme le facteur déterminant le plus cité pour adhérer, avant les facteurs idéologiques et religieux. Il est également cité comme le besoin le plus immédiat au moment de l'adhésion.

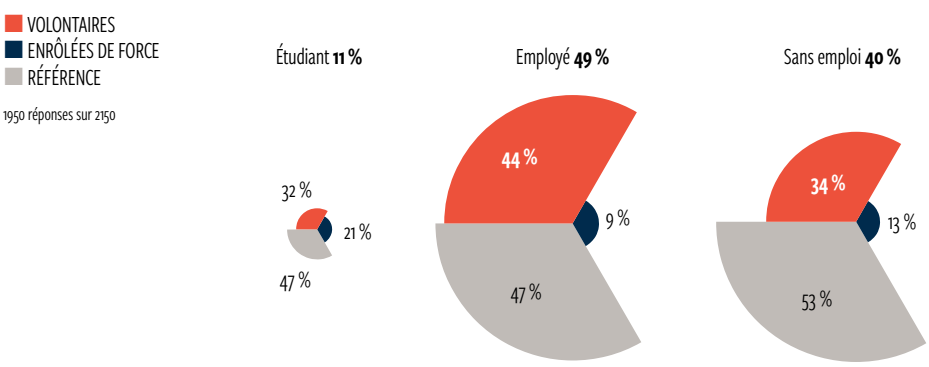
Pourtant, contrairement à l'étude de 2017 qui concluait que le statut économique des personnes interrogées, notamment le chômage, influençait significativement la probabilité d'intégrer un groupe extrémiste violent, aucune variation significative n'a été constatée dans cet échantillon entre le groupe de référence et le groupe primaire.

Au contraire, la privation économique semble se traduire par un sentiment généralisé de difficultés et de griefs affectant les perspectives de tous les personnes interrogées, sentiment davantage étayé par les rôles et identités de genre affectant les incitations et les motivations socio-économiques.

La Figure 25 met en évidence la répartition du statut des moyens d'existence selon les catégories de personnes interrogées. Lorsqu'on a demandé « Que faisiez-vous avant de rejoindre ou de vous impliquer dans le groupe ? », la figure montre que ce statut de moyens de subsistance varie, bien que marginalement, entre le groupe de recrues volontaires et le groupe de référence avant de rejoindre les groupes extrémistes violents.

La plupart des recrues volontaires se sont identifiées comme ayant un certain niveau d'emploi au moment de leur arrivée, comparativement à leurs homologues du groupe de référence[159]. Pourtant, en examinant plus avant le statut économique des recrues volontaires, l'analyse confirme que la majorité des personnes employées appartenaient au secteur informel, en grande partie non qualifiées ou semi-qualifiées. 44 % des recrues volontaires identifiées comme employées au moment de leur arrivée travaillaient principalement dans le secteur informel, dans des rôles largement non qualifiés ou semi-qualifiés (emploi vulnérable).

FIGURE 25 **MOYENS DE SUBSISTANCE DES ENQUÊTÉS** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



« Après que mon père a perdu son emploi, j'ai voulu soutenir financièrement ma famille en faisant partie de quelque chose qui existe vraiment. Je voulais aussi avoir du pouvoir sur les gens et prendre le contrôle pour que les gens me respectent. »

Hasan, *18 ans, Somalie*

Cela est comparable au groupe de référence, où 47 % ont déclaré avoir un emploi, ce qui présente une variation mineure par rapport au statut économique des recrues volontaires. En revanche, 34 % des recrues volontaires ont déclaré qu'elles étaient au chômage au moment de leur adhésion, comparativement à une proportion relativement plus importante du groupe de référence (53 %).

En conséquence, l'analyse ne trouve pas de variation significative dans les perspectives des personnes interrogées, pourquoi le statut des moyens de subsistance n'est pas considéré comme un prédicteur suffisant pour expliquer la probabilité d'un recrutement volontaire. Ceci est significatif, car ce résultat va à l'encontre de l'étude de 2017, qui a révélé que les personnes qui travaillaient ou étudiaient étaient entre 3 et 27 % moins susceptibles de faire partie du groupe de recrues volontaires. Cela peut refléter le contexte de pauvreté multidimensionnelle répandue dans les zones périphériques, souvent associée à des opportunités plus limitées d'activités génératrices de revenus et de perspectives de moyens de subsistance, affectant à la fois les groupes primaires et de référence.

Les résultats peuvent en outre s'expliquer par le fait que les gains moyens de ceux qui avaient un emploi étaient très variables. Ainsi, l'emploi n'est pas nécessairement synonyme de sécurité financière et n'est pas à lui seul un facteur décisif de résistance à l'embauche.

La Figure 26 illustre les revenus mensuels moyens avant de rejoindre les groupes extrémistes violents selon le genre[160]. Les recrues volontaires hommes ont déclaré qu'elles gagnaient beaucoup moins avant de rejoindre un groupe extrémiste violent comparativement à celles qui avaient été recrutées de force ou aux personnes interrogées du groupe de référence.

Étonnamment, l'ensemble de données suggère que le revenu mensuel moyen des recrues volontaires femmes était le plus élevé de tous les groupes avant leur adhésion[161]. Cela peut refléter les salaires estimés du ménage dans son ensemble, étant donné que la plupart des femmes en question se sont décrites comme des femmes au foyer. Cela peut également refléter le statut économique des familles des femmes interrogées, qui sont plus susceptibles de rejoindre des membres de la famille ou leurs maris. Enfin, il pourrait y avoir un biais de réponse dans les réponses à l'enquête, comme c'est souvent le cas pour les questions d'enquête concernant les revenus.

La Figure 27 souligne encore la pertinence du statut d'emploi selon le genre. Lorsque l'on examine les principales raisons de rejoindre un groupe extrémiste violent sous l'angle du genre, la figure révèle que si les facteurs économiques, notamment les « opportunités d'emploi », apparaissent comme le facteur le plus cité pour les hommes, il est beaucoup moins important pour les femmes. Les femmes invoquent principalement la décision de leur famille/amis.

FIGURE 26 **REVENU MENSUEL MOYEN AVANT DE REJOINDRE LE GROUPE** PAR SEXE

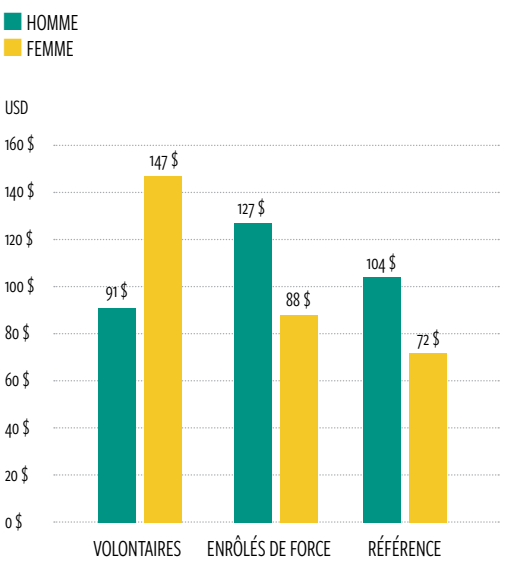
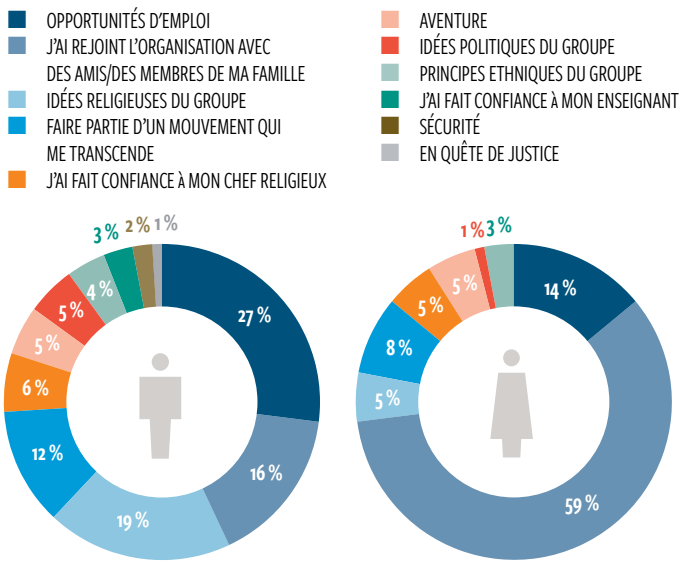


FIGURE 27 **PRINCIPALES RAISONS POUR REJOINDRE LE GROUPE** PAR SEXE



524 réponses sur 765

« La plupart des jeunes qui faisaient partie du groupe avaient des femmes et des enfants menant une vie

Ali, *24 ans, Somalie*

Cela peut suggérer que les hommes dans bon nombre de ces contextes examinés dans cet échantillon sont censés subvenir aux besoins financiers de leurs familles, ce qui peut les amener à rechercher d'autres opportunités génératrices de revenus.

À l'inverse, les femmes peuvent être considérées comme des personnes à charge financière qui sont censées accompagner leurs maris et leurs partenaires. Bien que cela ne tienne pas compte de la grande quantité de travail domestique invisible et non rémunéré, de garde d'enfants et de production alimentaire domestique que les femmes d'Afrique entreprennent généralement, cela met néanmoins en évidence comment les constructions des rôles et responsabilités de genre peuvent affecter la dynamique de recrutement.

Un nombre croissant de travaux suggèrent que l'attrait de ces groupes découle, en partie, de la pression exercée sur les hommes pour qu'ils démontrent leur virilité et que l'adhésion est considérée comme un devoir social lié à l'identité masculine, les masculinités violentes et toxiques alimentant le désir des hommes de rejoindre les groupes extrémistes violents étant intrinsèquement liées[162]. Les groupes extrémistes violents peuvent exploiter ces stéréotypes de genre et jouer sur les attentes sociales et culturelles concernant les rôles des hommes dans leur approche de recrutement, par exemple en exploitant la volonté des femmes d'adhérer comme moyen de faire pression sur les hommes par la honte pour les inciter à adhérer.

La Figure 28 met en évidence le besoin le plus immédiat du groupe primaire au moment de rejoindre le groupe extrémiste violent. Les recrues volontaires ont cité l'emploi le plus souvent (31 %), tout comme les personnes interrogées du groupe des personnes enrôlées de force (22 %). Cela a été suivi de près par la sécurité, qui est apparue comme le deuxième besoin le plus immédiat au moment de l'adhésion. 7 % des recrues volontaires ont déclaré que le Jihad était leur besoin le plus immédiat. Cela reflète l'importance des difficultés économiques dans les perspectives des personnes interrogées de groupe primaire.

La Figure 29 met en évidence l'association entre le statut des moyens de subsistance et la rapidité de recrutement. Reflétant la distribution du statut des moyens de subsistance trouvée dans la Figure 25, les recrues qui ont déclaré qu'elles étaient « employées » au moment de rejoindre un groupe extrémiste violent étaient plus susceptibles de le rejoindre dans un délai d'un mois. 62 % des recrues qui se sont identifiées comme « employées » ont rejoint le groupe dans un délai d'un mois, contre seulement 50 % des étudiants et 51 % des chômeurs. 38 % des recrues qui ont mis plus d'un mois à adhérer ont déclaré qu'elles étaient employées à l'époque, contre 49 % qui ont déclaré qu'elles étaient au chômage et 50 % qui étaient étudiantes.

FIGURE 28 **BESOIN LE PLUS IMMÉDIAT AU MOMENT DE REJOINDRE LE GROUPE** PAR GROUPE DES VOLONTAIRES et GROUPE DES PERSONNES ENRÔLÉES DE FORCE

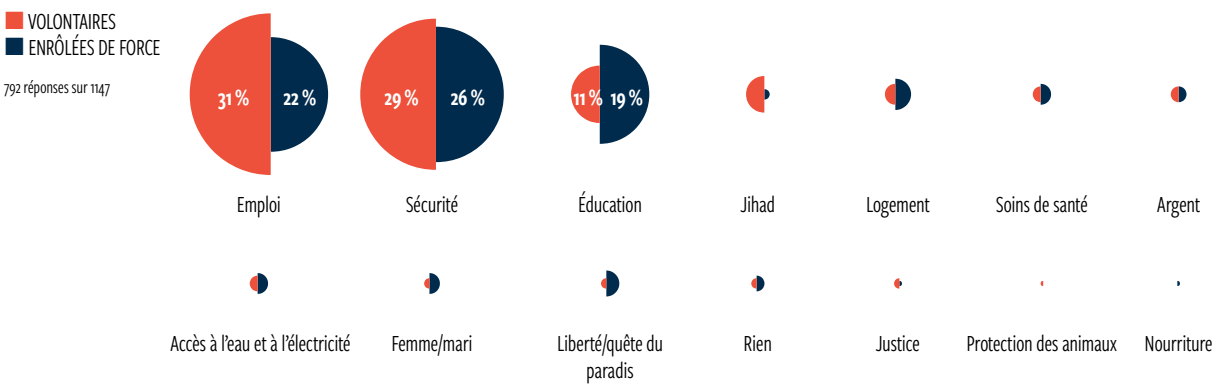


FIGURE 29 **À QUELLE VITESSE LES RECRUES VOLONTAIRES REJOIGNENT-ELLES LES GROUPES** PAR MOYEN DE SUBSISTANCE

Cela peut être lié aux fluctuations des gains notées précédemment, ce qui signifie que l'emploi en soi n'est peut-être pas un facteur aussi influent. Cependant, cela peut également révéler les frustrations vécues par la plupart des personnes interrogées qui s'identifient dans une large mesure comme travaillant dans le secteur informel, caractérisé par un emploi vulnérable, ainsi que leurs aspirations et leurs besoins immédiats en matière d'emploi stable. Les témoignages personnels des personnes interrogées fournissent un contexte supplémentaire, y compris l'expression de leurs rêves d'acheter une maison, de subvenir aux besoins de leur famille, d'être financièrement stable et de gagner le respect ou de pouvoir se marier comme facteurs clés derrière cette incitation apparemment matérialiste à recruter.

En effet, comme le soulignera le Chapitre 3, ceux qui ont suivi plus rapidement la trajectoire de l'extrémisme violent étaient également plus susceptibles d'être mariés et d'avoir des responsabilités clés au sein de la famille. Cela peut témoigner des pressions supplémentaires auxquelles sont confrontés les hommes mariés pour subvenir aux besoins de leur famille dans un contexte de privation et de pauvreté socio-économiques élevées.

Cela suggère en outre que les revenus instables, le sous-emploi et l'imprévisibilité peuvent rendre ces individus plus sensibles aux promesses de nombreux groupes extrémistes violents de récompenses matérielles (et immatérielles) rapides. Comme décrit ailleurs, l'appartenance à un groupe extrémiste violent peut sembler offrir aux individus la possibilité de s'établir en tant que citoyens socialement et économiquement productifs. Surtout pour les jeunes dans les sociétés gérontocratiques, la promesse de récompenses matérielles peut être intrinsèquement liée à l'attrait d'un statut social plus élevé, du respect et de la mobilité ascendante[163]. En tant que telle, la promesse de récompenses matérielles peut offrir un moyen de sortir de l'impasse que beaucoup perçoivent dans ces communautés, où le manque d'actifs, tels que le mariage et un emploi stable, empêche de nombreux jeunes de sortir de la catégorie socialement construite prolongée des « jeunes » pour passer à l'âge adulte.

La promesse de récompenses matérielles peut offrir un moyen de sortir de l'impasse que beaucoup perçoivent dans ces communautés, où le manque d'actifs, tels que le mariage et un emploi stable, empêche de nombreux jeunes de passer de la catégorie socialement construite prolongée de « jeunes » à l'âge adulte.

Ces résultats remettent en question les notions essentialistes selon lesquelles les jeunes chômeurs sont plus susceptibles d'être recrutés dans les groupes extrémistes violents. Il attire l'attention sur la réalité du sous-emploi, faisant des facteurs économiques une source majeure de frustration parmi ceux qui rejoignent les groupes extrémistes violents, ces groupes apparaissant comme une alternative plus viable. En tant que tels, ces résultats contribuent davantage à comprendre comment la dépendance économique, les rôles de genre traditionnels et la pression de la communauté, ainsi que les griefs associés aux réalités vécues du chômage et du sous-emploi et les perspectives de mobilité sociale, convergent et peuvent affecter les modèles de recrutement de manière critique.

2.4. État et citoyenneté

La théorie de la socialisation politique décrit comment un « individu apprend des dispositions d'attitude et des modèles de comportement pertinents sur le plan politique qui l'aident à comprendre, à évaluer et à se rapporter au monde politique qui l'entoure »[164]. Cet ensemble de données explore les aspects de la gouvernance qui façonnent les dispositions politiques et les modèles de comportement, enrichissant davantage la carte des moteurs et des facteurs qui façonnent les voies individuelles vers l'extrémisme violent. L'étude de 2017 a fermement établi qu'une confiance limitée dans le gouvernement et des griefs à son égard étaient associés à l'incidence la plus élevée d'extrémisme violent en Afrique, soulignant l'importance de la gouvernance pour prévenir l'extrémisme violent. Cette section examine les points de vue des personnes interrogées concernant les différentes autorités de l'État, ainsi que la participation démocratique et l'auto-identification à l'État-nation. Elle examine également les preuves contextuelles sur le rôle des groupes extrémistes violents en tant que fournisseurs de services alternatifs et concurrents de l'État. Les résultats de ce groupe sont regroupés sous ces sous-titres : confiance dans l'État et les institutions ; prestation de service ; griefs envers les acteurs de la sécurité ; et participation démocratique et identification à l'État-nation.

La relation entre la gouvernance et l'extrémisme violent a été largement examinée à travers des études qualitatives et quantitatives, soulignant l'importance de la force de l'État, du type de gouvernance et de la stabilité de l'État par rapport aux attaques extrémistes violentes[165]. De plus, la qualité des relations entre l'État et les citoyens à travers une série d'indicateurs est de plus en plus reconnue comme un moteur important de l'extrémisme violent. Une analyse de corrélation de l'Indice mondial du terrorisme révèle que la protection des droits humains, les conflits internes, les griefs collectifs, le contrôle de la corruption, l'égalité et la liberté individuelle devant la loi, ainsi que les tensions religieuses et ethniques sont les variables les plus fortement corrélées à l'activité terroriste, comme l'illustre la Figure 30 à la page suivante.

FIGURE 30 **CORRÉLATIONS ENTRE MACRO-FACTEURS** et **ACTIVITÉ TERRORISTE EN AFRIQUE**

Matrice de corrélation

1,0 | 0,75 | 0,5 | 0,0 | - 0,3 | - 0,5 | - 0,75 | - 1,0

	PIB par habitant (Constantes 2010 en USD)	Chômage des jeunes	Conflit interne	Tension religieuse / Tensions ethniques	Sources de protection des droits humains	Lutte contre la corruption : Estimation	État de droit : Estimation	Efficacité du gouvernement : Estimation	Égalité devant la loi et liberté individuelle	Voix et responsabilité	Inégalité économique	Inégalité des genres	Exclusion par groupe social	Exclusion par groupe politique	Grief collectif	IMT	Otages	Attaques	Décès
Blessures			-0,22	-0,5	-0,23	-0,19	-0,19								0,29	0,53	0,36	0,55	0,82
Décès			-0,3	-0,1	-0,3	-0,22	-0,21				-0,1				0,36	0,57	0,51	0,79	
Attaques			-0,29	-0,05	-0,32	-0,22	-0,24								0,28	0,62	0,47		
Otages			-0,22	-0,11	-0,19	-0,15									0,21	0,41			
IMT	-0,11		-0,52	-0,33	-0,46	-0,35	-0,33	-0,16	-0,43	-0,34			0,25		0,54				
Grief collectif	-0,31	-0,13	-0,57	-0,58	-0,50	-0,51	-0,46	-0,26	-0,68	-0,53	-0,03		0,5	0,26					
Exclusion par groupe politique	-0,22	-0,14	-0,12	-0,1	-0,39	-0,55	-0,56	-0,56	-0,62	-0,6	0,23	0,24	0,72						
dice d'exclusion par groupe social		0	-0,34	-0,38	-0,56	-0,61	-0,52	-0,45	-0,79	-0,57	0,22	0,01							
Inégalité des genres	**-0,56**	**-0,74**		-0,29		-0,17	-0,15	-0,29		-0,04	0,57								
Inégalité économique	-0,31	-0,33	0,27	-0,007	-0,002	-0,21	-0,19	-0,2	-0,05	-0,05									
Voix et responsabilité		0,13	0,54	0,36	0,43	0,77	0,79	0,7	0,54										
Égalité devant la loi et liberté individuelle			0,45	0,3	0,6	0,75	0,75	0,64											
Efficacité du gouvernement : Estimation	0,37	0,31	0,41	0,3	0,34	0,85	0,91												
État de droit : Estimation	0,3	0,24	0,47	0,25	0,44	0,9													
Lutte contre la corruption : Estimation	0,33	0,26	0,55	0,35	0,53														
Sources de protection des droits humains	0,13		0,45	0,29															
Tension religieuse / Tensions ethniques	0,32	0,26	0,59																
Conflit interne	0,3	0,24																	
Chômage chez les jeunes	0,85																		

Comme l'indique la Figure 30, un conflit interne est positivement corrélé à un niveau plus élevé d'impact du terrorisme, et un score négatif en matière de droits humains est positivement corrélé à un impact accru du terrorisme[166].

Lors du contrôle des facteurs susceptibles d'influencer l'activité et l'impact du terrorisme, l'analyse économétrique montre que les deux facteurs (le niveau de conflit interne et le niveau de protection des droits humains) sont des prédicteurs significatifs de l'impact du terrorisme, y compris les attentats, les morts et les blessés. Comme dans l'étude de 2017, malgré leur hétérogénéité et leur spécificité nationale, de nombreux pays examinés sont touchés par des conditions similaires et partagent des caractéristiques.

2.4.1. CONFIANCE DANS L'ÉTAT ET LES INSTITUTIONS

Il est largement reconnu que la corruption, l'impunité des élites et l'exclusion de la participation politique conduisent à la marginalisation et génèrent des griefs que les groupes extrémistes violents peuvent exploiter. En Afrique, des recherches ont révélé que les griefs découlaient de la corruption endémique, y compris au sein des administrations locales et des systèmes judiciaires, de l'étalage flagrant de richesse par les élites et de la discrimination politique. Ceux-ci se combinent pour limiter les opportunités pour les jeunes en termes d'emploi, de réalisation de soi et de prise de décision. Une mauvaise gouvernance fournit également un environnement propice dans lequel les groupes extrémistes violents peuvent opérer[167].

La Figure 31 illustre la distribution des niveaux de confiance envers les acteurs et les institutions étatiques par catégorie d'enquêtés. Lorsqu'on demande aux personnes interrogées d'évaluer leur niveau de confiance dans les différentes autorités de l'État au moment de rejoindre un groupe extrémiste violent, les données montrent que les perspectives de tous ces groupes sont fracturées et divisées, reflétant probablement un contexte de pauvreté, de marginalisation socio-économique et d'instabilité politique dans les pays examinés.

Cela diffère de l'étude de 2017, qui constatait constamment des différences significatives entre les catégories de personnes interrogées, en particulier le groupe des volontaires et le groupe de référence[168]. Le nouvel ensemble de données révèle cependant que la confiance parmi les membres du groupe des volontaires était systématiquement plus faible que parmi les homologues du groupe de référence, comme dans la première étude.

FIGURE 31 **CONFIANCE ENVERS LES ACTEURS ET LES INSTITUTIONS ÉTATIQUES** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

Cela se retrouve dans les niveaux de confiance envers les institutions étatiques (telles que la justice, la sécurité, la politique) par rapport au groupe de référence. Par exemple, alors que 58 % des recrues volontaires notent « peu » ou « aucune confiance » dans le gouvernement national, 50 % des personnes interrogées de référence ont noté « une certaine/beaucoup de confiance »[169].

Le groupe de référence a fait état des niveaux de confiance les plus élevés dans la présidence (54 % déclarant « une certaine/beaucoup de confiance ») et des niveaux de confiance les plus bas dans le système judiciaire laïc (formel) (52 % déclarant « peu/aucune confiance »)[170]. Les personnes enrôlées de force ont les niveaux de confiance les plus élevés dans les institutions de l'État. Ceci est statistiquement différent des réponses des recrues volontaires et du groupe de référence, mais reflète également une taille d'échantillon beaucoup plus petite.

Dans le groupe de référence, les perceptions de la confiance apparaissent comme très fracturées et polarisées, avec des divisions entre ceux qui déclarent avoir « une certaine/beaucoup de confiance », par rapport à ceux à l'autre bout du spectre, qui indiquent « peu/aucune confiance ». Par exemple, la confiance dans le gouvernement national et local est partagée de façon quasi-égale. Ceci est cohérent avec l'étude de 2017.

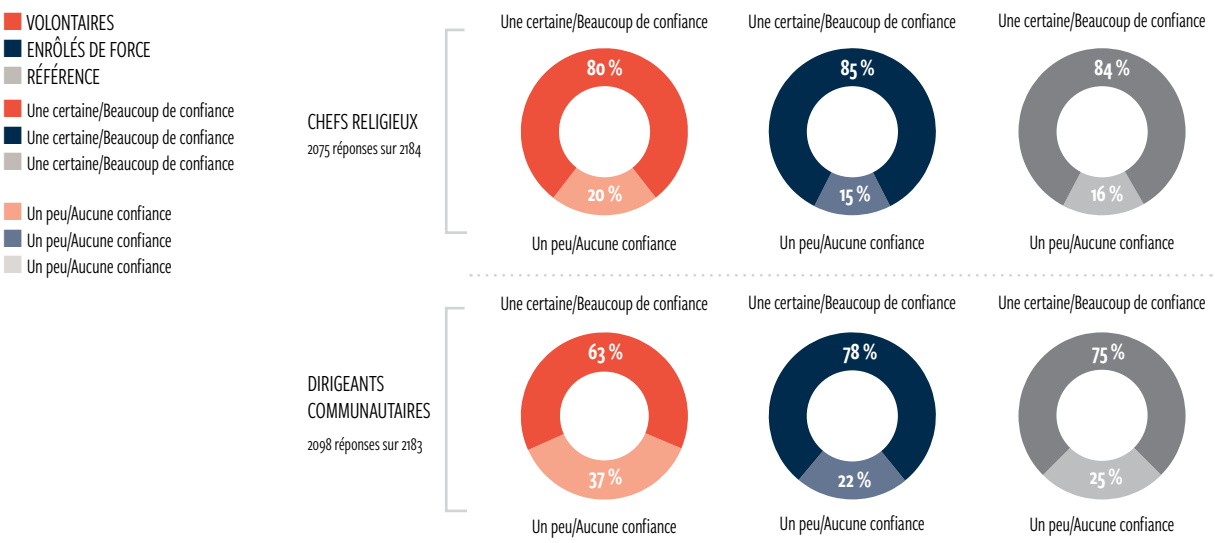
Alors que les perceptions de confiance dans les divers secteurs de gouvernance parmi les personnes interrogées du groupe de volontaires semblent également fracturées, ce groupe montre une plus grande propension à avoir « peu/aucune confiance ». Bien que ceux-ci reflètent globalement une augmentation relative des niveaux de confiance par rapport à l'étude de 2017, la nature polarisée de ces perceptions peut être corollaire du fait d'avoir grandi dans des contextes de marginalisation politique, tout en étant également symptomatique de contextes marqués, à des degrés divers, par une instabilité politique alimentant des divisions dans les niveaux de confiance.

Les niveaux de confiance dans les acteurs étatiques parmi les personnes enrôlées de force, diffèrent selon le sexe, les recrues femmes rapportant des niveaux plus élevés de confiance en moyenne que les recrues hommes. Par exemple, 52 % des femmes enrôlées de force ont exprimé « une certaine/beaucoup de confiance » dans le gouvernement national, contre seulement 37 % de leurs homologues hommes.

Cela peut refléter la relation entre les personnes enrôlées de force et l'État, car la plupart des personnes enrôlées de force de l'échantillon étaient des femmes, plutôt que des attitudes plus représentatives par sexe et parmi les femmes. Cette différence entre les sexes n'est pas apparente dans le groupe de référence des personnes interrogées, où les niveaux de confiance envers le gouvernement national étaient presque également divisés entre 48 % pour les hommes et 50 % pour les femmes.

La Figure 32 met en évidence les niveaux de confiance envers les acteurs locaux. Elle montre que les niveaux de confiance envers les acteurs religieux et communautaires sont plus élevés par des marges significatives dans les perspectives des trois groupes de personnes interrogées, comme dans l'étude de 2017. En particulier, les acteurs religieux sont favorisés par plus de 80 % de toutes les personnes interrogées avec des niveaux de confiance

FIGURE 32 **CONFIANCE ENVERS LES ACTEURS LOCAUX** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



évalués par « une certaine/beaucoup de confiance », par rapport aux acteurs communautaires, 63 % ayant sélectionné « une certaine/beaucoup de confiance »[171].

Ces niveaux de confiance relativement élevés suggèrent que les dirigeants locaux peuvent jouer un rôle important en tant que rempart contre l'avancée de l'extrémisme violent. Ils évoquent également l'importance de redynamiser les infrastructures existantes pour la paix, en tant que points d'entrée essentiels dans les efforts de prévention et de réponse à la menace de l'extrémisme violent qui bénéficient de la plus grande légitimité et du soutien des communautés locales nécessaires pour renforcer la résilience de l'ensemble de la société au niveau communautaire.

À l'inverse, ces résultats montrent également que la poursuite de la propagation ou du recul de l'extrémisme violent en Afrique dépendra de la manière dont les États seront capables de gérer les niveaux de confiance perdue. S'il n'est pas maîtrisé, le contrat social fracturé peut garantir des perspectives d'une propagation encore plus grande de l'extrémisme violent sur le continent qu'auparavant.

2.4.2. PRESTATION DE SERVICE

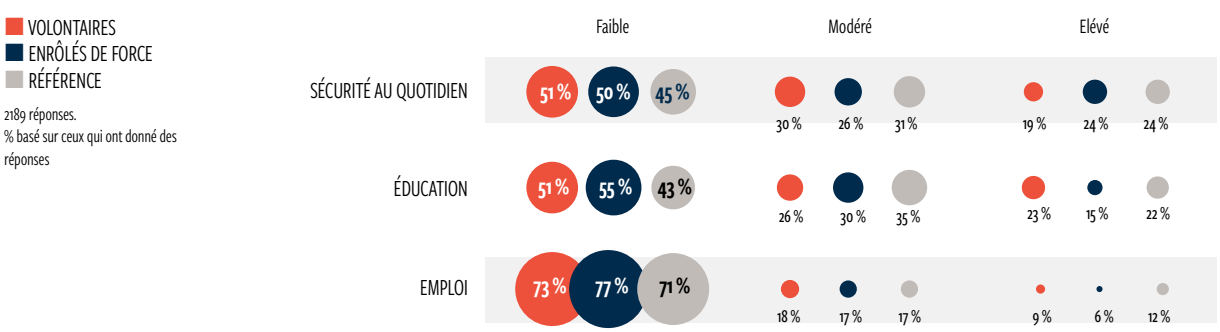
A Une caractéristique commune d'une mauvaise gouvernance est l'incapacité du gouvernement à fournir des services essentiels tels que les soins de santé, l'eau et l'électricité, l'éducation, l'emploi et la protection sociale. Ceci est largement reconnu comme un facteur d'incitation potentiel[172]. La négligence du gouvernement dans la prestation de service, qui est souvent exacerbée dans les zones éloignées et périphériques, permet aux groupes extrémistes violents d'agir comme des prestataires de services alternatifs, remettant en question la légitimité de l'État et renforçant le soutien et la loyauté des populations locales[173]. De nombreux récits illustrent comment ces groupes peuvent intervenir en tant que prestataires dans ces contextes. Par conséquent, les perceptions de la prestation des services gouvernementaux sont utilisées dans cette étude comme indicateur de confiance.

Contrairement à l'étude de 2017, qui a révélé des niveaux de satisfaction à l'égard de la prestation de services gouvernementaux plus faibles chez les recrues que chez leurs homologues du groupe de référence, cet ensemble de données n'a pas identifié d'écart significatif dans les perspectives des personnes interrogées. Ainsi, l'insatisfaction à l'égard de la prestation de services n'apparaît pas comme un prédicteur significatif de la probabilité d'un recrutement volontaire. Néanmoins, les nouveaux résultats révèlent clairement des perceptions négatives généralisées dans les perspectives de tous les groupes. Les réponses concernant les trois domaines de prestation de services identifiés – l'emploi, l'éducation et la sécurité au quotidien – sont disproportionnellement négatives en termes de satisfaction à l'égard de la prestation de la part du gouvernement.

La Figure 33 illustre le niveau de satisfaction à l'égard de l'offre gouvernementale dans le domaine de l'emploi, de l'éducation et de la sécurité quotidienne. Les niveaux d'insatisfaction à l'égard de la prestation de service de l'État au moment de rejoindre les groupes extrémistes violents sont élevés tant chez les recrues volontaires que chez les personnes interrogées du groupe de référence, en particulier en ce qui concerne l'emploi. Les personnes enrôlées de force ont exprimé les opinions les plus négatives sur la prestation de services gouvernementaux parmi tous les groupes.

En ce qui concerne l'emploi, 73 % des recrues volontaires ont déclaré qu'elles pensaient que le gouvernement faisait un mauvais travail en fournissant des emplois, contre 71 % du groupe de référence. Les recrues femmes étaient plus critiques à l'égard du gouvernement que les recrues hommes, 74 % des femmes du groupe de référence déclarant que le gouvernement faisait du mauvais travail, contre 66 % des recrues volontaires. L'incapacité perçue de l'État à fournir ce service clé souligne la faible confiance des citoyens dans la gouvernance.

FIGURE 33 **SATISFACTION À L'ÉGARD DES PRESTATIONS GOUVERNEMENTALES D'EMPLOI, D'ÉDUCATION ET DE SÉCURITÉ AU QUOTIDIEN** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



En ce qui concerne l'éducation, 51 % des recrues volontaires pensaient que le gouvernement s'en sortait mal, contre 43 % du groupe de référence. Dans l'étude de 2017, l'insatisfaction à l'égard de l'offre de l'éducation était beaucoup plus élevée dans le groupe des volontaires, 67 % exprimant leur désapprobation.

En ce qui concerne la sécurité au quotidien, 51 % des recrues volontaires pensaient que l'État faisait du mauvais travail, contre 45 % du groupe de référence. Les recrues hommes étaient plus critiques à l'égard du gouvernement en termes de sécurité que les recrues femmes, 48 % des premiers et 42 % des seconds déclarant qu'il faisait du mauvais travail.

Les conclusions soulignent la nécessité d'améliorer la qualité et la responsabilité des institutions dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et de la sécurité afin de s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme violent.

Les données contextuelles de la Somalie et du Mali, deux pays dont la taille des échantillons est représentative de l'échantillon plus large, éclairent la question de la perception des groupes extrémistes violents en tant que prestataires de services alternatifs compte tenu de l'insatisfaction vis-à-vis de la prestation de services par l'État. Au Mali, une forte proportion de personnes interrogées du groupe des volontaires (80 %) estimaient au moment de leur adhésion que les groupes extrémistes violents leur donneraient un plus grand sentiment d'appartenance à leur pays, soulignant une amélioration de la prestation de services dans des domaines clés, en particulier la médiation des conflits locaux (70 %), la justice (46 %) et la sécurité au quotidien (71 %). Des données supplémentaires soutiennent cette dynamique, soulignant comment certaines interprétations de la « gouvernance djihadiste » offrent des opportunités de remettre en question les relations de pouvoir existantes caractérisées par une culture extrêmement patriarcale. L'approche de la Katiba Macina au centre du Sahel en est un exemple ; il est basé sur le modèle « conditionné » de collaboration et de coercition[174]. D'autres exemples incluent les groupes extrémistes violents agissant en tant qu'intermédiaires dans la résolution des conflits au niveau local, résolvant les différends là où l'État a eu un succès limité à le faire, comme dans le cas de la réglementation de l'accès aux pâturages pour les agriculteurs et les éleveurs dans la région de Macina[175].

Les résultats de la Somalie montrent également qu'une forte proportion de recrues volontaires avaient des perceptions positives de la « réussite » des groupes extrémistes violents à fournir des services lorsqu'ils ont rejoint le groupe. Sur une échelle allant de « non fourni » à « excellent », les données montrent qu'une grande majorité considère que les services clés fournis par les groupes extrémistes violents sont moyens ou excellents, en particulier en ce qui concerne la médiation des conflits locaux (57 %), la justice (58 %) et la sécurité au quotidien (62 %). Les résultats illustrent également les perceptions positives des groupes extrémistes violents en ce qu'ils procurent un plus grand sentiment d'appartenance à leur pays (46 %). Ces résultats sont cohérents avec d'autres analyses qui attribuent l'attrait durable d'al-Shabaab au fait qu'il offre une alternative relativement attrayante au gouvernement somalien[176].

Cela inclut sa capacité à régler les différends dans les zones sous son influence, ce qui est particulièrement attrayant dans les zones périphériques ou éloignées que les citoyens estiment avoir été négligées par un gouvernement faible. Al-Shabaab gère des tribunaux, y compris des tribunaux mobiles, pour punir les crimes et régler les différends, et certains Somaliens le considèrent comme relativement honnête et efficace. Les Somaliens font remarquer, par exemple, les routes contrôlées par al-Shabaab, où ce dernier maintient des points de contrôle qui exigeraient des paiements fixes, offre un reçu aux passagers et y maintient une sécurité relative[177].

Ces exemples spécifiques au contexte donnent un aperçu du processus par lequel une détérioration de la prestation de services gouvernementaux et la délégitimation progressive de l'État présentent des opportunités pour les groupes extrémistes violents d'assumer le rôle de prestataires de services. Néanmoins, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre la dynamique complexe de ces processus, qui sont un mélange de coercition, de collaboration et de conditionnalité, et qui sont fortement dépendants du contexte.

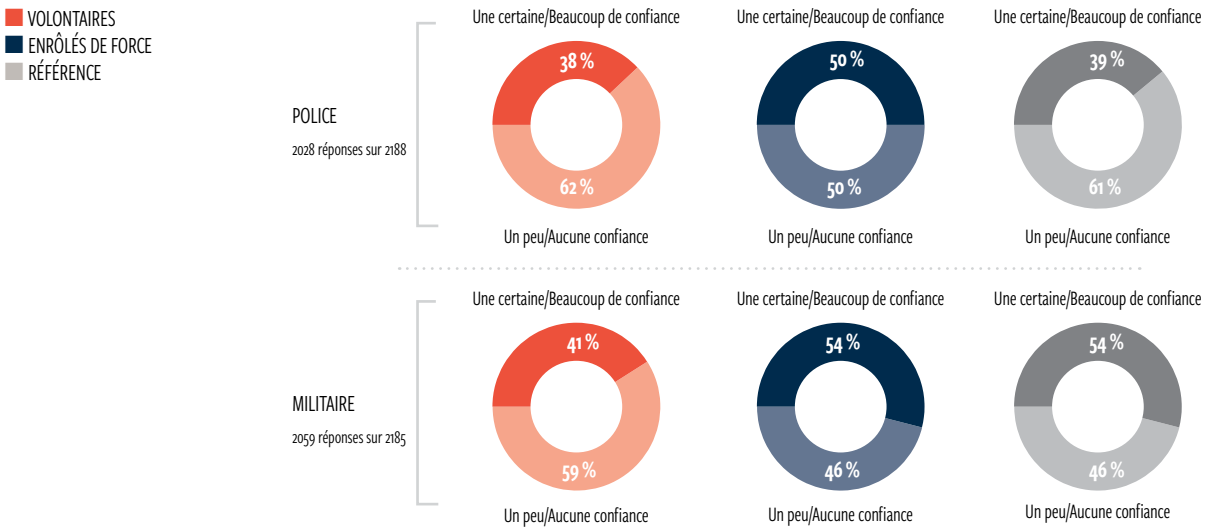
2.4.3 GRIEFS ENVERS LES ACTEURS DE LA SÉCURITÉ

La répression gouvernementale et les violations des droits humains sont souvent corrélées à une mauvaise gouvernance[178]. Les griefs résultant de forces de sécurité corrompues et abusives sont connus pour approfondir la méfiance et l'aliénation vis-à-vis de l'État, ainsi que pour créer des points d'entrée pour les groupes extrémistes violents qui peuvent puiser dans ces sentiments pour stimuler le recrutement[179].

L'indice mondial du terrorisme corrobore cela, montrant que des niveaux élevés de griefs de groupe, ainsi que des violations des droits humains par l'État, conduisent à des impacts accrus de l'activité extrémiste violente. Ces preuves montrent également

Ces conclusions soulignent la nécessité d'améliorer la qualité et la responsabilité des institutions dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et de la sécurité afin de s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme violent.

FIGURE 34 **CONFIANCE ENVERS LES ACTEURS DE SÉCURITÉ (POLICE et MILITAIRE)** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



que les griefs de groupe augmentent la probabilité de recrutement, démontrant comment les groupes extrémistes violents profitent souvent des tensions et des conflits existants pour recruter, s'armer et mener des attaques[180].

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme* a contribué à mettre en évidence la façon dont cette dynamique se joue en Afrique, notamment à travers son examen du « point de basculement vers l'extrémisme violent ». L'étude de 2017 a révélé que les opérations antiterroristes et la conduite des acteurs de la sécurité de l'État ont souvent catalysé ou accéléré le recrutement, plutôt que l'inverse. En examinant les niveaux de confiance envers les différents acteurs de la sécurité de l'État, le nouvel ensemble de données confirme une faible confiance envers les acteurs du secteur de la sécurité, comme illustré à la Figure 34. Les personnes interrogées au questionnaire ont été invités à évaluer leur niveau de confiance dans les différentes autorités de sécurité au moment où ils ont rejoint le groupe extrémiste violent.

Contrairement aux résultats de l'étude de 2017, qui avaient révélé une variation significative entre les groupes de volontaires et de référence, ces niveaux sont faibles dans les perspectives de tous les personnes interrogées, la confiance dans la police étant nettement inférieure à celle dans l'armée. En conséquence, l'analyse de régression ne trouve pas que la confiance envers les acteurs de la sécurité soit un prédicteur significatif du recrutement volontaire.

62 % des recrues volontaires ont déclaré avoir « peu ou aucune confiance » dans la police, 61 % du groupe de référence répondant de la même manière, reflétant probablement de profonds clivages entre les communautés et les acteurs de la sécurité dans les perspectives des deux groupes, ce qui est connu pour offrir des terrains pour le recrutement dans les groupes extrémistes violents. Les personnes enrôlées de force font davantage confiance à la police et à l'armée que les recrues volontaires ou le groupe de référence[181]. Dans le groupe primaire de personnes interrogées, les recrues femmes ont des niveaux de confiance plus élevés dans l'appareil de sécurité de l'État que les recrues hommes (55 % des femmes déclarent avoir une certaine confiance dans l'armée, contre 37 % des hommes). Aucune différence visible entre les genres n'a été trouvée dans le groupe de référence.

Ces résultats soulignent la nécessité d'accorder une plus grande attention à la relation plus large entre la conduite des forces de sécurité de l'État et la croissance de l'extrémisme violent. Bien que la variation entre les groupes des volontaires et de référence soit moins prononcée que dans l'étude de 2017, elle reflète le niveau de frustration et le manque de confiance envers la police et l'armée. D'autres preuves de cet aspect crucial du cheminement vers l'extrémisme, y compris les facteurs émotifs, les aspects liés à la personnalité et au comportement, sont examinées plus en détail au Chapitre 3 relatif au « point de basculement » pour le recrutement et le processus de recrutement.

2.4.4. PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE ET IDENTIFICATION À L'ÉTAT-NATION

La participation démocratique est une caractéristique commune de la gouvernance, reflétant la relation entre l'État et le citoyen, ainsi que la possibilité de répondre

aux griefs par le biais du processus démocratique et de la perception sous-jacente de la possibilité de changement. L'auto-identification à l'État-nation et l'idée que l'identité nationale est une condition préalable à la stabilité et au bon fonctionnement des États est une autre caractéristique bien établie des théories de la gouvernance[182]. De plus, l'auto-identification nationale est une source importante de démarcation, révélant les perceptions des identités au sein et hors du groupe, les sentiments d'inclusion et d'exclusion, et les notions de légitimité, avec le potentiel de favoriser l'unité ou la fragmentation. Il s'ensuit que l'exclusion et la fragmentation politiques sont considérées comme des facteurs clés d'incitation à l'extrémisme violent. Ils sont associés à la marginalisation de la société, de la communauté et de la famille, conduisant à une recherche personnelle d'identité, de sens et de but, qui pourrait être résolue par l'appartenance à un réseau extrémiste.

En explorant l'expérience de vote des personnes interrogées et leurs points de vue quant à savoir si les élections pourraient apporter un changement positif, la recherche a révélé certaines variations entre le groupe de référence et les recrues volontaires, en partie liées à la nationalité ou au pays d'éducation. Au niveau agrégé, nonobstant les variations nationales, 49 % des recrues volontaires n'avaient jamais voté lors d'élections démocratiques, contre 34 % du groupe de référence.

La proportion des personnes enrôlées de force était de 55 %. Ceci est mis en évidence sur la Figure 35.

Comme l'illustre la Figure 36, alors que de nombreux personnes interrogées étaient trop jeunes pour avoir voté aux élections, certaines ont répondu qu'elles n'avaient pas eu le temps de voter. Dans l'ensemble, tous les groupes avaient de très faibles attentes quant à l'impact du

FIGURE 35 **AVEZ-VOUS DÉJÀ VOTÉ AUX ÉLECTIONS NATIONALES ?** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

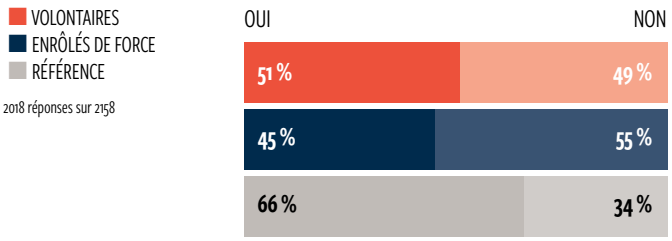
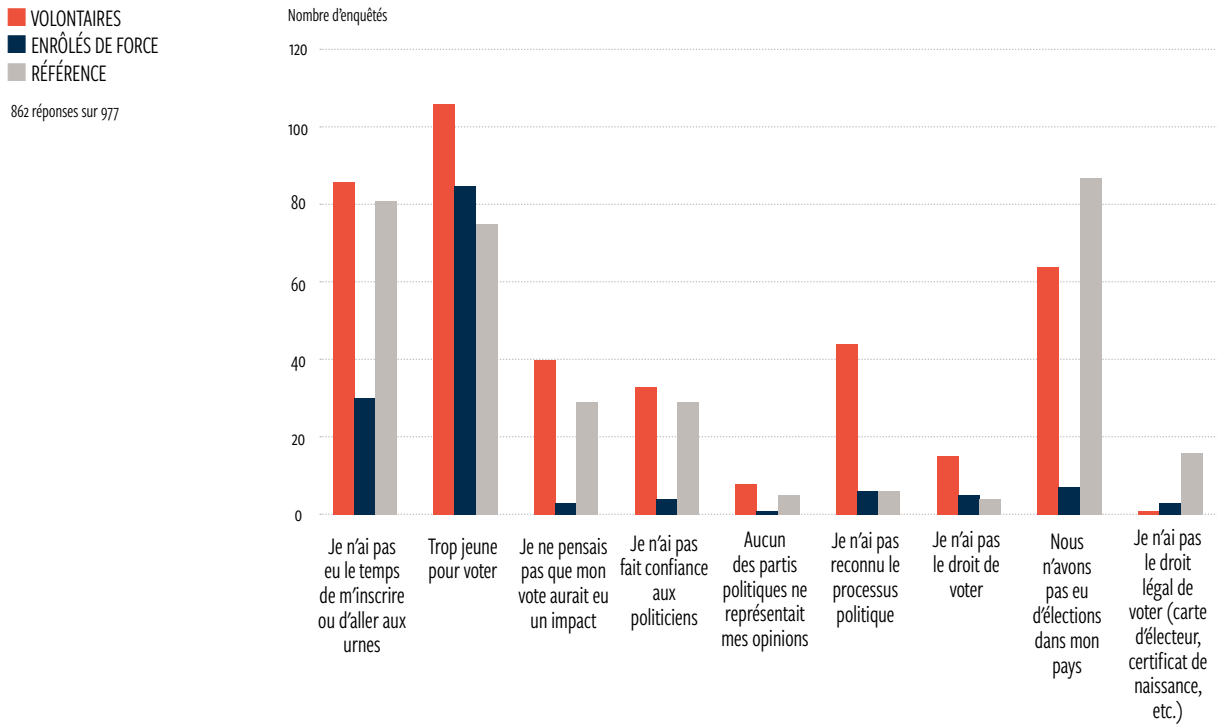


FIGURE 36 **POURQUOI N'AVEZ-VOUS PAS VOTÉ AUX DERNIÈRES ÉLECTIONS ?** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



processus démocratique et un faible niveau de confiance dans les partis politiques et leur capacité à représenter leurs opinions. Cela contraste avec l'étude de 2017, qui révélait une variation significative de l'expérience de vote parmi les personnes interrogées du groupe de référence et les personnes interrogées du groupe des volontaires[183].

Il est important de noter qu'un manque de participation démocratique n'a pas eu d'effet significatif sur la probabilité de recrutement volontaire. Ceci est très différent de la première étude, qui concluait que la participation démocratique était un prédicteur significatif de la probabilité de recrutement volontaire. Cela suggérait que les sentiments profonds de méfiance et d'aliénation engendrés tôt dans l'enfance apparaissaient comme une caractéristique distincte pour le groupe des volontaires, se transformant à l'âge adulte en un plus grand pessimisme.

Cependant, le nouvel ensemble de données indique une relation plus fracturée et divisée entre l'État et le citoyen, reflétée dans le sentiment d'apathie dans les perspectives de tous les personnes interrogées concernant l'impact des élections et la possibilité qu'elles puissent apporter un changement positif. Cela pourrait être lié aux multiples coups d'État dans les pays examinés ces dernières années, qui pourraient avoir conduit à une désillusion vis-à-vis du processus démocratique dans son ensemble. Cela pourrait également refléter un contrat social plus profondément fracturé entre l'État et les citoyens s'étendant au-delà des élections à d'autres domaines de prestation de services et de confiance.

Les résultats montrent également que la poursuite de la propagation ou du recul de l'extrémisme violent en Afrique dépendra de la manière dont les États seront capables de gérer les niveaux de confiance perdue. S'il n'est pas maîtrisé, le contrat social fracturé peut garantir des perspectives d'une propagation encore plus grande de l'extrémisme violent sur le continent qu'auparavant.

©PNUD

Chapitre 2 : Principales conclusions

ÉDUCATION ET SCOLARISATION

- Une implication parentale plus prononcée pendant l'enfance d'une personne interrogée ou une enfance généralement plus heureuse réduisent la probabilité d'un recrutement volontaire. Vivre à la périphérie d'un État est associé à une exposition relativement plus faible aux personnes d'autres ethnies et religions, à une tolérance plus faible envers la diversité religieuse, et à un degré de mobilité et de niveau d'éducation relativement inférieur. Cela suggère à nouveau la pertinence des conditions dans les zones périphériques et frontalières en tant que facteur clé de la vulnérabilité à l'extrémisme violent.

- La pertinence de l'éducation et de l'accès à l'information s'est en outre révélée essentielle dans cet échantillon de données, tant en matière de probabilité d'adhésion que de rapidité d'adhésion à un groupe. Comme dans la première étude, les niveaux d'éducation (à la fois religieuse et laïque/publique) et l'accès à une éducation de qualité étaient significativement plus faibles parmi les recrues volontaires. Il a été constaté qu'un nombre accru d'années d'exposition à l'éducation laïque (publique) était statistiquement lié à une probabilité plus faible de recrutement volontaire.

FACTEURS ÉCONOMIQUES

- Les facteurs économiques à eux seuls semblent avoir un pouvoir explicatif limité dans un contexte largement marqué par une pauvreté multidimensionnelle contribuant à des difficultés généralisées et à des griefs profondément ancrés au sein des communautés. Cependant, ils continuent d'approfondir la compréhension des incitations et des décisions sous-jacentes qui poussent les individus vers les groupes extrémistes.

- Conforme au premier rapport *Sur les chemins de l'extrémisme*, le nouvel ensemble de données montre que les recrues volontaires ont identifié les « opportunités d'emploi » comme leur besoin immédiat le plus cité au moment de leur adhésion. Cela ne représente qu'une augmentation progressive depuis la première étude. 25 % des recrues volontaires interrogées ont identifié les opportunités d'emploi comme leur principale raison d'adhérer, ce qui en fait le principal facteur d'incitation cité par les personnes interrogées.

- Il a également été constaté que l'emploi affecte continuellement la vitesse d'adhésion, bien que de manière surprenante : ceux qui s'identifient comme ayant été employés (emploi vulnérable) au moment de l'adhésion ont tendance à adhérer plus rapidement que les chômeurs et les étudiants. Cela reflète probablement le statut économique des personnes interrogées qui occupaient principalement des emplois instables dans le secteur informel, augmentant ainsi l'attrait socio-économique des groupes extrémistes violents. Cela se reflète également dans les témoignages des personnes interrogées soulignant les rêves de devenir financièrement stables pour pouvoir subvenir aux besoins de leur famille, avec les avantages associés au mariage et respect, reflétant ainsi comment les incitations économiques sont intrinsèquement liées à l'identité, à la mobilité et au statut socio-économique.

FACTEURS RELIGIEUX

- Cette étude contribue à remettre en question et à approfondir les nuances de la relation entre la religion et l'extrémisme violent. Elle le fait en distinguant clairement les perceptions des idéologies religieuses radicales et leur importance pour le recrutement, d'une part, et les niveaux réels d'éducation religieuse et d'alphabétisation, d'autre part.

- Alors que la première étude a révélé que les facteurs religieux – en particulier, « les idées religieuses du groupe » au moment de l'adhésion – étaient la motivation la plus importante pour le recrutement volontaire (40 %), ils constituent désormais le deuxième facteur le plus influent avec 17 %, après l'emploi. Au lieu de cela, les facteurs idéologiques semblent être intrinsèquement liés aux griefs du groupe et à la menace (idéologique et physique) perçue envers sa religion, qui s'est statistiquement avérée significativement associée à une probabilité plus élevée de recrutement volontaire.

- Conformément à la première étude, une proportion significative de 64 % des recrues volontaires ont reconnu qu'elles comptaient fortement sur les autres pour interpréter les textes religieux, ou qu'elles avaient une compréhension limitée ou inexistante des textes. Les niveaux d'éducation religieuse étaient significativement plus faibles pour celles qui adhéraient rapidement, tandis qu'un nombre moyen d'années d'enseignement religieux plus élevé semble à nouveau être une source importante de résilience. Cela montre comment la religion, dans sa double fonction de marqueur d'identité sociale fondamentale et de système de croyance sociale tout en recoupant d'autres griefs clés, représente une dimension unique de vulnérabilité ainsi qu'une voie importante pour renégocier la mobilité sociale et l'agentivité. La religion est ainsi un facteur d'attraction particulièrement efficace dans la construction et la mobilisation des récits des groupes extrémistes violents.

ÉTAT ET CITOYENNETÉ

- L'étude de 2017 a fermement établi qu'une confiance limitée dans le gouvernement et des griefs à son égard étaient associés à l'incidence la plus élevée d'extrémisme violent en Afrique, soulignant l'importance de la gouvernance pour prévenir l'extrémisme violent.

- Bien que cette étude souligne l'importance des déficits de gouvernance dans les schémas de recrutement, elle constate une relation plus fracturée entre l'État et le citoyen à travers les perspectives de trois groupes de personnes interrogées, comme en témoigne la confiance fracturée dans les acteurs et les institutions de l'État, y compris les acteurs de la sécurité et militaires, ainsi que la satisfaction à l'égard des services publics et de la participation démocratique. Cependant, les niveaux de confiance semblent être relativement plus faibles parmi les recrues volontaires. Ainsi, les données ne montrent pas que les niveaux de confiance sont un prédicteur significatif ou unique de la probabilité de recrutement volontaire. Reflétant un contrat social fracturé avec des clivages importants, ces résultats mettent toutefois en relief les apparents déficits de confiance dans les pays étudiés.

- À l'inverse, l'étude identifie également des niveaux de confiance plus élevés envers les chefs religieux et les acteurs communautaires dans tous les groupes (volontaires, des personnes enrôlées de force et le groupe de référence) par rapport aux autres acteurs et autorités comme source de résilience, bien que des niveaux plus faibles aient été observés parmi les recrues volontaires. Cela souligne encore l'importance de la proximité et des facteurs locaux ainsi que des infrastructures dynamiques pour la paix en tant que remparts clés contre la menace de l'extrémisme violent. Cela suggère la nécessité de revigorer et de réimaginer le contrat social entre l'État et ses citoyens de bas en haut.

« Un policier m'a brutalement battu. J'étais en route pour Burhakabo depuis Baidoa, il m'a tiré une balle pendant que je conduisais. Heureusement, je n'ai pas été blessé mais il m'a frappé avec le pistolet »

Abdi, *25 ans, Somalie*

©PNUD

CHAPITRE 3 :
LE POINT DE BASCULEMENT ET LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT

L'étude de 2017 a proposé la notion de déclencheur de transformation, un « point de basculement », qui crée une désorientation dans les systèmes de croyances et de connaissances, incitant les individus à rechercher de nouvelles certitudes. Ce processus peut amener des individus à risque à rejoindre un groupe extrémiste violent. Cette étude a présenté la conclusion frappante que 71 % des recrues volontaires avaient indiqué une « action gouvernementale » spécifique comme l'incident les ayant incités à adhérer. Les questions de recherche ont été élargies à partir de la première étude pour clarifier la nature de ces « points de basculement » et explorer leur signification plus en profondeur. En tant que tel, le nouvel ensemble de données met en lumière à la fois ce qui a finalement incité les gens à rejoindre des groupes extrémistes violents et les situations dans lesquelles un événement déclencheur ne s'est pas produit avant le recrutement. Elle approfondit également notre compréhension des facteurs sociaux et comportementaux qui influencent le processus de recrutement, y compris les hypothèses concernant l'influence de l'utilisation d'Internet. Ce chapitre examine les facteurs qui ont influencé les décisions des individus de ne pas adhérer, ainsi que l'impact des initiatives de PEV. Les constatations sont regroupées sous ces sous-titres : le « point de basculement », le processus de recrutement, les initiatives de prévention et les facteurs de résilience.

« J'ai subi des attaques injustes et les meurtres de mes sœurs et frères par le gouvernement »

Ali, *25 ans, Somalie*

3.1. Le « point de basculement »

Selon la théorie de la socialisation politique, la décision de s'impliquer dans l'extrémisme violent ne se produit pas dans le vide. Au contraire, c'est généralement le résultat d'une multitude de facteurs, un processus dialectique d'expériences et d'événements qui propulsent progressivement un individu à la violence au fil du temps. La décision ultime d'agir sur la colère ou la frustration refoulée est parfois attribuable à un événement final qui pousse un individu à commettre des actes violents[184]. Néanmoins, reconnaissant que toutes les décisions de rejoindre un groupe extrémiste violent ne sont pas déclenchées par un événement spécifique, cette analyse explore également les situations où un événement dit « point de basculement » ne s'est pas produit pour examiner l'importance relative de ces événements et leur influence sur le recrutement.

Diverses grilles d'analyses peuvent être utilisées pour explorer le processus par lequel les individus développent leurs connaissances, leurs valeurs et leur idéologie politiques, y compris celles des sciences politiques et de la psychologie. Parmi celles-ci, la théorie de l'apprentissage transformateur postule que la radicalisation peut être comprise en analysant le mélange de changements personnels, émotionnels et cognitifs qui conduisent à la reconstruction progressive des croyances, des identités et des comportements antérieurs.

D'autres ont avancé l'idée que la radicalisation peut être comprise comme « un processus interactif entre des parcours théologiques et socio-psychologiques » pouvant être catalysé par des crises identitaires qui provoquent une ouverture cognitive et des crises violentes au fil du temps[185]. Par conséquent, plutôt que d'aborder la radicalisation comme un résultat final, une base de preuves solide permet de l'analyser comme un processus hautement social influencé par une myriade de facteurs dialectiques complexes et croisés aux niveaux macro, méso et micro. En conséquence, alors que l'étude de 2017 examinait principalement la survenue d'un événement déclencheur transformateur qui poussait les individus à rejoindre un groupe extrémiste violent, le nouvel ensemble de données élargi et affiné examine si des événements déclencheurs ont influencé ou non la décision de rejoindre un groupe et la signification statistique de cette relation[186].

La Figure 37 fournit ainsi de nouvelles informations essentielles sur le « point de basculement » du recrutement. En réponse à la question «Quelque chose de spécifique s'est-il produit qui vous a finalement motivé à rejoindre le groupe ? », 48 % des recrues volontaires ont répondu qu'elles avaient vécu une forme d'événement déclencheur ou « point de basculement » qui avait influencé leur décision finale de s'engager. En d'autres termes, 52 % n'ont pas déclaré avoir vécu d'événement déclencheur. Cette découverte ajoute une nuance au résultat de l'étude de 2017 et montre que si des événements déclencheurs peuvent avoir un pouvoir explicatif important concernant le recrutement dans les groupes extrémistes violents, le recrutement est également un processus hautement socialisé façonné par une variété de facteurs au cours d'une vie.

La Figure 38 met en évidence les facteurs à l'origine des « points de basculement » en fonction de la propre compréhension des personnes interrogées. Lorsqu'on leur a demandé « Quel incident spécifique s'est produit qui vous a finalement motivé à rejoindre le groupe ? » (32 %) de celles qui ont déclaré avoir vécu un événement déclencheur ont identifié « l'action gouvernementale » comme catalyseur du recrutement. Les deux autres facteurs les plus importants étaient le « meurtre d'un membre de la famille ou d'un

FIGURE 37 **QUELQUE CHOSE DE SPÉCIFIQUE S'EST-IL PRODUIT QUI VOUS A FINALEMENT MOTIVÉ À REJOINDRE LE GROUPE ?** PAR GROUPE DES VOLONTAIRES

631 réponses sur 785

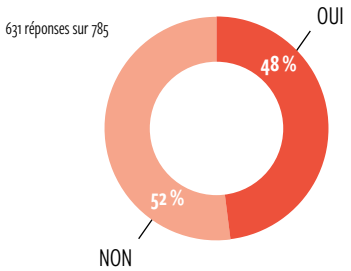


FIGURE 38 **QUEL INCIDENT SPÉCIFIQUE S'EST PRODUIT QUI VOUS A FINALEMENT MOTIVÉ À REJOINDRE LE GROUPE ?** PAR GROUPE DES VOLONTAIRES

Question à réponses multiples. Affiche le pourcentage d'individus qui ont sélectionné la raison.

155 réponses sur 375

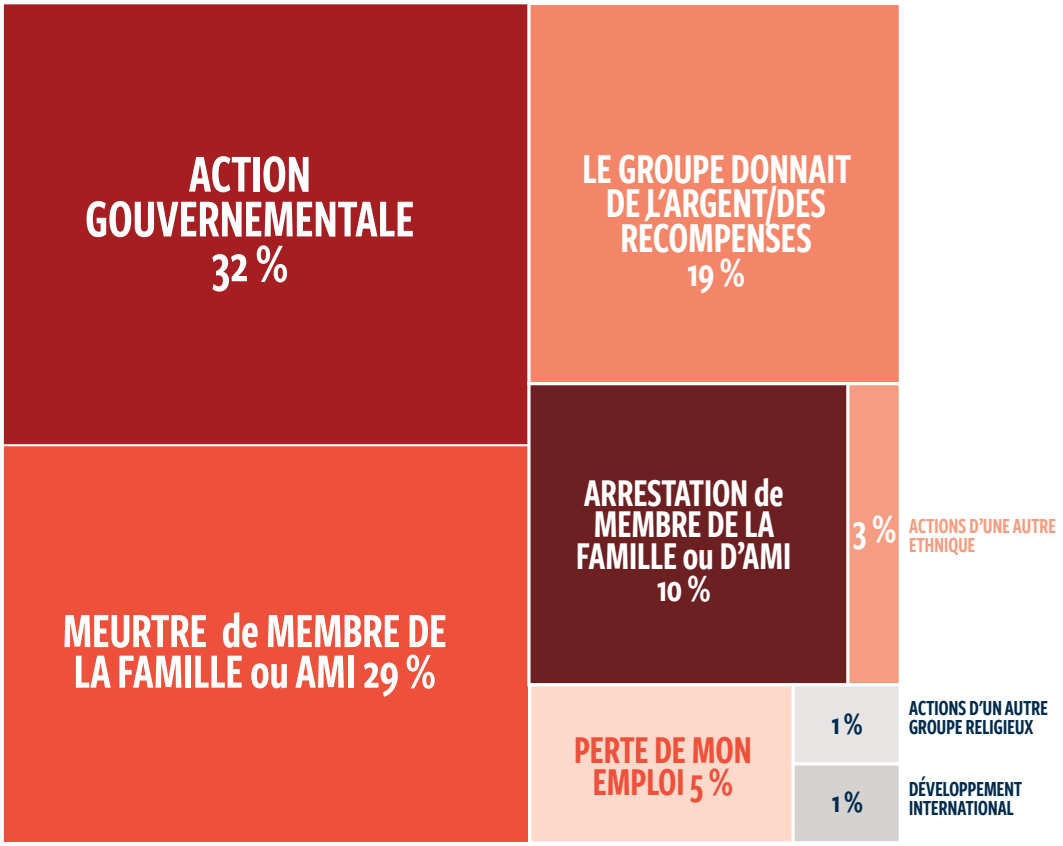


FIGURE 39 **LA RAPIDITÉ AVEC LAQUELLE LES RECRUES VOLONTAIRES ONT REJOINT LES GROUPES** PAR ÉVÉNEMENT DÉCLENCHEUR

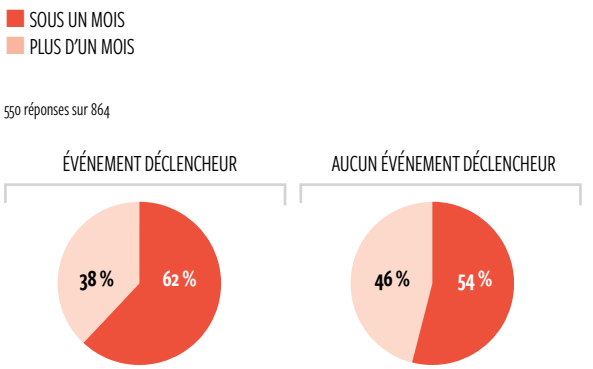


FIGURE 40 **SENTIMENT PRIMAIRE AU MOMENT DE RALLIEMENT** PAR VITESSE DE RECRUTEMENT

Question à réponses multiples.
Montre les individus (pourcentage de la catégorie) qui ont sélectionné l'émotion.

968 réponses sur 968

	Plus d'un mois	Ralliement sous un mois
Peur	17 %	22 %
Espoir/ Enthousiasme	29 %	16 %
Colère	16 %	19 %
Haine	11 %	12 %
Vengeance	8 %	11 %
Mépris	7 %	8 %
Culpabilité	12 %	12 %

« Un avion militaire a attaqué mon village et tué beaucoup de mes proches ; c'est alors que j'ai décidé d'adhérer et de suivre mon mari pour venger les meurtres »

Fatima, *35 ans, Nigeria*

ami » (29 %) et « l'arrestation d'un membre de la famille ou d'un ami » (10 %). Au total, ces trois catégories représentent 71 % de toutes les réponses, ce qui est similaire aux 71 % de réponses exprimées dans l'étude de 2017, qui citait simplement « l'action gouvernementale » comme une large catégorie d'événement déclencheur.

En tant que tel, le nouvel ensemble de données fournit une image plus détaillée de la nature des événements dits « points de basculement » et illustre, paradoxalement, que dans la plupart des cas, l'action de l'État, accompagnée d'une forte escalade des violations des droits humains, semble finalement être le facteur prédominant poussant les individus à l'extrémisme violent en Afrique.

En plus d'examiner les « points de basculement », l'étude examine et qualifie la relation entre les événements déclencheurs et la susceptibilité à l'extrémisme violent. De façon remarquable, elle révèle que pour ceux qui ont déclaré qu'ils n'avaient pas connu d'événement dits « points de basculement » particuliers, la probabilité de recrutement volontaire était fortement réduite de 40 à 50 %. Cela illustre l'importance de répondre aux griefs, révélés comme une action de l'État et des violations des droits humains dans cet échantillon de données, en tant que rempart essentiel pour contrer et traiter les vulnérabilités qui peuvent conduire à l'extrémisme violent.

Cela offre ainsi de nouvelles perspectives critiques sur l'importance des réponses de prévention pour faire face efficacement à la menace de l'extrémisme violent.

La Figure 39 révèle en outre comment les « points de basculement » impacte la vitesse de recrutement. L'ensemble de données montre que ceux qui ont vécu une forme d'événement déclencheur ou de « point de basculement » étaient plus susceptibles de rejoindre un groupe extrémiste violent. Parmi les recrues qui ont déclaré avoir vécu un tel événement, 62 % ont rejoint un groupe extrémiste violent dans le mois suivant l'introduction, contre 54 % de celles qui ne l'ont pas fait.

L'ensemble des données explore également les émotions qui ont poussé les recrues à rejoindre un groupe extrémiste violent et comment celles-ci affectent la vitesse d'adhésion, comme illustré à la Figure 40. Parmi ceux qui ont rejoint un groupe rapidement, la « colère » et la « peur » étaient les plus cités, tandis que ceux qui ont rejoint un groupe plus lentement étaient plus susceptibles de mentionner « l'espoir ».

Cela peut suggérer un besoin de réflexion plus approfondie sur ce que les groupes extrémistes violents proposent en matière de changement ; c'est-à-dire l'attrait des groupes extrémistes violents comme offrant le potentiel

de modifier le statu quo pour les « recrues lentes », par rapport à une décision réactive et motivée par l'émotion prise par les « recrues rapides » motivées par la colère refoulée et des sentiments qui pourraient résulter d'incidents traumatisants ou bouleversants précis. Le facteur « peur » peut, à son tour, refléter les ambiguïtés et les complexités liées à la décision de rejoindre un groupe extrémiste violent.

La nouvelle recherche souligne ainsi la conclusion de l'étude de 2017 selon laquelle, dans un contexte d'aliénation de l'État et de griefs face à son impunité, les actions du gouvernement apparaissent comme un facteur important poussant les individus à rejoindre des groupes extrémistes violents et à accélérer leur recrutement, plutôt que l'inverse. Cela suggère en outre l'intérêt de ces groupes envers la création d'opportunités de formuler et de canaliser les griefs vers la cause de l'extrémisme violent.

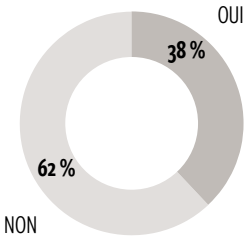
L'étude examine également l'influence des événements déclencheurs pour empêcher les individus de rejoindre volontairement les groupes extrémistes violents.

La Figure 41 montre que lorsqu'on leur a demandé « Quelque chose de spécifique s'est-il produit qui vous a convaincu de ne pas vous associer au groupe ? », 38 % ont répondu qu'ils avaient vécu un événement spécifique qui les avait convaincus de ne pas s'associer à un groupe.

Comme le chapitre suivant le soulignera, la recherche suggère que les facteurs de résilience à l'extrémisme violent sont fortement déterminés par une confluence de facteurs socialisés, fortement informés et façonnés par les conditions préalables et l'influence des pairs.

FIGURE 41 **QUELQUE CHOSE DE SPÉCIFIQUE S'EST-IL PRODUIT QUI VOUS A CONVAINCU DE NE PAS VOUS ASSOCIER AU GROUPE ?** PAR GROUPE DE RÉFÉRENCE

941 réponses sur 1003



« La vie que menait mon colocataire m'a donné l'espoir que si je rejoignais le groupe, je serai financièrement stable comme lui et que les gens me respecteraient à cause de l'arme. »

Dubow, *23 ans, Nigeria*

FIGURE 42 **ANNÉE D'ADHÉSION** PAR GROUPE DES VOLONTAIRES contre GROUPE DES PERSONNES ENRÔLÉES DE FORCE

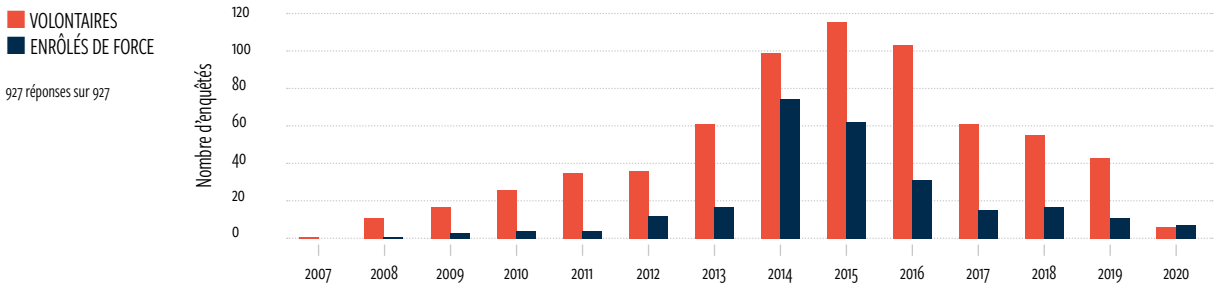
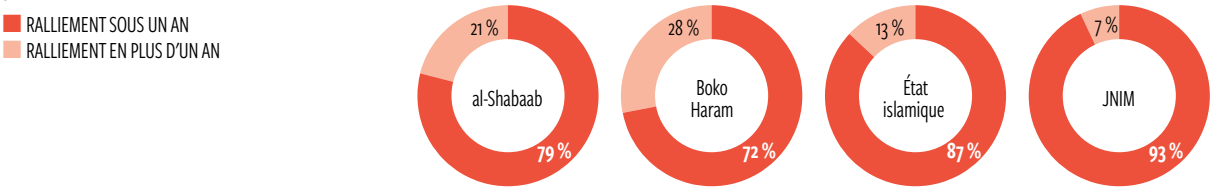


FIGURE 43 **LA RAPIDITÉ AVEC LAQUELLE LES RECRUES VOLONTAIRES ONT REJOINT LES GROUPES EV** PAR GROUPE D'EXTRÉMISTE VIOLENT



3.2. Le processus de recrutement

Nonobstant le réseau complexe de facteurs micro-méso-macro qui se combinent pour façonner le parcours d'un individu vers l'extrémisme, la recherche sur la radicalisation et le recrutement met également l'accent sur la nature hautement socialisée de ces processus, y compris le rôle crucial des réseaux de pairs. De plus, à l'ère numérique où l'interaction se produit et l'influence s'exerce de plus en plus dans les espaces en ligne, un nombre croissant de preuves existent concernant le rôle d'Internet et des médias sociaux dans les processus de radicalisation[187]. Cependant, ces preuves se sont concentrées principalement sur les milieux urbains, accordant moins d'attention à la façon dont ces problèmes se déroulent dans les zones rurales reculées d'Afrique. Par conséquent, cette étude contribue à élargir et à nuancer l'analyse des facteurs socialisés et comportementaux qui façonnent le recrutement dans les groupes extrémistes violents. Les résultats sont regroupés sous ces sous-titres : la rencontre avec le groupe ; le pouvoir des pairs ; le besoin d'appartenance ; et la connectivité et l'isolement.

3.2.1 LA RENCONTRE AVEC LE GROUPE

Lorsqu'on leur a demandé d'indiquer le temps écoulé entre leur introduction dans un groupe extrémiste violent et leur adhésion, les recrues volontaires ont offert un large éventail de réponses allant de « immédiatement » à « cinq ans ou plus », reflétant les diverses manières dont le recrutement se produit. Ceci est capturé par la Figure 42.

Cet ensemble de données souligne que 40 % des recrues volontaires ont déclaré avoir rejoint un groupe extrémiste violent dans le mois suivant leur présentation et 67 % dans l'année. Ces proportions sont conformes à l'étude de 2017, où 48 % des recrues adhéraient en moins d'un mois et 80 % en moins d'un an.

De plus, comme illustré au Chapitre 1, le paysage des groupes extrémistes violents évolue constamment avec des changements dans leur croissance, leur orientation géographique et leur stratégie au fil du temps. Les divers groupes extrémistes violents ne doivent pas être confondus, car ils ont des structures organisationnelles et des modes opérationnels très différents. Néanmoins, il est instructif d'examiner « l'efficacité » des différents groupes dans leur capacité à recruter rapidement des individus, allant d'un mois à un an, comme l'illustre la Figure 43.

Parmi les groupes extrémistes violents opérant dans les pays étudiés, le JNIM semble être en mesure de r ecruter plus rapidement que d'autres, conformément à sa réputation de groupe à la croissance la plus rapide au Sahel et plus largement en Afrique.

Ceci est qualitativement différent des résultats du rapport de 2017, qui révélait que les recrues d'al-Shabaab étaient celles qui avaient rejoint le groupe le plus rapidement (dans un délai d'un mois). Cela pourrait être dû à plusieurs facteurs, notamment des changements dans les tactiques de recrutement des groupes, et pourrait refléter la dynamique du paysage géopolitique, où des groupes extrémistes tels que l'État islamique et la coalition JNIM affiliée à al-Qaïda, au Sahel en particulier, s'efforcent d'affirmer leur domination et de rivaliser d'influence[188].

FIGURE 44 **COMMENT LES RECRUES VOLONTAIRES ONT REJOINT LES GROUPES** PAR SEXE

680 réponses sur 822

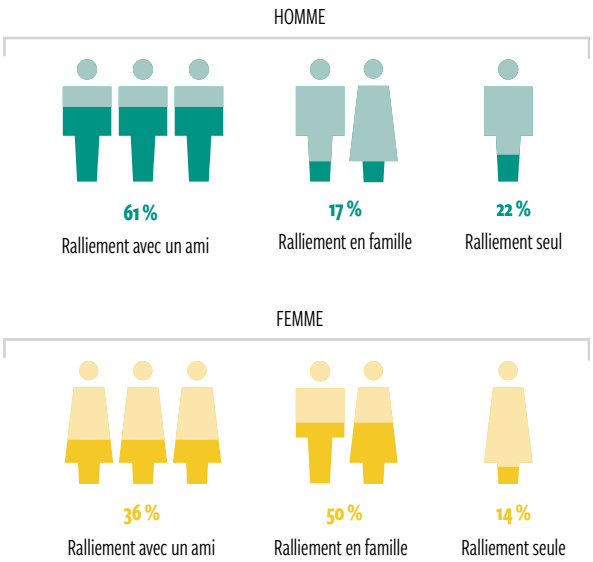
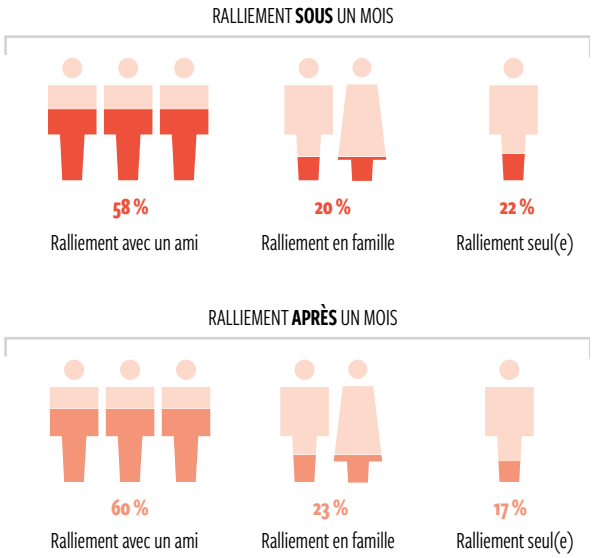


FIGURE 45 **COMMENT LES RECRUES VOLONTAIRES ONT REJOINT LES GROUPES contre RAPIDITÉ DU RALLIEMENT** PAR GROUPE DES VOLONTAIRES

633 réponses sur 692



3.2.2. LE POUVOIR DES PAIRS

Des recherches antérieures ont montré que les personnes dont la famille ou le groupe de pairs comprend des sympathisants extrémistes violents étaient plus susceptibles de devenir elles-mêmes des extrémistes violents. Les trois quarts de ceux qui ont rejoint l'État islamique ou al-Qaïda, par exemple, l'ont fait dans des groupes qui « impliquaient des médias sociaux préexistants et se regroupaient généralement dans des villes et des quartiers particuliers »[189]. Il a également été avancé que les idées extrémistes étaient plus susceptibles d'être adoptées par des pairs et des personnalités influentes que par des écoles ou des universités. Cet ensemble de données révèle que l'influence de la famille elle-même, en particulier pour les femmes, et des réseaux de pairs pour les hommes, sont des facteurs majeurs qui façonnent la décision de rejoindre un groupe extrémiste violent. En d'autres termes, il est constaté que ces dynamiques sont fortement genrées.

Rappelant les principaux facteurs d'adhésion mentionnés dans le chapitre précédent, 22 % des personnes interrogées ont répondu que le fait de rejoindre la famille et les amis était une raison essentielle. Lorsque l'on compare celles qui ont adhéré seules et celles qui se sont jointes à d'autres, les données indiquent que la majorité (45 %) des recrues volontaires ont rejoint un groupe extrémiste violent avec des amis, tandis que 15 % ont rejoint la famille et 16 % ont adhéré seules. En examinant plus en détail la nature socialisée du processus de recrutement, la Figure 44 illustre les variations selon le genre dans le processus de recrutement.

Les données ventilées par sexe montrent une nette différence entre les trajectoires des hommes et des femmes. Les recrues hommes étaient plus susceptibles de rejoindre des amis (61 %), tandis que les recrues femmes avaient tendance à rejoindre leur famille (50 %). Les données révèlent également que la plupart des recrues hommes avaient été introduites dans le groupe par des amis (50 %), tandis que la plupart des femmes l'avaient été par leur mari (46 %). Cette différence reflète probablement les rôles et responsabilités sexospécifiques au sein des structures et des réseaux familiaux dans les pays étudiés.

La Figure 45 illustre davantage la nature socialisée du processus de recrutement et la vitesse d'adhésion. Elle indique que parmi les recrues volontaires qui se sont jointes dans un délai d'un mois, une proportion plus élevée de recrues ont rejoint un ami (58 %), par rapport à celles qui ont adhéré seules (22 %). De même, parmi ceux qui ont adhéré après un mois, 60 % ont rejoint un ami, contre 17 % qui ont adhéré seuls.

En examinant les variations selon le genre dans la relation entre le recrutement et le rythme auquel il se produit, une proportion significativement plus élevée de recrues hommes a rejoint un groupe extrémiste violent en un mois par rapport à leurs homologues femmes.

FIGURE 46 **LA RAPIDITÉ AVEC LAQUELLE LES RECRUES VOLONTAIRES ONT REJOINT LES GROUPES EV** PAR ÉTAT CIVIL AU MOMENT DE L'ADHÉSION

585 réponses sur 864

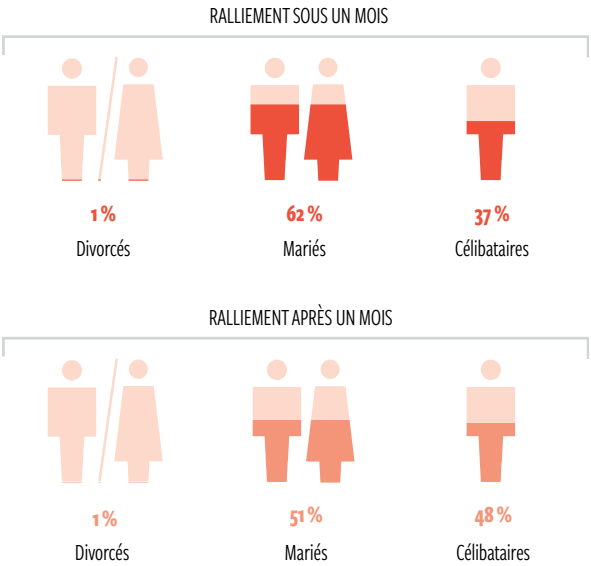
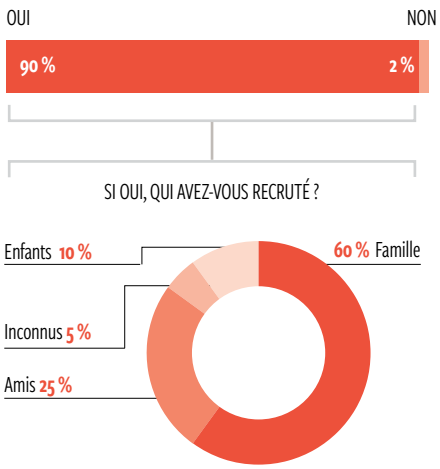


FIGURE 47 **APRÈS AVOIR REJOINT LE GROUPE, AVEZ-VOUS RECRUTÉ D'AUTRES PERSONNES ?** PAR GROUPE DES VOLONTAIRES

69 enquêtés ont répondu oui



Alors que les recrues femmes étaient réparties de façon quasi égale entre l'adhésion dans un délai d'un mois et une période plus longue, 65 % des personnes interrogées hommes avaient adhéré dans un délai d'un mois. La différence peut s'expliquer en partie par des preuves suggérant que les femmes s'associent souvent aux groupes extrémistes violents par le mariage. Ainsi, leur cheminement vers le recrutement dans ces cas peut dépendre de la rapidité à laquelle leur conjoint adhère. Cependant, ce n'est peut-être pas toujours le cas, car les rôles et les responsabilités des femmes se sont avérés très divers au sein des groupes extrémistes violents[190].

La Figure 46 montre en outre la relation entre la vitesse de recrutement et le statut matrimonial. Fait intéressant, cela révèle que les recrues mariées ont rejoint les groupes extrémistes violents plus rapidement que les recrues célibataires ou divorcées, et que les recrues mariées représentaient une proportion plus élevée de « recrues rapides » que les recrues célibataires ou divorcées. Alors que les recrues qui ont mis plus d'un mois à rejoindre un groupe extrémiste violent étaient presque également réparties entre célibataires et mariées, 62 % des recrues qui ont adhéré dans un délai d'un mois étaient mariées. Parmi les recrues qui étaient mariées au moment de leur adhésion, 62 % ont rejoint le groupe dans le mois suivant leur présentation, contre 37 % des recrues célibataires. Cette constatation peut témoigner des pressions supplémentaires auxquelles sont confrontés les hommes mariés pour subvenir aux besoins de leur famille dans un contexte de privation et de pauvreté socio-économiques élevées.

La dimension sociale apparaît également importante lorsqu'il s'agit de recruter d'autres personnes. Parmi les personnes interrogées qui ont reconnu avoir recruté plus de personnes après avoir rejoint le groupe, les membres de la famille ont été cités le plus souvent, suivis des amis, comme illustré à la Figure 47.

3.2.3. LE BESOIN D'APPARTENANCE

Traditionnellement, la parcours vers l'extrémisme était principalement considéré comme un processus idéologique. Cependant, cette étude montre que le parcours commence comme un parcours social. Quel que soit le contexte, les personnes ont un besoin fondamental de créer un sentiment d'appartenance qui contribue à donner un sens à leur vie.[191] Dans un contexte caractérisé par une marginalisation socio-économique et politique, la méfiance et l'aliénation vis-à-vis de l'État renforcent le désir d'une identité de groupe alternative. Dans cette situation, les récits convaincants adoptés par les groupes extrémistes violents, ainsi que le mode de vie alternatif qu'ils offrent, la perspective d'une meilleure estime de soi, et un sentiment d'appartenance et de connexion, sont largement reconnus comme de puissants atouts pour le recrutement.[192] Un nombre croissant de recherches en psychologie, ainsi que dans d'autres domaines, se sont concentrées sur l'importance de la formation de l'identité pour la radicalisation. Des motivations socio-psychologiques communes pour expliquer la participation aux groupes et mouvements extrémistes violents ont été identifiées, comme un besoin d'appartenance et de validation.[193]

Cela souligne l'importance des facteurs sociaux et identitaires associés aux groupes extrémistes violents qui résonnent avec le besoin d'appartenance d'un individu. Dans la quête d'une identité alternative et d'un sentiment d'appartenance au-delà de la famille, les données montrent que les individus – en particulier les jeunes – sont plus susceptibles de rejoindre des groupes extrémistes violents. La Figure 48 montre l'association entre le sentiment d'appartenance éprouvé par les recrues volontaires au moment de l'adhésion et pendant qu'elles font partie du groupe.

Lorsqu'on a demandé aux individus d'évaluer leur sentiment d'appartenance au sein du groupe, à la fois au moment de l'adhésion et pendant qu'ils étaient dans le groupe, les données montrent qu'en moyenne une proportion relativement plus élevée indique un sentiment d'appartenance moyen ou élevé par rapport à ceux qui indiquent un sentiment faible. Cette relation est révélée par les résultats de l'analyse économétrique. Elle démontre une relation statistiquement significative entre les perceptions positives d'un groupe extrémiste violent comme procurant un sentiment d'appartenance et une probabilité plus élevée de recrutement volontaire, confirmant ainsi l'importance de la formation identitaire dans les processus de recrutement.

Bien que la décision de rejoindre un groupe extrémiste violent ait été influencée par divers facteurs tels que l'emploi, la réponse «Faire partie d'un mouvement qui me transcende» est apparue comme la quatrième raison la plus citée (12 %) motivant les recrues volontaires à s'engager. Ce résultat est cohérent avec l'étude de 2017.

Cependant, les perceptions positives d'un groupe extrémiste violent en termes de suscitation d'un plus fort sentiment d'appartenance n'ont pas nécessairement affecté la vitesse de recrutement et résulté en un recrutement plus rapide. Les modèles économétriques 10-14 en Annexe indiquent qu'il n'existe pas de corrélation forte entre la façon dont les recrues perçoivent le groupe extrémiste violent, y compris sa capacité à procurer un sentiment d'appartenance, et la rapidité avec laquelle elles ont rejoint le groupe. La Figure 49 illustre cela.

FIGURE 48 **ÉVALUEZ VOTRE SENS D'APPARTENANCE AU GROUPE (0 EST FAIBLE, 10 EST ÉLEVÉ)**, PAR GROUPE DES VOLONTAIRES

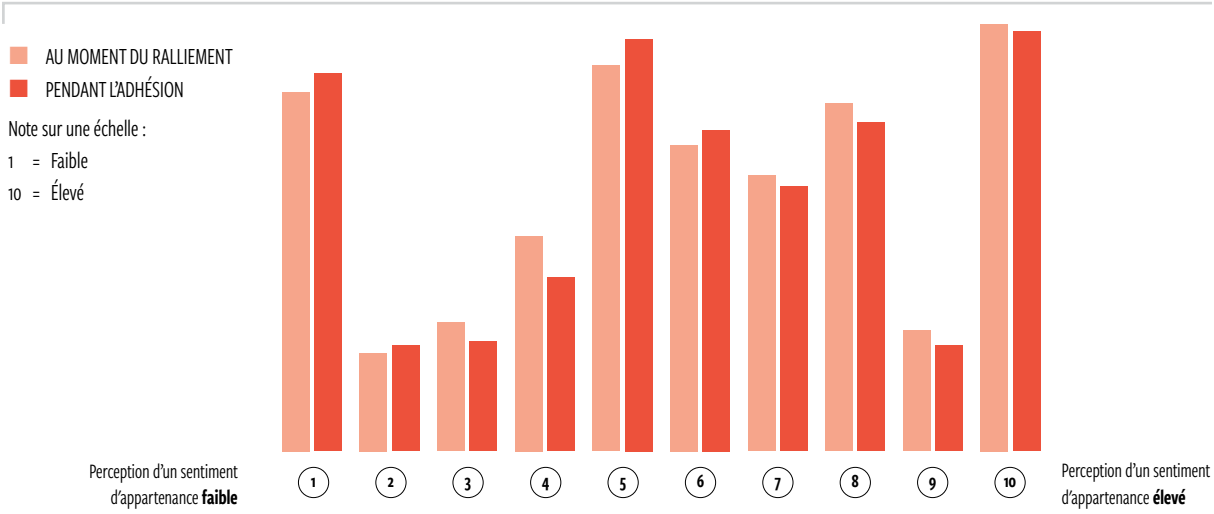
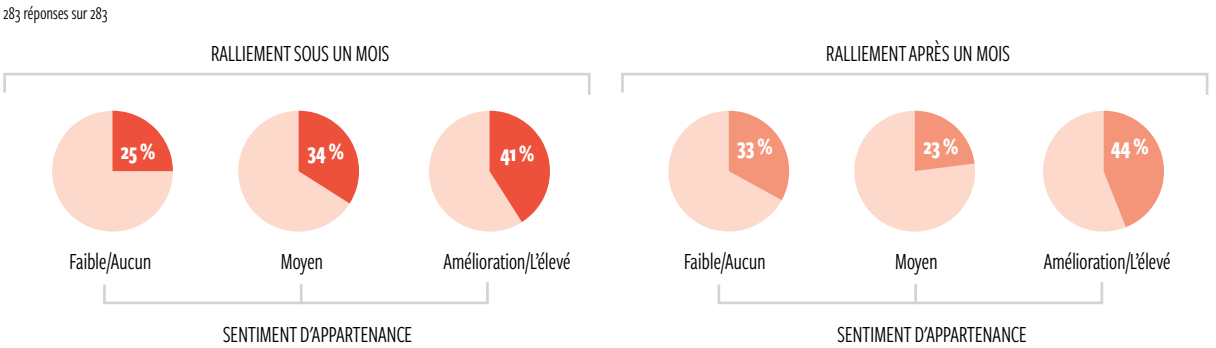


FIGURE 49 **LA RAPIDITÉ DU RALLIEMENT ET PERCEPTION QUE LE GROUPE EV FOURNIT UN SENS D'APPARTENANCE** PAR GROUPE DES VOLONTAIRES



Cela peut suggérer que, bien que le récit convaincant d'un groupe extrémiste violent puisse fournir une opportunité d'adresser des griefs et une marginalisation profondément enracinés, l'envie d'appartenir peut également être fortement façonnée par de puissants sentiments de marginalisation. Comme noté précédemment, le fait d'être marginalisé est plus qu'un état d'exclusion. Cela englobe le sentiment de ne pas être un membre apprécié d'une communauté, de ne pas être en mesure d'apporter une contribution précieuse et d'avoir une influence sur la société, et de ne pas avoir accès à une variété d'opportunités qui peuvent être ouvertes aux autres. En d'autres termes, cela signifie se sentir — et être — exclu[194].

En tant que tels, ces résultats peuvent être compris comme le résultat de vivre dans un contexte où les déficits de gouvernance, les privations, et une relation profondément fracturée et érodée entre l'État et ses citoyens, peuvent laisser les individus se sentir déconnectés, dépourvus de valeur, et éprouvant un plus grand besoin d'appartenance. Cela peut être particulièrement vrai lorsqu'ils sont confrontés à la promesse d'une mobilité ascendante et à la possibilité de canaliser des sentiments plus profonds de marginalisation, d'aliénation et de frustration envers la cause de l'extrémisme violent.

3.3.4. CONNECTIVITÉ ET ISOLEMENT

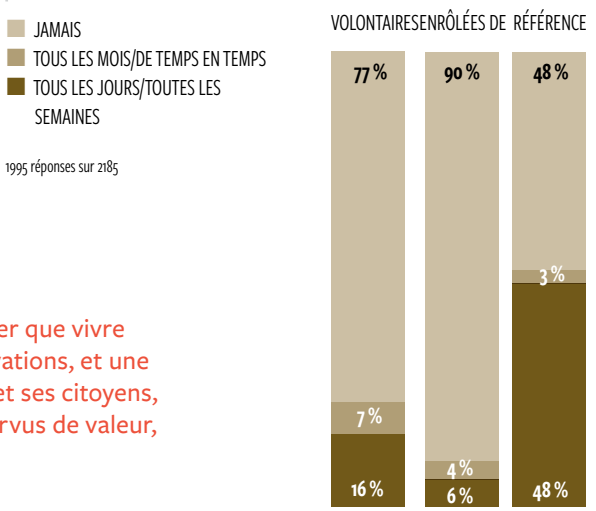
Internet est généralement supposé jouer un rôle central dans les processus de radicalisation à l'ère numérique[195]. Certaines études suggèrent qu'Internet crée davantage d'opportunités de se radicaliser, constituant une « chambre d'écho » où les individus trouvent leurs idées soutenues par des personnes partageant les mêmes idées. Ainsi, il peut s'agir d'un catalyseur qui façonne et accélère le processus de radicalisation. D'autres publications ont souligné les effets potentiellement nocifs d'Internet en termes de création d'opportunités d'auto-radicalisation. Cependant, très peu de preuves sont disponibles pour évaluer cette hypothèse et une grande partie de la recherche a été entreprise dans des contextes européens, laissant cette question sous-explorée dans des contextes africains.

Le Chapitre 2 a postulé que le sentiment d'isolement apparaissait tôt dans la vie, les conditions géographiques affectant considérablement les opportunités socio-économiques, telles que l'éducation, ainsi que l'exposition aux autres, en particulier ceux de différents groupes ethniques et religieux. Ces données suggèrent qu'un sentiment d'éloignement peut également être encore aggravé par la déconnexion numérique du monde extérieur et l'isolement, laissant les individus plus vulnérables aux idées et aux croyances propagées par les groupes extrémistes violents. Ces résultats sont différents de l'étude de 2017 qui, dans la plupart des pays examinés (Kenya, Soudan, Somalie, Nigeria), révélait que l'utilisation d'Internet était supérieure de 9 % au sein du groupe des volontaires. Dans d'autres cas, elle constatait que le recrutement sur Internet était beaucoup moins important, bien que non négligeable. Elle suggérait qu'à mesure que les taux de connectivité s'amélioraient, le potentiel de recrutement en ligne, ayant une portée beaucoup plus large que les processus localisés, pouvait également être anticipé[196].

Contrairement à l'hypothèse selon laquelle l'accès à Internet et son utilisation entraînent des opportunités accrues de radicalisation, l'analyse économétrique entreprise dans le cadre de cette étude a révélé que moins une personne interrogée utilisait Internet, plus la probabilité de recrutement volontaire était élevée[197]. En fait, toute fréquence d'utilisation d'Internet moins que quotidienne est statistiquement associée de manière significative à une probabilité plus élevée de recrutement volontaire.

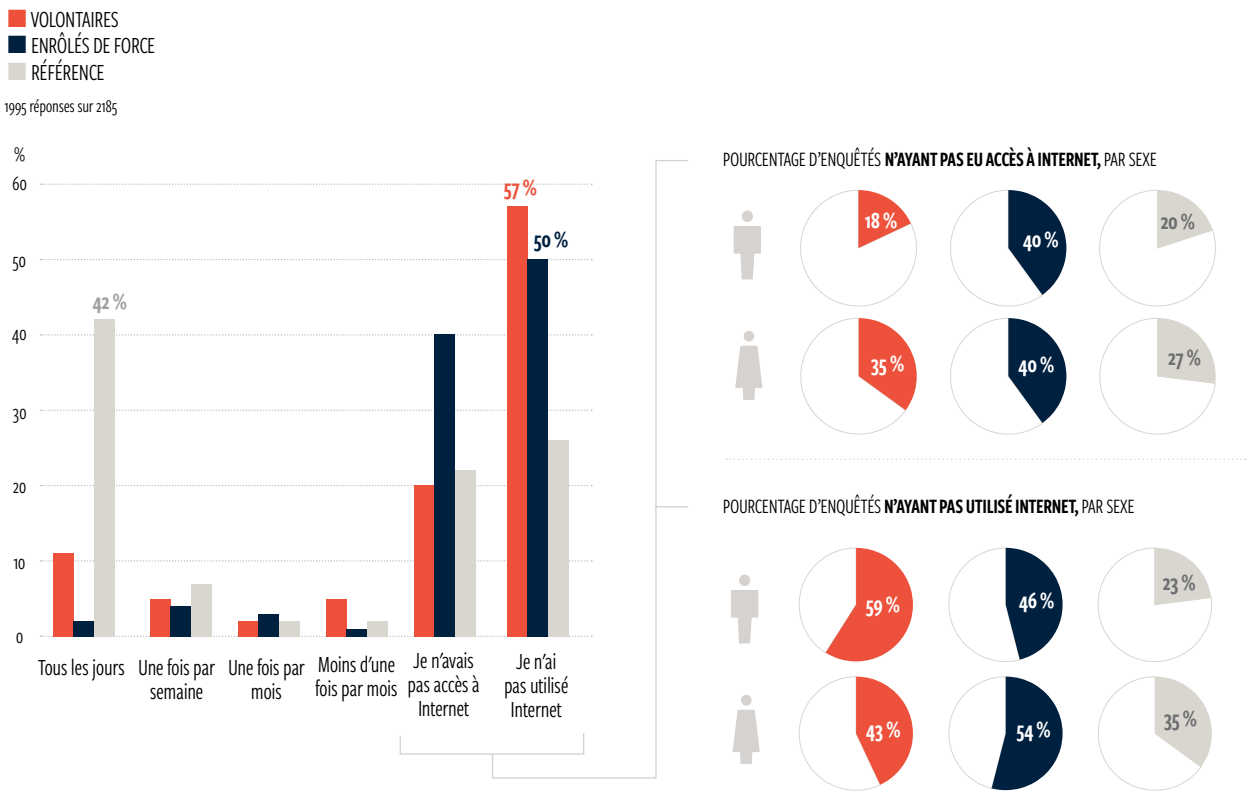
La Figure 50 illustre cette relation, mettant en évidence la fréquence d'utilisation d'Internet par catégorie d'enquêtés. Cela souligne la variation observable au sein des groupes primaire et de référence : une écrasante majorité des recrues volontaires déclarent ne pas utiliser ou utiliser Internet de manière limitée au moment de leur adhésion, par rapport au groupe de référence au moment de l'entretien.

FIGURE 50 **FRÉQUENCE D'UTILISATION D'INTERNET,** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



Ces résultats peuvent être interprétés de façon à indiquer que vivre dans un contexte où les déficits de gouvernance, les privations, et une relation profondément fracturée et érodée entre l'État et ses citoyens, peut porter les individus à se sentir déconnectés, dépourvus de valeur, et à éprouver un plus grand besoin d'appartenance.

FIGURE 51 **FRÉQUENCE D'UTILISATION D'INTERNET** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS



La Figure 51 illustre plus en détail les variations sexospécifiques de l'accès à Internet, ainsi que de l'utilisation d'Internet. La figure montre qu'une plus grande proportion de femmes dans la catégorie des recrues volontaires et dans le groupe de référence déclare un degré d'accès à Internet inférieur. Cependant, cela diffère légèrement en ce qui concerne l'utilisation d'Internet. Alors que les femmes des groupes des personnes enrôlées de force et de référence déclarent une utilisation inférieure à celle des hommes, les hommes du groupe des volontaires affichent des niveaux d'utilisation d'Internet inférieurs à ceux des femmes.

Cette variation selon le genre dans le groupe des recrues volontaires pourrait refléter le fait que l'utilisation est relativement plus élevée parmi la proportion nettement plus faible de femmes ayant accès à Internet, par opposition à la plus grande proportion sans accès, par rapport aux niveaux des hommes dans l'échantillon d'enquête pertinent[198].

La déconnexion numérique et l'isolement du monde semblent également affecter de manière significative la vitesse de recrutement des recrues volontaires, qui affichent la plus faible utilisation. Une majorité de recrues volontaires déclarant n'avoir jamais utilisé Internet a également adhéré plus rapidement ; c'est-à-dire dans le mois suivant la présentation dans le groupe. À l'inverse, une majorité de celles qui ont déclaré avoir utilisé Internet dans une certaine mesure ont adhéré dans l'année.

La Figure 52 (page suivante) illustre l'association entre l'utilisation d'Internet et la nature socialisée des modèles de recrutement. Les données suggèrent que les recrues volontaires n'utilisant pas Internet ou n'utilisant que peu d'Internet rejoignent davantage des amis plutôt qu'adhérer à titre individuel. Celles qui n'utilisaient pas du tout Internet avaient davantage rejoint leur famille. Cela pourrait suggérer que des niveaux inférieurs d'utilisation d'Internet sont associés à une plus grande vulnérabilité à l'influence des pairs dans le processus de recrutement. Comme indiqué ci-dessus, cela a émergé comme la principale voie d'influence vers la présentation et le recrutement parmi les hommes interrogés.

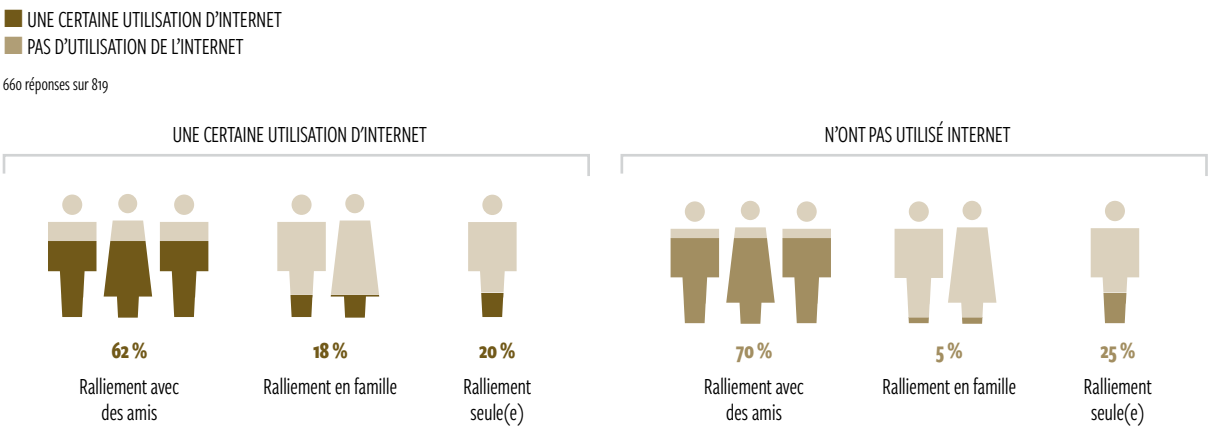
De plus, lorsqu'on a demandé aux personnes interrogées où elles trouvaient la plupart de leurs informations sur les événements actuels, allant des sources traditionnelles aux sources en ligne et à l'influence des réseaux de pairs, les « amis » sont également apparus comme la source d'information de loin la plus importante parmi les recrues volontaires, suivis par la radio (14 %).

L'ensemble de données montre également que les sources d'information différaient pour les recrues rapides et lentes. Parmi celles qui ont décrit les médias traditionnels comme leurs principales sources, 58 % avaient adhéré dans le mois suivant leur présentation, contre 40 % de ceux qui avaient mentionné les médias sociaux comme leur principale source. Dans le groupe des « recrues rapides », les médias traditionnels, tels que la radio communautaire, les journaux et la télévision, étaient les principales sources d'information.

Ainsi, contrairement aux hypothèses largement répandues, ces résultats suggèrent que la radicalisation en ligne pourrait jouer un rôle moins important dans les processus et les tactiques de recrutement des groupes extrémistes violents, du moins dans les pays étudiés. Ils suggèrent plutôt que la déconnexion numérique et le fait d'être coupé du monde, associés à une plus grande dépendance aux réseaux de pairs et à un accès limité à des informations crédibles et indépendantes, pourraient accroître la vulnérabilité au recrutement. Ils mettent en évidence les vulnérabilités distinctives associées à la vie dans des zones périphériques éloignées, où la pénétration d'Internet est nettement plus faible.

Les résultats témoignent de la nécessité d'un canal de communication hors ligne et d'un canal de communication alternatif/de contre-poids, comme la radio, ainsi que des efforts visant à renforcer les mécanismes d'information traditionnels au niveau communautaire dans les zones où la disponibilité d'informations crédibles et indépendantes pourrait être plus limitée.[199] Ils soulignent en outre le rôle important que la société civile locale où les mécanismes de leadership traditionnels peuvent jouer dans la lutte contre le recrutement, en particulier dans les zones plus reculées où les niveaux de pénétration d'Internet sont faibles. Enfin, ils évoquent l'importance d'adapter ces réponses aux femmes et aux filles, en tenant compte de la dynamique sexospécifique.

FIGURE 52 **COMMENT LES RECRUES VOLONTAIRES ONT REJOINT DES GROUPES EV** PAR UTILISATION D'INTERNET



Contrairement aux hypothèses largement répandues, ces résultats suggèrent que la radicalisation en ligne pourrait jouer un rôle moins important dans les processus et les tactiques de recrutement des groupes extrémistes violents (...). Ils mettent en évidence les vulnérabilités distinctives associées à la vie dans des zones périphériques éloignées, où la pénétration d'Internet est nettement plus faible.

3.3. Initiatives de prévention et facteurs de résilience

La recherche a également cherché à identifier les facteurs qui auraient pu empêcher certaines personnes de rejoindre des groupes extrémistes violents par rapport à d'autres personnes confrontées à des circonstances par ailleurs similaires qui ont adhéré.

Comme le montre la Figure 53, l'étude indique que seule une petite partie des personnes interrogées du groupe de référence ont déclaré avoir été approchées pour rejoindre une organisation extrémiste[200]. Bien que ces chiffres puissent paraître faibles, ils peuvent servir de proxy, illustrant que l'extrémisme violent pourrait étendre sa portée et se propager de manière significative si ces réponses reflètent celles de la population dans son ensemble.

Les deux raisons les plus fréquemment citées par les personnes interrogées du groupe de référence pour ne pas adhérer étaient le désaccord avec les actions et les idéologies du groupe par rapport à d'autres facteurs, tels que la peur d'être tué et l'influence des conseils des aînés ou des parents, comme illustré à la Figure 54.

42 % des personnes interrogées du groupe de référence qui ont souligné les « actions des groupes » ont mentionné leurs expériences avec l'impact destructeur et mortel de ces groupes au sein de leurs communautés et de leurs familles. Il est intéressant de noter que les campagnes de sensibilisation du gouvernement visant à empêcher les individus d'adhérer étaient les moins citées (1 %).

De plus, comme dans l'étude de 2017, une part importante des personnes interrogées (35 %) ont souligné des facteurs idéologiques. Ils ont décrit une déconnexion entre les idéologies propagées au sein du groupe et leurs propres valeurs et croyances. En conséquence, ces résultats pourraient suggérer que le groupe de référence était moins sensible aux récits propagés par les groupes extrémistes violents. Rappelant le chapitre précédent, qui soulignait l'importance de l'éducation en tant que source de résilience, ceci pourrait être le résultat des

FIGURE 53 **AVEZ-VOUS ÉTÉ APPROCHÉ POUR REJOINDRE LE GROUPE ?** PAR GROUPE DE RÉFÉRENCE

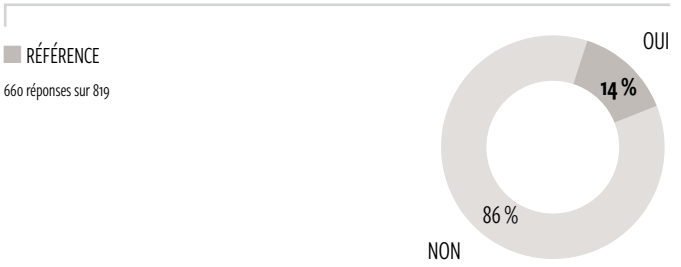
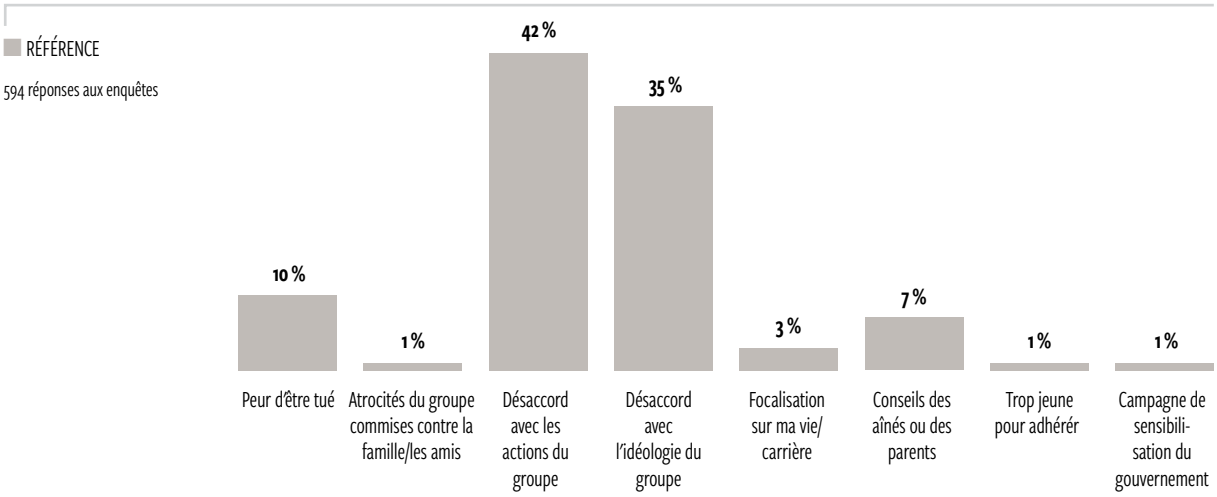


FIGURE 54 **QUELLES SONT LES RAISONS QUI VOUS ONT EMPÊCHÉ D'ENVISAGER DE REJOINDRE LE GROUPE ?** PAR GROUPE DE RÉFÉRENCE



niveaux relativement plus élevés d'alphabétisation laïque et religieuse observés parmi ce groupe de personnes interrogées.

La recherche examine également les perceptions des personnes interrogées concernant leur sensibilisation et leur participation aux initiatives de prévention de l'extrémisme violent dans leurs communautés, ainsi que l'impact perçu des initiatives. De telles interventions dépendent fortement du contexte[201], rendant impossible la définition de leurs activités et de leur approche spécifiques[202]. Cependant, l'étude constate une différence marquée entre les recrues volontaires et le groupe de référence, une part significativement plus importante de membres du groupe de référence déclarant être au courant des initiatives de prévention, comme l'indiquent les Figures 55 et 56.

La Figure 55 illustre les niveaux de connaissance parmi les personnes interrogées des recrues volontaires. Lorsqu'on leur a demandé : « Êtes-vous au courant d'initiatives visant à empêcher les gens de rejoindre le groupe au moment de votre adhésion ? », 70 % d'entre eux ont indiqué qu'ils n'étaient pas au courant de ces initiatives au moment de leur adhésion. La Figure 56 illustre la répartition des niveaux de connaissance selon les catégories de personnes interrogées. La réponse des recrues volontaires montre qu'une plus faible proportion est au courant par rapport aux personnes interrogées du groupe de référence, qui indiquent une plus grande connaissance d'initiatives de la sorte.

De plus, lorsqu'on lui a demandé : « À quelle fréquence participez-vous/avez-vous participé à des activités de PEV ? », la proportion de personnes interrogées ayant évalué leur niveau de participation comme « toujours » était significativement plus élevée dans le groupe de référence (75 %), contre seulement 13 % des recrues volontaires qui ont évalué leur niveau de participation avant de rejoindre le groupe extrémiste violent, comme illustré à la Figure 57. De même, parmi les personnes interrogées qui ont répondu « parfois », le ratio était significativement plus élevé parmi les personnes interrogées du groupe de référence par rapport aux groupes primaires.

FIGURE 55 **ÉTIEZ-VOUS AU COURANT DES INITIATIVES DE PEV AU MOMENT DE VOTRE ADHÉSION ?** PAR SEXE, GROUPE PRIMAIRE CONTRE GROUPE DE RÉFÉRENCE

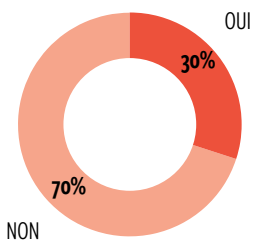


FIGURE 56 **ÊTES-VOUS AU COURANT D'INITIATIVES VISANT À EMPÊCHER LES GENS DE REJOINDRE LE GROUPE ?** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

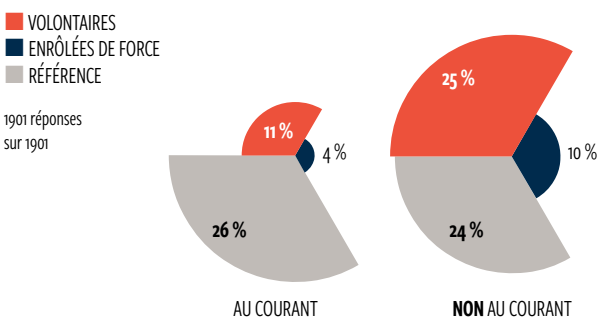


FIGURE 57 **À QUELLE FRÉQUENCE PARTICIPEZ-VOUS/AVEZ-VOUS PARTICIPÉ À DES ACTIVITÉS DE PEV ?** PAR CATÉGORIE D'ENQUÊTÉS

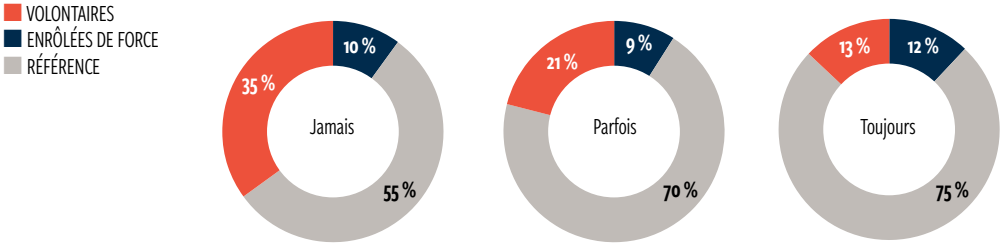


FIGURE 58 **ÊTES-VOUS AU COURANT D'INITIATIVES VISANT À EMPÊCHER LES GENS DE REJOINDRE LE GROUPE ?** PAR SEXE, GROUPE PRIMAIRE CONTRE GROUPE DE RÉFÉRENCE

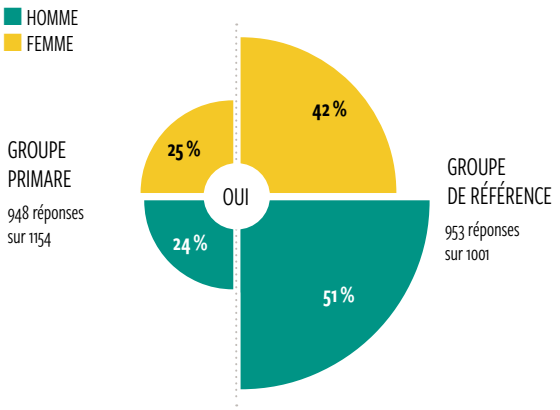
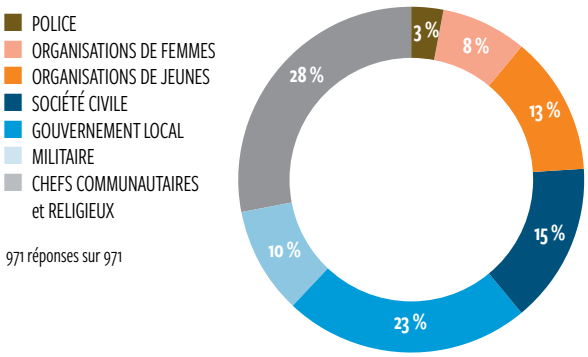


FIGURE 59 **« QUI DEVRAIT DIRIGER LES INITIATIVES DE PEV ? »** PAR GROUPE DES VOLONTAIRES



Enfin, la variation était toujours visible parmi les personnes interrogées qui avaient évalué leur niveau de participation comme « jamais », quoique moins prononcée entre les deux groupes. 35 % des recrues volontaires ont indiqué qu'elles n'avaient « jamais » participé à des initiatives de PVE avant d'adhérer, contre 53 % dans le groupe de référence.

Cependant, les analyses de régression n'ont pas révélé que le niveau d'engagement dans les activités de PEV avait un impact statistiquement significatif sur la probabilité de recrutement volontaire dans aucun des modèles économétriques.

Cela diffère de l'étude de 2017, qui révélait que les personnes interrogées qui étaient au courant des initiatives visant à empêcher les gens d'adhérer avaient été recrutés à un rythme plus lent.[203]

Certaines variations significatives entre les genres ont été détectées dans cet ensemble de données concernant les niveaux de connaissance des activités de PVE, comme illustré à la Figure 58. Alors que les hommes et les femmes du groupe primaire étaient presque également susceptibles d'être au courant des initiatives de PEV avant de rejoindre le groupe, une proportion plus élevée d'hommes du groupe de référence ont déclaré être au courant des initiatives de PVE par rapport aux femmes du même groupe.

Cependant, une proportion relativement plus élevée de femmes a indiqué un niveau plus élevé de participation aux initiatives de PVE dans les groupes primaires et de référence, la variation étant plus prononcée dans le groupe de référence. Parmi les recrues volontaires, 57 % des femmes interrogées ont déclaré avoir participé, contre 18 % des recrues volontaires hommes. Ces parts étaient de 58 % pour les femmes et de 21 % pour les hommes dans le groupe de référence. Cela pourrait suggérer que la proportion relativement plus faible de femmes capables de participer à de telles initiatives est plus activement engagée que leurs homologues hommes, soulignant ainsi le potentiel important et souvent inexploité des femmes dans l'autonomisation des communautés dans le cadre d'initiatives de PVE.

Enfin, lorsqu'on leur a demandé qui devrait diriger les initiatives de PEV, l'ensemble des données montre que les recrues volontaires étaient les plus enthousiastes et les plus favorables aux gouvernements locaux et aux dirigeants communautaires menant des programmes de PEV, ce qui est lié à leur rôle d'acteurs clés pour renforcer la résilience. Elles ont réagi le moins favorablement à la perspective que les acteurs de la sécurité, la police et l'armée jouent un rôle dans les initiatives de PVE, comme l'illustre la Figure 59.

Ces conclusions mettent ainsi en évidence les défis en matière de rétablissement et de maintien de la confiance entre les acteurs de la sécurité et les communautés sur le terrain dans le cadre des efforts de prévention de l'extrémisme violent, et la nécessité de responsabiliser les acteurs locaux et de placer les solutions locales au premier plan.

©PNUD

Chapitre 3 : Principales conclusions

LE POINT DE BASCULEMENT

- En ce qui concerne les facteurs spécifiques du « point de basculement » — ceux qui ont finalement incité certaines personnes à prendre la décision finale d'adhérer alors que d'autres ne l'ont pas fait — les données montrent que 48 % des recrues volontaires ont vécu un événement déclencheur spécifique qui les a finalement amenés à adhérer. Parmi ceux-ci, une proportion importante (71 %) a indiqué une forte escalade des violations des droits humains, telles que l'action du gouvernement et le meurtre de membres de la famille ou d'amis, en tant qu'événements déclencheurs critiques les ayant incité à adhérer (par rapport à 71 % des réponses parmi les recrues volontaires dans la première étude *Sur les chemins de l'extrémisme 2017*).

- De plus, ces événements déclencheurs se sont avérés être des accélérateurs de recrutement majeurs, avec des niveaux de colère et de peur plus élevés chez ceux qui ont rejoint plus rapidement. Ceci a été établi en comparaison avec d'autres qui se sont joints plus lentement et ont déclaré avoir ressenti de la peur et de la colère, principalement, par rapport à ceux qui ont mis plus de temps à adhérer, qui expriment principalement de l'espoir. Ceci indique également les diverses opportunités d'attraction pour le changement, la mobilité sociale et l'agentivité que les groupes extrémistes violents semblent offrir, et souligne l'aspect hautement personnel, localisé et social des moteurs de recrutement.

LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT

- Le résultat montre que sur les 40 % de recrues volontaires qui ont déclaré avoir rejoint un groupe extrémiste violent dans le mois suivant leur première rencontre avec le groupe, 67 % l'ont fait dans l'année suivant leur présentation. Ceci est relativement cohérent avec les conclusions du premier ensemble de données de *Sur les chemins de l'extrémisme*.

- Cependant, lors de l'évaluation de l'efficacité des groupes extrémistes violents en matière de vitesse de recrutement, les résultats indiquent que le JNIM a été en mesure de recruter plus rapidement que les autres groupes extrémistes violents. Ceci est qualitativement différent des résultats du premier rapport *Sur les chemins de l'extrémisme*, qui a révélé que les personnes interrogées affiliées à al-Shabaab étaient plus susceptibles que n'importe quel autre groupe de déclarer avoir rejoint l'organisation dans un délai d'un mois.

- Les résultats montrent également le pouvoir des pairs. Par exemple, la famille elle-même, en particulier pour les femmes, et les réseaux de pairs pour les hommes, sont des facteurs d'attraction clés, présentant les deux raisons les plus citées pour rejoindre ces groupes et l'un des facteurs prédominants affectant la vitesse réelle du recrutement, par rapport à ceux qui adhèrent seuls. À titre d'exemple, les recrues volontaires ont également indiqué qu'elles recrutaient principalement parmi d'autres membres de la famille et, dans une certaine mesure, parmi des amis. Cela souligne à quel point les modèles de recrutement se recoupent avec les processus de formation et de socialisation de l'identité individuelle, collective et des pairs. Cela montre également l'efficacité des stratégies de recrutement hautement localisées et intégrées à la communauté qui sont utilisées par des groupes extrémistes violents.

- Le besoin d'appartenance apparaît ici aussi comme un facteur d'incitation important dans le processus de recrutement, reflété dans une association trouvée entre les perceptions positives d'un groupe extrémiste violent comme procurant un sentiment d'appartenance et une probabilité plus élevée de recrutement volontaire. Alors qu'il n'est pas démontré que les perceptions positives des groupes extrémistes violents accélèrent le rythme de recrutement, l'envie et le besoin d'appartenance peuvent être appréhendés en fonction de sentiments profondément enracinés de marginalisation et d'exclusion de la société elle-même, renforçant l'attractivité des groupes extrémistes violents comme offrant des opportunités de changement et d'ascension sociale.

- Contrairement aux hypothèses répandues sur la radicalisation en ligne, les résultats révèlent une corrélation significative entre le manque d'utilisation d'Internet et la probabilité de rejoindre volontairement un groupe extrémiste violent. En fait, les recrues qui n'ont jamais utilisé ou n'avaient pas accès à Internet au moment de l'adhésion ont tendance à adhérer plus rapidement que les autres. Parmi les recrues rapides, les médias traditionnels, comme la radio,

ont été cités comme la principale source d'information, après les amis. Cela accentue le lien critique entre la connectivité et l'isolement (à la fois géographique et en ligne) en tant que caractéristique clé de la dynamique de recrutement.

INITIATIVES DE PRÉVENTION ET FACTEURS DE RÉSILIENCE

- L'étude indique que seule une petite partie des personnes interrogées du groupe de référence ont déclaré avoir été approchées pour rejoindre une organisation extrémiste, comme dans la première étude de 2017.

- Les deux raisons les plus fréquemment citées par les personnes interrogées du groupe de référence pour ne pas adhérer au groupe étaient liées au désaccord avec les actions et l'idéologie du groupe, plutôt qu'à d'autres facteurs, tels que la peur. Cela indique un niveau de résilience du groupe de référence face aux récits propagés par le groupe extrémiste violent. Cela pourrait être le résultat des niveaux plus élevés d'éducation laïque et religieuse enregistrés parmi les personnes interrogées du groupe de référence.

- Lors de l'examen des perceptions de la connaissance et de la participation des personnes interrogées, et de l'impact, des programmes visant à prévenir l'extrémisme violent au sein de leur communauté, cet ensemble de données révèle que les membres du groupe de référence indiquent un niveau significativement plus élevé de connaissance et de participation à des initiatives de la sorte par rapport aux recrues volontaires. Néanmoins, les analyses de régression n'ont pas trouvé d'impact statistiquement significatif de la connaissance et de la participation aux activités de PEV sur la probabilité de recrutement volontaire dans aucun des modèles économétriques. Cela diffère de la première étude, qui révélait que les personnes interrogées qui étaient au courant des initiatives de prévention étaient recrutées plus lentement.

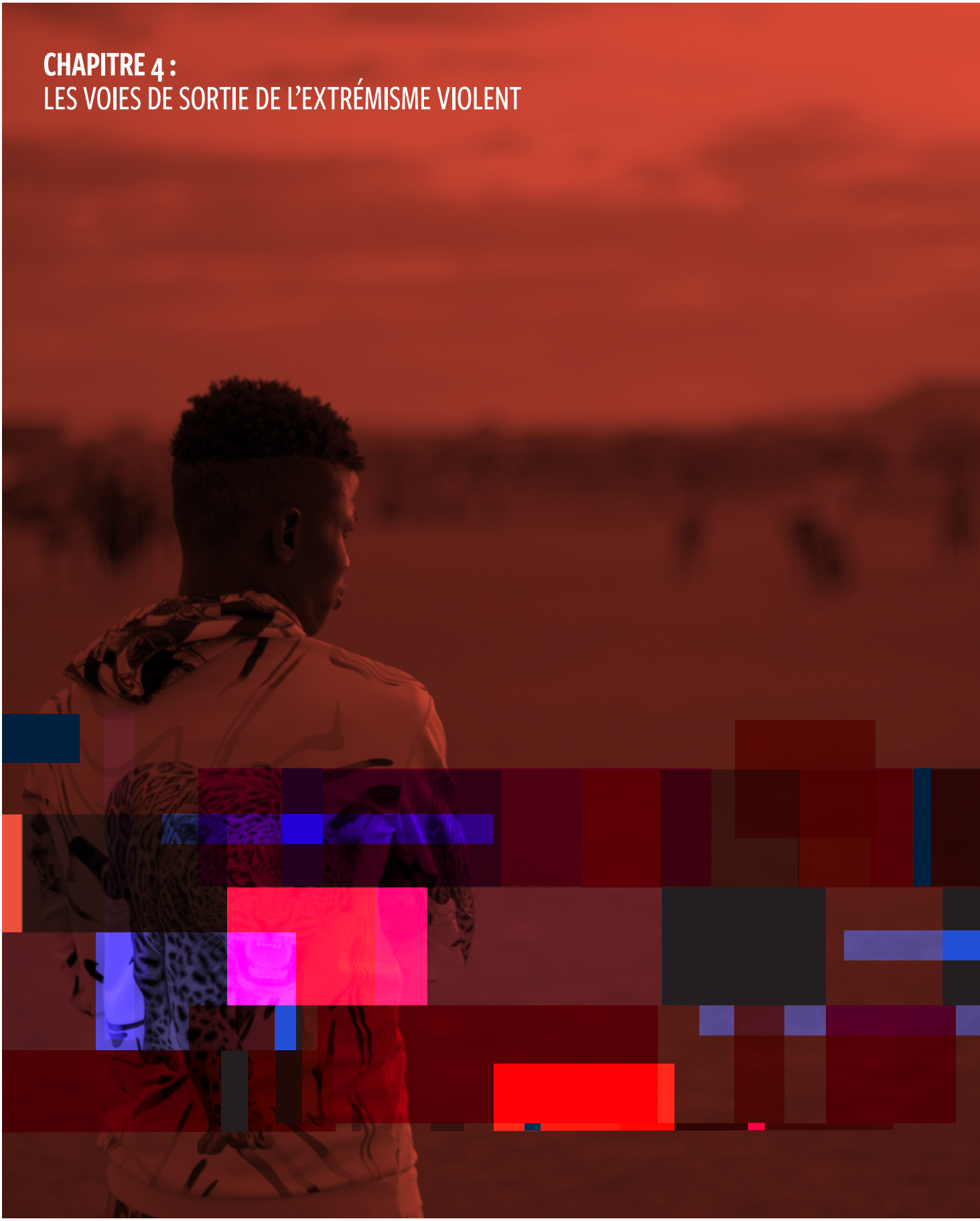
- Des variations significatives entre les genres ont été détectées dans cet ensemble de données concernant les niveaux de connaissance et de participation aux activités de PEV. Bien qu'aucune variation significative n'ait été trouvée entre les hommes et les femmes dans le groupe primaire des personnes interrogées concernant la connaissance des initiatives de PEV, le groupe de référence a démontré une telle variation, reflétée par un niveau inférieur de participation des femmes. Cependant, les femmes qui sont au courant de ces initiatives affichent un taux de participation plus élevé que leurs homologues hommes. Cela met en évidence la nécessité d'une programmation sexospécifique et souligne le rôle important et le potentiel des femmes dans l'autonomisation des communautés dans le cadre d'initiatives de PEV.

« Ils nous ont menti en disant que le gouvernement était notre ennemi, mais nous avons découvert plus tard que c'était simplement dû à leurs raisons égoïstes. »

Maryam, *23 ans, Nigeria*

©PNUD

CHAPITRE 4 :
LES VOIES DE SORTIE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT



Bien que des recherches considérables aient été menées sur la façon dont les individus entrent dans les groupes extrémistes violents, le processus de désengagement n'a pas été examiné de manière approfondie. En conséquence, le parcours de sortie de l'extrémisme violent reste mal compris, en particulier dans le contexte africain[204]. Bien que l'étude de 2017 ait franchi une première étape dans l'examen des moteurs de la démobilisation[205], la nouvelle recherche explore également les facteurs qui motivent et les incidents qui déclenchent le désengagement. Elle compare les expériences d'anciennes recrues qui se sont volontairement rendues et ont demandé l'amnistie avec celles capturées par arrestation. Ainsi, elle va plus loin en examinant les facteurs sous-jacents, les incitations et les motivations qui façonnent la décision d'un individu de quitter un groupe extrémiste violent, ainsi que les conditions qui permettent le processus de désengagement. Reliant ce processus à la théorie de la socialisation politique[206] et bénéficiant d'autres aperçus de la théorie de la sortie de rôle, l'étude présente un cadre conceptuel élargi pour comprendre le cheminement hors de l'extrémisme violent comme un processus dialectique dans lequel une multitude d'expériences, d'occurrences et de perceptions interagissent. Les résultats sont regroupés sous ces sous-titres : facteurs de désengagement ; le tournant décisif ; et le processus de désengagement.

« On nous a dit que nous recevrions de l'argent et des épouses lorsque nous rejoindrions le groupe. On nous a dit que nous irions au paradis quand nous mourrions au combat. »

Goroma, *23 ans, Nigeria*

4.1 Facteurs de désengagement

La compréhension du désengagement et de la déradicalisation est éclairée par des contributions de multiples domaines, dont la psychologie, la sociologie et la criminologie, et par des cadres spécifiques, tels que la théorie de la déviance. Elles expliquent pourquoi et comment les gens quittent volontairement les groupes extrémistes violents[207]. Ces études ont examiné le processus de retrait des mouvements politiques radicaux, des sectes et des organisations religieuses, y compris la sortie des groupes associés aux idéologies extrémistes violentes[208].

Nonobstant les variations claires entre ces processus, et reconnaissant le désengagement et la déradicalisation comme deux processus distincts qui ne sont pas nécessairement synchronisés et peuvent produire des résultats différents, la théorie de la sortie de rôle suggère une trajectoire commune pour les membres qui envisagent de partir, tentent de partir et réussissent finalement à quitter un groupe extrémiste violent. Selon cette théorie, un déclencheur lance le processus de désengagement. Il peut s'agir d'un événement traumatisant, d'une crise émotionnelle ou d'une désillusion généralisée. Cela déclenche une ouverture cognitive, qui à la fois génère des doutes sur le maintien dans le groupe et augmente la réceptivité à des idées nouvelles.

Au cours de cette période de réflexion et de questionnement, les individus peuvent peser le pour et le contre de la sortie, en tenant compte de la force relative des facteurs d'incitation et d'attraction, et de tout obstacle au désengagement. Ce processus peut conduire à un tournant[209], un changement cognitif dans les valeurs, les croyances fondamentales et le sentiment d'identité, suggérant une déradicalisation ou générant de nouvelles incitations à se désengager, que ce soit en sortant ou en changeant son rôle et sa position au sein du groupe extrémiste violent. Parallèlement, le résultat de ce processus peut indiquer si et dans quelle mesure un individu rétablit une nouvelle identité soit au sein du groupe, soit en tant qu'ex-recruté. Cela peut façonner plus tard la réintégration de l'individu dans la société en général.[210]

Si cette théorie de la sortie de rôle peut suggérer une certaine linéarité, elle est cohérente avec le cadre conceptuel que sous-tend l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme*, qui considère la socialisation politique comme un processus hautement dialectique à travers lequel la vision du monde d'une personne évolue constamment.

Il est à la fois pratique et conceptuellement très difficile de démêler les processus interdépendants de déradicalisation et de désengagement[211]. Néanmoins, la conception comparative de cette étude a cherché à comparer les perspectives de ceux qui se désengagent par choix et ceux qui le font par la force.

Comme illustré dans le chapitre sur la méthodologie, 12 % des personnes interrogées du groupe primaire – dont 10 % qui se sont rendus et 2% qui ont demandé une amnistie – sont considérés comme s'étant volontairement désengagés selon leur statut officiel. Comparé à 31 % des personnes interrogées du groupe primaire qui ont été arrêtées et qui sont considérées comme s'étant désengagées involontairement[212]. Bien que ces catégorisations soient inévitablement floues et imparfaites, et représentent une proportion beaucoup plus faible de l'ensemble de l'échantillon de l'enquête par rapport aux chapitres précédents, les résultats peuvent inciter et guider les recherches futures sur les voies de sortie des groupes extrémistes violents en Afrique.

4.1.1. FAUSSE PROMESSE ET ATTENTES NON SATISFAITES

Les deux chapitres précédents ont montré que là où existent la privation, l'injustice et le désespoir, les idéologies extrémistes violentes offrent un moyen de canaliser les griefs et de se rebeller contre le statu quo, et un État distant et suscitant la méfiance. Ils ont également montré que le recrutement est un processus hautement socialisé, influencé par la famille et les amis, et souvent sous-tendu par un besoin d'appartenance non satisfait. Le témoignage des recrues volontaires révèle comment les récits des groupes extrémistes violents peuvent exercer un puissant effet d'attraction, inspirant des visions d'une nouvelle identité, d'un objectif clair, d'un style de vie amélioré et d'un statut supérieur.

Cependant, l'examen des schémas de désengagement, des données et des preuves qualitatives montrent clairement que ces attentes élevées n'ont pas été satisfaites pour la plupart des recrues.

La Figure 60 montre l'association entre les attentes et les catégories de personnes interrogées. Lorsqu'on leur a demandé si leurs attentes en tant que membre du groupe avaient été satisfaites, une forte proportion (77 %) de ceux qui se sont volontairement désengagés ont indiqué que ce n'avait pas été le cas. Parmi ceux qui ont été arrêtés, 60 % ont indiqué que leurs attentes n'avaient pas été satisfaites, contre 40 % qui ont déclaré que c'était le cas. Cette relation se traduit par une association statistiquement significative entre le désengagement volontaire et les attentes non satisfaites ou non mises en œuvre, suggérant l'influence significative des attentes et considérations initiales sur la décision de désengagement.

Les personnes interrogées ont été invités à fournir des explications supplémentaires en répondant à la question : « Quelles attentes en particulier n'ont pas été satisfaites ? », comme illustré à la Figure 61. La répartition des réponses ouvertes entre ceux qui se sont désengagés volontairement et ceux qui ont été arrêtés montre que la promesse de récompenses matérielles est le facteur dominant dans les perspectives des deux groupes, bien que cette attente non satisfaite soit significativement plus élevée pour les individus qui se sont désengagés volontairement. Ce résultat contraste avec l'importance de l'emploi et des récompenses matérielles découvertes sur la voie de la radicalisation. C'est ce que montre le Chapitre 2, les recrues volontaires citant le plus souvent les possibilités d'emploi comme principale raison d'adhérer à un groupe extrémiste violent.

FIGURE 60 **ATTENTES SATISFAITES DANS LE GROUPE**
PAR LES ARRÊTÉS contre LES DÉSENGAGÉS VOLONTAIRES

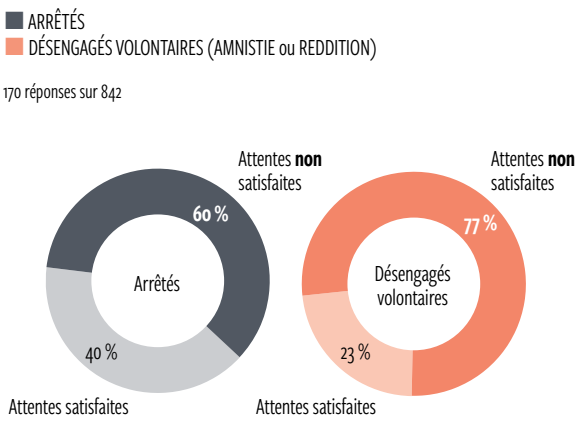
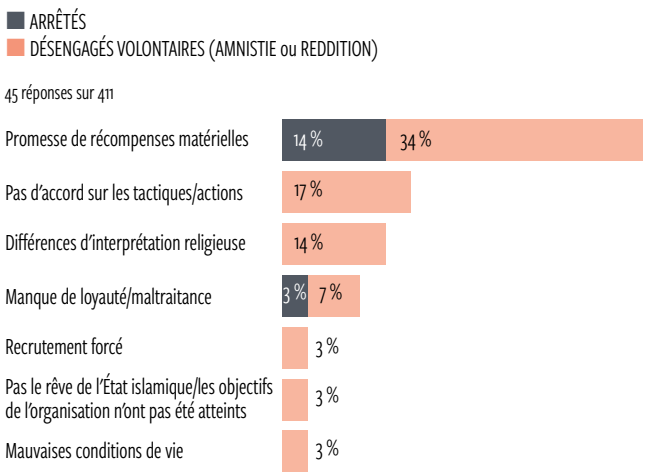


FIGURE 61 **QUELLES ATTENTES EN PARTICULIER N'ONT PAS ÉTÉ SATISFAITES ?**
PAR LES ARRÊTÉS contre LES DÉSENGAGÉS VOLONTAIRES



« Ils m'ont promis que j'aurais tout ce que je voudrais quand j'ai rejoint le groupe, mais j'ai fini par manquer de beaucoup de produits de première nécessité. »

Alhaji Karube, ***18 ans, Nigeria***

La Figure 60 montre que pour les 60 % de personnes arrêtés interrogées qui ont déclaré que leurs attentes n'avaient pas été satisfaites, les fausses promesses concernaient principalement les récompenses matérielles et, dans une moindre mesure, la position des recrues au sein du groupe et les mauvais traitements. En revanche, pour une proportion importante de ceux qui se sont désengagés volontairement (77 %), les réponses étaient étonnamment idéologiques et liées aux comportements et aux actions des groupes extrémistes violents, bien que les attentes économiques figuraient également en bonne place.

Tandis qu'il n'a pas été possible de comparer les salaires avant et après l'adhésion ou d'établir des niveaux de fréquence de paiement précis[213], la Figure 62 montre comment les attentes en matière d'emploi stable n'ont pas été satisfaites, telles qu'exprimées par les personnes interrogées qui se sont volontairement désengagées. Lorsqu'on leur a demandé : « Avez-vous été rémunéré pendant que vous étiez membre du groupe ? », une proportion plus élevée de recrues arrêtées par capture a répondu par l'affirmative, par rapport à celles qui se sont volontairement désengagées par reddition et amnistie.

62% des personnes arrêtées interrogées ont déclaré avoir été payées alors qu'elles étaient membres d'un groupe extrémiste violent, contre seulement 49 % des personnes qui se sont désengagées volontairement. La variation entre les types de personnes interrogées en termes de paiement s'est avérée statistiquement significative, mettant ainsi en évidence une association entre des niveaux de paiement inférieurs et le désengagement volontaire.

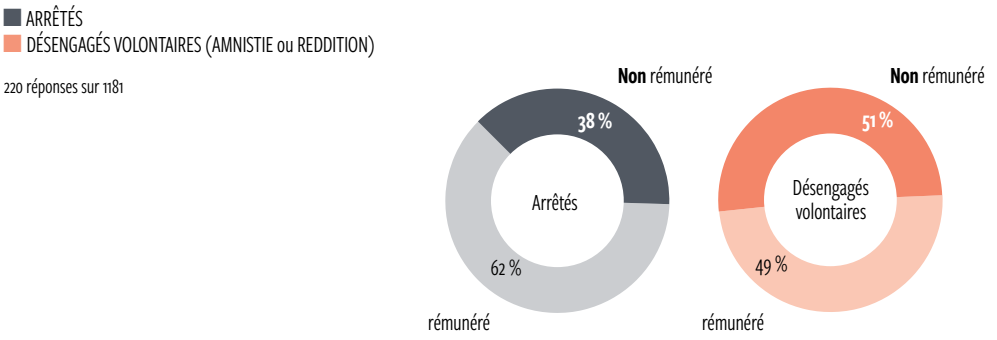
Cela souligne également l'importance des considérations économiques pour le désengagement ainsi que pour le recrutement. 54 % des recrues volontaires se sont plaintes du fait que, lors de leur adhésion, les groupes extrémistes violents n'offraient pas d'opportunités d'emploi ou faisaient un mauvais travail pour les assurer. Cela se compare à la majorité des recrues volontaires qui, comme le rapporte le Chapitre 2, ont également déclaré qu'elles pensaient que le gouvernement n'offrait pas d'opportunités d'emploi ou faisait un mauvais travail pour les assurer, comme les personnes interrogées du groupe de référence.

Cela suggère que les griefs socio-économiques que la plupart des recrues volontaires ont exprimés lors de leur adhésion se sont reproduits, dans une large mesure, dans leurs attentes non satisfaites selon lesquelles les groupes extrémistes violents fourniraient une source stable de revenus.

Une importante disparité entre les genres a également été constatée en termes de rémunération. Alors que 32 % des hommes interrogés ont déclaré avoir été payés pendant qu'ils faisaient partie du groupe, seulement 9 % des femmes interrogées ont déclaré avoir été payées. Cela illustre l'existence de normes de genre au sein des groupes extrémistes violents, y compris en termes de rôle que les femmes jouent souvent en tant qu'épouses forcées pour des hommes de haut rang dans ces groupes, bien que ce ne soit pas toujours le cas[214].

La recherche suggère également que les attentes de récompenses monétaires parmi le plus grand segment de ceux qui ont adhéré rapidement ont été déçues, par rapport à ceux qui ont mis plus de temps à adhérer. Parmi les recrues

FIGURE 62 **AVEZ-VOUS ÉTÉ RÉMUNÉRÉ PENDANT QUE VOUS ÉTIEZ MEMBRE DU GROUPE ?** PAR LES ARRÊTÉS contre LES DÉSENGAGÉS VOLONTAIRES



« Mes attentes étaient d'avoir une maison pour moi, assez d'argent et une voiture. Mais aucune n'a été satisfaite. »

Aden, *21 ans, Somalie*

volontaires qui ont adhéré dans un délai d'un mois, 42 % ont déclaré que leurs attentes en matière d'opportunités économiques avaient été déçues, contre 32 % qui avaient adhéré dans un délai d'un an. Cela pourrait refléter l'importance particulière des griefs économiques et des privations associées parmi ceux qui ont adhéré rapidement.

Rappelant les Chapitres 2 et 3, alors que les « recrues rapides » étaient plus susceptibles d'avoir un certain niveau d'emploi, les profils économiques des personnes volontaires interrogées ont montré qu'elles étaient principalement non qualifiées, exécutant des boulots de faible envergure ou indépendants. Ainsi, leur emploi se caractérisait par une faible sécurité et de l'imprévisibilité. Une proportion importante des recrues volontaires rapides se sont en outre révélées être mariées, ce qui suggère en outre la pertinence des rôles et des responsabilités sexospécifiques influençant les motivations et les incitations des recrues. En termes de recrutement et de désengagement, l'opportunité d'être mieux en mesure de subvenir aux besoins de sa famille se révèle être un moteur clé.

En effet, à l'instar du Chapitre 2, les témoignages des recrues individuelles montrent que le désir d'un revenu stable est souvent lié à la nécessité de subvenir aux besoins de sa famille, d'assurer des soins de santé et de pouvoir acheter une maison. Ils révèlent en outre que certaines personnes interrogées associent l'adhésion à un groupe extrémiste violent à la fois à l'obtention d'un revenu stable et à la promesse de se marier et d'améliorer ainsi son statut social. Bien que ces attentes puissent être façonnées par les récits de recrutement des groupes extrémistes violents, la promesse de récompense économique est également liée aux notions socialement construites de mobilité ascendante ainsi qu'à la possibilité de réimaginer et de rétablir son identité et sa position. Au fur et à mesure que ces attentes s'érodent, les recrues peuvent se sentir désabusées et subir une crise émotionnelle, ce qui pourrait offrir des points d'entrée pour rétablir leur identité d'ex-recrues et les motiver à quitter le groupe.

Ces résultats soulignent ainsi l'importance des facteurs économiques dans la prise de décision des recrues – en particulier la recherche d'emploi – en tant que moteur clé à la fois du recrutement et du désengagement. Cependant, ils révèlent également l'agence et l'opportunisme des individus en question.

Ceci est fondamentalement différent de l'étude de 2017, qui révélait que les facteurs économiques n'étaient pas un facteur de désengagement aussi important qu'ils l'étaient pour le recrutement. Cela souligne l'importance des discours de PEV qui contrecarrent l'offre du groupe extrémiste violent de canaliser les griefs socio-économiques, les humiliations et le désespoir vers la cause de l'extrémisme violent.

Les résultats suggèrent en outre que pour un certain segment de recrues, offrir des incitations liées à des moyens de subsistance pour un désengagement dans le cadre d'un processus plus large de désarmement, de démobilisation et de réintégration pourrait être efficace pour les encourager à quitter un groupe extrémiste violent via l'amnistie ou la reddition. Cependant, comme le montrera la section suivante, la promesse d'avantages économiques à elle seule ne fournira probablement pas une incitation suffisante pour persuader les recrues à long terme de se désengager.

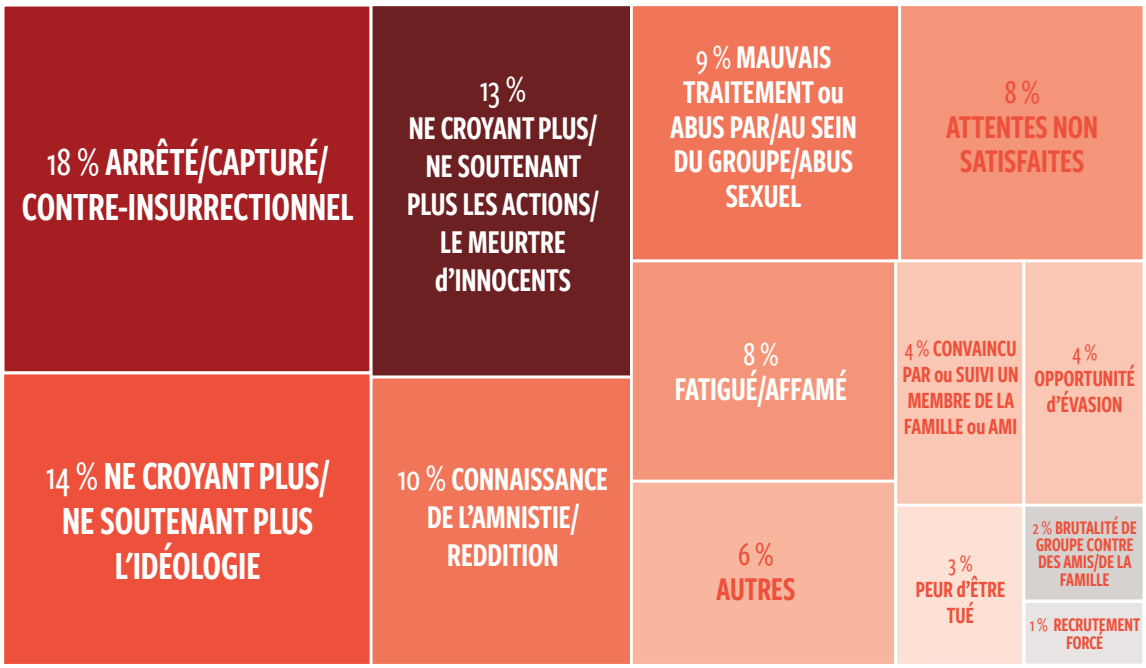
4.2 Le tournant décisif

Basée sur la théorie de la socialisation politique et s'appuyant davantage sur la théorie de la sortie de rôle, cette étude introduit la notion de tournant décisif. Cela peut prendre la forme d'un changement transformateur dans les valeurs, les croyances et l'identité d'un membre du groupe extrémiste violent, et suggérer une déradicalisation, ou un déclencheur de désengagement, soit en partant, soit en changeant son rôle et sa position au sein du groupe. En comparant les trajectoires de ceux qui se désengagent par reddition ou amnistie avec celles des personnes arrêtées par capture, cette étude cherche à comprendre pourquoi certaines personnes choisissent de quitter des groupes extrémistes violents en se rendant volontairement alors que d'autres ne le font pas. Elle contribue ainsi à éclairer la carte du parcours des voies de sortie pouvant conduire au désengagement, voire à la déradicalisation.

De la même manière que tous ceux qui rejoignent un groupe extrémiste violent ne se radicalisent pas, tous ceux qui se désengagent d'un groupe extrémiste violent ne se déradicalisent pas. Le désengagement implique un changement de comportement, c'est-à-dire s'abstenir d'acte violent et se retirer d'un groupe extrémiste violent. Cependant, cela n'implique pas nécessairement un changement dans les croyances. Une personne pourrait quitter une organisation radicale et s'abstenir d'acte violent, mais conserver une vision du monde radicale, conduisant à la récidive.

FIGURE 63 **RAISONS DE SORTIE DU GROUPE** PAR GROUPE DES VOLONTAIRES

Question à réponses multiples. Affiche le pourcentage d'individus qui ont sélectionné la raison. 604 réponses sur 655.



La déradicalisation, quant à elle, est le processus de changement du système de croyances d'un individu. Dans ce contexte, cela implique de rejeter la violence comme moyen de résoudre un conflit, d'exprimer des griefs ou de poursuivre un objectif[215]. Un membre d'un groupe extrémiste violent pourrait décider de réintégrer le groupe lorsque la situation change, ce qui présente un risque de récidive. À l'inverse, lorsque le désengagement est lié à la déradicalisation, impliquant un véritable changement cognitif, le résultat pourrait être plus durable.

Il est largement admis dans la communauté universitaire que la déradicalisation n'est peut-être pas un objectif réaliste ou atteignable, c'est pourquoi l'objectif des programmes de réhabilitation des terroristes tend à se concentrer sur le désengagement[216]. Le potentiel de déclencher un changement dans les croyances et les convictions pourrait être particulièrement difficile dans les cas où les principes idéologiques qui sous-tendent une décision d'adhésion sont profondément ancrés dans certaines valeurs et croyances accompagnées d'une identification religieuse, offrant une vision du monde et une appartenance distinctes et sacrées, et inégalées par l'identification avec d'autres groupes sociaux.

Cependant, en dépassant la notion de déradicalisation en fonction de l'idéologie et en reconnaissant que les gens se désengagent souvent de l'extrémisme violent dans les mêmes environnements dans lesquels ils se sont d'abord engagés[217], les données présentées dans cette étude et les perspectives examinées ci-dessous offrent des pistes pour comprendre le désengagement et la déradicalisation.

Il a été demandé aux membres des groupes des volontaires d'indiquer les principaux facteurs influençant leur décision finale de sortie du groupe (Figure 63). Alors que le chiffre reflète la mosaïque de multiples facteurs d'incitation et d'attraction qui affectent la décision de partir, il démontre également que près d'un tiers de tous les personnes interrogées (27 %) ont déclaré que leurs principales raisons de quitter le groupe étaient qu'ils « ne croyaient plus ou ne soutenaient plus l'idéologie du groupe extrémiste violent » (14 %), et « ne croyaient plus, ne soutenaient les actions et les meurtres d'innocents » du groupe (13 %). Parmi les autres principales raisons du désengagement, mentionnons la faim et la fatigue (8 %), les abus et les mauvais traitements (9 %) ainsi que la peur d'être tué (3 %).

Fait intéressant, malgré l'hétérogénéité des idéologies religieuses, ainsi que les manières spécifiques au contexte dont les groupes extrémistes violents adaptent et diffusent leurs messages idéologiques dans différents contextes, l'insatisfaction à l'égard de l'idéologie du groupe est apparue à la fois comme une attente non satisfaite importante et comme un facteur principal de départ. Cela met en évidence l'écart entre les promesses qui conduisent les recrues à adhérer et les pratiques religieuses réelles des groupes extrémistes violents. Beaucoup d'anciennes

recrues ont fait part de leur désillusion et de leur frustration face à la façon dont le groupe extrémiste violent pratiquait ses croyances.

Certains ont remis en question la base idéologique du mouvement et d'autres étaient préoccupés par le niveau de compréhension religieuse au sein du groupe, soulignant ainsi les conclusions antérieures sur l'importance de l'éducation religieuse et de l'alphabétisation.

Dans de nombreux cas, l'insatisfaction à l'égard des pratiques du groupe extrémiste violent semble être intimement liée à la désillusion et aux attentes non satisfaites concernant les actions du groupe. Dans d'autres cas, les atrocités commises contre des civils ont été décrites comme le facteur important déclenchant leur décision de partir. Bien qu'il soit difficile dans le cadre de cette étude d'assumer la linéarité, ces résultats pourraient refléter le processus par lequel, à travers la désillusion et les attentes initiales non satisfaites, les individus deviennent plus réceptifs à réimaginer leur position au sein du groupe extrémiste violent et à envisager la possibilité d'un désengagement.

Dans un effort pour hiérarchiser les facteurs qui ont façonné la décision finale de quitter le groupe – le tournant décisif – les personnes qui se sont volontairement désengagées ont été invitées à évaluer les facteurs influençant cette décision.

La Figure 64 révèle que la désillusion face aux actions et au fondement idéologique du groupe extrémiste violent, ainsi qu'un manque de confiance dans son leadership, sont apparus comme les trois facteurs les plus saillants qui façonnent et influencent la décision de partir. Ceux-ci sont plus élevés que d'autres facteurs tels que l'injustice, l'épuisement physique, ou les préjudices causés à de la famille ou des amis.

Une majorité significative – 68 % – a indiqué que « ne plus être d'accord avec l'action du groupe » était le facteur le plus influent sur sa décision de partir.

De plus, 60 % ont identifié « ne plus croire en l'idéologie du groupe » comme le deuxième facteur le plus influent affectant cette décision.

Ces facteurs sont vus en relief par rapport à d'autres facteurs relatifs, tels que les 22 % ayant qualifié l'épuisement physique de facteur majeur, 30 % l'évaluant comme un facteur modérément significatif. Ceci suggère que les facteurs liés aux croyances et aux comportements priment sur les conditions physiques dans la décision affectant la décision de partir des individus.

FIGURE 64 **DANS QUELLE MESURE LES FACTEURS SUIVANTS ONT-ILS L'INFLUENCÉ VOTRE DÉCISION DE QUITTER LE GROUPE ?** PAR LES DÉSENGAGÉS VOLONTAIRES

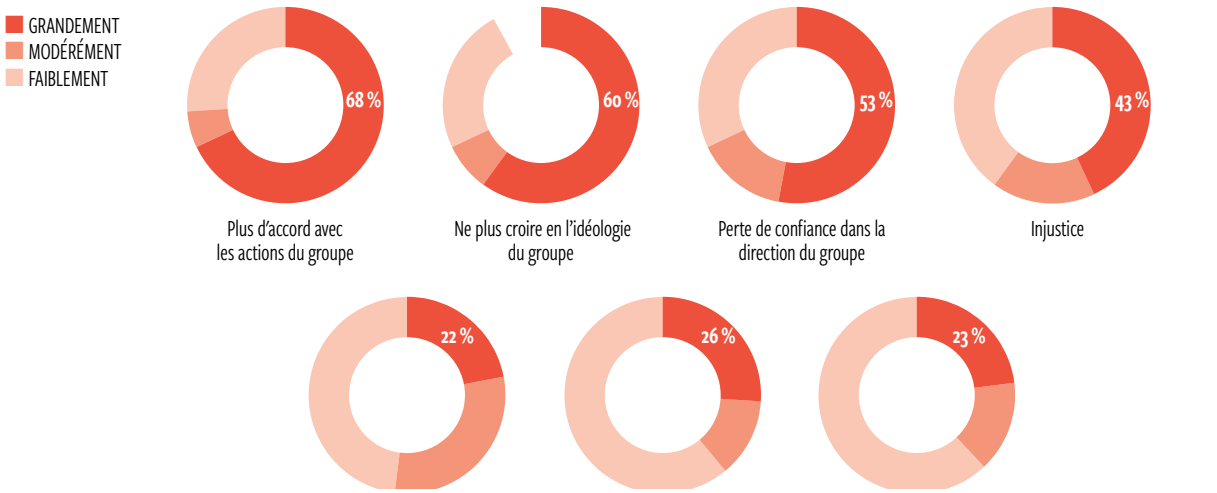
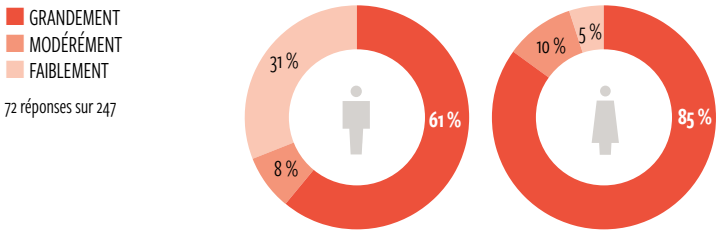


FIGURE 65 **DANS QUELLE MESURE LE FAIT DE LE PLUS CROIRE DANS L'IDÉOLOGIE DU GROUPE A-T-IL INFLUENCÉ VOTRE DÉCISION DE QUITTER LE GROUPE** PAR SEXE



« La justice, l'impartialité et l'équité qui nous ont été prêchées n'étaient pas la réalité des choses dans la brousse. »
Sadiq, 24 ans, Cameroun

FIGURE 66 **« DEPUIS COMBIEN DE TEMPS ÊTES-VOUS/ÉTIEZ-VOUS MEMBRE DU GROUPE ? »** PAR LES ARRÊTÉS contre LES DÉSENGAGÉS VOLONTAIRES

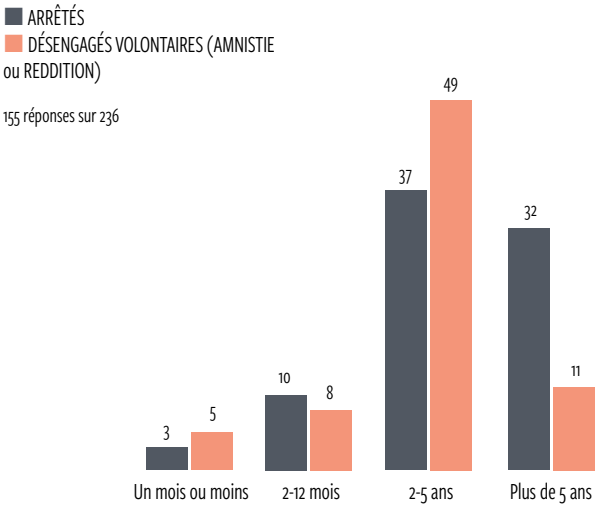
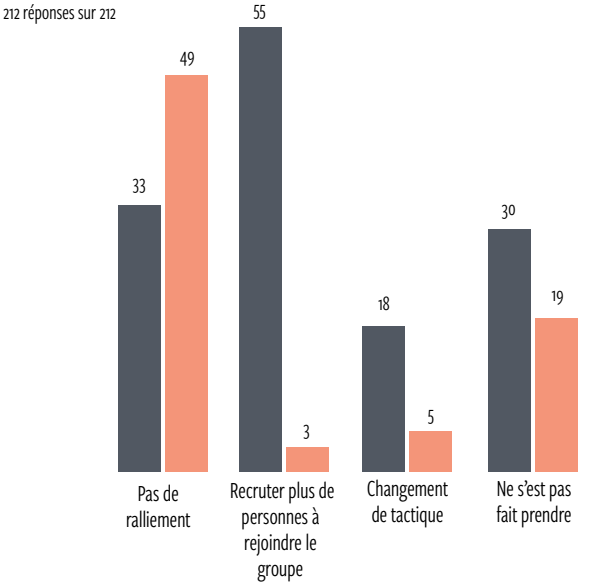


FIGURE 67 **AVEC LE RECUL, QU'AURIEZ-VOUS FAIT DIFFÉREMMENT ?** PAR LES ARRÊTÉS contre LES DÉSENGAGÉS VOLONTAIRES



Le questionnaire a révélé une variation significative entre les genres, les femmes accordant une plus grande importance aux croyances idéologiques comme raison de quitter le groupe, par rapport à leurs homologues hommes. Comme l'illustre la Figure 65, jusqu'à 85 % des femmes interrogées ont déclaré que ne plus croire en l'idéologie du groupe était le facteur le plus influent dans leur décision de partir, contre 62 % des hommes. La décision de partir était également intimement liée à la décision du mari et à la décision de la famille de partir.

Soulignant davantage la nature socialisée du désengagement, la Figure 66 montre que les personnes interrogées qui se sont volontairement désengagés ont également déclaré avoir passé moins de temps, en moyenne, en tant que membres du groupe extrémiste violent, par rapport à ceux qui ont été arrêtés. Cela suggère une association possible entre le temps passé dans le groupe et la probabilité de désengagement.

Les personnes interrogées ont également été invités à réfléchir rétrospectivement à la question, « Avec le recul, qu'auriez-vous fait différemment ? ».

La Figure 67 montre que les membres du groupe extrémiste violent qui se sont volontairement désengagés étaient beaucoup moins susceptibles d'adhérer à nouveau et d'en recruter d'autres, tandis que ceux qui ont été arrêtés ont admis qu'ils avaient l'intention de se réengager dans des activités extrémistes violentes et de poursuivre leur engagement. Cela comprend le recrutement d'autres personnes dans l'extrémisme violent et/ou un changement de tactique afin d'éviter d'être pris[218].

Une grande majorité de ceux qui se sont désengagés ont volontairement déclaré leur intention de ne pas rejoindre à nouveau le groupe (65 % de cette catégorie de personnes interrogées), ce qui pourrait indiquer des remords. Cependant, la réponse la plus courante à cette question parmi les personnes arrêtées était qu'elles avaient l'intention de se réengager auprès du groupe extrémiste violent dans le but de « recruter davantage de personnes pour qu'elles les rejoignent » (40 % de cette catégorie de personnes interrogées). Bien qu'il ne soit pas possible de déterminer les motivations ou la sincérité qui sous-tendent les réponses de ceux qui se sont désengagés volontairement, la variation observable entre les deux groupes

pourrait être une indication supplémentaire d'un changement de croyances et d'idéologie influençant le chemin vers le désengagement volontaire, en plus du fait que leurs attentes n'ont pas été satisfaites alors qu'ils étaient membres du groupe, et évoquant un tournant décisif.

Par ailleurs, les personnes interrogées ont été invitées à évaluer rétrospectivement les raisons spécifiques qui auraient pu les motiver à rester dans le groupe afin d'identifier toutes les tendances parmi ceux qui se sont désengagés volontairement et ceux qui ont été arrêtés. Ces résultats sont illustrés à la Figure 68.

Le facteur le plus important pour les deux groupes était idéologique : la volonté de défendre sa religion et de défendre ses croyances. Cependant, ce facteur semble être plus important chez ceux qui se sont volontairement désengagés. Cela peut refléter la conclusion du Chapitre 2, qui a révélé la perception répandue parmi les recrues volontaires que leur religion était confrontée à une menace physique ou idéologique, suggérant une association avec une plus grande probabilité de recrutement volontaire.

Les facteurs économiques figuraient également en bonne place, en particulier parmi ceux qui se sont désengagés volontairement, reflétant à la fois que les attentes initiales lors de l'adhésion étaient déçues et soulignant l'importance des incitations économiques dans le processus de prise de décision.

Au-delà des facteurs idéologiques et économiques, pour les personnes arrêtées par capture, le facteur d'incitation du groupe extrémiste violent procurant un sentiment d'appartenance au groupe est apparu comme le facteur le plus saillant motivant les individus à se réengager dans l'activité de groupe (35 %). Cela était suivi de près par le désir de vouloir demander justice (32 %). Une plus forte adhésion et un sentiment d'appartenance au groupe sont ainsi suggérés, par rapport à ceux qui se sont désengagés volontairement.

Rappelant le Chapitre 3, l'appel à la justice au milieu d'expériences d'injustice et d'insécurité pourrait être le corollaire de griefs et d'expériences vécues avant l'adhésion, les groupes extrémistes violents se présentant comme un véhicule efficace pour les canaliser vers la cause extrémiste.

En tant que tel, ce résultat pourrait refléter les perceptions des groupes extrémistes violents comme une alternative plus viable à l'État en matière de prestation de services tels que la justice.

La Figure 69 montre comment les personnes interrogées évaluent le facteur « Défendre quelque chose en quoi je crois » comme facteur déterminant dans leur décision de se réengager éventuellement dans le groupe. L'ensemble de données suggère que pour ceux qui ont été arrêtés, l'importance de ce facteur était plus élevée (41 % important et 12 % modéré), par rapport à ceux qui se sont volontairement désengagés, car la plupart de ces personnes interrogées l'ont qualifié de mineur. Les personnes arrêtées par capture restent dans le groupe pendant une période plus longue, ce qui peut également suggérer qu'elles ont des perceptions plus positives du groupe extrémiste violent en tant qu'acteur représentant ou négociant

FIGURE 68 **AVEC LE RECUL, QU'EST-CE QUI VOUS AURAIT MOTIVÉ À RESTER DANS LE GROUPE ?** PAR LES ARRÊTÉS contre LES DÉSENGAGÉS VOLONTAIRES

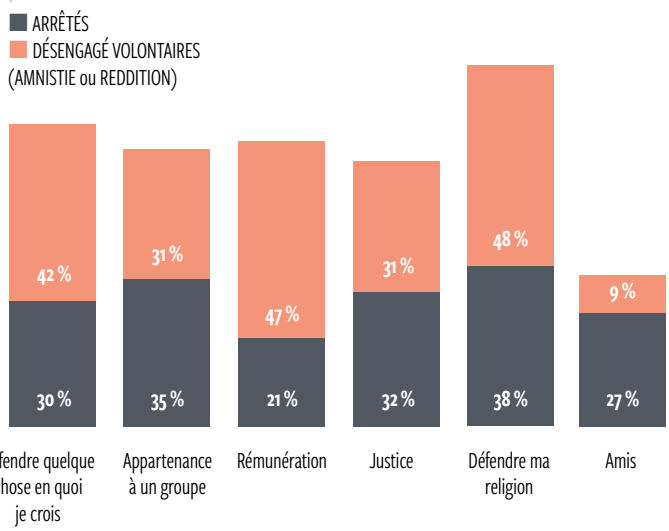
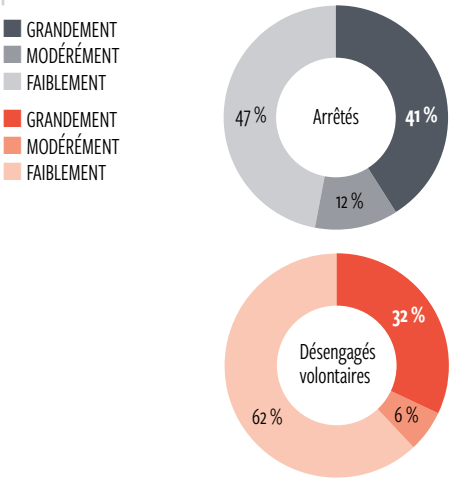


FIGURE 69 **AVEC LE RECUL, POURQUOI AURIEZ-VOUS VOULU RESTER DANS LE GROUPE ? *« DÉFENDRE QUELQUE CHOSE EN QUOI VOUS CROYIEZ »*** PAR LES ARRÊTÉS contre LES DÉSENGAGÉS VOLONTAIRES



Ces résultats (...) soulignent également le besoin critique d'approches éclairées en matière de comportement qui pourraient aborder les attitudes et les systèmes de croyances sous-jacents pour obtenir des résultats durables

une cause légitime de changement. Cela peut également être lié aux opinions sur l'utilisation de la violence comme moyen légitime de changement social, contrairement à ceux qui se désengagent volontairement, dont une plus grande proportion dénonce ces actions comme illégitimes.

Ces résultats soulignent les fortes dimensions comportementales et sociales qui influencent les moteurs et les motivations sous-jacents dans les processus de désengagement et de recrutement. Ils soulignent également le besoin critique d'approches informées sur le comportement qui pourraient aborder les attitudes sous-jacentes et les systèmes de croyances pour obtenir des résultats durables.

4.3. Le processus de désengagement

Suivant la logique de la théorie de la sortie de rôle, le cheminement vers le désengagement implique une période de questionnement et un calcul cognitif avant de prendre la décision finale de partir. Le fait que ce débat interne conduise finalement une personne à partir peut dépendre de la force des facteurs d'incitation et d'attraction, c'est-à-dire les avantages de rester avec le groupe et les obstacles à la sortie[219].

Sur la base de preuves, les facteurs d'attraction les plus reconnus dans le domaine comprennent les offres gouvernementales d'amnistie, les programmes de démobilisation et les incitations financières. D'autres récits ont souligné la nature socialisée du désengagement, en se concentrant sur l'attrait des réseaux sociaux alternatifs (non extrémistes), de la famille, des amis et de la communauté, ainsi que les processus cognitifs et comportementaux, et les motivations au niveau individuel[220]. Certains extrémistes violents peuvent subir une combinaison de facteurs d'incitation et d'attraction mais ne se désengagent jamais, tandis que d'autres citent un seul facteur pour expliquer leur sortie. Cependant, il est important de garder à l'esprit que quitter un groupe extrémiste violent n'est pas seulement une question de volonté individuelle. Il peut être extrêmement difficile et périlleux pour une recrue de se dégager et de s'échapper d'un groupe extrémiste violent, en particulier compte tenu de l'éloignement des camps et des répercussions probables si elle est capturée. Par conséquent, la manière et le moment du départ sont également influencés de manière significative par les circonstances et l'opportunité de le faire.

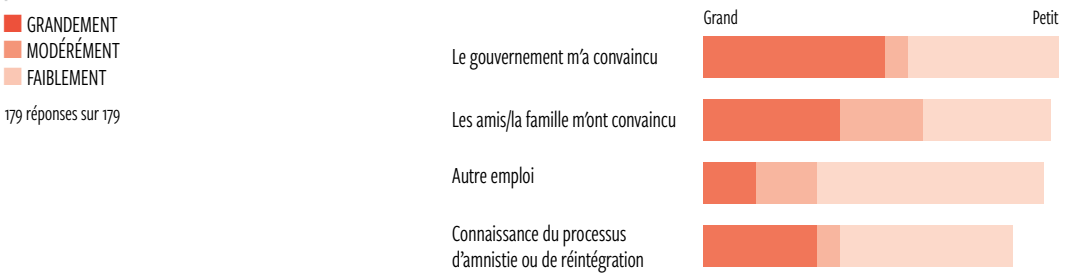
4.3.1. L'INFLUENCE DES INCITATIONS GOUVERNEMENTALES

Les données du rapport *Sur les chemins de l'extrémisme 2.0* mettent en évidence le rôle important de la connaissance et de l'accessibilité des incitations gouvernementales et des programmes d'amnistie pour influencer la décision de se désengager volontairement.

La Figure 70 met en évidence la force relative des facteurs d'attraction affectant la décision de quitter le groupe extrémiste violent par le biais de la reddition ou de l'amnistie. Lorsqu'on leur a demandé d'évaluer l'influence d'un ensemble de facteurs d'attraction sur la décision de quitter volontairement un groupe extrémiste violent, une proportion plus élevée de personnes interrogées ont déclaré que la disponibilité des initiatives gouvernementales d'amnistie et de réintégration était un facteur important dans leur décision de se rendre ou de demander l'amnistie, par rapport à d'autres facteurs tels qu'un « autre emploi » ainsi que les amis et la famille. De même, la prise de conscience de ces programmes d'amnistie et de réintégration soutenant le désengagement est également apparue comme cruciale dans le processus de désengagement.

Ils soulignent l'importance des efforts de sensibilisation et de prise de conscience au niveau communautaire, et la nécessité de lier ces efforts aux efforts nationaux et infranationaux de réintégration et de désengagement sur le terrain. Cela diffère légèrement des résultats de l'étude de 2017, où l'influence des amis et de la famille était presque aussi importante que celle du gouvernement. Bien que la connaissance et la disponibilité de telles initiatives ne l'emportent pas nécessairement sur d'autres préoccupations et obstacles perçus dans le processus de désengagement, tels que la peur d'être tué, elles soulignent

FIGURE 70 **DANS QUELLE MESURE LES FACTEURS SUIVANT ONT-ILS INFLUENCÉ VOTRE DÉCISION DE QUITTER LE GROUPE ?** PAR LES DÉSENGAGÉS VOLONTAIRES



l'importance de réduire ces obstacles en s'efforçant de générer une plus grande prise de conscience de la disponibilité de ces structures et programmes ainsi que de les rendre disponibles et accessibles aux recrues.

4.3.2. L'EFFET EN CASCADE DES RÉSEAUX DE PAIRS ET DE LA FAMILLE

Le nouvel ensemble de données suggère en outre que le désengagement a un effet en cascade, car les schémas de désengagement semblent être étroitement liés aux décisions de la famille, des amis et des membres de la communauté de quitter le groupe extrémiste violent.

Lorsqu'on leur a demandé : « Avec qui avez-vous quitté le groupe ? », la réponse la plus fréquente était « avec des amis » (35 % des personnes interrogées), ce qui indique à nouveau le potentiel de l'influence des pairs comme moyen d'encourager le désengagement, comme le montre la Figure 71. Cependant, les réponses des personnes interrogées hommes et femmes concernant les personnes avec lesquelles ils sont partis différaient considérablement, tout comme les résultats concernant les personnes avec lesquelles ils avaient adhéré (Figure 72).

Les hommes étaient beaucoup plus susceptibles de déclarer qu'ils étaient partis avec des amis (42 %), tandis que la réponse la plus fréquente parmi les recrues féminines était qu'elles étaient parties avec leur mari (31 %), suivie par d'autres membres de la famille, contrairement aux très rares qui avaient décidé de partir seules. Cela met en évidence la nécessité de réponses sexospécifiques qui pourraient être efficaces pour atteindre les femmes, ces dernières pouvant rencontrer un obstacle supplémentaire à la sortie de ces groupes compte tenu des conditions imposées par le mariage et les normes de genre. Comme indiqué ailleurs, pour certaines femmes, le fait de rejoindre un groupe extrémiste violent peut être considéré comme une opportunité de mobilité sociale ascendante face aux normes oppressives des sociétés patriarcales, ajoutant ainsi une autre couche de complexité pour un désengagement à long terme[2.21].

Ces résultats soulignent à nouveau l'importance de la nature socialisée des modèles de recrutement et de désengagement, et la façon dont ces dynamiques convergent avec les rôles et les normes de genre. Pourtant, comme dans les Chapitres 2 et 3 qui ont mis en évidence les griefs animés par les acteurs étatiques en tant que facteurs clés pour façonner la trajectoire vers l'extrémisme violent, ces résultats ont également souligné à quel point les sentiments répandus de désillusion et les attentes non satisfaites par rapport aux groupes extrémistes violents constituent également des moteurs importants vers le désengagement volontaire.

FIGURE 71 **AVEC QUI AVEZ-VOUS QUITTÉ LE GROUPE ?** PAR LES DÉSENGAGÉS VOLONTA

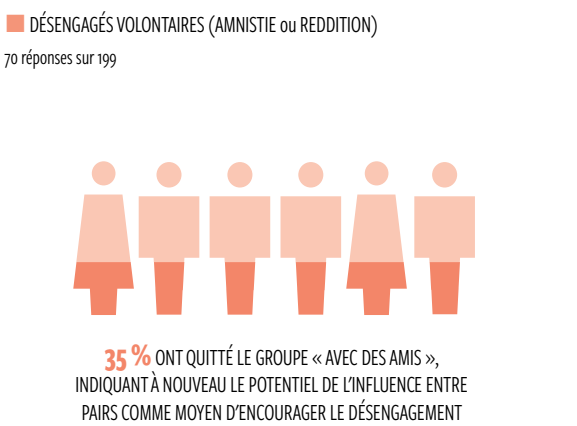
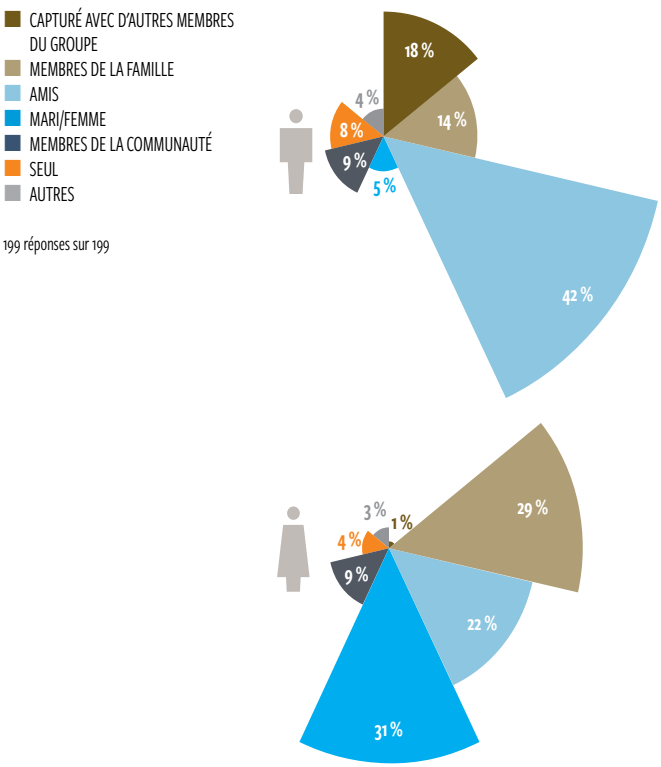


FIGURE 72 **AVEC QUI AVEZ-VOUS QUITTÉ LE GROUPE ?** PAR SEXE



« Je n'ai pas vu l'image que j'avais en tête avant d'adhérer – l'ami m'a dit que ce serait la meilleure décision que j'aie jamais prise, me demandant de rejoindre cette grande cause et que je verrais les différences lorsque j'y serais, mais en fait je n'ai rien trouvé et je me suis considéré comme chanceux car je suis toujours en vie. »

Ali, 31 ans, Somalie

Chapitre 4 : Principales conclusions

LES MOTEURS DE DÉSENGAGEMENT

- L'analyse révèle que la désillusion tout aussi répandue à l'égard du gouvernement et les attentes non satisfaites concernant ses actions représentaient les principaux moteurs du recrutement dans l'extrémisme violent, la désillusion des recrues et les attentes non satisfaites par rapport aux groupes extrémistes violents constituant également des moteurs importants du désengagement volontaire. Comme le suggère la recherche décrite ci-dessus, les incitations économiques et les moteurs idéologiques perçus ont fourni des voies clés vers le recrutement dans les groupes extrémistes violents de par la recherche d'une plus grande mobilité sociale, d'un sentiment d'appartenance et d'une plus grande capacité d'action. Les données et les témoignages illustrent également comment les attentes non satisfaites et la réponse inadéquate au suivi de ces incitations sont des raisons importantes pour lesquelles les recrues se désengagent volontairement et offrent une indication de déradicalisation.

- En particulier, la déception et les attentes non satisfaites liées à l'anticipation d'une récompense monétaire ressortent comme des facteurs de sortie clés parmi les recrues volontaires qui quittent les groupes. Cela offre une preuve supplémentaire de l'importance des facteurs économiques dans les motivations des recrues.

LE TOURNANT DÉCISIF

- Les résultats suggèrent que la déconnexion entre les actions perçues des groupes et leurs pratiques et tactiques réelles joue un rôle crucial dans la décision finale de se désengager volontairement. Parmi ceux qui se sont volontairement désengagés, jusqu'à 68 % des recrues volontaires ont indiqué qu'elles n'étaient plus d'accord ou ne soutenaient plus les actions du groupe extrémiste violent, y compris le meurtre d'innocents, comme le facteur le plus important influant sur la décision finale de partir (noté sur une échelle). Les facteurs religieux et idéologiques – notamment les interprétations religieuses divergentes – ressortent comme une attente non satisfaite dominante et un facteur principal qui affecte largement la décision des individus de partir. Une proportion importante (60 %) déclare ne plus croire en l'idéologie du groupe.

- La transformation de l'incitation et de la perception de la violence en un moyen légitime de changement social à l'approbation de moyens non violents pourrait indiquer un changement au sein des systèmes de croyances des personnes interrogées et pourrait être un signe de déradicalisation.

- En outre, ceux qui se désengagent volontairement sont nettement moins susceptibles d'adhérer et de recruter d'autres personnes, tandis que ceux qui sont arrêtés admettent qu'ils ont l'intention de se réengager dans une activité extrémiste violente et de poursuivre leur engagement en tant que raison légitime de défendre quelque chose en quoi ils croient et comme une manière de vouloir demander justice. Cela comprend le recrutement d'autres personnes et/ou le changement de tactique et l'expression d'une intention de ne pas être arrêté en tant que membre d'un groupe extrémiste violent et de mener ses activités.

- Ces résultats soulignent les fortes dimensions comportementales et sociales de la dynamique de l'extrémisme violent et le besoin crucial d'approches éclairées sur le comportement qui pourraient aborder les attitudes sous-jacentes et les systèmes de croyances pour obtenir des résultats durables. Ils parlent également de la valeur ajoutée et de la complémentarité des outils et des approches de consolidation de la paix dans les efforts de PVE qui cherchent à transformer la dynamique entre les individus et les groupes extrémistes violents envers une coexistence plus stable et pacifique.

LE PROCESSUS DE DÉSENGAGEMENT

- Reconnaissant l'importance et la dimension des facteurs d'incitation et d'attraction pour quitter les groupes extrémistes violents, les données mettent en évidence le rôle important des incitations gouvernementales et des programmes d'amnistie pour influencer la décision de se désengager ou de se démobiliser volontairement.

- Une proportion importante a déclaré que la disponibilité et la connaissance des initiatives gouvernementales d'amnistie et de réintégration étaient un facteur important dans leur décision finale de se rendre ou de demander l'amnistie.

- De plus, soulignant davantage la nature hautement sociale des voies de sortie, les résultats mettent aussi en avant les effets en cascade du désengagement, car ces modèles sont étroitement liés à la décision de la famille, des amis et des membres de la communauté de partir.

- Les hommes étaient beaucoup plus susceptibles de déclarer qu'ils étaient partis avec des amis. Pour les recrues femmes, le fait de partir avec leur mari était la réponse la plus fréquente, suivie par les autres membres de la famille, contrairement à celles qui ont décidé de partir seules. Cela souligne à nouveau l'importance des initiatives de réintégration et de désengagement sexospécifiques pour cibler plus efficacement les femmes, qui pourraient être invisibles ou moins susceptibles de savoir que de telles initiatives existent.

SUR LES CHEMINS DE L'EXTRÉMISME EN AFRIQUE
LES VOIES DE RECRUTEMENT ET DE DÉSENGAGEMENT

VOIES DE RECRUTEMENT - RECRUTEMENT VOLONTAIRE

MOTEURS D'ADHÉSION ..... PROCESSUS DE RECRUTEMENT ..... LE « POINT DE BASCULEMENT » .....

LIEU DE NAISSANCE
RECRUES VOLONTAIRES SUSCEPTIBLES D'AVOIR GRANDI DANS CERTAINES DES RÉGIONS LES PLUS ÉLOIGNÉES ET LES PLUS PÉRIPHÉRIQUES

L'ENFANCE
40 % DES RECRUES VOLONTAIRES ONT AFFIRMÉ AVOIR EU DES AMIS D'AUTRES RELIGIONS, CONTRE 53 % POUR LE GROUPE DE RÉFÉRENCE

UNE ENFANCE MALHEUREUSE
AUGMENTE LA PROBABILITÉ DE RECRUTEMENT VOLONTAIRE

48 % ONT SUIVI PENDANT 5 ANS OU MOINS UNE **ÉDUCATION LAÏQUE**

PLUS SUSCEPTIBLES DE PERCEVOIR LEUR **RELIGION** COMME MENACÉE
ET POURTANT 64 % COMPTENT SUR LES AUTRES POUR COMPRENDRE LES TEXTES QU'ILS LISENT OU EN ONT UNE COMPRÉHENSION LIMITÉE

31 % AVAIENT UN **BESOIN IMMÉDIAT DE MOYENS DE SUBSISTANCE** AU MOMENT DE REJOINDRE DU GROUPE

73 % ONT AFFIRMÉ QUE LE **GOUVERNEMENT** FAISAIT MAL SON TRAVAIL EN MATIÈRE D'EMPLOI
71 % DES GROUPES DE RÉFÉRENCE ONT FOURNI DES RÉPONSES SIMILAIRES

62 % ONT SIGNALÉ AVOIR **PEU OU AUCUNE CONFIANCE ENVERS LA POLICE**
61 % DU GROUPE DE RÉFÉRENCE ONT FOURNI DES RÉPONSES SIMILAIRES

61 % DES RECRUES HOMMES **ONT REJOINT LE GROUPE AVEC UN AMI**

VITESSE OF RECRUTEMENT APRÈS LA PREMIÈRE RENCONTRE
1 MOIS – 12 MOIS
40 % EN L'ESPACE D'UN MOIS
67 % EN L'ESPACE D'UN AN

50 % DES RECRUES FEMMES **ONT REJOINT LE GROUPE AVEC DES MEMBRES DE LEUR FAMILLE**

48 % ONT CONNU UN ÉVÉNEMENT SPÉCIFIQUE QUI LES A INCITÉS À **REJOINDRE LE GROUPE**
PARMI CEUX-CI, 71 % ONT CITÉ **ACTION GOUVERNMENTALE, LE MEURTRE OU L'ARRESTATION DE MEMBRES DE LEUR FAMILLE OU D'AMIS** COMME LE « POINT DE BASCULEMENT» QUI LES A POUSSÉS À REJOINDRE LE GROUPE

N'ONT PAS REJOINT LE GROUPE .....

VOIES DE RÉSILIENCE
GROUPE DE RÉFÉRENCE

UNE ANNÉE DE SCOLARITÉ SUPPLÉMENTAIRE RÉDUIT LA PROBABILITÉ DE RECRUTEMENT VOLONTAIRE DE 13 %

NE PAS PERCEVOIR SA RELIGION COMME MENACÉE RÉDUIT LA PROBABILITÉ DE RECRUTEMENT VOLONTAIRE DE 48-50 %

LES ACTEURS LOCAUX INSPIRANT LE PLUS DE CONFIANCE AU GROUPE DE VOLONTAIRES ET DE RÉFÉRENCE

UNE **CONNECTIVITÉ EN LIGNE PLUS ÉLEVÉE** RÉDUIT LA PROBABILITÉ DE RECRUTEMENT

L'ABSENCE D'ÉVÉNEMENT « POINT DE BASCULEMENT » RÉDUIT LA PROBABILITÉ DE RECRUTEMENT DE 40-50 %

VOIES DE DÉSENGAGEMENT - DÉSENGAGEMENT PAR REDDITION OU AMNISTIE

MOTEURS D'ABANDON

54 % ONT AFFIRMÉ QUE LE GROUPE **NE FOURNISSAIT PAS D'OPPORTUNITÉS D'EMPLOIS** OU FAISAIT MAL SON TRAVAIL EN MATIÈRE D'EMPLOIS

77 % ONT AFFIRMÉ QUE LEURS **ATTENTES N'AVAIENT PAS ÉTÉ SATISFAITES** DANS LE GROUPE

TOURNANT DÉCISIF

68 % ONT IDENTIFIÉ LA **DÉSILLUSION PAR RAPPORT AUX ACTIONS DES GROUPES** COMME LE FACTEUR LE PLUS IMPORTANT DANS LEUR DÉCISION **DE PARTIR**

60 % ONT IDENTIFIÉ **NE PLUS CROIRE EN L'IDÉOLOGIE DU GROUPE D'EXTRÉMISME VIOLENT** COMME LE DEUXIÈME FACTEUR LE PLUS IMPORTANT

PROCESSUS DE DÉSENGAGEMENT

42 % DES RECRUES HOMMES **SONT PARTIS AVEC UN AMI**

VITESSE DE DÉSENGAGEMENT CEUX QUI **PARTENT VIA REDDITION/AMNISTIE SONT PLUS SUSCEPTIBLES D'AVOIR MOINS FRÉQUENTÉ LE GROUPE**

31 % DES RECRUES FEMMES **SONT PARTIES AVEC DES MEMBRES DE LEUR FAMILLE**

INTÉRÊT DANS L'ADHÉSION AU GROUPE EV

VOIES DE LA DÉSENGAGEMENT
PAR ARRESTATION/CAPTURE

40 % DES PERSONNES ARRÊTÉES PAR CAPTURE ÉTAIENT PLUS SUSCEPTIBLES DE REJOINDRE LE GROUPE À NOUVEAU DANS LE BUT DE « **RECRUTER D'AUTRES PERSONNES** »

53 % CONSIDÈRENT « **DÉFENDRE QUELQUE CHOSE EN QUOI ON CROIT** » COMME L'UN DES PRINCIPAUX FACTEURS AYANT INFLUENCÉ LEUR ADHÉSION

MOTIVATIONS D'ADHÉSION :
35 % IDENTIFIENT LE **GROUPE EV PROCURANT UN SENTIMENT D'APPARTENANCE** 32 % LE DÉSIR DE « FAIRE JUSTICE »

« Il fut un temps où j'ai failli rejoindre le groupe parce que mes amis y étaient, alors un jour ma famille a appris où je me trouvais parce que j'étais parfois loin de chez moi, puis ma famille a commencé à me donner des conseils et elle a dû quitter notre village à cause de moi pour m'éloigner le plus possible de l'extrémiste. Si ma famille ne s'était pas battue pour moi, je les aurais rejoints. Je suis reconnaissant à ma famille. »

Saadaq, *25 ans, Somalie*

©PNUD

CHAPITRE 5 :
LES IMPLICATIONS POUR LA POLITIQUE ET LA PROGRAMMATION

Ce dernier chapitre se concentre sur ce qui peut être fait pour endiguer la vague montante de l'extrémisme violent en Afrique. Plus précisément, à la lumière des preuves présentées concernant les nombreux et divers facteurs qui motivent le recrutement, quelles mesures peuvent être prises — à la fois par la programmation et dans la sphère politique — pour empêcher de jeunes hommes et femmes de rejoindre les groupes extrémistes violents. Relever ce défi nécessite une compréhension approfondie des conditions, des expériences et des incidents qui façonnent le cheminement d'un individu vers ou loin du recrutement dans un tel groupe. S'appuyant sur l'étude novatrice du PNUD de 2017, le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* se penche sur ce manque de connaissances.

En 2017, le PNUD a lancé l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* afin d'établir une base de preuves solides qui se concentrent sur ce qui pousse de jeunes hommes et femmes en Afrique à rejoindre ces groupes, en s'appuyant sur une multitude d'histoires individuelles. Il a identifié des voies vers des politiques et des programmes plus efficaces pour lutter contre l'extrémisme violent, à la fois pour éclairer le travail en cours du PNUD et celui d'autres parties prenantes et partenaires. Depuis 2017, les efforts visant à empêcher le développement des groupes extrémistes violents à leur source ont complété le déploiement d'opérations antiterroristes pour les combattre ; en d'autres termes, il s'agit de s'attaquer aux conditions qui engendrent l'extrémisme violent. Néanmoins, les opérations militaires, dirigées par l'État et axées sur la sécurité, restent la réponse dominante en Afrique. Pendant ce temps, des groupes extrémistes violents étendent leur présence et leur impact meurtrier à travers le continent, et l'Afrique est désormais l'épicentre mondial de l'extrémisme violent.

Cette tendance doit être vue dans un contexte plus large. Malgré les avancées notées en matière de développement dans la plupart des pays africains au cours des dernières décennies et une résilience considérable, la vulnérabilité à l'extrémisme violent reste liée à un sous-développement persistant, ainsi qu'à une exclusion socio-économique souvent fondée sur la religion ou l'ethnicité, une insécurité chronique, et des États faibles ou prédateurs. Ces défis sont tous aggravés par le changement climatique, des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents, et la dégradation consécutive d'environnements naturels précieux et des ressources qu'ils fournissent. Ainsi, les gouvernements africains sont confrontés à d'immenses obstacles pour assurer la stabilité, la paix et le développement, ainsi que l'adéquation entre le rythme et les avantages de la croissance, et l'expansion de la population la plus jeune du monde.

Répondre aux défis de sécurité et de développement posés par l'extrémisme violent est un objectif majeur des acteurs nationaux et internationaux, le PNUD étant l'un des principaux acteurs du développement. Le but du rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* était d'élargir et d'approfondir la base de preuves établie par l'étude de 2017, en suivant une approche similaire consistant à démêler les voies qui conduisent les individus à rejoindre les groupes extrémistes violents. En outre, la nouvelle étude examine en profondeur les aspects clés, fournissant, par exemple, des preuves plus ventilées par genre sur les modèles de recrutement, ainsi qu'un nouvel éclairage sur les facteurs d'incitation et d'attraction qui influencent les recrues par rapport aux groupes extrémistes violents. L'objectif sous-jacent est d'informer et de promouvoir des réponses politiques et programmatiques plus efficaces en mettant à jour la base de données factuelles à la fois pour le travail en cours du PNUD et pour d'autres parties prenantes et partenaires. Cette dernière section du rapport récapitule d'abord les principales conclusions de la nouvelle étude, puis examine les implications de ces preuves, en identifiant ce qui peut être fait en matière de programmation et de politique pour inverser la vague d'extrémisme violent.

Résumé des conclusions

La recherche a réaffirmé bon nombre des conclusions et des idées révélées par l'étude du PNUD de 2017 sur le large éventail de facteurs pouvant influencer le parcours d'un individu vers l'extrémisme. Elle approfondit également l'analyse de ces événements déclencheurs, ou « points de basculement », qui, dans de nombreux cas, poussent un individu à rejoindre un groupe extrémiste violent. Tout en renforçant généralement les résultats antérieurs, la nouvelle étude révèle également des variations importantes et approfondit notre compréhension actuelle des facteurs qui rendent les individus susceptibles d'être recrutés dans des groupes extrémistes violents. Il s'agit notamment d'un déclin apparent de l'importance de la religion en tant que moteur de recrutement par rapport à d'autres facteurs et d'une relation plus fracturée entre l'État et ses citoyens.

Les conditions propices à l'escalade et à l'accélération de l'extrémisme violent en Afrique sont largement présentes, ce qui suggère qu'il pourrait se propager encore plus loin qu'il ne l'a fait ces dernières années, avec davantage de dévastation et de recul en matière de développement

La nouvelle étude approfondit également notre compréhension actuelle des facteurs qui rendent les individus susceptibles d'être recrutés dans des groupes extrémistes violents. Comme en 2017, les nouvelles données mettent en évidence que les jeunes qui grandissent dans ces zones périphériques ont tendance à être beaucoup moins mobiles et donc moins exposés aux personnes d'ethnies ou de religions différentes. Un tel manque d'exposition peut conduire à un durcissement des attitudes envers les autres personnes, cultures et systèmes de croyances. Ces résultats confirment donc largement les résultats précédents de l'étude de 2017. Les circonstances familiales et les expériences de l'enfance aggravent la vulnérabilité d'un individu à de tels discours. Le nouvel ensemble de données renforce la conclusion de l'étude de 2017 selon laquelle de faibles niveaux d'implication des parents dans la vie d'un enfant façonnent la susceptibilité future au recrutement. Cela suggère également que lorsque la famille ne procure pas un sentiment d'appartenance, un individu est plus susceptible de le rechercher dans d'autres groupements en dehors de l'unité familiale. Ainsi, le cheminement d'un individu vers l'extrémisme violent peut être considéré comme ayant pour origine, du moins en partie, le besoin non satisfait d'appartenance et de lien de l'enfant. L'accès limité à la scolarisation est également un facteur important de résilience, bien que les données soulignent qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de scolarisation en soi, mais de sa qualité et de sa portée, en particulier la mesure dans laquelle elle inculque les valeurs de citoyenneté, le respect de la diversité et la pensée critique.

Ce qui précède correspond aux conclusions sur l'importance des facteurs religieux en tant que moteurs du recrutement. Contrairement à la première étude, dans laquelle 40 % des personnes interrogées ont indiqué que les « idées religieuses du groupe » étaient la principale raison du recrutement volontaire, moins de la moitié (17 %) ont identifié la religion comme un facteur clé et seulement 6 % ont indiqué

l'influence de professeurs religieux. Cela contraste avec l'étude de 2017 où 13 % des personnes interrogées l'ont classé comme un facteur déterminant. Alors que des proportions plus faibles de personnes interrogées percevaient leur religion comme menacée dans cet ensemble de données par rapport à l'étude de 2017, les recrues volontaires étaient statistiquement plus susceptibles d'avoir cette perception par rapport au groupe de référence.

L'attrait des groupes extrémistes violents procurant un « sentiment d'appartenance » s'est en outre révélé être un prédicteur statistiquement significatif du recrutement volontaire dans les groupes extrémistes violents, ces groupes offrant la possibilité de canaliser des sentiments plus profonds de marginalisation, d'aliénation et de frustration envers la cause de l'extrémisme violent.

Cela peut suggérer qu'un engagement envers une idéologie spécifique peut avoir moins à voir avec le fait de pousser un individu à rejoindre un groupe extrémiste violent qu'avec le souhait de cette personne d'appartenir à un groupe, ce qui l'amène à adopter l'idéologie que le groupe épouse. Cela démontre en outre que lorsque la religion fonctionne comme une expression puissante de l'identité individuelle et collective, et offre un moyen de canaliser les griefs existants et les menaces perçues, la probabilité de recrutement augmente. En tant que tel, cela sert également d'avertissement que l'utilisation de la religion comme pierre de touche pour d'autres griefs basés sur le contexte peut se développer facilement.

L'étude souligne également l'importance de l'éducation religieuse et de l'alphabétisation religieuse en tant que facteurs de protection clés contre les discours extrémistes violents. En distinguant clairement les perceptions individuelles des idéologies religieuses radicales comme moteur de l'extrémisme, d'une part, et les niveaux réels d'éducation religieuse et d'alphabétisation, d'autre part, les résultats montrent que les personnes qui ont ensuite rejoint volontairement un groupe extrémiste violent étaient plus susceptibles d'avoir reçu moins d'années d'éducation religieuse que leurs homologues du groupe de référence. Elles étaient également plus susceptibles d'adhérer plus rapidement que celles qui avaient reçu des niveaux plus élevés d'éducation religieuse. Une proportion importante de recrues volontaires a reconnu avoir une compréhension limitée ou nulle des textes religieux, ce qui les rend plus vulnérables à l'influence des opinions importées et à l'exposition aux idées extrémistes. En revanche, des niveaux plus élevés d'éducation religieuse se sont avérés significativement associés à une probabilité plus faible de recrutement volontaire. En tant que tels, les résultats résonnent avec les résultats de la première recherche *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* et offre la perspective d'un rempart contre la rhétorique montante qui associe l'extrémisme violent à certaines idéologies et montre comment la religion, y compris l'éducation religieuse, peut, en fait, servir de source cruciale de résilience.

L'étude révèle un sentiment généralisé de difficultés économiques et de privation dans les perspectives de toutes les personnes interrogées, sentiment exacerbé par des griefs alimentés par les lacunes de l'État lui-même.

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* souligne à nouveau la pertinence des facteurs économiques en tant que moteurs du recrutement, même s'il est peu probable qu'ils soient les seuls déterminants. Un quart des recrues volontaires ont indiqué l'emploi comme principal moteur, ainsi que le « besoin urgent » le plus cité lors de leur adhésion, tandis qu'une majorité de personnes interrogées ont déclaré qu'elles étaient employées (bien qu'elles occupaient un emploi vulnérable) au moment de l'adhésion. Cependant, contrairement à l'étude de 2017 et aux hypothèses répandues concernant le chômage des jeunes comme moteur de l'extrémisme violent, aucune corrélation significative n'a été trouvée entre le chômage et la vulnérabilité à l'extrémisme violent : 73 % des recrues volontaires ont exprimé leur frustration à l'égard du gouvernement en termes d'opportunités d'emploi, contre 71 % du groupe de référence. Au lieu de cela, l'étude trouve un sentiment généralisé de difficultés économiques et de privation dans les perspectives de toutes les personnes interrogées, sentiment exacerbé par des griefs alimentés par les lacunes de l'État lui-même.

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* souligne en outre comment les incitations apparemment matérielles convergent avec les normes et les rôles de genre. Alors que les hommes interrogés citent l'emploi comme le principal facteur, les femmes interrogées mentionnent le plus souvent l'influence de la famille, y compris les maris, comme le principal moteur de cette décision. Ceux qui ont suivi la trajectoire de l'extrémisme violent plus rapidement que les autres étaient également plus susceptibles d'être mariés et, par conséquent, d'assumer des responsabilités clés au sein de la famille. Pour les jeunes qui n'assument pas encore de telles responsabilités, la promesse de récompenses matérielles pourrait être liée à l'attrait d'un statut social plus élevé, ainsi que du respect et de la mobilité ascendante comme moyen de sortir de l'impasse que beaucoup perçoivent dans les communautés gérontocratiques. Dans ces situations, le manque d'actifs, tels que le mariage et un emploi stable, les empêche d'avancer vers l'âge adulte – une conclusion fermement

corroborée par les témoignages contenus dans ce rapport. Ces résultats illustrent davantage comment la dépendance économique, les rôles traditionnels des genres et la pression de la communauté, ainsi que les griefs associés aux réalités vécues de la vulnérabilité et du sous-emploi, convergent et peuvent affecter les modèles de recrutement de manière critique. Ils ajoutent également des nuances aux incitations qui sous-tendent la décision de rejoindre un groupe extrémiste violent, au-delà des compréhensions essentialistes et déterministes des jeunes et du chômage des jeunes.

L'étude de 2017 a établi sans équivoque qu'une confiance limitée et des griefs généralisés envers l'État, y compris les acteurs étatiques, sont associés à des niveaux élevés de recrutement, renforçant l'importance de la gouvernance et de la prestation de services pour prévenir l'extrémisme violent en Afrique. La nouvelle étude explore ces griefs plus en profondeur, tout en tenant compte des preuves contextuelles sur le rôle des groupes extrémistes violents en tant que prestataires de services alternatifs et concurrents de l'État.

L'étude précédente a trouvé une variation significative dans les griefs aigus exprimés par ceux qui se sont retrouvés sur la voie vers l'extrémisme violent et ceux qui vivaient dans des environnements à risque propices aux moteurs de l'extrémisme violent. Cependant, cette étude de suivi révèle que ces différences et ces contrastes semblent avoir été largement atténués. En fait, les besoins et les griefs aigus semblent plutôt refléter une relation beaucoup plus fracturée et divisée entre l'État et ses citoyens.

Le nouvel ensemble de données révèle l'aliénation croissante des citoyens vis-à-vis de l'État dans de nombreux pays étudiés, reflétée dans les faibles attentes de la plupart des personnes interrogées quant à la possibilité d'élections apportant des changements positifs, des niveaux limités de confiance dans l'État et les acteurs de l'État de sécurité, et des doutes quant au rôle du gouvernement dans la sécurité, la scolarisation et l'emploi. Cela peut s'expliquer au moins en partie par le fait que la moitié des pays étudiés ont connu des coups d'État ou des tentatives de coup d'État ces dernières années, ce qui met en évidence la faiblesse et l'instabilité des États de la région. Cependant, ces résultats soulignent en outre que les conditions propices à l'escalade et à l'accélération de l'extrémisme violent en Afrique sont largement présentes, ce qui suggère qu'il pourrait se propager encore plus loin que ces dernières années, avec davantage de dévastation et de recul associés en matière de développement.

...contrairement aux hypothèses répandues sur la radicalisation en ligne, une utilisation accrue d'Internet diminue la probabilité de recrutement.

L'étude de 2017 a introduit la notion de « point de basculement » – un événement qui pousse les personnes à risque sur la voie de l'extrémisme violent. Elle a révélé comment les griefs envers l'État sont largement alimentés par les violations des droits humains associées aux opérations antiterroristes et aux acteurs de la sécurité de l'État en général, aggravées par leur impunité et leur manque de responsabilité perçus. Cette étude apporte une nuance à cette compréhension et explore l'importance des « points de basculement ». Elle constate que même si tout le monde ne rejoint pas volontairement un groupe extrémiste violent après un événement déclencheur spécifique, une proportion importante d'individus — 48% — a signalé des incidents spécifiques déclenchant leur décision ultime de rejoindre un tel groupe. Il est important de noter que près des trois quarts de ceux qui se sont sentis obligés de rejoindre un groupe extrémiste violent (71 %) ont cité un événement déclencheur spécifique, y compris une action gouvernementale, des violations des droits humains, le meurtre ou l'arrestation de membres de la famille ou d'amis, comme le « point de basculement », conformément à l'étude de 2017. L'étude révèle également l'importance des événements déclencheurs en tant qu'accélérateurs de recrutement statistiquement significatifs, tandis que l'absence de « point de basculement » réduit fortement la probabilité de recrutement de 40 à 50 %. La colère et la peur figuraient en bonne place parmi ceux qui ont adhéré plus rapidement (dans un délai d'un mois), tandis que ceux qui ont mis plus de temps à adhérer étaient principalement motivés par l'espoir de changement, soulignant l'attrait des groupes extrémistes violents comme offrant une opportunité de changement radical ou de révolte contre le statu quo. Cette recherche fournit ainsi des preuves solides de l'importance de l'action de l'État et, parfois, de l'inaction en tant que catalyseur et accélérateur de premier plan poussant les individus à rejoindre les groupes extrémistes violents.

Bien sûr, tout le monde ne sera pas également vulnérable au recrutement. L'étude de 2017 a révélé comment les micro expériences au sein de la famille et au-delà interagissent avec les conditions structurelles pour façonner les voies individuelles vers ou loin de l'extrémisme. Elle a également identifié d'importantes sources localisées de résilience au recrutement.

L'étude constate que le fait de ne pas percevoir sa religion comme étant menacée diminue la probabilité de recrutement volontaire de 48 à 50 %, soulignant ainsi la valeur de la religion dans le renforcement de la diversité, de la cohésion et de l'importance de mesures de développement d'un climat de confiance

Le nouvel ensemble de données étaye ces résultats tout en approfondissant notre compréhension de ceux-ci, renforçant ainsi les sources de résilience identifiées dans l'étude de 2017 : des niveaux plus élevés d'implication parentale et de participation civique dans l'enfance ; des niveaux accrus d'éducation laïque (publique) et religieuse ; et un emploi sûr.

L'étude conclut que l'effet de ne pas percevoir sa religion comme étant menacée diminue la probabilité de recrutement volontaire de 48 à 50 %, soulignant ainsi la valeur dans le renforcement de la diversité, de la cohésion et l'importance de mesures de développement d'un climat de confiance. De plus, les personnes interrogées qui ont fini par rejoindre les groupes extrémistes violents avaient des niveaux de connaissance et de participation beaucoup plus faibles aux initiatives communautaires de prévention. De plus, contrairement aux hypothèses répandues sur la radicalisation en ligne, une utilisation accrue d'Internet diminue la probabilité de recrutement. En revanche, toute fréquence d'utilisation d'Internet moins que quotidienne est associée de manière statistiquement significative à une probabilité plus élevée de recrutement volontaire. Cela témoigne de l'importance de renforcer les facteurs de résilience, tels que la radio communautaire, dans les zones où la pénétration d'Internet est faible.

Les preuves confirment également sans équivoque l'importance des acteurs locaux. En particulier, les chefs religieux et communautaires étaient les plus favorisés pour mener des initiatives et favoriser la résilience communautaire. Les personnes interrogées ont signalé des niveaux de confiance nettement plus élevés envers ces acteurs, contrairement à d'autres, tels que les acteurs de la sécurité. Ces résultats soulignent le rôle important que les structures localisées, les dirigeants communautaires et les communautés dans leur ensemble peuvent jouer pour lutter contre la propagation de l'extrémisme violent, ce qui a un impact sur le terrain. Cela souligne l'importance de l'appropriation locale et des solutions localisées en tant que source clé de résilience et l'importance de redynamiser ces infrastructures existantes pour la paix.

Enfin, l'étude examine les moteurs du désengagement et examine les facteurs importants de ce processus en comparant les parcours divergents de ceux qui se désengagent volontairement par la reddition ou l'amnistie et les parcours de ceux qui ont été capturés par arrestation. Il montre que, tout comme la désillusion généralisée et les attentes non satisfaites concernant les défaillances du service public constituaient des moteurs clés du processus de recrutement, la désillusion et les attentes non satisfaites sont les principaux moteurs du désengagement volontaire.

L'étude illustre l'importance des incitations économiques et idéologiques influençant la décision de se désengager. Cependant, au-delà de fournir des incitations économiques au désengagement, cela souligne l'importance de s'attaquer aux valeurs et croyances sous-jacentes qui sous-tendent les comportements extrémistes violents, ainsi qu'aux griefs qui pourraient déclencher une ouverture cognitive aux croyances extrémistes. Cela souligne ainsi l'importance de transformer la perception de la violence comme moyen légitime de changement social et d'amener les individus vers un changement d'attitude et de comportement vers des moyens non violents et pacifiques de régler leurs griefs.

Ces résultats soulignent l'importance d'aborder l'extrémisme violent dans une optique comportementale. Ils parlent également de la valeur ajoutée et de la complémentarité des outils et des approches de consolidation de la paix dans les efforts de PEV, et du renforcement des réseaux sociaux et des pairs pour parvenir à une coexistence plus stable, durable et pacifique.

IMPLICATIONS DE LA RECHERCHE

La section suivante résume les principales implications du rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0*. Alors que le nouvel ensemble de données réaffirme bon nombre des conclusions de l'étude originale de 2017, les implications identifiées il y a cinq ans restent pertinentes aujourd'hui. La section suivante examine d'abord les implications générales découlant des preuves, puis se concentre sur les implications pour des domaines spécifiques de programmation et de politique.

IMPLICATIONS GÉNÉRALES

La nouvelle édition de la recherche *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* réaffirme l'importance d'améliorer les résultats de développement dans les zones à risque d'extrémisme violent en Afrique, ainsi que la nécessité d'interventions ciblées dans un éventail de secteurs pour s'attaquer aux facteurs de recrutement identifiés. Ces interventions devraient être conçues à la fois pour enrayer et transformer les structures d'incitation qui créent une telle

réserve de recrues pour les groupes extrémistes violents et pour renforcer les sources positives de résilience.

Concrètement, la question des ressources pour prévenir l'extrémisme violent reste cruciale. L'étude de 2017 a mis en évidence ce problème, mais les interventions préventives ne représentent encore qu'une fraction relativement faible de la réponse globale à l'extrémisme violent en Afrique. De plus, la recherche montre qu'au sein du secteur de la PEV, le surinvestissement dans des interventions centrées sur l'État et dirigées par l'État pourrait compromettre les résultats à plus long terme. En mettant l'accent sur le renforcement des capacités des forces de sécurité de l'État qui sont souvent abusives et sur la cooptation des communautés et de la société civile aux programmes de l'État, les stratégies et programmes de PEV axés sur l'État ont tendance à ignorer le fonctionnement des processus de changement et de réforme. Alors que les gouvernements nationaux ont clairement un rôle central à jouer dans la réponse à l'extrémisme violent, le leadership de l'État doit être équilibré par les contributions essentielles des acteurs non étatiques, y compris la société civile et les groupes communautaires dans les zones touchées par l'extrémisme violent.

Le moyen le plus efficace d'y parvenir est d'impliquer la société civile et les groupes communautaires dans ces domaines dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des stratégies nationales et internationales de PEV. Compte tenu des dimensions sexospécifiques du recrutement dans les groupes extrémistes violents, il convient d'accorder une attention particulière à la prise en compte des perspectives des femmes et des filles. Ces stratégies devraient être fondées sur des partenariats et sur la reconnaissance qu'un effort collectif multipartite est le plus susceptible d'empêcher le recrutement. Les parties prenantes locales peuvent aider à identifier les conséquences négatives potentielles involontaires des interventions de PEV et peuvent surveiller les impacts en aval des stratégies de PEV au niveau local, notamment en fournissant des compréhensions plus nuancées de la dynamique de genre.

Les conclusions de la nouvelle étude soulignent la nature hautement localisée du recrutement. Cela implique que les solutions doivent également être informées et façonnées localement. Elles appellent à des approches et à une prestation de PEV inclusives et informées par la communauté, en particulier compte tenu des faibles niveaux de confiance des citoyens dans l'État précisément dans les communautés où la PEV doit se concentrer. Cependant, une telle approche doit veiller à ne pas instrumentaliser la société civile et les groupes communautaires. Les stratégies d'engagement communautaire impliquent parfois d'inclure des groupes de la société civile comme il se doit en tant que moyen d'extraire des informations ou de transférer des risques, étayés par des investissements à court terme dans des problèmes qui nécessitent une approche à long terme. Ceci est clairement nocif. La sensibilité aux conflits offre une perspective utile pour identifier comment les programmes de PEV peuvent être perçus et pour s'assurer que les interventions ne mettent pas les parties prenantes locales en danger.

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* montre qu'une approche équilibrée et inclusive est également importante aux niveaux régional et international, compte tenu des risques de stratégies mal alignées et non coordonnées. Il décrit la gamme d'initiatives multinationales de sécurité régionale pour lutter contre l'extrémisme violent qui ont émergé au Sahel au cours de la dernière décennie. Il met en évidence comment la prolifération des forces antiterroristes opérant dans la même région a conduit à des mandats qui se chevauchent et à des opérations confuses et, parfois, concurrentes. Cela souligne l'importance de coordonner la planification et les contributions de PEV entre les gouvernements nationaux ainsi qu'entre les partenaires internationaux.

L'étude de 2017 a noté que la programmation de PEV n'a que peu pris en compte la dimension de genre jusqu'à présent et a reconnu l'importance d'une analyse sexospécifique des moteurs du recrutement et de la dynamique, et des idéologies sexospécifiques plus larges qui influencent le comportement du groupe extrémiste violent. Elle a toutefois reconnu que le profil démographique de l'ensemble de données initial était limité à cet égard. Tirant les leçons de cette première itération de la recherche, la nouvelle étude comprend un nombre significativement plus élevé de femmes interrogées. Cela permet une analyse sexospécifique désagrégée des moteurs de l'extrémisme et offre une perspective de genre et intersectionnelle plus forte pour découvrir des problèmes spécifiques liés aux modèles de recrutement et de désengagement des femmes et des hommes. Ceci est destiné à éclairer une politique et une programmation de PEV plus sensibles au genre.

IMPLICATIONS POUR LA PROGRAMMATION

Parcours de recrutement

Éducation et scolarisation

La recherche *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* a montré que les communautés périphériques et frontalières étaient associées à des vulnérabilités spécifiques, souffrant souvent de générations de marginalisation et de négligence socio-économiques. Malgré leur résilience, ces communautés s'avèrent moins exposées aux autres, avec des perspectives de développement plus limitées et une pénétration d'Internet plus faible. La nouvelle recherche met en évidence comment la nature des expériences de l'enfance façonne la mesure dans laquelle un individu

ressent par la suite un sentiment d'identité et d'appartenance, et comment son absence augmente la probabilité de le rechercher par l'appartenance à un groupe extrémiste violent. Bien que les preuves de ces facteurs psychologiques soient difficiles à apporter, cela souligne la valeur des interventions psychosociales, entre autres.

Les domaines d'intervention de programmation comprennent :

- La **stimulation** des efforts visant à soutenir la résilience des communautés grâce à une approche globale de la société avec des programmes ciblés axés sur le développement pour les zones périphériques et frontalières à risque.

- Une **conception** d'interventions de PEV adaptées à l'âge qui traitent les vulnérabilités spécifiques de certains groupes de jeunes, y compris les enfants et les adolescents.

- Un *soutien* à la sensibilisation communautaire et culturellement appropriée en matière de bonne parentalité, la sensibilisation au genre et à la violence domestique, et une révision des programmes scolaires et de la formation des enseignants pour accorder une plus grande priorité à la citoyenneté et à l'engagement civique, au respect de la diversité et à la pensée critique.

- Un **investissement** dans les capacités, l'action et le leadership des jeunes (en dehors des structures scolaires formelles), par le biais, par exemple, d'opportunités de mentorat et un soutien financier aux organisations de jeunesse, avec un accent particulier sur l'autonomisation des jeunes femmes et le renforcement de l'engagement des jeunes dans les projets de PEV, y compris l'identification de jeunes champions de la PEV (à la fois des anciennes recrues et des personnes qui ont résisté au recrutement), et des opportunités de partager leurs connaissances et leurs expériences.

Religion

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* souligne la nécessité de faire la distinction entre les perceptions des idéologies religieuses et les niveaux réels d'éducation religieuse et d'alphabétisation. Alors que les idéologies religieuses sont véritablement associées au recrutement, l'éducation religieuse et l'alphabétisation ne le sont pas : des années d'études religieuses supérieures à la moyenne semblent être une source de résilience, tandis que l'alphabétisation religieuse est faible parmi les recrues volontaires. Cela souligne comment les groupes extrémistes violents déforment les messages et les discours religieux pour justifier la violence, et comment le recours à des intermédiaires pour interpréter la religion permet à des idéologies largement importées de servir d'exutoire à la frustration et à la colère qui sont la conséquence inévitable de griefs socio-économiques profondément ancrés et d'une marginalisation politique. Cela souligne également le rôle important que la religion et les chefs religieux peuvent jouer pour détromper les jeunes sur les idéologies religieuses violentes et promouvoir la tolérance et la cohésion religieuses.

Les domaines d'intervention de programmation comprennent :

- Le **soutien** et l'**amplification** des voix des chefs religieux qui prêchent la tolérance et la cohésion interconfessionnelle, tout en défiant les interprétations erronées de l'islam, contrant les discours dangereux et promouvant des messages alternatifs.

- La **capitalisation** sur le rôle important que l'enseignement religieux peut jouer en tant que source de résilience en soutenant une alphabétisation religieuse accrue parmi les groupes à risque.

- L'**investissement** dans les systèmes de gouvernance dirigés par la communauté qui promeuvent un leadership transparent et responsable sur les affaires religieuses, y compris dans des domaines tels que le développement de programmes d'études dans les madrassas et l'engagement auprès des parents sur le contenu éducatif.

- L'**engagement** et l'**inclusion** de chefs religieux et de religieuses dans le développement, la mise en œuvre et le suivi des stratégies nationales et infranationales de PEV.

Facteurs économiques

Les facteurs économiques apparaissent comme un moteur fondamental du recrutement dans les groupes extrémistes violents, les opportunités d'emploi étant le plus souvent citées dans le nouvel ensemble de données comme raison de l'adhésion, par rapport à d'autres facteurs, tels que les facteurs religieux. Plus généralement, les facteurs économiques sont une composante essentielle des incitations et des moteurs menant au recrutement. Cependant, une focalisation unidimensionnelle sur la formation professionnelle et le soutien aux moyens de subsistance ne produira pas à elle seule des résultats durables, à moins qu'elle ne puisse augmenter les attentes et répondre aux espoirs socio-économiques d'un emploi durable, et ainsi s'attaquer aux griefs sous-jacents liés à la privation socio-économique et aux sentiments profonds d'injustice et de marginalisation qui conduisent personnes à la recherche d'alternatives.

Les domaines d'intervention de programmation comprennent :

- L'**investissement** dans la régénération économique des zones à risque, notamment en modernisant les infrastructures, en donnant la priorité à la création d'emplois, et en améliorant l'accès aux marchés et aux services financiers.

- La **fourniture** de programmes de génération de revenus sensibles au genre pour les jeunes à risque, ainsi que de programmes de moyens de subsistance à long terme et une formation à l'entrepreneuriat qui intègre les compétences de vie, les valeurs de citoyenneté et la cohésion sociale.

- Le **développement** de stratégies qui offrent des incitations économiques et des alternatives aux recrues en engageant des communautés plus larges pour éviter la perception de récompenser les personnes recrutées.

État et citoyenneté

La recherche *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique* conclut que le manque généralisé de confiance dans le gouvernement et ses institutions révèle un contrat social fracturé entre l'État et ses citoyens. Alors que la première étude a révélé une variation significative dans les perspectives des personnes interrogées, cette étude identifie plutôt une relation plus conflictuelle et fracturée entre l'État et le gouvernement, avec des niveaux de confiance particulièrement faibles dans les agences de sécurité. Cette méfiance s'étend également à d'autres domaines de la prestation de services tels que l'emploi.

Les domaines d'intervention de programmation comprennent :

- L'**amélioration** de la prestation de services dans les domaines de la sécurité, de la justice et d'autres services de base fournis par l'État, tout en intégrant la surveillance et l'engagement des citoyens dans le cadre de la prestation.

- Le **renforcement** de la surveillance des acteurs de la sécurité de l'État par des organes civils indépendants, avec une responsabilisation et des sanctions claires pour les abus, afin de lutter en profondeur contre l'impunité et d'y mettre fin.

- La **redynamisation** des campagnes anti-corruption avec un accent renouvelé sur le renforcement de la confiance et de la responsabilité entre l'État et les citoyens et la fin de l'impunité pour les fonctionnaires.

- La **conception** de plans d'action nationaux de PEV de manière participative et l'intégration d'une approche sectorielle plus large sur les questions de jeunesse.

- L'**investissement** dans une plus grande résilience des institutions et des processus démocratiques, et un soutien des processus d'éducation civique.

- Le **soutien** des initiatives visant à repenser le contrat social et le renforcement des identités nationales, de la cohésion sociale et de la citoyenneté.

Le point de basculement

47 % des hommes et 48 % des femmes interrogées ont rejoint les groupes extrémistes violents moins d'un mois après leur premier contact avec l'organisation. 71 % ont pris la décision finale en réponse à une action gouvernementale » (généralement un événement traumatisant impliquant les forces de sécurité de l'État) et à des violations des droits humains associées. Le fait qu'un si grand nombre de personnes interrogées aient vécu ou été témoins d'événements traumatisants suggère qu'une proportion importante portera des cicatrices et des griefs psychologiques, ce qui pourrait perpétuer la répétition de la violence et alimenter les cycles de l'extrémisme violent. Pour aider à soulager la souffrance psychologique et briser ces cycles de violence, des mesures de santé mentale et de soutien psychosocial devraient être intégrées dans les programmes de PEV, de la même manière qu'ils sont de plus en plus dans la consolidation de la paix.

Les domaines d'intervention de programmation comprennent :

- L'**accélération** de la mise en œuvre de processus de réforme du secteur de la sécurité adaptés aux défis spécifiques de l'extrémisme violent qui soient fondés sur le droit humanitaire, les normes et les approches fondées sur les droits au niveau international, et qui intègrent des mécanismes de contrôle civique et de renforcement de la confiance.

- Le **soutien** d'une surveillance efficace des acteurs de la sécurité de l'État par un organe indépendant dirigé par des civils, avec une responsabilisation claire et des sanctions en cas d'abus.

- Le **soutien** des mécanismes de renforcement de la confiance et des échanges de renforcement de la confiance entre les autorités locales (y compris les acteurs de la sécurité) et les communautés qu'elles sont censées servir.

- L'**intégration** de la santé mentale et du soutien psychosocial dans les programmes de PEV, y compris le soutien aux services communautaires de conseil en traumatologie.

- La **conception** de programmes alternatifs/de contrepoids contextualisés par rapport aux cultures

vernaculaires locales et diffusés par des organisations locales de confiance via SMS, radio et centres communautaires.

Le processus de recrutement

Les données illustrent également comment les voies vers et depuis l'extrémisme sont fortement socialisées et caractérisées par des variations sexospécifiques importantes, avec des implications pour les approches de la PEV tenant compte du genre. Peut-être de manière inattendue, le nouvel ensemble de données révèle une association négative entre la fréquence d'utilisation d'Internet et la vitesse de recrutement. Cela peut également indiquer que l'isolement que vivent de nombreux jeunes dans ces circonstances et le sentiment d'être coupés des événements du monde en raison d'un manque d'accès à l'information peuvent accroître la susceptibilité au recrutement. Compte tenu de la nature communautaire du recrutement en Afrique, où Internet joue un rôle moins important, cela suggère l'importance de renforcer la résilience par le biais des réseaux sociaux, des canaux de communication hors ligne, et que les efforts de PEV doivent être également localisés.

Les domaines d'intervention de programmation comprennent :

- La **mise en œuvre** de recherches plus larges sur les modèles de recrutement ventilés par sexe pour approfondir la compréhension des pressions, attentes et incitations sous-jacentes.
- L'**élaboration** de stratégies et de programmes de PEV sexospécifiques qui appliquent une optique de genre à la fois à l'analyse des problèmes et à la définition des objectifs, ainsi qu'à la conception, la mise en œuvre et le suivi.
- Le **développement** de programmes sensibles au genre adaptés aux voies de sortie spécifiques des femmes et des filles.
- Le **soutien** des efforts visant à renforcer la résilience communautaire par le biais de la radio et des canaux de communication hors ligne.
- Le **soutien** de la conception de programmes alternatifs/de contrepoids contextualisés par rapport aux cultures vernaculaires locales, et leur diffusion par le biais d'organisations locales de confiance via SMS, radio et centres communautaires.

Les voies du désengagement

Les moteurs du désengagement et le tournant décisif

Pour transformer fondamentalement les perceptions des groupes extrémistes violents en tant que véhicule légitime aidant à répondre aux griefs et à réaliser un changement social par la violence, les données suggèrent que les voies durables de sortie de l'extrémisme violent nécessitent un changement de croyances et de valeurs. Elles ont introduit la notion de tournant décisif, suggérant qu'un tel tournant pouvait déclencher un changement cognitif dans les valeurs, les croyances fondamentales et le sens de l'identité, ce qui entraîne la déradicalisation. Ou, cela peut simplement conduire un individu à se désengager ou à changer de position au sein du groupe extrémiste violent sans nécessairement déclencher un changement cognitif ou comportemental. Cela souligne que le changement de comportement est essentiel et offre une voie durable pour sortir de l'extrémisme violent. De même, si les avantages économiques peuvent fournir une incitation utile au désengagement, ils ne produiront pas nécessairement des résultats durables à eux seuls. Ces résultats nécessiteront probablement un changement d'attitude, ce qui souligne l'importance des approches intégrées de PEV.

Les domaines d'intervention de programmation comprennent :

- Le **soutien** des efforts pour renforcer et reconstruire les liens sociaux, promouvoir un sentiment d'appartenance, et offrir une identité alternative qui rejette la violence comme moyen de répondre aux griefs, de résoudre les conflits, d'exprimer son libre arbitre ou de poursuivre un objectif.
- Le **soutien** des efforts communautaires de réintégration et de réconciliation par le biais d'organisations communautaires et locales, notamment en tirant parti du rôle des dirigeants communautaires et des communautés, y compris les réseaux de pairs et les relations.
- La **redynamisation** des efforts de prévention pour éviter un retour à la violence, notamment en reconnaissant les griefs légitimes et les dynamiques structurelles, politiques et économiques, et les facteurs de risque qui ont pu contribuer à l'extrémisme violent au départ.
- Le **travail** avec d'anciennes recrues pour développer et communiquer des discours conçus dans le but de dissuader les jeunes de rejoindre des groupes extrémistes violents pour les avantages économiques.
- Le **développement** de stratégies qui offrent des incitations et des alternatives économiques aux recrues en engageant des communautés plus larges pour éviter d'être perçues comme récompensant les recrues.

Le processus de désengagement

L'étude a mis en évidence la nature socialisée des voies par lesquelles les individus entrent et sortent des groupes extrémistes violents, similaires aux voies menant à l'extrémisme violent. Cela souligne à nouveau l'importance de considérer l'ensemble de l'écologie sociale des réseaux de pairs, des liens sociaux et de l'identité comme des aspects vitaux de ces processus, consolidant également l'importance de renforcer les dimensions comportementales susceptibles de stimuler la résilience des individus. Le manque de confiance généralisé dans l'État illustre également l'importance du renforcement de la confiance et de la sensibilisation au niveau local par rapport aux programmes de PEV, et ce, afin que les communautés soient informées et comprennent les programmes d'amnistie et les autres options de sortie. Le moment est également critique du fait que les options de sortie pour les recrues doivent être fournies le plus tôt possible, car les données montrent que les perspectives de désengagement diminuent à mesure qu'une personne reste dans un groupe extrémiste violent. Les efforts doivent donc se concentrer à la fois sur le niveau micro (individuel) et sur les relations, les réseaux de pairs, les communautés, les institutions et les structures politiques qui peuvent élargir la constellation de facteurs de résilience pouvant contribuer au changement de comportement.

Les domaines d'intervention de programmation comprennent :

- L'**intensification** de l'amnistie et d'autres opportunités de sortie pour les recrues désabusées et l'investissement dans des services complets de réhabilitation et de réintégration. Il s'agit notamment de mécanismes de santé comportementale et mentale et de soutien psychosocial qui peuvent aider à empêcher les individus de ressentir des sentiments d'isolement et d'aliénation dans le processus de désengagement, lesquels pourraient, à leur tour, contribuer à la récidive.

- Le **soutien** des efforts de sensibilisation et de l'accessibilité des programmes d'amnistie et de désengagement, notamment par des mesures de renforcement de la confiance pour relier les interventions nationales et sous-régionales au niveau communautaire.

- L'**élaboration** de stratégies et de programmes de PEV de désengagement sexospécifiques qui appliquent une optique de genre à la fois à l'analyse des problèmes et à la définition des objectifs, et au processus de conception, de mise en œuvre et de suivi.

- La **maximisation** des perspectives des réseaux et des structures de pairs, y compris les anciens membres de groupe extrémiste violent en tant que voix pour des messages alternatifs/de contrepoids, notamment en fournissant des discours alternatifs et en développant des programmes d'apprentissage et d'éducation entre pairs.

IMPLICATIONS POUR LA POLITIQUE

Tenir la promesse : vers un contrôle efficace du respect des droits humains, de l'état de droit et de la responsabilité pour les réponses antiterroristes militarisées et centrées sur l'État

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* met en évidence une méfiance et des griefs répandus et généralisés à l'égard de la police et de l'armée. Il fournit des preuves solides que la conduite des agences de sécurité de l'État peut agir comme un accélérateur, un moteur et un « point de basculement » de premier plan pour le recrutement dans les dernières étapes du parcours vers l'extrémisme, plutôt que l'inverse. Ces conclusions montrent clairement la nécessité d'un contrôle plus efficace du respect des droits humains, de l'état de droit et de la responsabilité des acteurs de la sécurité de l'État.

- **Exercer** un contrôle efficace et la responsabilisation en matière de respect des droits humains et de l'état de droit dans les réponses antiterroristes militarisées et centrées sur l'État, sous réserve du renforcement et de la mise en œuvre d'une surveillance systématique et du respect des normes relatives aux droits humains et de l'état de droit, s'étendant au-delà des acteurs de la sécurité de l'État.

- **Assurer** des examens réguliers de la Stratégie antiterroriste mondiale en tant que mécanisme de surveillance international solide et indépendant pour évaluer et atténuer plus efficacement les dommages causés par les mesures antiterroristes, notamment en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'espace civique.

Réinventer et redynamiser le contrat social de bas en haut

Le rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* souligne une relation fracturée et divisée beaucoup plus large entre l'État et le citoyen, reflétée entre autres dans le sens de l'apathie dans les perspectives de tous les personnes interrogées concernant l'impact des élections et la possibilité qu'elles puissent apporter un changement positif. Cela reflète non seulement une évolution des niveaux de confiance dans le processus démocratique, mais également des perceptions plus divisées et fracturées de l'État dans le domaine de la prestation de services et de la confiance dans l'État et les institutions, confirmant la nécessité d'une approche revigorée qui renforce l'agentivité populaire, et la création de possibilités de résilience communautaire accrue ainsi que de contrat social entre les citoyens et l'État en tant que fondement du maintien de la paix.

- **Investir** dans un soutien durable au renforcement de la démocratie par le bas, notamment en augmentant la visibilité et l'accessibilité des mécanismes de participation politique et d'engagement civique dans les programmes de développement locaux et nationaux.

- **Élaborer et renforcer** des politiques qui garantissent une surveillance efficace, des réponses adaptées et adéquates fondées sur le développement, en particulier dans le domaine de la prestation de services, de la lutte contre la corruption et de la responsabilité, pour contester l'émergence des groupes extrémistes violents en tant que concurrents proto-étatiques en matière d'autorité et de légitimité.

- **Recentrer** les approches de sécurité humaine axées sur l'agentivité dans la programmation de PEV en tant qu'outil et cadre efficaces pour lutter contre les inégalités sous-jacentes, les griefs et les causes profondes de l'extrémisme violent, ce qui améliore l'espace de solidarité car les gens sont mieux à même de raisonner, d'élaborer des stratégies et de participer à des actions qui transformer la société.

- **Créer un espace et des opportunités** pour des mesures de confiance entre l'État et la société afin de réinventer un contrat social adapté à l'Afrique au 21e siècle, notamment par des efforts visant à renforcer les identités nationales, la cohésion sociale et la citoyenneté.

Renforcer la légitimité de l'État grâce à l'amélioration de la prestation de services, de la qualité et de la responsabilité de la prestation de services de l'État

Les conclusions du rapport *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* renforcent l'appel à un engagement renouvelé des États visant à améliorer la qualité et la responsabilité des institutions dans tous les domaines de prestation de services aux niveaux national et infranational, en particulier dans les zones à risque, en tant que voie essentielle pour renforcer la légitimité et la responsabilité de l'État.

- **Augmenter** les investissements et garantir une qualité et une responsabilité améliorées des services de l'État en tant que moyen fondamental et, en fin de compte, plus efficace de lutte contre l'extrémisme violent par rapport aux interventions autonomes axées sur la sécurité.

- **Garantir** un soutien soutenu au processus démocratique aux niveaux infranational et local, y compris par le biais d'un renforcement démocratique ascendant, allant au-delà de la tendance à concentrer l'attention et les ressources sur les cycles électoraux nationaux.

- **Investir et soutenir** les efforts pour renforcer la capacité technique dans la prestation de services publics.

Intégrer une approche sensible aux conflits dans les efforts de lutte contre l'extrémisme violent

L'extrémisme violent est inextricablement lié à la dynamique des conflits, tant locaux que nationaux. Ainsi, les interventions visant à prévenir ou à contrer l'extrémisme violent auront inévitablement un impact sur la dynamique des conflits. La recherche met en évidence un manque de confiance généralisé dans les gouvernements, en particulier dans les forces de sécurité de l'État. Dans ce contexte, le soutien international aux stratégies centrées sur l'État, notamment pour renforcer les forces de sécurité de l'État, risque de renforcer les structures de pouvoir exclusives et prédatrices.

- Intégrer des approches sensibles aux conflits dans les efforts de lutte contre l'extrémisme violent, en mettant l'accent sur les personnes au cœur et en renforçant les capacités d'analyse, d'évaluation et d'atténuation des risques d'interactions potentiellement néfastes entre les réponses à l'extrémisme violent, les populations locales et la dynamique des conflits grâce à une approche de sécurité humaine.

- Renforcer l'analyse et les conseils pratiques sur des approches sensibles aux conflits pour contrer et prévenir l'extrémisme violent afin de s'assurer que les impacts néfastes soient minimisés tout en s'appuyant sur les opportunités de consolidation de la paix.

- Soutenir des stratégies multipartites pour contrer et prévenir l'extrémisme violent, plutôt que celles qui se concentrent exclusivement sur le renforcement des capacités de l'État.

Prise en charge à grande échelle pour un soutien local et communautaire à la PEV

La recherche *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* met en évidence les dynamiques localisées qui façonnent le cheminement d'un individu pour rejoindre un groupe extrémiste violent, tout en révélant également comment les groupes extrémistes violents exploitent les griefs localisés et en tirent profit. Cela suggère la nécessité d'un changement critique dans la lutte contre les causes profondes de l'extrémisme violent, passant des moyens militaires autonomes à un soutien complémentaire communautaire, informé du contexte et basé sur le développement pour des approches ascendantes de transformation des conflits et de

consolidation de la paix qui reconnaissent l'importance de contrebalancer les efforts de prévention au niveau local. Cela appelle également un changement correspondant dans le partenariat avec les acteurs locaux. Bien que l'on reconnaisse de plus en plus le rôle positif que les personnalités des autorités locales, telles que les anciens de village, les chefs religieux, les enseignants, les religieuses et les cheffes de groupe de femmes, peuvent jouer dans le renforcement de la résilience des communautés face à l'idéologie extrémiste violente, la plupart des réponses à l'extrémisme violent sont encore conçues et exécutées de manière descendante. Par conséquent, des efforts accrus sont nécessaires pour renforcer l'appropriation locale et l'engagement des acteurs communautaires dans les initiatives de PEV. Cela appelle également à davantage de ressources pour les approches préventives communautaires, y compris un financement durable à long terme.

- **Accroître** l'appui à un soutien communautaire localisé aux initiatives de PEV et assurer un financement et des ressources durables à plus long terme pour les approches préventives communautaires.

- **Renforcer** et redynamiser les partenariats avec la société civile et les groupes communautaires basés sur le renforcement de l'appropriation locale et de leur engagement dans les initiatives de PEV dans tous les domaines de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des stratégies nationales et internationales.

- **Garantir** un soutien et des investissements soutenus dans le cadre d'une réponse de PEV sexospécifique avec une attention et des ressources dédiées à assurer l'inclusion des perspectives des femmes et des filles dans tous les domaines de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des interventions.

Intégrer la PEV dans les cadres politiques de consolidation de la paix et de développement durable

L'importance des approches de développement dans la lutte contre les causes et les conséquences de l'extrémisme violent est de plus en plus reconnue. Malgré cela — et malgré les preuves limitées du succès des réponses axées sur la sécurité au cours des cinq dernières années — la plus grande partie de l'attention et des ressources internationales pour lutter contre l'extrémisme violent en Afrique continue d'être dirigée vers des interventions humanitaires conventionnelles ou axées sur la sécurité, comme en témoigne cette étude.

- **Renforcer** la base factuelle et le fondement analytique des approches de PEV basées sur une analyse complète des causes profondes et immédiates des conflits. Concevoir et apporter des réponses conjointes, plutôt que de poursuivre des stratégies de PEV et de consolidation de la paix déconnectées qui peuvent se nuire mutuellement.

- **Intégrer et incorporer** la prévention de l'extrémisme violent dans les cadres politiques de consolidation de la paix et de développement durable.

- **Renforcer et promouvoir** des approches préventives à multiples facettes de la violence, axées sur des objectifs de développement à long terme, plutôt qu'une réponse étroite axée sur la sécurité.

Recalibrer l'engagement à investir dans la prévention rentable et le développement à long terme

L'étude *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique 2.0* montre que le financement de l'APD reflète des investissements réactifs et axés sur la sécurité. Cela évince le soutien au développement préventif et à long terme, car le soutien aux initiatives de consolidation de la paix et de PEV a plafonné, voire diminué ces dernières années à environ 2 % en Afrique.

- **Redéfinir** la politique et les ressources internationales pour s'attaquer aux causes profondes et aux conditions du sous-développement.

- **Recalibrer** les engagements pour réorienter les investissements vers des efforts complémentaires de prévention et de consolidation de la paix afin d'exploiter les effets multiplicateurs et de récolter les dividendes de la paix.

- **Garantir et surveiller** les budgets de développement international évitent de renommer et de confondre les efforts de PEV avec des interventions de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme (CTE) et contre l'extrémisme violent (CVE), en sécurisant l'aide et en instrumentalisant les efforts pour contrer et prévenir l'extrémisme violent dans des contextes politiques contestés.

ANNEXE

Annexe méthodologique

NOTE SUR LES CONSTATATIONS et L'ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE

Les enquêtes contiennent plus de 250 questions. Cependant, l'analyse économétrique s'appuie sur la théorie et les preuves antérieures sur la radicalisation plutôt que d'adopter une approche d'exploration de données pour rechercher les différences entre le groupe de recrues volontaires et le groupe de référence. L'analyse économétrique s'est concentrée sur la modélisation de la relation multivariée entre différents facteurs personnels d'incitation et d'attraction, et la probabilité qu'une personne interrogée soit une recrue volontaire (par rapport à une personne interrogée du groupe de référence). Cela a été accompli à l'aide de techniques de régression logistique, après l'imputation des données pour les données manquantes et appariement selon les principales covariables contextuelles décrites ci-dessus (sexe, âge, nationalité et éducation) entre les recrues volontaires et les personnes interrogées du groupe de référence[222].

Plusieurs modèles économétriques ont été exécutés avec différentes combinaisons de facteurs personnels d'incitation et d'attraction, garantissant ainsi qu'au moins une variable de chaque catégorie était présente dans le modèle. L'analyse logistique multivariée donne un aperçu des facteurs qui pourraient affecter la probabilité d'avoir rejoint un groupe extrémiste violent volontairement par rapport à ne pas l'avoir rejoint. Compte tenu de la nature non probabiliste de l'échantillonnage de l'enquête, les résultats de ces analyses ne sont pas généralisables aux recrues volontaires des groupes extrémistes violents au sens large ; ils ne peuvent donner un aperçu que de ce groupe spécifique de personnes interrogées dans le cadre de l'enquête.

SOUS-ENSEMBLE DE DONNÉES, CORRESPONDANCE et NETTOYAGE

La portée pertinente des données de l'enquête a été automatiquement le sous-ensemble parce que les questions de l'enquête sur les facteurs d'attraction (ceux qui peuvent rendre un groupe attrayant à rejoindre) n'ont été posées que dans un sous-ensemble de pays où des entretiens ont été menés : Somalie, Soudan, Mali et Burkina Faso.

Pour générer des informations sur les facteurs qui peuvent rendre un individu plus ou moins vulnérable au recrutement volontaire dans une organisation extrémiste violente, le groupe de recrues volontaires interrogées a dû être apparié à une cohorte similaire d'individus qui, après avoir été exposés ou avoir eu l'occasion de s'engager auprès d'une telle organisation, ont choisi de ne pas s'engager. En utilisant les données d'enquête disponibles, l e sous-ensemble des cohortes du groupe de référence pertinent comprend ceux qui ont vécu sous le contrôle direct d'un groupe extrémiste violent, qui ont été approchés par un groupe extrémiste violent en vue d'être recrutés, ou les deux.

TABLEAU 1 : RÉPARTITION PAR SEXE DE L'ENSEMBLE PERTINENT DES PERSONNES INTERROGÉES[211]

	GROUPE DE RÉFÉRENCE	RECRUES VOLONTAIRES
HOMMES	431	759
FEMMES	164	111

Pour s'assurer que les deux groupes (recrues volontaires et groupe de référence) étaient relativement similaires sur les caractéristiques de base[223] — c'est-à-dire pour démêler les facteurs de confusion potentiels des variables explicatives concernant la propension à rejoindre volontairement — une procédure d'appariement a été mise en œuvre en utilisant le package « Match It » dans R. Deux versions de la correspondance ont été utilisées : la méthode de correspondance exacte grossière et la correspondance exacte. Les analyses ont été effectuées sur les deux ensembles de données. Il en a résulté respectivement 689 et 467 observations. Les variables d'équilibrage choisies étaient l'âge, le sexe, l'éducation religieuse, avoir déjà eu un ami d'une autre religion en grandissant, et avoir déjà voté. Aucune différence statistiquement significative n'est apparue entre les deux groupes après l'équilibrage.

Des données considérables manquaient dans l'enquête (absence), y compris des entrées vides et des réponses « Ne sait pas » et « Refus de répondre ». Aux fins de l'analyse économétrique, ces trois catégories ont été traitées comme manquantes ou « S. O. ».

L'imputation des données manquantes était nécessaire (pour équilibrer l'ensemble de données), ce qui a été fait à l'aide du package Mice dans R, avec la méthode d'imputation tactile MIDAS.

VARIABLES DÉPENDANTES ET EXPLICATIVES

La variable dépendante dans l'analyse était un 1/0 binaire, codé 1 pour les personnes interrogées qui étaient des recrues volontaires et 0 pour les personnes interrogées du groupe de référence.

Le Tableau 2 présente les variables indépendantes utilisées dans les diverses analyses — incitation, attraction et personnel — et les indicateurs d'enquête correspondants qui ont été analysés.

TABLEAU 2 : ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE DES FACTEURS ET INDICATEURS PERSONNELS D'INCITATION ET D'ATTRACTION DANS LE CADRE D'UNE ADHÉSION VOLONTAIRE À UN GROUPE EV

FACTEURS D'INCITATION	QUESTION/INDICATEUR DE L'ENQUÊTE	TRAITEMENT/CODAGE EN RÉGRESSION
Contexte de pauvreté et privation relative	Que faisiez-vous avant de rejoindre ou de vous impliquer dans le groupe ?	1 | Étudiant(e) 2 | Employé(e) 3 | Sans emploi
Contexte de gouvernance : confiance envers l'État	Pour chacun(e) des institutions/ dirigeants suivant(e)s que j'énonce, veuillez évaluer le niveau de CONFIANCE que vous avez en eux : Gouvernement national	1 | Énormément 2 | Beaucoup 3 | Pas beaucoup 4 | Pas du tout
	Pour chacun(e) des institutions/ dirigeants suivant(e)s que j'énonce, veuillez évaluer le niveau de CONFIANCE que vous avez en eux : Gouvernement local	1 | Énormément 2 | Beaucoup 3 | Pas beaucoup 4 | Pas du tout
	Pour chacun(e) des institutions/ dirigeants suivant(e)s que j'énonce, veuillez évaluer le niveau de CONFIANCE que vous avez en eux : Police	1 | Énormément 2 | Beaucoup 3 | Pas beaucoup 4 | Pas du tout
	Pour chacun(e) des institutions/ dirigeants suivant(e)s que j'énonce, veuillez évaluer le niveau de CONFIANCE que vous avez en eux : Armée	1 | Énormément 2 | Beaucoup 3 | Pas beaucoup 4 | Pas du tout
	Pour chacun(e) des institutions/ dirigeants suivant(e)s que j'énonce, veuillez évaluer le niveau de CONFIANCE que vous avez en eux : Secteur de la justice laïque	1 | Énormément 2 | Beaucoup 3 | Pas beaucoup 4 | Pas du tout
Contexte de gouvernance : perceptions d'une gouvernance faible	Dans quelle mesure le gouvernement a-t-il réussi à assurer la sécurité au quotidien ?	1 | Aucunement 2 | Mal 3 | Moyennement 4 | En cours d'amélioration 5 | Parfaitement

TABLEAU 2 (SUITE)

	Dans quelle mesure le gouvernement a-t-il réussi à assurer les soins de santé ?	1 | Aucunement 2 | Mal 3 | Moyennement 4 | En cours d'amélioration 5 | Parfaitement
	Dans quelle mesure le gouvernement a-t-il réussi à assurer les services d'eau et d'électricité ?	1 | Aucunement 2 | Mal 3 | Moyennement 4 | En cours d'amélioration 5 | Parfaitement
	Dans quelle mesure le gouvernement a-t-il réussi à assurer des emplois ?	1 | Aucunement 2 | Mal 3 | Moyennement 4 | En cours d'amélioration 5 | Parfaitement
	Dans quelle mesure le gouvernement a-t-il réussi à procurer un sentiment d'appartenance ?	1 | Aucunement 2 | Mal 3 | Moyennement 4 | En cours d'amélioration 5 | Parfaitement
Éducation	Niveaux de scolarité laïque achevés	
	Niveaux de scolarité religieuse achevés	
	Type d'éducation religieuse	0| Aucun 1 | Chrétienne 2 | Islamique 3 | Les deux
Événement déclencheur spécifique	Quelque chose de spécifique s'est-il produit qui vous a finalement motivé(e) à rejoindre le groupe ?	1 | Oui 2 | Non
	Quelque chose de spécifique s'est-il produit qui vous a convaincu(e) de ne pas vous associer au groupe ?	1 | Oui 2 | Non
FACTEURS D'ATTRACTION	**QUESTION/INDICATEUR DE L'ENQUÊTE**	**TRAITEMENT/CODAGE EN RÉGRESSION**
Perceptions de l'organisation EV	Dans quelle mesure le groupe a-t-il réussi à assurer la sécurité au quotidien ?	1 | Aucunement 2 | Mal 3 | Moyennement 4 | En cours d'amélioration 5 | Parfaitement
	Dans quelle mesure le groupe a-t-il réussi à assurer les soins de santé ?	1 | Aucunement 2 | Mal 3 | Moyennement 4 | En cours d'amélioration 5 | Parfaitement
	Dans quelle mesure le groupe a-t-il réussi à assurer les services d'eau et d'électricité ?	1 | Aucunement 2 | Mal 3 | Moyennement 4 | En cours d'amélioration 5 | Parfaitement

TABLEAU 2 (SUITE)

	Dans quelle mesure le groupe a-t-il réussi à assurer des emplois ?	1 | Aucunement 2 | Mal 3 | Moyennement 4 | En cours d'amélioration 5 | Parfaitement
	Dans quelle mesure le groupe a-t-il réussi à procurer un sentiment d'appartenance ?	1 | Aucunement 2 | Mal 3 | Moyennement 4 | En cours d'amélioration 5 | Parfaitement
FACTEURS PERSONNELS	**QUESTION/INDICATEUR DE L'ENQUÊTE**	**TRAITEMENT/CODAGE EN RÉGRESSION**
Éducation/enfance	Dans quelle mesure votre enfance a-t-elle été heureuse ?	Échelle de 1 à 10
	Dans quelle mesure vos parents se sont-ils intéressés à vous pendant votre enfance ou étaient-ils impliqués ?	Échelle de 1 à 10
Facteurs de contrôle		
Âge		Nombre
Situation matrimoniale	Quelle est votre situation matrimoniale actuelle ?	1 | Célibataire 2 | Marié(e) 3 | Divorcé(e)
Sexe		1 | Homme 2 | Femme
Connectivité et utilisation des réseaux sociaux	À quelle fréquence utilisez-vous Internet ?	1 | Tous les jours 2 | Une fois par semaine 3 | Une fois par mois 4 | Moins d'une fois par mois 5 | Je n'avais pas accès à Internet 6 | Je n'ai pas utilisé Internet
	Quels réseaux sociaux ou médias traditionnels avez-vous utilisés/utilisez-vous le plus comme source d'information ?	1 | Réseaux sociaux 2 | Médias traditionnels 3 | Je les ai utilisés à part égale

ANALYSE DE LA RÉGRESSION

Des régressions logistiques ont été effectuées sur l'ensemble de données équilibré dans R, avec une détermination de l'ajustement du modèle basée sur la statistique du pseudo R-carré de McFadden et un calcul des réussites et des échecs (pourcentage correctement prédit).

Le tableau 3 présente les résultats des modèles les mieux adaptés. La méthode de correspondance exacte utilisée pour équilibrer les données a donné lieu à des modèles mieux ajustés que la méthode CEM. Les résultats étaient cohérents à travers les deux méthodes.

TABLEAU 3 : PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA RÉGRESSION : RÉGRESSION LOGISTIQUE MULTIVARIÉE SUR LE RECRUTEMENT VOLONTAIRE

	VARIABLE DÉPENDANTE : RECRUTÉS VOLONTAIREMENT		
	(7)	(8)	(9)
Enfance heureuse	-0,127** (0,062)		
Parents impliqués pendant l'enfance		-0,206*** (0,073)	-0,219*** (0,072)
Moyens de subsistance/perspectives d'avenir : (référence étudiant)			
Employé	0,725 (0,495)	0,061 (0,598)	
Sans emploi	0,828 (0,518)	0,0004 (0,613)	
Autres	17,975 (1 219,438)	17,236 (1 123,136)	
Années d'éducation religieuse	-0,015 (0,044)		
Années d'éducation		-0,248*** (0,048)	-0,241*** (0,044)
Confiance dans le gouvernement national	0,014 (0,200)	-0,085, (0,226)	0,050 (0,189)
Confiance dans l'armée	-0,175 (0,188)	-0,057 (0,209)	
Le gouvernement fournit des emplois	-0,665*** (0,189)	-0,626*** (0,202)	-0,657*** (0,194)
Le gouvernement assure l'éducation	0,605*** (0,173)	0,508*** (0,185)	0,456** (0,179)
Le groupe assure l'éducation	-0,080 (0,157)	-0,206 (0,174)	-0,172 (0,168)
Le groupe fournit des emplois	-0,374** (0,155)	-0,264 (0,168)	-0,242 (0,160)
Participation à des programmes PEV : (référence – toujours)			
Parfois	-0,058 (0,711)	0,614 (0,867)	
Jamais	0,072 (0,675)	0,570 (0,810)	
Événement déclencheur : (référence oui)			
Non	-0,718** (0,343)	-1,007*** (0,362)	-0,955*** (0,347)
Le groupe procure un sentiment d'appartenance	1,055*** (0,153)	0,967*** (0,170)	1,004*** (0,170)

TABLEAU 3 (SUITE)

Amis d'autres religions pendant l'enfance : (référence – oui) Non	-2,165*** (0,417)	-2,646*** (0,464)	-2,472*** (0,438)
A déjà voté : (référence – oui) Non	-0,009 (0,401)	0,197 (0,429)	0,107 (0,420)
Religion menacée : (référence – oui) Non	-0,796** (0,392)	-0,870** (0,421)	
Régularité de l'utilisation d'Internet	0,843*** (0,096)	0,708*** (0,103)	0,750*** (0,100)
Nationalité : (référence – Nigéria)			
Niger	0,011 (5 131,373)	-3,364 (5 110,923)	-3,507 (3 108,137)
Somalie	-13,006 (4 603,409)	-15,142 (4 555,306)	-14,184 (2 773,382)
Soudan	-12,782 (4 603,409)	-13,520 (4 555,306)	-12,307 (2 773,382)
Mali	-16,320 (4 603,409)	-18,843 (4 555,306)	-17,917 (2 773,382)
Burkina Faso	-15,671 (4 603,409)	-18,020 (4 555,306)	-16,412 (2 773,382)
Ghana	0,375 (7 983,495)	-1,043 (7 955,855)	-1,412 (4 831,460)
Algérie	-0,212 (7 983,495)	1,309 (7 955,855)	1,072 (4 831,460)
Bénin	1,933 (7 983,495)	-1,305 (7 955,855)	-1,715 (4 831,460)
Côte d'Ivoire	-4,620 (7 983,495)	-6,641 (7 955,855)	-6,484 (4 831,460)
Constante	13,042 (4 603,409)	18,550 (4 555,306)	16,923 (2 773,382)
Observations	467	467	467
Probabilité logarithmique	-136,131	-116,118	-121,275
Critère d'information d'Akaike	330,263	290,236	286,550
Pseudo R carré de McFadden	0,57	0,63	0,61
Pourcentage correctement prédit	89 %	90 %	89 %

Remarque : *p**p***p<0,01

RAPIDITÉ D'ADHÉSION

Sur la base des résultats du premier rapport *Sur les chemins de l'extrémisme,* une analyse économétrique a été menée sur une variable dépendante binaire indiquant si une recrue volontaire avait rejoint rapidement un groupe EV. Comme la documentation et la théorie sur ce sujet sont très limitées, et qu'aucun consensus n'existe quant aux facteurs explicatifs, l'analyse économétrique ne repose pas non plus sur de la théorie ou de la documentation. Elle devrait donc être approchée en tenant compte de la limite imposée par le fait que la spécification dérive uniquement de la modélisation réalisée dans la version précédente de Sur les chemins de l'extrémisme (qui n'était pas non plus fondée sur la théorie).

TABLEAU 4 : ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE DES FACTEURS ET INDICATEURS DE RAPIDITÉ DE RECRUTEMENT

FACTEUR	QUESTION/INDICATEUR DE L'ENQUÊTE	TRAITEMENT/CODAGE EN RÉGRESSION
Émotions capturant la décision de rejoindre le groupe	Avec le recul, quelles émotions capturent au mieux votre décision de rejoindre le groupe ?	1 | Colère 2 | Peur 3 | Haine 4 | Vengeance 5 | Culpabilité 6 | Mépris 7 | Espoir/enthousiasme

TABLEAU 4 (SUITE)

Présentation au groupe	Comment avez-vous été initialement présenté(e) au groupe ?	1 | Ami(e) 2 | Mère/père 3 | Frère/sœur 4 | Autre membre de la famille 5 | Conjoint(e) 6 | Enseignant(e) 7 | Journal/Magazine 8 | Télévision 9 | Radio 10 | Internet 11 | Vidéos (DVD) 12 | Twitter 13 | Centre communautaire 14 | École 15 | Travail 16 | Terrain de foot (sport) 17 | Structure de recrutement spécifique 18 | Réseaux sociaux
Perspectives d'avenir	Que faisiez-vous avant de rejoindre ou de vous impliquer dans le groupe ?	1 | Étudiant(e) 2 | Employé(e) 3 | Sans emploi
Événement déclencheur	Un événement spécifique vous a-t-il poussé à rejoindre le groupe ?	1 | Oui 2 | Non
FACTEURS DE CONTRÔLE		
Âge au moment de l'adhésion		Nombre
Sexe		1| Homme 2| Femme
Situation matrimoniale	Quelle est votre situation matrimoniale actuelle ?	1 | Célibataire 2 | Marié(e) 3 | Divorcé(e)
Éducation (publique)	Plus haut diplôme obtenu/ niveau scolaire atteint	1 | Cycle primaire non achevé 2 | Cycle primaire 3 | Cycle secondaire 4 | Université 5 | Formation professionnelle

Les données ont été prétraitées pour imputer les absences ainsi que pour équilibrer les covariables de fond entre le groupe de recrues volontaires qui se sont jointes lentement et celles qui se sont jointes rapidement. Les mêmes outils logiciels qui ceux présents dans R ont été utilisés pour cet ensemble d'analyses.

Aucun des modèles exécutés n'a montré de variables considérées comme des prédicteurs systématiquement significatifs de la vitesse de recrutement. La modélisation a été réalisée à la fois sur un échantillon de données limité (avec l'inclusion de facteurs d'attraction potentiels, tels que les perceptions du groupe), ainsi que sur l'échantillon de données complet (à l'exclusion de ces variables de facteurs d'attraction). Le tableau 5 présente les résultats.

TABLEAU 5 : RÉSULTATS DE RÉGRESSION LOGISTIQUE POUR LA VITESSE D'ADHÉSION À UNE ORGANISATION D'EXTRÉMISME VIOLENT, DES RECRUES VOLONTAIRES

	VARIABLE DÉPENDANTE : VITESSE D'ADHÉSION						
	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
Femmes – référence hommes		0,332 (0,907)				0,122 (0,271)	
A déjà voté – référence oui	0,397 (0,343)	0,371 (0,346)	0,292 (0,341)	0,430 (0,345)	0,059 (0,201)	0,027 (0,200)	0,007 (0,200)
Participation à des programmes PEV : (référence – toujours)							
Parfois	-0,100 (0,725)	-0,022 (0,718)	0,004 (0,713)	-0,195 (0,707)	-0,307 (0,303)	-0,331 (0,304)	-0,359 (0,303)
Jamais	0,333 (0,695)	0,264 (0,687)	0,259 (0,684)	0,242 (0,680)	-0,882*** (0,318)	-0,952*** (0,317)	-0,905*** (0,314)
Événement déclencheur – référence oui	0,225 (0,348)	0,203 (0,349)	0,389 (0,333)	0,224 (0,348)	0,350* (0,195)	0,364* (0,195)	0,342* (0,193)
Moyens de subsistance/perspectives d'avenir : (référence étudiant)							
Employé	0,192 (0,606)	0,190 (0,613)	0,355 (0,600)	0,381 (0,606)	0,538 (0,376)	0,470 (0,378)	0,496 (0,380)
Sans emploi	0,448 (0,513)	0,320 (0,522)	0,263 (0,510)	0,651 (0,535)	0,485 (0,364)	0,446 (0,371)	0,500 (0,367)
Autres	0,523 (0,809)	0,389 (0,796)	0,508 (0,796)	0,280 (0,782)	0,980** (0,429)	0,977** (0,434)	0,991** (0,437)
Années d'éducation religieuse (laïque)	0,071* (0,042)				0,044** (0,021)		
Toute éducation religieuse – référence oui		0,484 (0,516)	0,427 (0,511)	0,223 (0,524)		-0,152 (0,242)	-0,123 (0,242)
Le groupe procurait un sentiment d'appartenance	0,107 (0,136)	0,116 (0,136)	0,068 (0,133)				
Le groupe fournissait des opportunités d'emploi	0,071 (0,140)	0,098 (0,141)	0,081 (0,137)				
Le groupe garantissait la sécurité				-0,262* (0,146)			
Confiance envers le gouvernement national	0,105 (0,181)	0,193 (0,192)	0,147 (0,188)	0,177 (0,192)	-0,028 (0,102)	-0,031 (0,102)	-0,033 (0,101)
Religion menacée – référence oui	0,680 (0,436)	0,566 (0,423)		0,426 (0,417)	-0,277 (0,226)	-0,342 (0,225)	
Toute utilisation d'Internet – référence non	0,193 (0,365)	0,217 (0,363)	0,339 (0,359)	0,231 (0,354)	0,054 (0,261)	0,108 (0,259)	0,045 (0,260)
Émotion colère – référence non	-0,438 (0,418)	-0,308 (0,413)		-0,267 (0,393)	-0,077 (0,216)	-0,030 (0,214)	
Ralliement avec des amis	0,267 (0,321)	0,211 (0,320)		0,206 (0,318)	-0,041 (0,194)	-0,036 (0,201)	
Émotion espoir – référence non			0,537 (0,348)				0.356* (0,213)
Ralliement avec des membres de la famille			0,798 (0,759)				0,302 (0,230)
Constante	-1,383 (1,080)	-1,334 (1,090)	-1,150 (1,058)	0,092 (1,104)	1,140* (0,627)	1,477** (0,610)	1,119* (0,581)
Observations	264	264	264	264	621	621	621
Probabilité logarithmique	-134,727	-135,565	-135,065	-134,835	-351,564	-353,381	-352,449
Critère d'information d'Akaike	319,454	323,130	318,129	317,670	751,129	756,761	750,898

Remarque : *p**p***p<0,01

NOTES DE FIN DE PAGE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1 Institute for Economy and Peace (IEP), (2022:2). La Figure 8 du Chapitre 1 du rapport illustre le doublement des attentats terroristes en Afrique depuis 2016, sur la base des calculs de le l'IEP dérivés du Dragon Fly Tracker.

2 IEP (2022a: 4).

3 Institut d'études de sécurité (ISS) (2018, 2022) et Al Jazeera (2022b).

4 Nations Unies (2021: 67).

5 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2017).

6 PNUD (2016).

7 Nations Unies (2016b).

INTRODUCTION

8 PNUD (2016: 3).

9 Le premier rapport *Sur les chemins de l'extrémisme a* interrogé des personnes dans six pays : Cameroun, Kenya, Niger, Nigeria, Somalie et Soudan, avec la majorité (41 %) en Somalie, par rapport aux huit pays de cette étude. 495 recrues anciennes ou actuelles ont été interrogées, ainsi que 145 personnes interrogées du groupe de référence. Sur les 718 personnes interrogées, 81 % étaient des hommes. 19 % de l'échantillon de données de 2017 étaient des femmes, contre 552 femmes interrogées de cet échantillon, ce qui correspond à quatre fois plus de femmes interrogées.

10 Veuillez vous reporter à la classification du PNUD (2016: 15). Tout en notant que ces démarcations sont très fluides, le PNUD a classé un certain nombre de pays confrontés à différents degrés de menace de l'extrémisme violent en Afrique, notamment les « pays épicentres », dont le Mali, le Nigeria et la Somalie ; les pays « à débordement », dont le Cameroun, le Tchad et le Niger ; et le pays « à risque », le Soudan. Veuillez vous référer à ces catégories dans le PNUD (2016: 8).

11 Voir le PNUD (2017: 23). Dans l'étude de 2017, l'échantillon de données totalisait 718 personnes interrogées.

12 Voir par exemple, ICAN/PNUD (2019).

13 Bien que cette étude ait certainement des implications importantes pour les processus de réintégration plus larges, la portée de l'étude n'examine pas la dynamique spécifique lorsqu'un ex-recruté est réintégré dans une communauté, mais se limite à examiner le processus menant à et influençant la décision de partir. Elle reconnaît cependant que ces voies sont complexes, ce qui incite à une enquête empirique plus approfondie et à une recherche primaire.

14 Voir Glazzard et al. (2022).

15 Le cadre théorique qui sous-tend cette étude s'inspire de la théorie de la socialisation telle que conceptualisée dans l'étude de 2017, tirée de Botha (2014).

16 Botha (2014).

17 Dawson et Prewitt (1969: 17). Voir aussi Botha (2014).

18 « Micro » fait référence à des motivations et des convictions personnelles, qui incluent des expériences négatives d'exclusion, de rejet, d'humiliation, d'injustice ou de frustration. « Méso » désigne le milieu social de l'extrémiste violent, y compris sa communauté, et les structures sociales dans lesquelles il est engagé. « Macro » fait référence à des facteurs structurels, notamment : des conflits politiques chroniquement non résolus ; les « dommages collatéraux » aux vies civiles et aux infrastructures causés par les réponses militaires au terrorisme ; les violations des droits humains; la discrimination ethnique, nationale et religieuse ; l'exclusion politique de groupes ethniques ou religieux ; la marginalisation socio-économique; le manque de bonne gouvernance ; et l'échec à intégrer les communautés d'immigrants de la diaspora qui se déplacent entre les cultures. Centre d'études de sécurité (2015).

19 Vergani et al. (2018).

NOTE SUR LA TERMINOLOGIE

20 Nations Unies (2016a). The UN's Secretary-General's Plan of Action to Prevent Violent Extremism (2016: 1/22)

21 Nations Unies (2016a).

22 Tout en réitérant qu'il n'y a pas de définition universelle, cette approche est conforme à d'autres tentatives de définition du terme insaisissable « extrémisme violent ». Voir Search for Common Ground (2017) et Zeuthen (2016).

23 ONUDC (2018).

24 Cette définition est conforme aux tentatives de Francis de synthétiser les théories et les modèles existants en un seul qui capture la complexité et la variabilité de la radicalisation. Il postule trois grandes catégories de facteurs dans le processus de radicalisation (situationnels, stratégiques et idéologiques) et subdivise les facteurs situationnels en conditions préalables et facteurs précipitants, avant de subdiviser davantage les conditions préalables en facteurs habilitants et motivationnels. Francis, M. (2012). Voir aussi Zeuthen (2016).

25 Weisburd et al. (2022).

26 Nations unies (1994). Voir aussi Cornell University, Legal Information Institute (2019).

27 Mahmoud (2016).

28 Comme indiqué ci-dessus, il n'existe pas de consensus. Certains affirment que la déradicalisation peut faire référence à un changement à la fois d'attitude et de comportement. Voir par exemple El-Said (2015:10) et Horgan (2009).

29 Glazzard et al. (2022), voir aussi Morrison et al. (2021).

30 Bosley (2020) et Richards, (2017:14). Voir aussi Morrison et al. (2021).

ÉCHANTILLON DÉMOGRAPHIQUE et MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

31 Veuillez vous référer à la classification du PNUD (2016:15).

32 L'ensemble de données initial comprenait 2 234 entretiens. Cependant, après suppression des entrées en double, la taille de l'échantillon était de 2 196.

33 La composition par sexe des recrues volontaires et le groupe de référence pertinent sont statistiquement bien différents.

34 Veuillez vous référer au « Profil démographique de l'échantillon de recherche » dans l'étude du PNUD de 2017 (2017: 26).

35 La répartition des réponses mise en évidence dans la figure ne couvre pas toutes les réponses, car un nombre important des personnes interrogées (230) n'ont pas révélé leur statut de recrue volontaire ou enrôlée de force.

36 La majorité des femmes en réadaptation ont été interrogées au Cameroun, ce qui correspond à 63 %.

37 Les réponses relatives aux classements étaient très dispersées dans l'échantillon de données. Cela pourrait refléter des sensibilités liées au rôle de la personne interrogée dans les groupes. En conséquence, une image précise et représentative des rangs des personnes interrogées interrogés n'a pas pu être développée.

38 Tout au long du rapport, le terme Boko Haram est utilisé de manière interchangeable pour désigner les factions extrémistes opérant dans le bassin du lac Tchad -JAS, ISWAP, Bakura, Ansaru - car les personnes interrogées n'ont pas « distingué les factions ».

39 Institute for Economy and Peace (IEP) (2022a: 2).

40 Les « autres » groupes identifiés comprenaient : État islamique, 31, dont deux se sont identifiés comme des personnes enrôlées de force ; Daoula, 10, dont deux se sont identifiés comme des personnes enrôlées de force ; et Koogweogo, nombre total de 2 recrues volontaires. L'enquête a prédéfini les catégories d'al-Shabaab, de Boko Haram et de l'État islamique, tandis que les autres, y compris le JNIM, étaient des groupes identifiés par les personnes interrogées.

41 Abatan et Sangaré (2021). ISS (2021).

42 Tout en reconnaissant que ces catégorisations sont très fluides et susceptibles de changer au fil du temps, elles sont dérivées du projet régional du PNUD (PNUD (2016:16-17).

43 L'ensemble de données initial comprenait un total de 2 234 entretiens. Cependant, après avoir supprimé les entrées en double, la taille de l'échantillon était de 2 196.

44 L'équilibrage a été effectué à l'aide des méthodologies d'appariement exact grossier et d'appariement exact à l'aide du programme MICE dans R. Après équilibrage, aucune différence statistiquement significative n'existait en termes de sexe, d'âge, d'éducation ou de nationalité entre les deux groupes.

45 Les personnes interrogées du groupe primaire ont été invitées à évaluer leurs perceptions et leurs motivations avant de rejoindre ou après avoir rejoint un groupe, tandis que les personnes interrogées du groupe de référence ont été invitées à évaluer leurs perceptions au moment de l'entretien.

46 L'Afrobaromètre est une base de données qui explore les perceptions à travers des indicateurs tels que la gouvernance au niveau des pays et au niveau agrégé dans une série de pays d'Afrique. Cependant, il n'inclut pas deux des pays (Somalie et Tchad) sur les huit examinés. Veuillez visiter https://www.afrobarometer.org/online-data- analysis/.

47 Par exemple, une étude de cas de Mercy Corps sur le recrutement au sein de Boko Haram au Nigeria présente un spectre allant de l'adhésion forcée à l'adhésion volontaire à Boko Haram. Voir Mercy Corps (2016).

48 En raison des sensibilités liées à l'accès aux groupes extrémistes violents, les recherches primaires sur le désengagement restent rares. La plupart des études examinent les individus qui ont déjà quitté une organisation radicale, plutôt que ceux qui restent dans le groupe. Les exceptions incluent Bjørgo et Horgan (2008).

49 À des fins de transparence, chaque graphique représente le nombre total de personnes interrogées à chaque question par rapport au nombre total de personnes interrogées. Ce dernier fait référence au nombre de personnes interrogées qui n'ont pas répondu à la question, soit parce qu'elles ne savaient pas comment répondre ou n'ont pas voulu répondre, soit en raison de données manquantes (vide).

50 Voir Bøås et Rupesinghe (2019), Abatan et Sangaré (2021) et International Alert (2020). ISS (2021).

51 International Crisis Group (2019). Voir aussi Khadija et Harley (2019).

CHAPITRE 1 : UN CONTEXTE EN MUTATION

52 IEP (2022a: 29).

53 IEP (2022a: 29). L'indice mondial du terrorisme mesure l'impact du terrorisme dans 163 pays à l'aide de données compilées par la base de données Dragonfly TerrorismTracker. L'indice est échelonné entre 0 et 10, où une valeur plus élevée indique un plus grand impact du terrorisme. L'IEP définit le terrorisme comme suit : « L'acte doit viser à atteindre un objectif politique, économique, religieux ou social ». L'IEP classe les organisations et les idéologies terroristes en trois grandes catégories : terrorisme politique, nationaliste/séparatiste et à motivation religieuse.

54 IEP (2022a: 12), voir figure 1.2.

55 IEP (2022a: 29).

56 IEP (2022a: 14). Selon l'Indice mondial du terrorisme (GTI), les décès au Nigeria ont chuté de 51 % en 2021, après trois ans d'augmentations successives. Cette baisse était due à une diminution des décès attribués à Boko Haram et à l'ISWAP, en particulier dans la région de Borno, où les décès ont chuté de 71 %. Il s'agit du plus faible nombre de décès attribués au groupe en une décennie. Le déclin de Boko Haram a entraîné une baisse substantielle du terrorisme dans l'État de Borno, qui a enregistré 71 % de décès liés au terrorisme en moins par rapport à l'année précédente. Cependant, malgré cette baisse, le nombre d'attaques terroristes a augmenté de 49 % entre 2020 et 2021, l'ISWAP ayant dépassé Boko Haram en tant que groupe terroriste le plus meurtrier au Nigeria, avec une présence accrue dans les pays voisins de la région du Sahel.

57 IEP (2022a: 44). Alors que la Somalie est toujours classée en tête du score GTI dans la région, comme ayant le troisième impact le plus élevé au monde en 2021, elle a enregistré une diminution significative au fil du temps, passant de 308 attaques en 2021 à 1 461 décès en 2017. Malgré un déclin progressif, Al-Shabaab reste le groupe terroriste le plus meurtrier en Somalie, et représente 89 % de tous les décès liés au terrorisme dans le pays en 2021.

58 IEP (2022a: 26-28).

59 Institut d'études de sécurité (ISS) (2018, 2022) et Al Jazeera (2022b).

60 Le graphique s'appuie sur les données du Dragon Fly Terrorism Tracker basées sur les calculs de l'IEP. Cependant, il ne couvre pas tous les pays étudiés, comme le Burkina Faso. Il ne reflète pas non plus les données de toute l'année 2021.

61 IEP (2022a: 47)

62 IEP (2022a: 77).

63 IEP (2022a: 12).

64 PNUD (2023: 17).

65 Ces groupes comprennent : État islamique – Province du Khorasan (ISKP), État islamique – Province du Sinaï (ISSP) et État islamique dans la province de l'Afrique de l'Ouest (ISWAP).

66 IEP (2022a: 3).

67 PNUD (2023: 17).

68 IEP (2022a: 2), Eizenga et Williams (2020).

69 La distinction entre les groupes extrémistes violents est en constante évolution, devenant moins noire et blanche. Par exemple, Ansar Dine et Katiba Macina ont fusionné avec la coalition JNIM en tant que cellules locales, bien qu'elles poursuivent un programme plus local.

70 IEP (2022a: 17). Par exemple, veuillez vous référer aux Nations Unies (2022: 5).

71 Keating, M, Matt Waldman (éd.) (2019).

72 IEP (2022a:17).

73 Bukarti, B.A. (2021). Babatunde. (2018).

74 Bøås et Rupesinghe (2019).

75 IDEM (2019).

76 IEP (2022: 58).

77 Dewaal (2019).

78 Anzalone et Warner (2021).

79 PNUD (2023: 24). Voir Anzalone et Warner (2021).

80 PNUD (2023: 10). Voir Brown, (2018).

81 IEP (2022a: 2). Voir également la Figure 4.2 « Corrélations avec le terrorisme dans les pays de l'OCDE et le reste du monde » (page 64).

82 United States Institute for Peace (USIP) (2022).

83 Al Jazeera (2022a).

84 IEP (2022a: 54).

85 Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (2022).

86 Nations Unies (2016b).

87 Union africaine (2022).

88 Cherbib (2018).

89 Van der Lijn (2019).

90 International Crisis Group (2020).

91 The New Humanitarian (2019), Al Jazeera (2018)

92 Human Rights Watch (2022). Africa News (2022), The New Humanitarian (2021). Voir aussi l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (2020).

93 International Federation for Human Rights (2021).

94 Sommers. (2022).

95 hurkin. (2021). Ayat (2020).

96 D'autres groupes ne relevant pas de la compétence du CJTF incluent les Yan Gora.

97 International Crisis Group (ICG) (2017).

98 The New Humanitarian (2020).

99 ICG (2017).

100 Voice of America (VOA) (2021).

101 Nations Unies (2021).

102 Saferworld (2020).

103 Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) (2021). PNUD (2022: 80).

104 SIPRI (2022: 6).

105 IEP/PNUD (2020: 1). Les preuves s'appuient sur 18 pays cibles en Afrique.

106 IEP/PNUD (2020: 1- 5).

107 IEP/PNUD (2020: 1).

108 IEP/PNUD (2020: 1). La titrisation désigne ici les dépenses nationales pour l'armée, la sécurité privée et la sécurité nationale.

109 IEP/PNUD (2020: 5).

110 Calculs IEP fournis à partir de cette recherche basée sur les données du DragonFly TerrorismTracker.

111 IEP/PNUD (2020). Il est difficile d'estimer avec précision quelle part des dépenses de sécurité est une réponse directe à la menace terroriste dans les pays cibles, étant donné que plusieurs d'entre eux sont impliqués dans des conflits armés en cours depuis de longues périodes et que presque tous les pays du monde disposent d'un niveau minimum des dépenses militaires. De plus, il est important de noter que les différentes estimations chiffrées présentées sont soumises à des méthodologies et des calculs différents, conduisant à des résultats différents.

112 Selon le système SNPC du CAD de l'OCDE, la catégorie des infrastructures sociales comprend l'éducation, la santé, le gouvernement et la société civile ainsi que l'eau, l'approvisionnement et l'assainissement – qui chevauchent tous les domaines de programmation de PEV liés au développement. La catégorie des infrastructures productives comprend l'agriculture, la sylviculture et la pêche, l'industrie lourde, la construction et l'exploitation minière. La catégorie des infrastructures économiques comprend les transports, les communications, l'énergie, les services bancaires et financiers.

113 Chen (2022), Lefas, M, Nozawa, J et Kessels E. (2020), ONU FEMMES (2020).

114 Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme (UNOCT) (2006). Selon la matrice des projets du groupe de travail sur la Mobilisation des ressources, le suivi et l'évaluation (RMME) du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme des Nations Unies, les contributions financières suivantes ont été annoncées en 2020 et 2021 : un total de 57 288 694 USD pour le pilier I ; 7 512 170 $ pour le pilier II ; 170 028 817 USD pour le pilier III ; et 6 372 056 $ pour le pilier IV.

115 Assemblée générale des Nations Unies (2017).

116 Cela inclut l'émergence du Global Peace Index (GPI) et du Positive Peace Index (PPI). Le PPI mesure le niveau de résilience sociétale d'une nation ou d'une région. Le GPI est un indice composite mesurant la tranquillité des pays composé de 23 indicateurs quantitatifs et qualitatifs pondérés chacun sur une échelle de 1 à 5. Voir IEP (2016) et IPI Global Observatory (2017a).

117 La paix positive est définie comme les attitudes, les institutions et les structures qui créent et maintiennent des sociétés pacifiques. Les mêmes facteurs conduisent également à de nombreux autres résultats socio-économiques souhaitables. Des niveaux plus élevés de paix positive sont statistiquement liés à une plus grande croissance des revenus, à de meilleurs résultats environnementaux, à des niveaux de bien-être plus élevés, à des résultats de développement supérieurs, et à une résilience plus forte. Voir IEP (2022b).

118 La catégorisation du Global Peace Index est mesurée selon trois indicateurs : domaine des conflits nationaux et internationaux en cours, sûreté et sécurité sociétales, et militarisation.

119 IEP/PNUD (2020: 9) et IEP (2016: 3).

120 IEP (2016: 3).

121 IEP/PNUD (2020).

122 IEP/PNUD (2020: 9).

123 IEP (2016: 3).

124 IEP (2016: 3) and IPI Global Observatory (2017a).

125 Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) (2021).

CHAPITRE 2 : MOTEURS DE RECRUTEMENT

126 Dawson et Prewitt (1969:18) et Botha (2014).

127 Dawson et Prewitt (1969: 18) et Botha (2014).

128 Dawson. Prewitt (1969: 18) et Botha (2014).

129 O'Driscoll, D. (2017: 9). Voir aussi Ellis et al. (2015). Simi et al. (2016).

130 Blum et Hayes (2016).

131 PNUD (2017: 35-36).

132 PNUD (2022b). Dans leur étude sur l'éducation des enfants dans des contextes de conflit, Akaito et Musa (2020) constatent également que si un enfant est en conflit avec les membres de sa famille, il est plus susceptible de connaître un conflit en dehors de l'unité familiale. L'inverse est également vrai – une famille en paix contribuera à réaliser la paix dans leur société au sens large.

133 Ellis et al. (2015) et Simi et al. (2016).

134 O'Driscoll, D. (2017).

135 PNUD (2017: 36).

136 Ghosh et al. (2016).

137 PNUD (2017: 39).

138 Bloom et Matfess (2015).

139 ISS (2014).

140 Bukarti, B. A. (2021: 6-7).

141 Grease (2019)

142 Harriet et al. 2015.

143 Bukarti (2021).

144 PNUD (2017: 45).

145 On a demandé aux personnes du groupe de référence : « Avez-vous déjà pensé que votre religion était menacée ? », tandis qu'on a demandé aux personnes de groupe primaire : « Au moment de votre adhésion, considériez-vous que votre religion était menacée ? ».

146 Les résultats varient en fonction des estimations exactes des coefficients du modèle 1 ou du modèle 2.

147 Les réponses à l'enquête ont été codées comme une menace idéologique, une menace physique, ou les deux. 16 % des recrues volontaires ont répondu « menace idéologique » et 10 % ont répondu « menace physique ».

148 Ysseldyk et al. (2010).

149 Bukarti (2021). Il est important de rappeler que Boko Haram n'est pas apparu comme un soulèvement ethnique et que la langue kanuri n'est pas synonyme de Boko Haram. En effet, une majorité écrasante de Kanuris s'est opposée au groupe extrémiste violent et l'a combattu à la fois idéologiquement et militairement. Cela vise plutôt à mettre en évidence la dynamique hautement localisée que des groupes tels que Boko Haram exploitent dans le cadre de leur stratégie de recrutement.

150 Voir Bøås et Rupesinghe (2019) et Lebovic (2020). Il est important de reconnaître les nuances dans le récit de la mobilisation ethnique, étant donné que la plupart des Peuls n'ont pas rejoint le groupe. Ceux de la lignée religieuse ou aristocratique ont été ciblés par des groupes djihadistes à l'intersection du statut socio-économique avec des groupes ethniques qui semblent également avoir joué un rôle dans la mobilisation des groupes extrémistes violents dans le centre du Mali.

151 Davids (2014).

152 International Alert (2020).

153 PNUD (2017: 49).

154 Bukarti (2021: 6).

155 Vijaya et al. (2018).

156 Fonds des Nations Unies pour la population (2015) et Mercy Corps (2015).

157 Vijaya et al. (2018).

158 Allan et al. (2015) et Mercy Corps (2015).

159 Le questionnaire distingue : les petits boulots (travailler au besoin ou à l'occasion), les non-qualifiés, les indépendants, les semi-qualifiés, les qualifiés, les professions libérales, les services, et le secteur agricole.

160 Il est également important de noter que ce graphique montre les salaires moyens agrégés. Cependant, lorsque l'on compare les revenus déclarés avec les seuils de pauvreté internationaux, les revenus moyens indiqués n'atteignent pas le seuil de pauvreté de la Banque mondiale ni pour les pays à faible revenu (1,90 USD/jour) ni pour les pays à revenu intermédiaire (3,20 USD/jour).

161 Les recrues volontaires femmes constituaient le plus petit sous-échantillon parmi les personnes interrogées lors de notre enquête. Cependant, la différence dans les revenus déclarés est statistiquement significative.

162 Saferworld (2014).

163 Sommers (2013).

164 Botha (2014).

165 Allan et al. (2015).

166 L'impact du terrorisme tel que mesuré par l'Indice mondial du terrorisme combine des mesures d'attaques, de morts, de blessés et d'otages pour une évaluation plus globale de l'impact que le nombre d'attaques seul. Voir le rapport de l'Indice mondial du terrorisme 2022 pour une explication méthodologique plus complète.

167 Newman, 2007 et USAID, 2011.

168 Par exemple, lorsque l'on compare les niveaux de confiance dans divers secteurs de gouvernance, les recrues volontaires signalent des niveaux plus élevés dans les institutions exécutives et législatives dans cet échantillon d'enquête que dans l'étude de 2017, où 70 % des recrues volontaires ne faisaient pas confiance aux dirigeants politiques de haut niveau, 75 % ne faisaient pas confiance au gouvernement national et 72 % ne faisaient pas confiance au gouvernement local. Voir PNUD (2017: 65).

169 Les perceptions des recrues à l'égard des institutions de l'État pourraient, dans une certaine mesure, avoir été influencées par le fait que la majorité d'entre elles étaient en attente de jugement au moment de l'entretien. Cela peut avoir introduit un biais vers des réponses plus positives que cela n'aurait été le cas autrement. Néanmoins, elles sont assez cohérentes avec les données complémentaires d'Afrobaromètre, qui au niveau agrégé montrent qu'en moyenne, les pays sont divisés sur la question de la confiance envers le président, mais moins positifs concernant le parlement.

170 Ces résultats sont cohérents avec les données d'Afrobaromètre (2019/2021), où les niveaux de confiance dans les six pays (Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger, Nigeria et Soudan) reflètent des tendances similaires, à l'exception du Niger, qui montre des niveaux de confiance relativement plus élevés.

171 Les résultats sont assez cohérents avec les données d'une enquête de perception d'Afrobaromètre 2019/2021 dans la mesure où ils confirment les perceptions positives envers les acteurs locaux. En moyenne, 68 % des personnes interrogées des six pays étudiés (Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger, Nigeria et Soudan) expriment une certaine ou une grande confiance dans les chefs religieux. Les données du Niger montrent les niveaux de confiance les plus élevés (90 % indiquant une certaine ou beaucoup de confiance), par rapport au Soudan, qui a les niveaux les plus bas (47 % indiquant une certaine ou beaucoup de confiance).

172 Allan et al. (2015), Finkel et al. (2021) et Grynkewich (2008).

173 Grynkewich (2008).

174 Bøås et Rupesinghe (2019) et International Alert (2020).

175 Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (2021). Cependant, cette conclusion s'accompagne d'une mise en garde : la durabilité de ces processus est discutable, tout comme la conclusion selon laquelle les groupes extrémistes violents ont effectivement rempli le rôle de l'État, car ces processus de paix étaient souvent « imposés » (avec des conditions difficiles) plutôt que véritablement négociés. Dans certains cas, des groupes militants du centre du Mali ont négocié des accords de paix locaux entre les communautés, réglementant les différends et l'accès aux principales ressources naturelles. Cependant, ils l'ont fait en dictant leurs conditions aux populations locales, notamment l'introduction de lois et de taxes familiales basées sur la charia, l'interdiction des armes, l'interdiction de tout contact avec l'État et l'armée maliens, avec des déséquilibres de pouvoir évidents. Voir Bacon (2022).

176 Bacon, (2022).

177 Observatoire mondial de l'IPI (2017b).

178 Allan et al.(015), Ogharanduku(2017).

179 Pantucci et Jesperson's (2015).

180 IEP (2022c).

181 Les preuves de l'Afrobaromètre montrent qu'en moyenne, 48,8 % ont peu ou pas confiance dans les acteurs de la police. Étonnamment, ces perceptions sont plus prononcées au Soudan, au Cameroun et au Nigeria, plutôt que dans les pays du Sahel. Fait intéressant, les perceptions des acteurs militaires sont plus positives que les résultats de cette étude, avec une moyenne de 33,0 % exprimant peu ou pas de confiance et 23,5 % exprimant une « confiance relative ». Encore une fois, ces perceptions sont plus prononcées au Soudan, au Cameroun et au Nigeria. Voir aussi International Alert (2016).

182 Holtug et Uslaner (2021).

183 PNUD (2017: 66).

CHAPITRE 3 : LE « POINT DE BASCULEMENT » ET LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT

184 PNUD (2017).

185 Grease (2019).

186 Alors que l'étude de 2017 posait la question suivante : *« Quel événement spécifique s'est produit qui vous a finalement motivé à rejoindre le groupe ? »*, le nouveau questionnaire a adopté une approche plus exploratoire pour déterminer si un tel événement a effectivement eu lieu, puis a exploré la nature de cet événement dans plus de détails. La question posée au groupe principal était : « *Quelque chose de spécifique s'est-il produit qui vous a finalement motivé à rejoindre le groupe ?* ». La question pour le groupe de référence était : « *Quelque chose de spécifique s'est-il produit qui vous a convaincu de ne pas vous associer au groupe ?* ». Cela a été suivi d'une question ouverte, où les réponses ont été regroupées par la suite en fonction de l'importance de chaque facteur décrit par les personnes interrogées.

187 Khalil (2021).

188 USIP (2016) et Raafat, L (2021).

189 Vergani et al. (2018), Davies (2014).

190 International Alert (2020), ICAN/PNUD (2019), Abatan et Sangaré (2021).

191 Ferguson et McAuley (2021). Davydov (2015).

192 Kharroub (2015). Borum (2014). Sparke (2019).

193 Vergani et al. (2018), Post (2007) et Sageman (2004).

194 Mowat (2015).

195 Behr et al. (2013), Khalil (2021).

196 PNUD (2017: 76)

197 Il est important de noter que les données d'enquête ont été collectées dans des zones périphériques de pays présentant une nette fracture numérique urbaine-rurale. Bien qu'il y ait des preuves de la montée de « l'islamogramme », la fracture numérique urbaine-rurale se poursuit. Cela affecte la portée et le public de la radicalisation en ligne. Reconnaissant les limites de l'influence en ligne, les groupes extrémistes violents ont adapté leurs stratégies pour combiner des tactiques de recrutement hors ligne et en ligne dans le but d'atteindre des personnes qui n'avaient pas été atteintes auparavant. Voir Mattheis (2020), Ayad (2021) et King et Mullins (2021).

198 En rappelant le profil démographique des personnes interrogées, il convient de noter ici qu'il y a une proportion significativement plus élevée d'hommes dans l'échantillon des recrues volontaires, par rapport à la proportion de femmes, raison pour laquelle ce résultat doit être interprété avec une certaine prudence.

199 Il y a quelques cas, par exemple au Burkina Faso et au Nigeria, où la radio a été un puissant outil de PEV. Voir Marrone et al. (2020) et New York University (2022).

200 Rappelant le chapitre méthodologique sur les considérations clés, la méthode d'échantillonnage par sous-ensemble des personnes interrogées des groupes de référence était basée sur les deux critères : s'ils vivaient ou s'ils avaient déjà vécu sous le contrôle direct d'un groupe extrémiste violent.

201 En termes de variation par pays, au niveau agrégé, les personnes interrogées tchadiennes avaient un niveau de connaissance plus élevé des initiatives de PEV. Cependant, pour les personnes interrogées du groupe de référence, une proportion plus élevée de personnes interrogées somaliennes (80 %) en avaient connaissance. Le Soudan avait les niveaux de connaissance les plus bas dans le groupe de référence (4 %). Parmi toutes les recrues, les niveaux de connaissance les plus bas ont été observés chez les personnes interrogées du Niger et du Mali (seulement 12 % des recrues), tandis que le Tchad a signalé les niveaux de connaissance les plus élevés.

202 L'analyse n'a pas systématiquement examiné et comparé les initiatives spécifiques en question pour évaluer leur pertinence et leur impact. Ainsi, ces résultats doivent être compris comme le reflet des perceptions concernant la fourniture d'activités de PEV, plutôt que comme une mesure de leur impact.

203 PNUD (2017: 6, 75).

CHAPITRE 4. LES VOIES DE SORTIE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

204 Glazzard et al. (2022) et Bolsey (2020).

205 Bien que l'étude de 2017 ait utilisé le terme « désengagement », cette étude se concentre prudemment sur le désengagement et la déradicalisation comme deux résultats différents qui ne se produisent pas nécessairement de manière simultanée. Le désengagement fait référence à un changement de comportement, tel que se retirer ou quitter une organisation extrémiste violente, ou changer de rôle au sein de celle-ci. Cela ne nécessite pas nécessairement un changement des valeurs cognitives ou des croyances fondamentales. Les motivations pour cesser de s'impliquer peuvent varier selon le contexte, le groupe et l'individu. La déradicalisation indique donc un changement substantiel d'un engagement idéologique envers un mouvement ou une cause d'extrémisme violent, ou bien un retrait ou encore un conditionnement à se retirer d'une croyance extrémiste violente. Voir Horgan (2008), Horgan et Braddock (2010), Schmid (2013), Glazzard et al. (2022), Bolsey (2020) et Altier et al. (2014, 2017).

206 Williams (1989) et Rabasa et al. (2011).

207 Bolsey (2020). Voir également : Rabasa et al. (2011), Grasso et al. (2019), Altier et al. (2014), Altier et al. (2017), Altier et al. (2019), Doosje et al. (2016). Horgan (2008, 2009).

208 Rabasa et al. (2011).

209 Rabasa et al. (2011).

210 Rabasa et al. (2011).

211 Glazzard et al. (2022). Horgan (2008), Horgan et Braddock (2010), Schmid (2013).

212 La catégorisation n'inclut pas les individus qui ont été réhabilités étant donné que ceux qui se désengagent par la force et volontairement peuvent tous deux se retrouver sur la voie de la réhabilitation. Cela rend difficile une distinction claire entre les deux.

213 Les réponses à cette question étaient dispersées, ce qui rendait difficile l'établissement de niveaux et de fréquences de paiement précis. Néanmoins, bien que non concluantes, les réponses ouvertes ont révélé que le paiement faisait référence à des récompenses monétaires et matérielles. Tout en notant la variation croisée entre les groupes extrémistes violents, les témoignages suggèrent également que la fréquence des paiements variait. Dans certains cas, les paiements étaient liés aux performances des recrues en question. Cela pourrait donc aider à nuancer davantage les variations découvertes entre les deux personnes interrogées en matière de déception concernant le paiement et leurs attentes de récompenses matérielles.

214 Voir par exemple ISS (2021).

215 Bosley (2020), Horgan (2008, 2009) et Horgan et Braddock (2010).

216 Glazzard et al. (2022), Horgan (2008, 2009), Horgan et al. (2010). Altiers et al. (2014, 2019).

217 Bosley (2020).

218 L'enquête a été formulée comme suit : «Avec le recul, qu'auriez-vous fait différemment ? » Les quatre choix de réponse étaient de ne pas rejoindre, recruter plus, changer de tactique, et ne pas se faire prendre. Plusieurs réponses à cette question étaient autorisées.

219 Rabasa et al. (2011).

220 Voir par exemple Khalil et al. (2019) et Bjørgo (2008). Bjørgo a suggéré que « même si une personne a complètement perdu confiance dans l'idéologie et la politique du groupe, les liens d'amitié et de loyauté peuvent, pour certains individus, constituer des raisons plus que suffisantes pour rester avec le groupe ».

221 Altier (2021).

ANNEXE MÉTHODOLOGIQUE

222 L'équilibrage a été effectué à l'aide des méthodologies d'appariement exact grossier et d'appariement exact à l'aide du programme MICE dans R. Après équilibrage, aucune différence statistiquement significative n'existait en termes de sexe, d'âge, d'éducation ou de nationalité entre les deux groupes.

223 La composition par genre des recrues volontaires et du groupe de référence pertinent est statistiquement différente de manière significqtive.

RÉFÉRENCES

Abatan, J. E. et B. Sangaré (2021). « Katiba Macina and Boko Haram: including women to what end? » Institut d'études de sécurité, 31 mars 2021. Disponible sur https://issafrica.org/research/west-africa-report/katiba-macina-and-boko-haram-including-women-to-what-end.

Africa News (2022). « War kills more civilians in Sahel. » 30 juin 2022. Disponible sur https://www.africanews.com/2022/06/30/war-kills-more-civilians-in-sahel/.

Union africaine (2022). « African Union Mission in Somalia (AMISOM) transitions to African Union Transition Mission in Somalia (ATMIS) » mis à jour le 5 avril 2022. Disponible sur https://peaceau.org/en/article/press-release-african-union-mission-in-somalia-amisom-transitions-to-african-union-transition-mission-in-somalia-atmis.

Akaito, J. A. et B. Musa (2020). « Family conflict and single parenthood: Impact on peace building in Jos North Local Government Area, Plateau State. » Sahel Journal of Geography, Environment and Development, 1(1): 73–82.

Al Jazeera (2018). « Mali says troops implicated in killings after mass graves found. » 19 juin 2018. Disponible sur https://www.aljazeera.com/news/2018/6/19/mali-says-troops-implicated-in-killings-after-mass-graves-found.

Al Jazeera (2022a). « Somalia faces worst famine in half a century, UN warns. » 18 octobre 2022. Disponible sur https://www.aljazeera.com/news/2022/10/18/somalia-faces-worst-famine-in-half-a-century-un-warns.

Al Jazeera (2022b). « Sahel violence threatens West African coastal states » 12 janvier 2022. Disponible sur https://www.aljazeera.com/news/2022/1/12/sahel-violence-threatens-west-african-coastal-states

Allan, H., Glazzard, A., Jesperson, S., Reddy-Tumu, S. et Winterbotham, E. (2015). Drivers of Violent Extremism: Hypotheses and Literature Review (p. 65).

Altier, M. B., Thoroughgood, C. N. et Horgan, J. G. (2014). Turning away from terrorism: Lessons from psychology, sociology, and criminology. Journal of Peace Research, 51(5), 647–661.

Altier, M. B., Boyle, E. L., Shortland, N. D. et Horga, J. G. (2017). Why They Leave: An Analysis of Terrorist Disengagement Events from Eighty-seven Autobiographical Accounts. Security Studies, 26(2), 305–332.

Altier, M.B., E.L. Boyle et J. G. Horgan (2019). « Returning to the Fight: An Empirical Analysis of Terrorist Reengagement and Recidivism », Terrorism and Political Violence (2019): 1–25.

Altier, M.B. (2021). « Violent Extremist Disengagement & Reintegration: Lessons from Over 30 Years of DDR. » Washington, D.C.: RESOLVE Network, 2021. https://doi.org/10.37805/vedr2021.1.

Anzalone, C. et J. Warner (2021). Al-Shabaab. Oxford Bibliographies. Disponible sur https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780199743292/obo-9780199743292-0303.xml.

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (2020). « State Atrocities in the Sahel: The Impetus for Counterinsurgency Results is Fueling Government Attacks on Civilians. » 20 mai 2020. Disponible sur https://acleddata.com/2020/05/20/state-atrocities-in-the-sahel-the-impetus-for-counter-insurgency-results-is-fueling-government-attacks-on-civilians/.

Ayat, M. (2020). « Islamogram: Salafism and Alt-Right Online Subcultures. » Disponible sur https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2021/11/Islamogram.pdf.

Babatunde, O. A. (2018). The Recruitment Mode of the Boko Haram Terrorist Group in Nigeria. Peace Review, 30(3), 382–389. https://doi.org/10.1080/10402659.2018.1496998

Bacon, T. (2022). « Inside The Minds of Somalia's Ascendant Insurgents: An Identity, Mind, Emotions and Perceptions Analysis of Al- Shabaab. » Mars 2022. Disponible sur https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs2191/f/Al-Shabaab-IMEP_Bacon_March-2022.pdf.

Behr, I. V., Reding, A., Edwards, C. et Gribbon, L. (2013). Radicalisation in the digital era: The use of the internet in 15 cases of terrorism and extremism (p. 76). RAND Corporation.

Bjørgo, T. et Horgan, J. G. (2009). Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement. Routledge.

Bloom, M. et H. Matfess (2015). « Women as Symbols and Swords in Boko Haram's Terror. » Disponible sur https://www.inclusivesecurity.org/wp-content/uploads/2016/03/Women-as-Symbols-and-Swords.pdf.

Blum, R et T. Hayes (2016). An Accident of Geography: Compassion, Innovation and the Fight Against Poverty. Greenleaf Book Group Press.

Borum, R. (2014). « Psychological Vulnerabilities and Propensities for Involvement in Violent Extremism. » Behavioral Sciences & the Law, 32(3), 286–305. https://doi.org/10.1002/bsl.2110

Bosley, C. (2020). « Violent Extremist Disengagement and Reconciliation », Peaceworks 163, United States Institute for Peace

Botha, A. (2014). Radicalization to Commit Terrorism from a Political Socialization Perspective in Kenya and Uganda. Dissertation doctorale, University of the Free State, Afrique du Sud.

Brown, K.E. (2018). « Violence and Gender Politics in the Proto-State "Islamic State » dans Parashar et al. (éd.) Revisiting Gendered States. Oxford University Press.

Bukarti, B. A. (2021). « Violent Extremism in Sub-Saharan Africa: Lessons from the Rise of Boko Haram. » Tony Blair Institute for Global Change, 23 juillet 2021. Disponible sur https://institute.global/policy/violent-extremism-sub-saharan-africa-lessons-rise-boko-haram

Bøås, M. et Rupesinghe, N. (2019). « Local Drivers of Violent Extremism in Central Mali. » NUPI, 20 septembre 2019. Disponible sur https://www.nupi.no/en/publications/cristin-pub/local-drivers-of-violent-extremism-in-central-mali

Centre d'études de sécurité (2015). « The Concept of Countering Violent Extremism », CSS Analyses in Security Policy, no 183, décembre. Zurich, Suisse.

Chen, E. (2022). « Expanded Regular Budget Funding and a Grant-Making Mandate for UNOCT. » Disponible sur https://www.globalcenter. org/publications/expanded-regular-budget-funding-and-a-grant-making-mandate-for-unoct/.

Cherbib, H. (2018). « Jihadism in the Sahel: Exploiting Local Disorders », dans le IEMED Mediterranean Yearbook 2018. Disponible sur https://www.iemed.org/publication/jihadism-in-the-sahel-exploiting-local-disorders/

Cornell University, (2019). « Terrorism. » Dernière mise à jour septembre 2021. Disponible sur https://www.law.cornell.edu/wex/terrorism.

Davids, N. (2014). « Women, identity and religious education: A path to autonomy , or dependence? » Janvier 2014. Stellenbosch University. DOI:10.1007/978-94-017-8972-1_26.

Davies, L. (2014). « Interrupting Extremism by Creating Educative Turbulence. » Curriculum Inquiry, 44(4), 450–468. https://doi.org/10.1111/curi.12061.

Davydov, D. G. (2015). « The Causes of Youth Extremism and Ways to Prevent It in the Education-al Environment. » Russian Education & Society, 57(3), 146–162. https://doi.org/10.1080/10609393.2015.1018745.

Dawson, R. E. et K. Prewitt (1969). Political Socialization. LittleBrown, Boston, États-Unis.

Dewaal, A. (2019). « Almost everything we're told about Al-Shabaab isn't true. » World Peace Foundation. Disponible sur https://sites.tufts.edu/reinventingpeace/2019/05/08/almost-everything-were-told-about-al-shabaab-isnt-true/.

Doosje, B., F.M. Moghaddam, A.W. Kruglanski, A. De Wolf, L. Mann et A. R. Feddes (2016). « Terrorism, Radicalization and De-Radicalization », Current Opinion in Psychology 11 (2016): 79–84.

Eizenga, D. et W. Williams (2020). « The Puzzle of JNIM and Militant Islamist Groups in the Sahel. » Africa Security Brief no 38. Décembre 2020. Disponible sur https://africacenter.org/wp-content/uploads/2020/11/ASB-38-EN.pdf.

Ellis, B. H., Abdi, S. M., Horgan, J., Miller, A. B., Saxe, G. N. et Blood, E. (2015). Trauma and openness to legal and illegal activism among Somali refugees. Terrorism and Political Violence, 27(5), 857–883. https://doi.org/10.1080/09546553.2013.867849

El-Said, H (2015). New Approaches to Countering Terrorism: Designing and Evaluating Counter Radicalization and De-Radicalization Programs. Hampshire: Palgrave Macmillan.

Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (2021). « Salafi Jihadism in Africa A winning strategy. » Dossier, juin 2021. Disponible sur https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Brief_12_2021.pdf.

Ferguson, N. et J.W. McAuley (2021). « Identity Development and Violent Extremism », 12 mars 2021. https://doi.org/10.1027/1016-9040/a000414.

Finkel, F., Steven E., McCauley, J., Neureiter, M. et Belasco, C. A. (2021). Community Violence and Support for Violent Extremism: Evidence From the Sahel. Political Psychology, 42(1). https://doi.org/10.1111/pops.12692

Francis, M. (2012). « What causes radicalisation? Main lines of consensus in recent research. » Radicalisation Research. Lancaster, Royaume-Uni : Lancaster University

Ghosh, R., A. Manuel, A.W.Y. Chan, M. Dilimulati et M. Babaei (2016), « Education and security, A Global Literature Review on the Role of Education in Countering Violent Religious Extremism », Tony Blair Faith Foundation Education, McGill University, février 2016. Disponible sur https://institute.global/sites/default/files/inline-files/IGC_Education%20and%20Security.pdf.

Grasso, M. T., F. Stephen, E. Gray, C. Hay et W. Jennings (2019). « Socialization and generational political trajectories: an age, period and cohort analysis of political participation in Britain », Journal of Elections, Public Opinion and Parties, 29:2, 199-221, DOI: 10.1080/17457289.2018.1476359.

Grease (2019). « Framework for Understanding the Relationship between Radicalisation, Religion and Violence. » Mai 2019. Disponible sur http://grease.eui.eu/wp-content/uploads/sites/8/2019/05/GREASE_D1.2_Hellyer-Grossman_Final1-1.pdf

Grip, L. et Kotajoki, J. (2019). Deradicalisation, disengagement, rehabilitation and reintegration of violent extremists in conflict-affected contexts: A systematic literature review. Conflict, Security & Development, 19(4), 371–402. https://doi.org/10.1080/14678802.2019.1626577

Grynkewich, A. G. (2008). Welfare as Warfare: How Violent Non-State Groups Use Social Services to Attack the State. Studies in Conflict & Terrorism, 31(4), 350–370. https://doi.org/10.1080/10576100801931321

Harriet, A. et al. (2015). « Drivers of violent extremism: hypotheses and literature review. » GSDRC Applied Knowledge Services. Disponible sur https://gsdrc.org/document-library/drivers-of-violent-extremism-hypotheses-and-literature-review/.

Hassan, M. (2012). Understanding Drivers of Violent Extremism: The Case of al-Shabab and Somali Youth. CTC Sentinel, 5(8), 18–20.

Hegghammer, T. (2011). The Rise of Muslim Foreign Fighters: Islam and the Globalization of Jihad. International Security Journal, 35(3), 53–94.

Holtug, N. et E. Uslaner (2021). « National Identity and Social Cohesion » Université de Copenhague.

Horgan, J. (2009). « Deradicalization or disengagement? A process in need of clarity and a counterterrorism initiative in need of evaluation », International Journal of Social Psychology, 24:2, 291-298, DOI: 101174/021347409788041408.

Horgan, J. et K. Braddock (2010). « Rehabilitating the Terrorists?: Challenges in Assessing the Effectiveness of De-Radicalization Programs », Terrorism and Political Violence 22, no 2 (2010): 267–29.

Human Rights Watch (2022). Mali: Massacre by Army, Foreign Soldiers. 300 Civilians, Suspects Allegedly Killed; Set Independent, Credible Inquiry. 5 avril 2022. Disponible sur https://www.hrw.org/news/2022/04/05/mali-massacre-army-foreign-soldiers.

International Civil Society Action Network (ICAN)/Programme de développement des Nations Unies (PNUD) (2019). « Invisible Women: Gendered Dimensions of Return, Reintegration and Rehabilitation. » 7 janvier 2019. Disponible sur https://www.undp.org/publications/invisible-women.

IPI Global Observatory (2017a). « Reaping the Benefits of Cost-Effective Peacebuilding. » Juillet 2021, 2017. Disponible sur https://theglobalobservatory.org/2017/07/peacebuilding-expenditure-united-nations-sustaining-peace/.

IPI Global Observatory (2017b). « Can Military Might Alone Defeat al-Shabaab? » Mars 21. Disponible sur https://theglobalobservatory.org/2017/03/al-shabaab-amisom-extremism-afgoye/.

International Alert (2020). « Dogmatism or pragmatism? Violent extremism and gender in the central Sahel. » Disponible sur https://www.international-alert.org/publications/dogmatism-or-pragmatism-violent-extremism-gender-central-sahel/.

International Crisis Group (ICG) (2017). « Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram », Rapport 244/Afrique, 23 février 2017. Disponible sur https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/244-watchmen-lake-chad-vigilante-groups-fighting-boko-haram

ICG (2019). « Women and Al-Shabaab's Insurgency », Dossier 145/Afrique 27 juin 2019. Disponible sur https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/somalia/b145-women-and-al-shabaabs-insurgency.

ICG (2020). « What Role for the Multinational Joint Task Force in Fighting Boko Haram? », Rapport 291/Afrique, 7 juillet 2020. Disponible sur https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/291-what-role-multinational-joint-task-force-fighting-boko-haram.

International Federation for Human Rights (2021). The Sahel: « In 2020, more civilians were killed by the security forces than by extremist groups. » 26 février 2021. Disponible sur https://www.fidh.org/en/region/Africa/mali/the-sahel-in-2020-more-civilians-were-killed-by-the-security-forces.

Institute for Economics and Peace (IEP) (2016). « Measuring Peacebuilding Cost-effectiveness. » Disponible sur https://css.ethz.ch/ content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/resources/docs/IEP-Measuring%20Peacebuilding%20Cost-Effectiveness.pdf.

IEP (2022a). « Global Terrorism Index 2022: Measuring the impact of terrorism. » Sydney, mars 2022. Disponible sur https://reliefweb.int/report/world/global-terrorism-index-2022

IEP (2022b). « Positive Peace Index 2022: Analysing the factors that build, predict and sustain peace. » Sydney, janvier 2022. Disponible sur https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2022/01/PPR-2022-web.pdf

IEP (2022c). « Global Peace Index 2022: Measuring peace in a complex world. » Sydney, juin 2022. Disponible sur https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2022/06/GPI-2022-web.pdf

IEP/PNUD (2020). « Measuring the Economic Impact of Violent Extremism Leading to Terrorism in Africa. » Avril 2020. Disponible sur https://www.undp.org/publications/measuring-economic-impact-violent-extremism-leading-terrorism-africa.

Institut d'études de sécurité (ISS) (2014). « Radicalisation and al-Shabaab recruitment in Somalia. » Document ISS 266, septembre 2014. Disponible sur https://www.files.ethz.ch/isn/184703/Paper266.pdf.

ISS (2018). « Stopping the spread of terror onto West Africa's coast. » 30 octobre 2018. Disponible sur https://issafrica.org/iss-today/stopping-the-spread-of-terror-onto-west-africas-coast.

ISS (2021). « Women at the heart of Boko Haram and Katiba Macina. » 13 avril 2021. Disponible sur https ://issafrica.org/iss-today/women-at-the-heart-of-boko-haram-and-katiba-macina.

ISS (2022). « West African coastal terror attacks: just the tip of the iceberg. » 9 mars 2022. Disponible sur https://issafrica.org/iss-today/west-african-coastal-terror-attacks-just-the-tip-of-the-iceberg.

King, M. et S. Mullins (2021). « COVID-19 and Terrorism in the West: Has Radicalization Really Gone Viral?. » 4 mars 2021. Just Security. Disponible sur https://www.justsecurity.org/75064/covid-19-and-terrorism-in-the-west-has-radicalization-really-gone-viral/.

Khadija et Harley, S. (2019). « Women in Al-Shabaab », dans M. Keating et M. Waldman (éd.) War and Peace in Somalia: National Grievances, Local Conflict and Al-Shabaab, Oxford University Press (2018). Oxford University Press. DOI: 10.1093/oso/9780190947910.003.0021.

Khalil, J., J.G. Horgan et M. Zeuthen (2019). « The Attitudes-Behaviors Corrective (ABC) Model of Violent Extremism. » Décembre 2019, dans Terrorism and Political Violence 34(3):1-26DOI:10.1080/09546553.2019,1699793

Khalil, L. (2021). « GNET Survey on the Role of Technology in Violent Extremism and the State of Research Community-Tech Industry Engagement. » The Global Network on Extremism and Technology (GNET). Disponible sur https://www.lowyinstitute.org/publications/gnet-survey-role-technology-violent-extremism-and-state-research-community-tech-0

Krueger, A. B. et Laitin, D. D. (2008). Kto Kogo?: A Cross-Country Study of the Origins and Targets of Terrorism. Dans P. Keefer et N. Loayza (Eds.), Terrorism, Economic Development, and Political Openness (pp. 148–173). Cambridge University Press. https://doi.org/10.1017/CBO9780511754388.006

Lebovich, A. (2020). « Mapping Armed Groups in Mali and the Sahel. » Conseil européen des relations étrangères. Disponible sur https://ecfr.eu/special/sahel_mapping/dan_na_ambassagou.

Lefas, M, Nozawa, J et Kessels E. (2020). « Blue Sky V: An Independent Analysis of UN Counterterrorism Efforts », Global Center on Cooperative Security, novembre 2020. Disponible sur https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/GCCS-Blue-Sky-V-2020.pdfMahmoud, Y. (2016). « In the Fight against Violent Extremism, Why is Prevention Elusive? » Article 7 du blog de l'Observatoire Mondial de l'IPI, 2016. Extrait le 21 novembre de https://theglobalobservatory.org/2016/01/.

Marrone, J, V., T.C. Helmus, E. Bodine-Baron et C. Santucci (2020). « Countering Violent Extremism in Nigeria Using a Text-Message Survey to Assess Radio Programs », RAND Corporation. Disponible sur https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR4257.html.

Mattheis, A (2020). « Disrupting the digital divide: Extremism's Integration of Offline/Online Practice. » Disponible sur https://interventionen.blog/2020/04/21/disrupting-the-digital-divide-extremisms-integration-of-offline-online-practice/.

Mercy Corps (2015). « Youth & Consequences: Unemployment, Injustice and Violence. » Disponible sur https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2020-01/MercyCorps_YouthConsequencesReport_2015.pdf.

Mercy Corps (2016). « Motivations and empty promises: Voices of Former Boko Haram Combatants and Nigerian Youth. » Disponible sur https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2019-11/Motivations%20and%20Empty%20Promises_Mercy%20Corps_Full%20Report_0.pdf.

Morrison, J. F., A. Silke, H. Maiberg, C. Slay et R. Stewart (2021). A Systematic Review of Post-2017 Research on Disengagement and Deradicalisation. Centre for Research and Evidence on Security Threats.

Mowat, J. G. (2015). « Towards a new conceptualisation of marginalisation. » European Educational Research Journal, 2015, Vol. 14(5) 454–476, DOI: 10.1177/1474904115589864, Sage publications. Disponible sur https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/1474904115589864.

Newman, E. (2007). « Weak States, State Failure, and Terrorism. » Terrorism and Political Violence, 19(4), 463–488. https://doi.org/10.1080/09546550701590636.

Nwafor, N. H. A. et G.A.I. Nwogu (2015). « Implication of Radicalisation for Nigerian Education: A Philosophical Analysis. » Journal of Education and Practice, 6(21)

New York University (2022). « How Radio Programming Can Fight Violent Extremism in West Africa. » 18 janvier 2022. Disponible sur https://www.nyu.edu/about/news-publications/news/2022/january/how-radio-programming-can-fight-violent-extremism-in-west-africa.html.

O'Driscoll, D. (2017). Links between childhood experience of violence and violent extremism (Rapport Helpdesk, p. 9). UK Department for International Development.

Ogharanduku, V. I. (2017). « Violent Extremism and Grievance in Sub- Saharan Africa. » Peace Review, 29(2), 207–214. https://doi.org/10.108 0/10402659.2017.1308732.

Pantucci, R. et S. Jesperson (2015). From Boko Haram to Ansaru: The Evolution of Nigerian Jihad (Occasional Paper, p. 46). Royal United Services Institute.

Post, J. (2007). The Mind of the Terrorist. Palgrave Macmillan.

Raafat, L (2021). « The Schism of Jihadism in the Sahel: How Al-Qaeda and the Islamic State are Battling for Legitimacy in the Sahelian Context. » 13 octobre 2021. Disponible sur https://www.mei.edu/publications/schism-jihadism-sahel-how-al-qaeda-and-islamic-state-are-battling-legitimacy-sahelian.

Rabasa, A., S.L. Pettyjohn, J.J. Ghez, C. Boucek (2011). « Deradicalizing Islamist Extremists. » Ran Corporation. Disponible sur https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2010/RAND_MG1053.pdf.

Richards, J. (2017). « Demobilising and Disengaging Violent Extremists: Towards a New UN Framework », Stability: International Journal of Security and Development 6, no 1.

Saferworld (2014). « Masculinities, conflict and peacebuilding: perspectives on men through a gender lens » Octobre 2014. Disponible sur https://www.saferworld.org.uk/resources/publications/862-masculinities-conflict-and-peacebuilding-perspectives-on-men-through-a-gender-lens.

Saferworld (2020). « A fourth pillar for the United Nations? The rise of counter-terrorism. » Juin 2020. Disponible sur https://www.saferworld.org.uk/resources/publications/1256-a-fourth-pillar-for-the-united-nations-the-rise-of-counter-terrorism.

Sageman, M. (2004). Understanding Terror Networks. University of Pennsylvania Press.

Sahan Africa (2019). « Al-Shabaab as a Transnational Security Threat » dans Keating, M. et M. Waldman, M. (éd.) War and Peace in Somalia: National Grievances, Local Conflict and Al-Shabaab, pp. 401-413. https://doi.org/10.1093/oso/9780190947910.001.0001.

Schmid, A.P. (2013). « Radicalisation, De-radicalisation, Counter-Radicalisation: A Conceptual Discussion and Literature Review », ICCT Research Paper 97, no 1: 22

Search for Common Ground (2017). Transforming Violent Extremism: A peacebuilder's guide. Disponible sur https://www.sfcg.org/wp- content/uploads/2017/04/Transforming-Violent-Extremism-V2-August-2017.pdf.

Simi, P., K. Sporer et B.F. Bubolz (2016). « Narratives of Childhood Adversity and Adolescent Misconduct as Precursors to Violent Extremism: A Life-Course Criminological Approach. » Journal of Research in Crime and Delinquency, 53(4), 536–563. https://doi.org/10.1177/0022427815627312.

Shurkin, M (2021). France's War in The Sahel and the Evolution of Counterinsurgency Doctrine. The Scholar, Texas National Security Review, Vol 4, Iss 1 Winter 2020/2021 | 35–60. Disponible sur https://tnsr.org/2020/11/frances-war-in-the-sahel-and-the-evolution-of-counter-insurgency-doctrine/.

Sommers, M (2013). « Stuck: Rwandan youth and the struggle for adulthood. » Africa: The Journal of the International African Institute, Cambridge University Press, volume 83, numéro 2, mai 2013.

Sommers, M (2022). « The Failing Response to Violent Extremism in Africa – and the Need to Reform the International Approach. » Disponible sur https://www.justsecurity.org/83077/the-failing-response-to-violent-extremism-in-africa-and-the-need-to-reform-the-international-approach/.

Sparke, B. (2019). « The religious vs. social radicalisation debate: Current understandings and effects on policy. » Journal of Policing, Intelligence and Counter- Terrorism, 14(1), 82–96. https://doi.org/10.1 080/18335330.2018.1501807.

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) (2021). « Trends in World Military Expenditure, 2020. » SIPRI Policy Brief, Stockholm International Peace Research Institute, Stockholm. Avril 2021, disponible sur https://www.sipri.org/publications/2021/sipri-fact-sheets/trends-world-military-expenditure-2020

SIPRI (2022). « Trends in world military expenditure », 2021. Policy Brief, Stockholm International Peace Research Institute , Stockholm. Avril 2022. Disponible sur https://www.sipri.org/sites/default/files/2022-04/fs_2204_milex_2021_0.pdf.

The New Humanitarian (2019). « In militarised Mali, humanitarian responders say aid is an after-thought. » Disponible sur https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/03/11/militarised-mali-humanitarian-responders-say-aid-afterthought.

The New Humanitarian (2020). « Victims or villains? The volunteer fighters on Burkina Faso's front line. » 12 octobre 2020. Disponible sur https://www.thenewhumanitarian.org/2020/10/12/victims-or-villains-volunteer-fighters-burkina-faso-s-front-line.

The New Humanitarian (2021). « No strings attached? How Europe's military support for Mali closes its eyes to abuses. » 26 août 2021. Disponible sur https://www.thenewhumanitarian.org/investigations/2021/8/26/Europe-military-alliance-Sahel-Mali.

Programme de développement des Nations Unies (PNUD) (2016), Preventing and Responding to Violent Extremism in Africa: A Development Approach. Disponible sur https://www.undp.org/africa/publications/preventing-and-responding-violent-extremism-africa-development-approach.

PNUD (2017). Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment. Disponible sur https://journey-to-extremism.undp.org/

UNDP (2022a). RAPPORT SPÉCIAL 2022 « New threats to human security in the Anthropocene Demanding greater solidarity ». Disponible sur https://www.undp.org/somalia/publications/new-threats-human- security-anthropocene-demanding-greater-solidarity

UNDP (2022b). Integrating Mental Health and Psychosocial Support into Peacebuilding.

PNUD (2023). Dynamics of Violent Extremism in Africa: Conflict Ecosystems, Political Ecology, and the Spread of the Proto-State. PNUD 2023.

Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNOCT) (2006). « UN Global Counter-Terrorism Strategy. » Disponible sur https://www.un.org/counterterrorism/un-global-counter-terrorism-strategy.

Office des Nations Unies contre les drogues et le crime (UNODC) (2018). « 'Radicalization' and 'violent extremism'. » Disponible sur https://www.unodc.org/e4j/zh/terrorism/module-2/key-issues/radicalization-violent-extremism.html.

Nations Unies (1994). « Measures to Eliminate International Terrorism. » Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies 49/60 (1994). Disponible sur https://www.un.org/en/ga/sixth/69/int_terrorism.shtml.

Nations Unies (2016a). « Plan of Action to Prevent Violent Extremism. » Disponible sur www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/674

Nations Unies (2016b). « UN Secretary-General's Remarks at General Assembly Presentation of the Plan of Action to Prevent Violent Extremism [As Delivered]. » Disponible sur https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2016-01-15/un-secretary-generals-remarks-general-assembly-presentation-plan.

Assemblée générale des Nations Unies (2017). « Strengthening the Capability of the United Nations System to Assist Member States in Implementing the United Nations Global Counter-Terrorism Strategy », A/ RES/71/291, 19 juin 2017. Disponible sur file:///Users/benedictestorm/Downloads/A_71_858-EN.pdf

Nations Unies (2021). « Our Common Agenda - Report of the Secretary-General. » Disponible sur https://reliefweb.int/report/world/our-common-agenda-report-secretary-general?gclid=EAIaIQobChMIkNzro9P8_AIVor53Ch3jcAkdEAAYASAAEgKqC_D_BwE

Nations Unies (2022). « Situation in Mali – Report of the Secretary-General (S/2022/731). » 13 octobre 2022. Disponible sur https://reliefweb.int/report/mali/situation-mali-report-secretary-general-s2022731

82 United States Institute for Peace (USIP) (2016/2017). « The Jihadi Threat: Isis, Al Qaeda, and Beyond. » Décembre 2016/Janvier 2017. Disponible sur https://www.usip.org/sites/default/files/The-Jihadi-Threat-ISIS-Al-Qaeda-and-Beyond.pdf.

ONU FEMMES (2020). Global digital consultation: Voices and perspectives of civil society on the gendered dimensions of violent extremism and counterterrorism responses – Outcome report Disponible sur https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/11/gendered-dimensions-of-violent-extremism-and-counterterrorism-responses.

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) (2011).

The Development Response to Violent Extremism and Insurgency: Putting Principles into Practice (USAID Policy, p. 23). https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1870/VEI_Policy_Final.pdf.

USAID (2021). « USAID/West Africa Regional Peace and Governance Program. » Disponible sur https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/USAID_WA_RPGO_PROGRAM_Fact_Sheet_July_2021_cleared.pdf.

USIP (2022). « Another Coup in the Sahel: Here's a Way to Halt This Cycle. » 20 octobre 2022. Disponible sur https://www.usip.org/publications/2022/10/another-coup-sahel-heres-way-halt-cycle.

Uzodike, N. U. O. et B. Maiangwa (2012). « Boko Haram terrorism in Nigeria: Causal factors and central problematic. » African Renaissance, 9(1), 91–118.

Van der Lijn, J (2019). « The UN Peace Operation in Mali: A Troubled Yet Needed Mission. » Disponible sur https://reliefweb.int/report/mali/un-peace-operation-mali-troubled-yet-needed-mission.

Vergani, M., I. Muhammad, I. I. Ekin et B. Eric (2018). « The Three Ps of Radicalization: Push, Pull et Personal. A Systematic Scoping Review of the Scientific Evidence about Radicalization Into Violent Extremism. » Studies in Conflict & Terrorism. Volume 43, 2020 – Numéro 10.

Vijaya, R. M., A. Wilent, J. Cathcart et R. Fiorellini (2018). « Economic underpinnings of violent extremism: A cross country exploration of repeated survey data. » World Development, 109, septembre 2018, pp. 401-412.https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.05.009.

Voice of America (2021). « Russian Mercenaries Threaten CAR Stability Over Alleged Civilian Abuses. » 10 décembre 2021. Disponible sur https://www.voanews.com/a/russian-mercenaries-threaten-car-stability-over-alleged-civilian-abuses-/6349193.html.

Weiss, M. et H. Hassan (2015). ISIS: Inside the Army of Terror. Simon et Schuster.

Weisburd, D., M. Wolfowicz, B. Hasisi, M. Paolucci et G. Andrighetto (2022). « What is the best approach for preventing recruitment to terrorism? Findings from ABM experiments in social and situational prevention », Criminology and Public Policy, volume 21, numéro 2, mai 2022. Disponible sur https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1745-9133.12579.

Zeuthen, M. (2016). « What is violent extremism? » 12 septembre 2016. RUSI. Disponible sur https://rusi.org/news-and-comment/video-commentary/what-violent-extremism.

Ysseldyk R., K. Matheson et H. Anisman (2010). « Religiosity as Identity: Toward an Understanding of Religion From a Social Identity Perspective », Personality and Social Psychology Review 14(1):60-71. DOI:10.1177/1088868309349693.

PNUD